

LIRE PAGE 32

Le Monde

Directeur : Jacques Fouvet

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
11 fr.; Canada, 50 c. cts.; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce,
10 dr.; Iran 45 rls.; Italie, 250 L.; Liban, 125 p.;
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 125 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr. U.S.A., 15 cts.; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 44
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-53 Paris
Télex Paris n° 630572
Tél. : 770-91-29

La débandade de l'Europe

C'est en espoir que nous sommes aujourd'hui, compromis plus gravement que jamais. Depuis le 20 janvier, la livre a perdu 17 % de sa valeur, la peseta 10 % (la livre 3 %). Le franc va maintenant floter en balise, au milieu d'un océan de pertes. Les intérêts de ce qui reste du « emprunt » de la Belgique (dont les liens particuliers avec le Japon viennent d'être eux aussi rompus) et la couronne danoise et la couronne norvégienne sont en danger. Les « fortes pressions » dont on peut se demander si l'abandon du franc va peser sur lui suivent d'une débâcle générale. Toutes les conditions sont réunies pour que la dévaluation de la livre entraîne la course à la dévaluation montante, génératrice d'inflation et propre à arriver les réflexes protectionnistes. La destruction progressive du cadre que constituait la livre peut que s'accroître, arrivée au point où les mesures politiques de sauvetage.

passé 1817 livres pour 1 dollar). Le gouvernement français estime, semblerait-il, que c'est à quelque chose que ça change. Les échanges devraient être tels que, pratiquement, ne subsistera que la dévalorisation par rapport aux monnaies du « serpent » européen. Mais, pour le moment, le rapport au Deutschmark est l'ampleur de la spéculation contre le franc, qui a nécessité la semaine dernière la mobilisation des réserves considérables de devises, dont le chiffre a été révélé par M. Pourcade l'équivalent de 2 millions de francs en janvier, 4 millions de francs en février, 5 millions de francs en mars, et encore mesure, lundi matin, par le taux de l'intérêt sur le marché de l'eurofranc, qui s'élève à 300 % au jour le jour : les emprunts du franc à découvert doivent se couvrir à tout prix par des emprunts.

A partir du moment où les pays parisiens de la France au sein de la Communauté économique européenne refusent de se préoccuper à l'opération de camouflage à l'endroit de la Communauté, M. Pourcade, à l'instar de M. de substance le « serpent » de sa substance en en modifiant plusieurs règles fondamentales (élargissement des possibilités de remboursement des plus souples de remboursement) à la charge des pays débiteurs, la décision prise par le gouvernement français d'accepter l'attribution d'un accord moné-

taire. La décision de dénoncer le traité dimanche par le président Sadat — attaquée par les organes d'information, accusent Le Caire de s'insolenter avec en faisant le jeu d'Israël (lire page 20).

Le « comité de sécurité » du cartel dimanche une réunion exceptionnelle sur la situation au Liban, où le leste monter. Le président Franglé ayant t-

Une fois de

Beyrouth. — Tout semble liban- qué. Une fois de plus, le Liban paraît s'enliser dans une situation qu'il ne peut maîtriser. Le « coup de force » du général Aziz El Ahdah (le Monde daté 14-15 mars) n'a pas pour l'instant emporté la décision, bien qu'il ait provoqué dans la nuit du 13 au 14 mars, un événement historique : un vote de défiance du Parlement contre le président de la République, M. Soleiman Franglé.

Pour la première fois depuis longtemps, toutes les parties en conflit semblent s'accorder sur un point essentiel : le chef de l'Etat, tenu pour principal responsable de la crise, doit quitter le pouvoir avant le terme de son mandat, en septembre prochain. Chacun le souhaite, ou est prêt à s'y résoudre, mais personne ne

M. Giscard d'Estaing devrait s'entretenir successivement, lundi après-midi 15 mars, avec MM. Jacques Chirac, chef du gouvernement; Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et Lecaunet, ministre d'Etat, ministre de la justice.

Ils vont changer de président

Le langage, tenu par des représentants présidentiels sort intérieurement du M.L.B., s'entend M. Labbé, U.D.R. de l'élection, en préférence à parler de la gauche, ancien secrétaire général.

"Nous croyons entendre sérieux. Il n'est pas évident que nous soyons prêts à accepter le changement de direction." La participation inhérente de 62 % du corps électoral lui faut remonter au premier tour des cantonales d'avril 1958 pour retrouver un taux comparable à ce jour pour effet non pas de consolider les positions de la majorité, mais de confirmer et même amplifier sensiblement le mouvement à gauche du T.M.S.

A la veille du renouvellement des présidents des conseils généraux, on peut tenir pour acquis le basculement dans l'opposition

La participation inhabituelle de 62 % du corps électoral (il faut remonter au premier tour des cantonales d'avril 1958 pour retrouver un taux comparable) a eu pour effet non pas de consolider les positions de la majorité, mais de confirmer et même d'amplifier sensiblement la poussée à gauche du 7 mars.

A la veille du renouvellement des présidents des conseils généraux, on peut tenir pour acquis le basculement dans l'opposition de dix assemblées départementales : Allier, Belfort, Côtes-du-Nord, Essonne, Gers, Gironde, Isère, Puy-de-Dôme, Savoie, Val-de-Marne. En raison de l'imprécision de certaines étiquettes, la réserve s'impose pour l'Ain, la Corse-du-Sud, la Côte-d'Or, les Landes et le Tarn, où la même tendance est observée.

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 17.)

LES PIEDS DANS L'EAU

Ce n'est peut-être pas un raz de marée, mais, assurément, c'est une marée d'équinoxe qui, rencontrant les courants du mécontentement, gonfle de manière dangereuse les eaux électorales.

En un mot, l'inondation menace. Heureux Louis XV qui pouvait dire : « Après moi le déluge ! » La majorité l'a dérangé elle. Pour le moment, M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Chirac, qui, l'un à l'Elysée, l'autre à l'Odéon, sont à peu près à égale distance du mouve- ment de l'Aïm a, doivent, comme lui les jours de crue, se sentir les pieds dans l'eau.

ROBERT ESCARPIT.

Le retour du Bread and Puppet

Salle Puppé, à Nancy. Des douleurs puissantes, des balaises trouvailles, du marbre dans le hall qui prend un air de fêta villageoise : un mandeur de feu, un personnage indélicat sous une robe blanche, un homme aux cheveux en blanc, droinent la foule. Le Bread and Puppet est arrivé, conduit par Peter Shumann, marionnettiste allemand qui vit en Amérique depuis 1962 et y a fait de la marionnette, des films, des films et des choses de marvail. Il ne vient pas en Europe sans passer par Nancy, sans saluer Jack Lang et le Festival ob, il y a huit ans, dans le théâtre de la Ville, le théâtre national. « On a hait ans, le protestat contre la guerre au Vietnam. Aujourd'hui, il célèbre, à sa manière, le bicentenaire des Etats-Unis. Les spectateurs s'appellent les Etats-Unis ».

Une procession traverse la salle, portant une immense figure ou

doux sourire, et va le placer
dans d'un nouveau fleuret, ou cantique
de la scène. Côté Jordin, un chanteur
chanté des cantiques. Côté ca-
Peter Shumann surveille, et un
petite fille angélique, couronnée de
roses blanches, tourne et fau-
pour aller à la messe. Les sta-
stations du chemin de croix.
presque une introduction ou style
des Bread and Puppet, des éle-
pour saisir le discours chrétien fo-
de paraboles l'indiscernement per-
suelles. Un discours en forme d'
campilante populaire — de « mono-
tat » — qui raconte, ici, le doulou-
reux histoire de Jésus. L'Évangé-
est vécu par les personnes de
les temps. Ici le sang de la
sacrilège, la mort, la mort, la mor-
sacrilège naïves, mais la croix dans
ciel ressemble à un bombardier gris

COLETTE CORBARD

(Lire la suite page 33.)

Avant même la dénonciation officielle du traité d'amitié

Le Caire aurait supprimé les «facilités» accordées à la flotte soviétique

Le Parlement égyptien s'est réuni, le lundi 15 mars, pour examiner un projet de loi abrogeant le traité d'amitié et de coopération « conclu entre Le Caire et Moscou le 27 mai 1971. Selon l'officieux « Al Gounhouiya », les facilités accordées à la flotte soviétique dans les ports égyptiens ont été d'ores et déjà suspendues. La décision de « dénoncer le traité » annoncée dimanche par le président Sadate « est vivement critiquée par les organes d'information de Syrie, qui accusent Le Caire de s'insolérer aux Etats-Unis, tout en faisant le jeu des Israéliens [lire page 20]. »

Le dimanche 16 mars, le Parlement israélien a tenu une séance de réunion exceptionnelle pour examiner le situation au Liban, où la tension ne cesse de monter. Le président Frenkel ayant refusé de dénon-

Une fois de plus,

Pour la première fois depuis longtemps, toutes les parties en conflit semblent s'accorder sur un point essentiel : le chef de l'Etat, tenu pour principal responsable de la crise, doit quitter le pouvoir avant le terme de son mandat, en septembre prochain. Chacun le souhaite, ou est prêt à s'y résoudre, mais personne ne

tionner malgré un vote de défiance au Parlement, embla-
 plus des deux tiers des députés, le général Aïd,
 El Aïdhaï, le nouvel « homme fort » libanais, a menacé
 d'avoir recours à la force pour déloger M. Frangie du
 palais présidentiel. Dans cette éventualité, on craint
 une reprise générale des hostilités. Des avions israëli-
 ens ont survolé lundi matin Beyrouth, où des tra-
 vers de mortiers et des rafales d'armes automatiques ont
 éclaté, pour la première fois depuis l'instauration du
 cessez-le-feu le 22 janvier dernier.

Bien que le président Assad ait quitté la crise
 libanaise, le général Aïd, le chef de l'Etat syrien, a déclaré en accord avec le général Frangie
 à une date « ultérieure mais prochaine » la visite
 qu'il devait faire en France à partir de ce lundi.

Le Liban s'enlise

(Lire la suite page 21.)

Une fois de plus, le Liban s'enlise

Bayrouth. — Tout semble blo-
qué. Une fois de plus, le Liban
paraît s'enliser dans une situa-
tion qu'il ne peut maîtriser. Le
« coup de force » du général Azzé
et l'abdication de M. Moustapha
Soleiman ont été l'élément d'inertie
emporté la décision, bien qu'il ait
provoqué, dans la nuit du 13 au
14 mars, un événement histo-
rique : un vote de défiance du
Parlement contre le président de
la République, M. Soleiman
Frangé.

royé spécial
CORNUT

venir à cette
de l'impudence
ce pays aujourd'hui
par onze
ville, et qui se
de trouver les
sursaut décisif.
Beyrouth vit re-

vention, et malgré certains acquis
et de multiples ap p r i s , ils ont
puissamment échoué dans la
mission primordiale qu'ils avaient
fixée. Isolé dans le palais de
Banda, dans les faubourgs de
Beyrouth, un vieillard irréduc-
tible continue de résister à tous
les appels de la démission et à
tous les ultimatums, sans cesse
recondit, faute de moyens de
pression efficaces.

(Lire la suite page 21.)

**LE LIBAN
EST UN PAYS ARABE
COMME TOUS LES AUTRES
nous déclare
le président Assad**

**Lire page 21 les déclarations
du chef de l'Etat syrien**

ON THE BASIS OF THE FOLLOWING

DELMAS
 EDITIONS J. DELMAS & CIE
 19, rue de l'Odéon
 75006 Paris
 Tél. 327 05 12

EXTRAIT D...

EXTRAIT DU SOMMAIRE

Tableaux comparatifs des principales formes du présent

VIENT DE PARAITRE

EXTRAIT DU SOMMAIRE

selon du groupe et de concepts de nouvelles modalités de nouvelles modalités

Le nom de chaque département est suivi de l'indication du nombre des sièges qui étaient à pourvoir avant le premier tour : cantons anciens, cantons nouvellement créés (leur nombre figure entre crochets) et cantons n'appartenant pas à la série renouvelable et devenus vacants par suite de la démission ou du décès du titulaire.

Les cantons dont le nom est précédé du signe ● sont ceux qui ont été récemment créés par remodélage. Le signe ■ précède le nom des cantons de la série non renouvelable.

Après avoir donné les résultats canton par canton, nous indiquons la composition du nouveau conseil général du département considéré dans son ensemble.

act. loc. : action locale (défense des intérêts cantonaux et étiquettes de même nature).
anc. cons. gén. : ancien conseiller général (à l'extinction des sortants).
anc. dép. : ancien député.
anc. min. : ancien ministre.
anc. prés. cons. : ancien président du conseil.
anc. prés. cons. gén. : ancien président du conseil général.
anc. prés. cons. rég. : ancien président du conseil régional.
anc. secr. G. : ancien secrétaire d'Etat.
anc. sén. : ancien sénateur.
app. : apparenté.
ball. : ballottage.
candi nouv. : candidat nouveau.
cent. dém. : Centre démocrate.
C.D.P. : Centre Démocratique et Progrès.
cent. : centriste.
cent. g. : centre gauche (à l'exclusion des radicaux de gauche et des radicaux favorables à la majorité).
Cent. ind. : Centre indépendant (ex-Alliance républicain-socialiste et Libérale).
Cent. rép. : Centre républicain (M. André Morice).
C.N.I.P. : Centre national des indépendants et paysans.
cons. gén. : conseil général.
c.w. : conseiller sortant.
dép. : député.
div. g. : divers gauches.
E.-L. : Klaus-Löhring (Autonomistes alsaciens).
ext. d. : extrême droite.
ext. g. : extrême gauche.
F.S.D. : Fédération des socialistes démocrates (M. Eric Hiltmann).
F.N. : Front national (M. Jean-Marie Le Pen).
F.P. : Front progressiste gauchiste.
Gauche dém. : Gauche démocratique (réservé aux sénateurs).
gauch. : gaulliste.

Parmi les élus qui n'étaient pas
suyvants on notait :
MM. Michel Delmaître, maire d'Ambouise, anc. prem. min.; Dhinnin
(Nord), Légendaire (Nord); Jean
Lafont, maire de Saint-André, des
U.D.R.; Durieux (Nord); de
R.I. Forni (Territoire de Bel-
fort); Blanc (Savoie);
M. de la Motte (Nord);
Maurice Andrieu (Haute-Ga-
ronne), députés socialistes; Fre-
jaud, P.C., dep. maire de Colum-
biac; L. de la Motte, P.C., de
pouillé, maj. pres. sén. (la Réu-
nion); Schwint, P.S., sénateur
(Dobs); Schmauder, P.C.,
Claude Schmauder, Bousch, maire

TOME I des origines à 1814
TOME II de 1815 à 1871
TOME III de 1871 à 1940
TOME IV de 1940 à 1958
TOME V de 1958 à nos jours

Les conseils généraux de l'Essonne et du Val-de-Marne seront présidés par des communistes

Les socialistes sont les premiers bénéficiaires, mais point les seuls, d'une situation sociale qui politise l'opinion en leur faveur. En contrepartie, ils offrent à cette contestation un moyen de s'exprimer qu'elle n'avait pas toujours voulu trouver ailleurs. La gauche tire parfois parti indirectement de cette explosion de colère : ainsi, à Pontoise, où son succès est le plus net, elle a obtenu le conseil municipal du Val-d'Oise, n'est dû qu'un maintien d'un obstiné défenseur de l'environnement. Cependant, elle en tire parti de façon très inégale. Comme toujours, les reports de voix au second tour n'ont pas le même rendement selon qu'ils s'opèrent au profit d'un communiste ou d'un socialiste. Le P.C.F., s'entend, plus que jamais, de la droite, et les suffrages qui se pressent derrière elle en puissance. Il doit ainsi quatre sièges lui échapper dans l'Essonne et trois dans le Val-de-Marne, mais c'est grâce à la mobilisation de toute la gauche que M. Roméo (P.C.) l'emporte de onze voix sur M. Lefèvre d'Ormesson à Chennervillères et M. Picard (P.S.) sur M. Jean-Paul David à Mantes-la-Jolie.

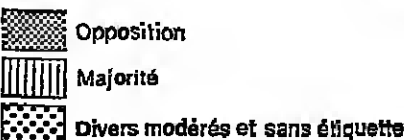
D'une manière générale, le déficit des voix de gauche au second tour est d'autant plus net que l'élection du candidat communiste — ou socialiste, comme le prouve le cas de M. Pontillon à Suresnes — est assurée et la discipline joue mieux au sein de la gauche lorsque l'adversaire est coriace.

Les présidents des conseils généraux sortants du Val-de-Marne (M. Nungesser et de l'Essonne (M. Prost) ont vu devoir abandonner leur siège au second tour, et ont obtenu leur engagement à la présidence des assemblées départementales des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise, puisque MM. Pasqua (U.D.R.) et Chauvin (c.n. dém.) ont été battus.

ANDRÉ LAURENS.

1 ^{er} TOUR : 4 ELUS (1 P.C. 1 cent. 2 sans étiquette)		<u>ESSONNE (5+16)</u>	
RIEUVRES			
● M. Simonin, c.s., maire			
de Verrières - le - Buillon,			
U.D.R., 4 268	Rédu	● M. Teubach, maire,	
● M. Gabriel-Roger, P.S.,			
4 278.			
● BRETAGNY-SUR-ORGE			
● M. Blin, P.C. 5 354.....	Elu	ma 3 948.....	
M. de Boisbue, mod. maj.,		● Dupuy, P.C. 2 822	Rédu
4 565.			
● CHILLY-MAZARIN			
● M. Funes, P.S. 5 969.....	Elu	Cent. 2 118.....	Rédu
● M. Ehrhardt, maire, 4 523.		● M. Auffer, P.G. 5 714	
ETAMPES			
● M. Lefranc, P.C., 5 426.....	Elu	● M. Hardouin, P.S., 5 237	Elu
● M. Calley, c.s., réé., 4 837.		MM. Fortuit, 820, dép.,	

Les noms des cantons soumis à réflexion en 1976 sont encadrés d'un trait.



Trois cents mètres seulement séparent les studios de R.T.L., rue Bayard, et ceux d'Europe 1, rue de France-1. Et pourtant, dimanche soir, la différence d'attitude envers les élections cantonales était flagrant : d'un côté (à R.T.L.), la réserve, la discrétion, avec des débats sans mise en scène dans l'atmosphère feutrée du « studio de sons les Jours » ; de l'autre (à Europe 1), un grand studio surexcité ah, sur un podium, un aréopage de personnalités politiques débattaient devant un parterre d'invités. Un buffet oh, pendant les entractes, on pouvait voir Serge Gainsbourg et Jane Birkin, Serge Reggiani, Georges Moustaki...

A part ça, le même « petit ballet » d'hommes politiques — moins importants que les semaines dernières — entre les deux études ; André Dillegot, qui renait de R.T.L. croissait ; Michel Bernard qui sortait d'Europe 1, tandis que Roger Chénard contrail de la rue Bayard à la rue Francis-tx, répétant partout, pour expliquer le succès de la gauche, que l'électorat avait voulu se défoncer. Quant à Mme Giroud, elle déclarait au micro — sérieusement — qu'elle n'avait rien de surprenant puisque l'opposition connaissait toujours la force du corps électoral. — C. D.

M. Despierres, P.S., 3 140
M. Saint-Javin, U.D.R.,
2 334.

● SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
M. Englander, maire,
P.C., 4 023.....
M. Ferrin, c.s., U.D.R.,
3 274.

● SAVIGNY-SUR-ORGE
M. Bronsseau, sén.
maire, c.s., P.C., 8 069.....
M. de Caril, maj., 5 708.

● VIGNEUX-SUR-SEINE
M. Lakota, P.C., 4 667.....
M. Bachelot, U.D.R., 3 274.

[illegible][illegible]

Les résultats dans la région parisienne

(Suite de la page 3.)

1^{er} TOUR : 6 ELUS
(1 P.S.; 1 soc. ind.; 1 mod.; 1 cent.; 1 U.D.R.; 1 C.N.I.P.)

CHATEAU-LANDON
M. Prudhomme, c. s., anc. mod., U.D.R., 5.811.
M. La Carpentier, mod. maj., 1.898.
CHELLES
M. Fourré, P.S., 5.315.
M. Rabourdin, c. s., anc. mod., U.D.R., 5.811.
CLAYE-SOUILLY
M. Fraboullet, P.C., 9.944.
M. Montanari, mod. maj., 6.788.
M. Carrez, c. s., P.C., ne se représentait pas.
COULOMMIERS
M. Gehan, P.S., 6.010.
M. Flory, c. s., dép., U.D.R., 1.172.
CRECY-EN-BRIE
M. De Montier, c. s., mod. maj., 4.685.
M. Roux, P.C., 4.642.
DAMMARTIN-EN-VOIE
M. Gauthier, P.C., 4.178.
M. Pothus-Labour, c. s., mod. maj., 4.008.
DONNEMARIE-DONTILLY
M. Perguriv, mod. maj., 1.878.

SEINE-ET-MARNE (13+9)

M. Pinte, dép., U.D.R., 1.729 voix.
M. Fromentin, c. s., rad., ne se représentait pas.
MEAUX SUD
M. Valler, P.S., 4.699.
M. Isenbert, mod. maj., 3.376 voix.
MELUN NORD
M. Lemaire, c. s., rad. g., 6.033 voix.
M. Bonis, mod. maj., 3.044 voix.
MELUN SUD
M. Jacquet, c. s., anc. mod., U.D.R., 3.967.
M. Zina, P.S., 3.886.
NANGIS
M. Recouvreux, c. s., mod. maj., 3.929.
M. Garde, P.C., 2.387.
PERTHES-EN-GATINAIS
M. Renaud, P.S., 6.879.
M. Audiat, mod. maj., 6.217.
SAVIGNY-LE-TEMPLE
M. Royette, P.S., mod. maj., 4.926.
M. Davergne, mod. maj., 4.290.

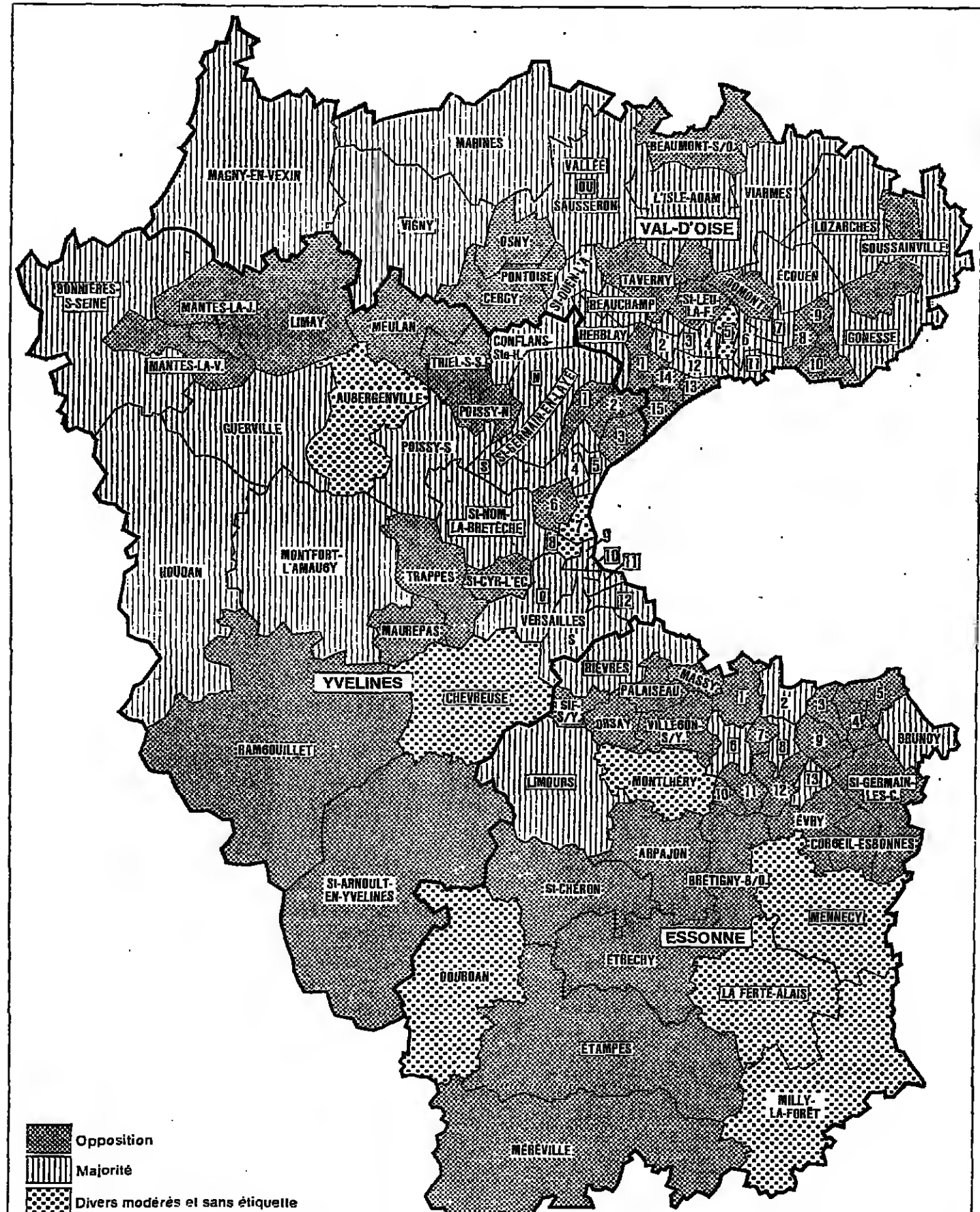
TORCY
M. Hurbelise, P.C., 3.878.
M. Maille, mod. maj., 3.808.
TOURNAN-EN-BRIE
M. Pilet, mod. maj., 2.619 voix.
VAIRES-SUR-MARNE
M. Bordu, dép., P.C., 5.948 voix.
M. Grousselle, mod. maj., 3.889 voix.

Le groupement à gauche qui s'est manifesté dans ce département était déjà amorcé lors des dernières élections législatives. La Seine-et-Marne a eu, il y a quelques années, cinq députés U.D.R. sur cinq circonscriptions; elle n'en compte plus que trois aujourd'hui. Deux d'entre eux participent au deuxième tour à Commeny par son adversaire socialiste, M. Pinte, suppléant de M. Alain Pignatelli, et de deux d'une bonne certaine de voix par le mod. mod. de Dammarie. Il est possible que l'incident Bloche (le Monde des 12 et 13 mars) ait finalement participé à la défaite du député U.D.R. Bien que M. Bloche ne se soit pas présenté au second tour, il a obtenu deux voix.

A Chelles, M. Rabourdin, ancien député U.D.R., a obtenu 5.811 voix, soit 40 % des suffrages. Un député communiste va pour la première fois siéger à l'Assemblée départementale: M. Gérard Borda, élu dans le canton de Voires.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Etienne Dailly, rad., vice-prés. du Sénat): 4 P.C., 3 P.S., 2 rad. g., 1 soc. ind., 4 rad. g., U.D.R., 1 C.N.I.P., 9 mod., 1 siège vacant.

LA NOUVELLE CARTE CANTONALE DES DÉPARTEMENTS DE LA GRANDE COURONNE



VAL-D'OISE — 1. Commeny-en-Parisis; 2. Francoville; 3. Ermonville; 4. Eaubouville; 5. Sully-sous-Montmorency; 6. Montmorency; 7. Saint-Basle; 8. Sarcelles Est; 9. Villiers-le-Bel; 10. Garges-les-Gonesse; 11. Enghien-les-Bains; 12. Hagny; 13. Argenteuil Est; 14. Argenteuil Centre; 15. Argenteuil-Ouest.

SEINE-ET-MARNE — 1. Melun-Nord; 2. Melun-Sud; 3. Meaux-Nord; 4. Meaux-Sud; 5. Torcy; 6. Tournan-en-Brie; 7. Vaires-sur-Marne; 8. Chelles; 9. Champs-sur-Marne; 10. Chelles; 11. Chelles; 12. Chelles; 13. Chelles; 14. Chelles; 15. Chelles.

YVELINES — 1. Mantes-la-Jolie; 2. Mantes-la-Ville; 3. Mantes-la-Paix; 4. Mantes-la-Jolie; 5. Mantes-la-Ville; 6. Mantes-la-Paix; 7. Mantes-la-Jolie; 8. Mantes-la-Ville; 9. Mantes-la-Paix; 10. Mantes-la-Jolie; 11. Mantes-la-Ville; 12. Mantes-la-Paix; 13. Mantes-la-Jolie; 14. Mantes-la-Ville; 15. Mantes-la-Paix.

ESSONNE — 1. Chilly-Mazarin; 2. Athis-Mons; 3. Vigneux-sur-Seine; 4. Montgeron; 5. Verres; 6. Longjumeau; 7. Savigny-sur-Orge; 8. Viry-Châtillon; 9. Brunoy; 10. Saint-Michel-sur-Orge; 11. Sainte-Geneviève-des-Bois; 12. Morangis-sur-Orge; 13. Ris-Orangis; 14. Brunoy; 15. Brunoy.

Huit présidents de conseils généraux battus

Quarante des quarante-cinq présidents de conseils généraux qui étaient renouvelables sollicitaient le renouvellement de leur mandat. (1). Vingt-cinq avaient été réélus au premier tour. A l'issue du scrutin de ballottage, le bilan est le suivant:

Sept réélus: MM. Pierre Abelin, Cent. dém., anc. min. (Vienne); Antoine Buisson, Cent. dém. (Isère); Henri Goetschy, Cent. dém. (Haut-Rhin); Raymond Hanin, R.I. (Haute-Marne); Robert Lacombe, sén. P.S. (Dordogne); Jean-Paul Palewski, dép. U.D.R. (Yvelines); René Regaudie, anc. dép. P.S. (Haute-Vienne).

Huit battus: MM. Jacques Bordenave, sén. rad. g. (Lot-et-Garonne); Adolphe Chauvin, sén. Cent. dém. (Val-d'Oise); Henri Fréville, sén. Cent. dém. (Ille-et-Vilaine); Lucien Grand, sén. Gauche dém. (Charente-Maritime); Jean Mézard, sén. ind. (Cantal); Charles Pasqua, anc. dép. U.D.R. (Gard); Jean Vilmain, R.I. (Vosges); Pierre Vitter, dép. R.I. (Haute-Saône).

LE SECOND TOUR

Les réactions de la majorité

M. LECANUET : un léger aversissement.
M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la justice, président du Centre démocrate: « Malgré une progression de l'opposition, la majorité maintient sa position prépondérante dans les conseils généraux. Quant au centre, il a largement maintenu et, je crois, élargi ses positions. Il les a surtout diversifiées dans des départements nouveaux. Cela dit, je constate, comme chacun, qu'il y a une certaine progression de l'opposition socialiste, mais je n'en tire, pour ma part, aucune conclusion pour l'avenir. Ce qui nous fait la majorité, c'est l'adhésion de l'opposition, exprimée d'une manière plus forte les actes qu'elle accomplit alors qu'elle a la charge des affaires publiques et je suis convaincu qu'après ce léger aversissement elle reprendra les voies du succès. »

M. SANGUINETTI : un examen de conscience.
M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R.: « Il est incontestable que nous avons reçu un avertissement. Je dirais: même un avertissement sérieux. Il s'agit d'un sondage en grandeur réelle, c'est incontestable. Il est évident qu'il nous faudra faire notre examen de conscience. Mais le fait que de nouveaux électeurs se soient portés vers la gauche ne prouve pas que seuls aient joué les facteurs économiques et sociaux. Il doit y avoir autre chose, qui est autre tout aussi fragile pour la gauche que ce fut pour nous. Il va donc falloir faire des analyses très fines pour savoir quelles sont les motivations, prêter l'oreille à ce qui se passe dans la tête des gens, et pour cela, j'estime que nous devons nous en rendre compte. »

M. ROSSI : la majorité se présentera désormais en ordre de combat.
M. André Rossi, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement: « Les élections législatives sont prévues pour 1978. Il y a eu, au cours de ces deux ans, il ne s'agit pas de le voir dans une fièvre électorale constante. Mais, puis-je dire que l'opposition a voulu engager le jeu tout de suite, la majorité se présentera désormais en ordre de combat, c'est-à-dire qu'on n'entendra plus de petites divisions, de petites phrases. L'opposition, ceux qui auront tiré les leçons des gens décidés à se battre. »

Mme GIROUD : le gouvernement n'a pas lieu de se féliciter.
Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine: « Depuis que j'entends des commentaires électoraux, j'ai toujours entendu tout le monde se féliciter du succès de la majorité. Ce soir, il va de soi que le gouvernement n'a pas lieu de se féliciter (...). A mon avis, ce genre de choses est sauterie. Il est toujours intéressant que les citoyens soient appelés à se prononcer à un moment donné et puissent exprimer leur opinion. Et bien, ils sont mécontents et ils le disent. Je crois cependant que cela ne préjuge en aucune manière ce qu'ils diront aux élections législatives. »

M. LABBÉ : la majorité sortira de cette épreuve.
M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale: « Malgré une politisation totale, unilatérale au premier tour et très peu modérée au second, la majorité sortira de cette épreuve. Les chiffres: on leur fait dire ce que l'on veut dans ce type de consultation. La tendance: plus une réaction d'humour qu'une adhésion à l'opposition. Les alliances: plus franches du côté de la majorité que de l'opposition, rendez-vous aux municipales, l'accent: très ouvert. Pour ce qui me concerne l'enseignement portera plus sur la stratégie que sur les résultats. »

M. MICHEL DEBRE, ancien premier ministre: « Il ne faut pas se tromper: non seulement l'U.D.R. a limité ses progrès, mais l'U.D.R. a obtenu un certain nombre de gains. Dans toutes les régions et dans toutes les élections où il y a eu une cause nationale, et où le candidat U.D.R. s'est affirmé comme étant le champion d'une certaine exigence à l'intérieur et à l'extérieur, non seulement ses électeurs ne quittent pas l'U.D.R., mais ont tendance à se renforcer derrière elle. »

M. LUCIEN NEUWIRTH, porte-parole de l'U.D.R.: « Au vu des premiers résultats connus, nous constatons que l'U.D.R. s'est assez bien comportée, quelle a bien résisté à la secousse. En effet, nous sommes nous-mêmes nos voix mais on peut aussi penser que nous aurons quelques sièges en plus. Il apparaît qu'une partie des abstentionnistes semble avoir voté d'une façon assez importante du côté de la majorité. »

M. MICHEL PONTATOWSKI, ministre de l'Intérieur: « Le report des voix en ce qui concerne la majorité a été tout à fait cohérent, quelle que soit la formation, la majorité a gagné. Ce report s'est fait presque totalement au second tour. »

M. GABRIEL PERONNET, secrétaire d'Etat à la fonction publique, président du parti radical: « La poussée socialiste que nous avons constatée au premier tour devait, bien entendu, se confirmer au second tour. Mais tout compte fait, un certain nombre d'éléments nous réconfortent en quelque sorte, puisque le scrutin était cette fois-ci vraiment politique et la majorité n'avait peut-être pas politisé suffisamment tôt le scrutin. »

M. JACQUES SOUSTELLE, député réformateur du Rhône, président du mouvement Progrès et liberté: « Il est bien certain que le plus grand nombre d'électeurs qui ont voté pour l'union de la gauche n'ont jamais lu le programme commun et ne sont pas marxistes. Mais ils ont exprimé leur inquiétude et leur rancœur en votant plus contre ceux qui étaient en place que pour l'opposition. Le gouvernement doit sans tarder tirer les leçons de ce phénomène, car ce sont, en partie, les erreurs et les maladrotes conduites qui ont provoqué cette orientation. »

M. HENRI CAILLAVET, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche dém.), ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche: « Il y a une poussée socialiste très nette, qui s'explique pour partie par celle des jeunes et par celle des nombreux mécontents de la politique gouvernementale. La majorité a reçu un avertissement sans fruits. M. Valéry Giscard d'Estaing devra désormais se souvenir que les Français ont besoin de certitude, qu'ils n'acceptent pas l'incertitude. »

M. JACQUES MEDEGIN, secrétaire d'Etat au tourisme: « La gauche doit se garder de tout triomphalisme. Le nombre important d'abstentions montre que ce scrutin n'était pas vraiment politique. Si les électeurs de gauche se sont bloqués, il n'y a pas eu en revanche de réaction de l'électorat de la majorité pour barrer la route à la gauche, car il n'était pas motivé politiquement. »

M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates: « Des socialistes peuvent être élus en dehors de l'union de la gauche. Cette échéance venait pourtant trop tôt pour les socialistes hors programme commun. La Fédération des socialistes démocrates a commencé à regrouper depuis huit mois seulement. C'est pourquoi elle a volontairement présenté peu de candidats et qu'elle s'est fixée comme objectif les élections municipales, quelle a le temps de préparer. »

ELECTION

de l'opposition

M. LAMBERT : une déception.
M. Jean Lambert, ancien député U.D.R.: « Il y a eu une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. »

M. LAMBERT : une déception.
M. Jean Lambert, ancien député U.D.R.: « Il y a eu une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. »

M. LAMBERT : une déception.
M. Jean Lambert, ancien député U.D.R.: « Il y a eu une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. »

M. LAMBERT : une déception.
M. Jean Lambert, ancien député U.D.R.: « Il y a eu une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. »

M. LAMBERT : une déception.
M. Jean Lambert, ancien député U.D.R.: « Il y a eu une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. »

M. LAMBERT : une déception.
M. Jean Lambert, ancien député U.D.R.: « Il y a eu une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. La majorité a obtenu un bon résultat, mais elle n'a pas obtenu ce qu'elle espérait. C'est une déception, mais elle est normale. »

DES ÉLECTIONS CANTONALES

et de l'opposition

M. MITTERRAND : les obstacles seront multipliés.

M. Mitterrand a déclaré à Porto qu'il participe à une réunion de l'Internationale socialiste : « Le succès socialiste d'aujourd'hui ne doit pas nous empêcher de nous préparer à ce que nous pourrions rencontrer au cours des deux prochaines années. » En effet, tous ceux qui ont à se plaindre du progrès socialiste multiplieront les obstacles. Et faut-il donc que le parti socialiste ambassadeur son orientation, renforce son homogénéité, aiguiser ses analyses politiques et compromette de mieux en mieux les bases des Français. Tout cela en respectant et en développant l'union de la gauche autour du programme commun.

« Si nous rencontrons ces conditions, en y ajoutant beaucoup de sagesse et de souci de servir notre pays, il n'y a pas de raison pour que cela ne tienne pas les deux ans qui viennent. » Au micro d'Europe 1, M. Mitterrand a déclaré : « En ce qui concerne le report de voix, j'ai constaté que quelques candidats socialistes n'ont pas fait le plein des voix de la gauche. Je suppose qu'il en est de même dans l'autre sens. Dans les deux cas, c'est déplorable. Mais il me semble que ce ne sont que des accidents de parcours, que nous n'avons pas encore totalement effacés d'une dernière de difficultés et que les progrès sont si grands et si rapides qu'on peut penser, à bref délai, présenter l'union de la gauche en état de dynamisme et sans défaillance. »

M. ESTIER (P.S.) : les Français ont condamné la politique actuelle.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré au nom de son parti : « Avec une participation encore plus forte des électeurs, le second tour des cantonales confirme largement les indications du premier tour : d'abord la forte progression de la gauche, qui devient majoritaire non seulement en voix mais aussi en sièges dans la série renouvelable. »

« La parti socialiste, dont chacun reconnaît qu'il a remporté le plus important succès, gagne pour sa part environ cent quatre-vingt sièges. Il en compte plus de 300 en tout. L'U.D.R. et les républicains indépendants réunis, ce qui fait justice de la prétendue poussée parallèle à que la Fédération croit pouvoir annoncer au soir du premier tour. »

« Ce succès de la gauche, qui va se traduire mercredi par un renversement de majorité dans une douzaine de départements, a été possible, en particulier, grâce à la discipline entre les trois partis signataires du programme commun. Quelque exception faite, que le parti socialiste entend analyser de manière approfondie, — les reports de voix au second tour se sont effectués efficacement. L'électorat socialiste s'est montré plus discipliné que ne l'indiquait un récent sondage. »

« En définitive, le parti socialiste se félicite de la réponse claire qu'ont apportée ces élections : ayant été appelés à exprimer leur avis après vingt mois de pouvoir de M. Giscard d'Estaing, les Français et les Français ont, à une nette majorité, condamné la politique actuelle. »

« M. CHARLES HERNU, membre du comité directeur du P.S. : « Une transition est en train de se faire, le passage d'une génération à une autre. Ceux qui ont initié le programme commun, ceux qui ont voulu prétendre à un socialisme hors de l'union de la gauche, ont disparu de la scène politique. Les élections ne se sont pas abusées par ceux qui se prétendent socialistes sans avoir l'investiture du parti socialiste. »

« M. PIERRE BEREGOVY, membre du secrétariat national du P.S. : « La majorité connaît la ussion c'est une manière très forte et ce progrès est continu. Nous ne faisons pas dire aux cantonales plus qu'elles ne disent, mais nous sommes très confortés pour appréhender les prochaines échéances électorales. »

« M. ROBERT FABRE, président du Mouvement des radicaux de gauche : « La poussée socialiste est évidente, mais faut-il dire que l'on parle aussi de l'ensemble de la gauche, car il y a aussi une poussée du parti communiste et des radicaux de gauche qui n'existent pas lors des consultations précédentes. Je crois que les motivations du mécontentement des électeurs qui s'est ainsi exprimé, ce sont le désir d'un changement profond et l'expression d'un mécontentement devant la situation économique. »

« M. JEAN CHARBONNEL, ancien ministre, maire de Brive, réélu dans le canton de Brive-Nord : « Mon succès prouve à l'évidence que des gaullistes, en refusant la dissimulation, peuvent encore accroître leur électorat. Je souhaite que le résultat de Brive constitue une étape dans le grand rassemblement des hommes de progrès dans la France à plus que jamais déchirée. »

M. MARCHAIS : nous avons assisté à quelques opérations qui n'ont rien à voir avec une politique d'unité.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C. : « J'ai toutes les raisons d'être satisfait au vu des premiers résultats qui m'ont été fournis. Cependant, j'ai un regret : je pense, en effet, que ces résultats auraient été meilleurs encore si les voix socialistes étaient mieux reportées sur les candidats communistes, et surtout si nous étions pas assistés à quelques opérations qui n'ont rien à voir avec une politique d'unité, par exemple à Arles. Je considère que ce n'est pas conforme aux engagements pris lors de la signature du programme commun. Il y a donc là un problème sérieux dont nous saisissons les masses, les travailleurs, l'opinion publique. »

Dans l'Humanité de lundi 15 mars, M. Marchais écrit : « Dans un certain nombre de cantons la droite s'est abstenue de présenter des candidats, a appelé à voter, socialiste pour battre les communistes, et François Mitterrand a refusé nos propositions destinées à déjouer ces manœuvres. »

« Il y a plus : dans de nombreux cas, alors que le candidat communiste avait été placé en tête de ballottage au premier tour, le parti socialiste a fait massivement porter ses voix sur le candidat de droite au deuxième tour. De tels faits posent un problème quant au respect par le parti socialiste des engagements pris par lui en signant le programme commun de la gauche. (...) Et, sans que cela nuise à la réputation qui s'imposait, même l'appui du parti américain en France qui recrute dans tous les milieux, les représentants de l'impérialisme américain, sont intervenus avec insolence pour exprimer leur opposition à la participation des communistes français au gouvernement, et tenter ainsi de nous affaiblir. »

M. LAURENT : nous ne faisons aucun triomphalisme.

« M. PAUL LAURENT, membre du secrétariat du P.C. : « Le second tour confirme le premier, les électeurs ont confirmé le jugement extrêmement sévère qu'ils portaient à la fois sur la politique gouvernementale et sur la politique que font les hommes de la majorité dans les conseils généraux. Nous ne faisons aucun triomphisme. Nous pensons qu'il reste à faire encore beaucoup pour dégager dans le pays une majorité solide, cohérente, élargie, qui apporte complètement les solutions du programme commun. »

« M. ROLAND LEROY, membre du secrétariat du P.C. : « Ce qui caractérise cette élection, c'est le succès des idées démocratiques, le recul de la droite et du pouvoir, et en général le report massif des voix de gauche sur le candidat de la gauche. Il est vrai que dans de nombreux cas où le P.C. était classé en tête au premier tour, le P.S. a fait voter massivement pour les candidats de la droite. Cela pose un problème. »

« M. MICHEL MOUSEL, secrétaire national du P.S.U. : « Tout en confirmant la poussée socialiste, le second tour a montré que la capacité électorale des partenaires de l'union de la gauche ne se traduit pas nécessairement par une véritable unité des forces populaires. Le refus d'un certain nombre d'électeurs socialistes de reporter leurs voix sur les candidats communistes comme les réticences de l'électorat ouvrier à l'égard de candidats socialistes ou radicaux de gauche compromettent par leur passé montent combien l'unité gagnerait à se faire dans la plus grande clarté politique. »

« Le FRONT PROGRESSISTE (gaullistes d'opposition) : « Un grand nombre d'électeurs de la majorité ont soutenu les candidats de l'opposition. Il est clair pourtant que ces électeurs, gaullistes pour la plupart, n'ont rejoint par pour autant l'un des partis de l'union de la gauche. Le Front progressiste s'efforcera d'organiser pour les élections municipales l'expression politique indépendante de ces gaullistes qui rejoignent l'opposition. »

MATH à PAQUES

Révision complète
MATH PHYSIQUE

à partir du 22 mars

Centre Pédagogique privé

MATH ASSISTANCE

95 Saint-Lazare 528-37-17

15° Vaugrard 531-37-13

20° Nefin 344-44-88

Marcelle Laro, Lille, Bordeaux, Nantes, Grenoble

15 ANS D'EXPERIENCE

DANS LES JOURNAUX PARISIENS

LE FIGARO : un calme qui en dit long.

« La pire erreur serait de se persuader, par une sorte de suffisance ou par foi aveugle en quelque bonne étoile seulement visible aux initiés, que tout cela n'est que saute de vent. Les peuples ont leur instinct, et le nôtre en particulier. Lorsqu'ils bronchent au lieu d'exploser, c'est qu'ils avertissent plus qu'ils ne condamnent. »

« Dans sa moitié électorale concernée, la France vient d'opérer, dans un calme exemplaire mais qui en dit long. » Rejette-t-elle une politique de maîtrise de la crise économique qu'elle juge insuffisante ? Son ressentiment est-il, sans aucun doute, plus nettement exprimé. » Rend-elle-t-elle devant les réformes ou, au contraire, estime-t-elle qu'on ne les pousse pas assez vite ni assez loin ? Au sein même du gouvernement, sur ce point, il y a deux écoles. Mais, à l'évidence, telles qu'elles ont été annoncées, ou même entreprises, les réformes n'ont élargi en rien l'empire du pouvoir dans le corps électoral. »

(XAVIER MARCHETTI.)

L'AURORA : report de confiance.

« On a tout dit sur les conditions détestables dans lesquelles fut risquée la consultation : éblouissement, monnaie fondante, résultats apparemment médiocres des vingt-deux premiers mois du septennat. »

« Tout laisse croire qu'une fraction de l'électorat U.D.R. et la frange gauche du centriste ont glissé vers un socialisme à qui la personnalité de François Mitterrand donne un attrait singulier. »

« A la limite, on peut penser

que doctrine et programme n'ont joué dans l'affaire qu'un rôle modeste. Le mécontentement, après et diffus, a un tout autre poids. Il y a report de confiance, aux dépens d'hommes que dix-huit années de pouvoir ont éprouvés, au profit d'autres dont les échecs passés sont oubliés. »

« Loi d'alternance, même en démocratie, mais la collusion P.S.-P.C. offre-t-elle une option démocratiquement saine ? C'est tout le débat. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

LIBERATION : encore deux ans.

« Deux ans où chaque événement, chaque déclaration, chaque bouillonnement social seront désignés à la longue par une armée de commentateurs, non pour ce qu'ils disent ou signifient en eux-mêmes, mais en raison de leurs répercussions possibles sur le résultat statistique d'un soir d'élection du printemps 78. »

« Deux ans où chaque grève, chaque révolte, chaque idée neuve seront se pencher sur elles une foule de dignitaires appelant à la modération « pour ne pas effrayer ». »

« Deux ans où la gauche fera son possible pour ne pas « se laisser entraîner dans des propositions gauchistes ». (...) Le meilleur service que Giscard pourrait rendre serait de provoquer des élections législatives tout de suite. »

« La vie est trop courte pour qu'on mette deux années entre parenthèses. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : les press déboires si.

« Ce scrutin traduit la déception d'une fraction de son élec-

torat [celui du chef de l'Etat] à l'égard de sa politique. Tous ceux qui attendaient de lui une rigoureuse action réformatrice, ainsi qu'il l'avait promise, lui ont répondu. Si la majorité ne tire pas dans les mois qui viennent la leçon de cette évidence, la défaite des cantonales annonce à terme de deux ans les pires déboires. »

(PHILIPPE TESSON.)

LES ECHOS : avertissement au chef de l'Etat.

« Il est clair que, pour n'avoir pas suffisamment répondu aux préoccupations de ceux qui l'ont porté au pouvoir, le chef de l'Etat reçoit, à l'occasion d'une élection dont il avait sans doute trop négligé l'importance, un véritable coup de semonce. Il lui faut se rendre à l'évidence : depuis qu'il est à l'Elysée, il a su garder une bonne note dans l'opinion — parfois à l'aide de « gadgets » — mais il n'a pas réussi à convaincre la totalité de son électorat du bien-fondé de sa politique. C'est pour l'instant un avertissement sans frais — dont M. Giscard d'Estaing doit tenir compte s'il

veut éviter des déconvenues plus douloureuses dans les deux années qui viennent. »

(PHILIPPE VASSEUR.)

THE OBSERVER (Londres, libéral) : le temps est compté à Giscard.

« La façon dont Giscard va faire face à la nouvelle situation (la poussée socialiste) sera un test décisif pour cet homme froid, intelligent et séduisant, dont la politique a paru parfois manquer de consistance. »

« Après les cantonales, il aura des auditeurs moins attentifs, le temps lui est compté et ses partisans seront plus surveillés, convaincus maintenant que la réputation du président pour les polémiques doit être combattue (...). »

« Si le couchement d'Henry Kissinger de voir un gouvernement français accueillir des communistes peut paraître se rapprocher, la possibilité d'une rupture entre les socialistes et les communistes ne peut pas non plus être désormais écartée. »

La V.P.C. : qu'est-ce que c'est ?

La V.P.C. ou vente par correspondance est un circuit de distribution inventé voici cent ans : catalogues, offres spéciales et produits sont directement livrés, à domicile, au consommateur.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

Où qu'il aille l'homme N°1 a une voiture qui l'attend.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



TELEPHONEZ AVANT DE PARTIR. SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Quand vous êtes membre du Hertz N°1 Club* il y a toujours une voiture à votre disposition, quand vous le voulez, à votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Tout ce que vous avez à faire, c'est d'appeler avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. Arrivé à destination, vous n'avez qu'à montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.73.00

TELEPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

de Puits - et - Nuisement.

987 ; Gassenbach, rad. é.,
509.
M. Robin, c. s., ne se
représente pas.

PINEY

M. Six, c. s., maire de
Brevonnes, cant., 1044....
MM. Liger, maire, act.
ind. 778 ; Le Berre, P.C.,
314.

BOMILLY-SUR-SEINE 1

M. Granet, c. s., secr. E.,
U.D.R., 2 700.
M. Camusot, maire, P.G.,
2 464.

SAINTE-SAUVINE

Mme Staillon, c. s., P.S.,
3 184.
M. Veilhan, U.D.R., 2 181.

S'il s'agit de constater les stig-
nés des élections com-
munes, dans l'Aube, une
stabilité. En effet, la pouille
che le dimanche 7 mars n'a
confirmé par des gains de
son second tour. M. Paul Gram-
mont, conseiller d'arrondissement,
qui était en ballottage d'après
le Rallye-sur-Seine, l'a é-
lu au premier tour. Les candi-
dats communistes, M. Camus-
ne totalise pas les voix de la
majorité.

Tous les sortants qui se re-
tentent ont été réélus, et la se-
conde fois, M. Robin, favori
de son mandat, n'a pu être
réélu. Il a été remplacé par un co-
ndat, M. Liger, c. s., favorable
majorité, M. Yann Galland,
rante ans, inspecteur des fi-
s et directeur du cabinet de sa
ville, président du conseil mu-
nicipal. Il semble qu'à gauche
constitua de déstabilisation or-
dinaire, mais que l'on a eu pré-
férence pour les candidats
majorité.

NOUVEAU CONSEIL (prés.)

M. Pierre Labanda, R.I., ad.
1 P.C., 6 P.S., 9 cent., 2 rad.,
2 C.D.P., 5 U.D.R., 1 R.L., 5 mod.

AUDE (17)

1^{er} TOUR : 18 ELUS
(1 P.C. ; 5 P.S. ; 1 mod. ind.)

BELCAIRE

M. Bayle, P.S., 935
M. Vagüé, c. s., U.D.R.,
535.

CARCASSONNE 2

M. Baurcet, c. s., P.S.,
4 728
M. Assens, U.D.R., 2 448.

CARCASSONNE 3

M. Gayraud, c. s., maire,
dep., P.S., 2 801
M. Chesu, U.D.R., 2 514.

CASTELNAUDARY SUD

M. Desny, P.S., 3 849 ...
M. Chabaudy, c. s., anc.
dep., U.D.R., 3 782.

NARBONNE OUEST

M. Souquet, c. s., sén.,
P.S., 4 438
M. Madalle, sout. maj.,
2 932.

QUILLAN

M. Bastié, c. s., P.S.,
3 430
M. Mullot, maire, maj.,
2 257.

SAISSAC

M. Durand, maire, P.S.,
824
M. Bonafoux, c. s., soc.
ind., 758.

Le parti socialiste a encore
forcé sa majorité au sein du
conseil municipal, puisque MM. Dou-
glas, conseiller général, et
cette, augmentent deux conseillers
tant U.D.R. De ce fait, la per-
te du ministre déparait du
conseil.

A Saissac, le parti socialiste a
pu gagner la majorité absolue.
M. Victor Bonafoux, qui n'avait
cette fois-ci, obtenu l'investiture
du conseil municipal comme soci-
aliste indépendant.

Les nouveaux élus socialistes
passent à la tête des conseils mu-
nicipaux du dimanche. Ils sont
particulièrement vrai à Carcar-
sonne, Narbonne, Quillan, et
Oust et à Quillan.

M. Tournier, conseiller gé-
néral sortant, battu au pre-
mier tour dans le canton de Nar-
bonne, dimanche 7 mars, par M. Ma-
guel, candidat de la droite
majoritaire, avait présenté un re-
en annulation de cette élection.
Mais le conseil municipal a élu
Monsieur M. Tournier, conseiller
action par l'assistance d'énergie
dans plusieurs communes. Ce
conseiller général sortant avait
cueilli 1 782 voix et le maire
Narbonne, M. Mouly, 3 246 votes.

NOUVEAU CONSEIL (prés.)

M. Albert Capdeville, P.S., ad.
3 P.C., 29 P.S., 1 soc. ind., 1
maj.

AVEYRON (23)

1^{er} TOUR : 14 ELUS
(2 P.S. ; 1 U.G.S.D. ; 1 cent. 5
R.L. ; 1 C.N.F.P. ; 3 mod. ma.)

CAMARCS

M. Casteln, Cant. dém.,
992
MM. Jeanjean, ind., 719 ;
M. Laperrière, c. s., 684.
M. Bouquet, c. s., rad. g.,
ne se représentait pas.

CAPDENAC-GARE

M. Mazars, c. s., R.I.,
2 778
M. Delbon, P.S., 2 374.

CASSAGNES-BEGONES

M. Jaudon, maire de Sal-
mieu, 2 064.
MM. Destours, c. s., maire
de Cassagnes, mod. maj.,
1 571 ; Agrinier, P.C., 101.

DECAZEVILLE

M. Delpech, P.C., 4 475.
M. Rey, maire de Viviez,
ind., 2 064.
M. Rouquette, c. s., P.S.,
ne se représentait pas.

loc., 779 ; Le Berre, P.
314.

MEZIERES CENTRE OUEST
M. Ninitte, c. s. P.C.
4193 Régu
M. Ponsin, mod. maj.,
3104.

MEZIERES EST
M. Mas, P.S. 5406
M. Creguit, U.D.R., 1895.
M. Petrisol, c. s. P.C.,
s'était retiré entre les deux
tours.

MOUZON
M. Sallou, P.S. 1846 ..
M. Dufréne, Cent. dém.,
1148.

Mme Cardot, c. s. anc.
vice-prés. du Sénat, Cent.
dém., n'a se représentait
pas.

REVIN
M. Istace, c. s. maire.

NOUVEAU CONSEIL (R.N. so)
M. Pierre Labande, P.R.I., 3041.
1 P.C. 6 P.S. 2 cent. 2 rad., 1 R
2 C.D.P., 5 U.D.R., 1 R.I. 5 mod. m.

AUDE (17)
1^{re} TOUR : 18 ELUS
(1 P.C. ; P.S. ; 1 mod. maj.)

BELCAIRE
M. Bayle, P.S., 936
M. Bayle, c. s. U.D.R.,
535.

CARCASSONNE 2
M. Baurat, c. s. P.S.,
4723 Régu
M. Assens, U.D.R., 2448.

CARCASSONNE 3
M. Garraud, 3 mod.

tu
tu

ARDÈCHE (17)

M. Sallou, P.S. 1.846 „
Dutricé, Cent. dém.,
1.148.
Mme Carlot, c. s. anc.
vice-prés. du Sénat, Cent.
dém. n.s se représentait
pas.
REVIN
M. Istace, c. s. maire.
P.S. 2.234 „ Ré
P. 1.249.
M. Durquin, mod. maj.,
1.340.
SEDAN OUEST
M. Stevring, P.S. 2.854 „
M.M. Soulat, c. r. P.C.,
2.108; Loupe, mod. maj.,
(nouv. cand.), 1.888.

On remarquera que le résultat
des élections a été assez
prenant pour le conseiller gé-
néral R. M. Duclos, le candidat
Gaillat, remporté le tour
comté tout une victoire encore p-
netto sur le nouveau candidat de
M. Gaillat, républicain. On a
attendu siéat chez de Sedan ou-
est le conseiller sortant, M. Soulat
P.C., déjà connu en premier tour
siéat maintenu en premier tour
de décade de la candidature du Cen-
tre et de la petite du pre-
mier.

Il semble bien que les 2.639 vo-
tants qui s'étaient présentés au se-
cond tour se soient répartis entre le no-
veau candidat de la majorité
socialiste, M. L. Vot et M. Stevring
qui a progressé d'environ 300 vo-
tants que M. Soulat en perdait
environ 200. On ne peut pas
pour la Fédération communiste, de

P.S., 2234 Re
M. Heurquin, mod. maj.,

dép. P.S. 2.801, s. m. maire, 1932.
M. Chesu, U.D.R., 2514.
CASTELNAUDARY SUD
M. Dosny, P.S. 3.849
M. Camichel, c. s., anc.
dép., U.D.R., 3.782.
NARBONNE OUEST
M. Dupuy, c. s., sén.,
P.S. 4.438
M. Madalle, sout. maj.,
1932.
QUILLAN
M. Bastié, c. s., P.S.,
3.580
M. Mullet, maire, maj.,
2.257.
SAISSAC
M. Durand, maire, P.S.,
824
M. Bonafous, c. s., soc.
ins., 758.
Le parti socialiste a encore
été représenté au sein du
conseil, puisque M.M. Dosny,
Castelnaudary Sud, et Bayle,
Castelnaudary Nord, ont été
présentés U.D.R. De ce fait, la par-
tition ministérielle disparaît du co-
mune.

ALPES-DE-HAUT

lui. Je ne portais pas non plus
 deuil. A. BELLAND, U.D.R., a
 voulu, mais sans discipline
 stricte. En revanche, le parti
 socialiste est resté sage grâce
 au courage communiste. Il n'est
 pas présent à la présidence
 du conseil, conseiller général
 du canton d'Annecy-Ville.

NOUVEAU CONSEIL (séa.) sort.
 Jean Cluzel, C.D.P., 1.975. P.C.,
 1.975. 2. S.D., 1.975. M.C.J.,
 U.D.R., 1 R.L. 4 med. maj.

ALPES-DE-HAUTE- PROVENCE (16)

1^{er} TOUR : 9 SEUS
 P.S., 3 rad. 2 U.D.R., 2 med.
 maj.

SIGNE OUEST
 M. Tardy, P.S., 2 544... Etu
 M. Allari, U.D.R., 1.835.
 M. Romieu, s. a. anc.
 maire, rad. g. ne se repré-

ENTREVAUX
 M. Dore, s. a. P.S., 499 Réélu
 M. Lall. maj. 320.

E LAUZET
 M. Thérminarias, c. s.
 S. 421 Réélu
 Charbonnier, maj. 393

ANANOSQUE SUD
 M. Girardot, c. s. anc.
 p. maire de Sainte-Tulle, Réélu
 C. 267
 M. Leytier, maj. 2.198

SEZ MEES
 M. Philippe, c. s. P.C. Réélu
 947
 M. Toche, maj. 1.344.

SEYRUIS
 M. Jourdan, c. s. maire, Réélu
 C. 72
 M. Galzi, U.D.R., 747.

M. Morani, c.s., réf., 1103 Réelu
M. Pasqueti, P.C., 1043 ;

M. Roure, U.D.R., 1.581.
M. Agoston, C. S. de se
républicain.

VAIS-LES-BAINS

M. Fombal, P.S., 2.918 Etu
M. Lapiere, C. S. dép. Etu
U.D.R., 2.367.

VILLENEUVE-DE-BERG

M. Auzas, P.S., 2.084 Etu
M. Cornet, C. S. dép. Etu
R.L., 1.894.

Huit des onze sièges en ballottage
pour la majorité et l'opposition.
Cinq d'entre eux ont été remportés
par le parti U.D.R., qui se
présente à l'élection sous le nom
de "Union pour la Démocratie".
M. Cornet (R.L.) et M. Buisson,
socialiste, sont battus par des candidats
socialistes.

Aux élections, cinq des sièges perdus
par la majorité sont désormais
occupés par des socialistes, deux par
des communistes, un par un candidat
démocratique gauche. Deux ex-démocra-
tes ont cru de Bourg-Saint-Andéol
à Vailon qu'ils avaient obtenu une
majorité absolue et ont fondé un parti
socialiste, tandis que les communistes
ont rejoint l'U.D.R. ne se représentant
plus dans les sept autres cantons, la
grande majorité des voix ayant été
obtenues en faveur des socialistes que
les communistes lorsque ceux-ci
étaient au premier tour.

C'est ainsi qu'il y avait le cas de Chomérac et
de Thuyssy.

Dans d'autres cantons, d'autre part, à un
moment où le parti socialiste, qui n'est pas repré-
senté au séduisant poste de Vailon-Pont-
d'Aud, donne l'impression d'être le parti
qui est le plus représentatif du pays.
Cela est tout à fait correct, bien qu'il s'agit
de sièges qui valaient pas être totaux

AVEYRON 493

[illegible]

M. Mazars, C.S., R.I.,
98

[illegible]

CATAL 112

DATE: 10-10-68
BY: J. L. B. / S. D. B.
TO: SAC, NEW YORK
FROM: SAC, ALBANY


**CAP
SOGETI**
informations

Publique

LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DES SYSTEMES INFORMATISES

CAP-SOGETI SYSTEMES: l'informatique au service des utilisateurs

Pour Cap-Sogeti Systèmes, société de service, l'informatique est un outil, pas une fin en soi. Sa vocation est d'aider les responsables des entreprises et des administrations à atteindre leurs objectifs dans les domaines :

- de la gestion et du développement,
- de l'information et de la communication,
- des opérations (industrielles, administratives, financières ou de service).

Une phase décisive: celle de la conception des applications.

Cap-Sogeti Systèmes considère que, dans la mise en œuvre des systèmes informatisés, la phase la plus importante est celle de la conception des applications, qui requiert une compréhension en profondeur de l'activité de l'utilisateur. Aussi, Cap-Sogeti Systèmes a-t-il développé un "savoir-faire" spécifique pour les catégories d'utilisateurs auxquels il s'adresse principalement, tant en France qu'à l'étranger :

- secteur public civil : administrations centrales, collectivités locales, entreprises publiques...
- grands établissements financiers : banques, assurances, caisses de retraite...
- Cap-Sogeti Systèmes a "capitalisé", depuis une quinzaine d'années, une connaissance approfondie des diverses catégories d'applications informatiques et de leur environnement particulier, et offre à ses utilisateurs des services exactement adaptés :
- en leur apportant sous une forme appropriée l'ensemble des moyens et services du groupe CAP-SOGETI GEMINI,
- en développant certaines techniques informatiques spécifiques des domaines d'application, de leur échelle et de leurs besoins : télétraitement, systèmes conversationnels, bases de données, réseaux de machines, modèles...
- en spécialisant des équipes par domaine de compétence : santé, éducation, télécommunications, banque, assurance...

Les différents niveaux d'intervention.

Le profil de Cap-Sogeti Systèmes (250 professionnels dont près des 2/3 d'ingénieurs) lui permet d'intervenir à tous les niveaux de la conception et de la réalisation de systèmes et d'applications informatiques :

conseil

- schéma de développement informatique - plan directeur - étude d'opportunité,
- cahier des charges - dépouillement,
- audit - expertise,
- méthodologie de conduite de projet.

études

études d'applications :

- gestion de personnel,
- gestion commerciale,
- gestion financière et comptable, contrôle de gestion,
- systèmes d'information, systèmes d'aide à la décision,
- études économiques, RCB...

études techniques :

- saisie d'information,
- déploiement de terminaux, configuration de réseau de connexion, applications télétraitement,
- systèmes conversationnels,
- bases de données,
- réseaux de machines - projets de connexion - procédures d'échanges de données, protocoles entre machines et entre traitements,
- conversion de systèmes,
- modèles - simulations - études d'interactivité.

réalisations

- analyse machine,
- programmation (langages de gestion et langages spécifiques),
- documentation.

mise en exploitation

- dans l'environnement du service études (tests, procédures de recettes),
- dans l'environnement de la salle machine,
- chez l'utilisateur (information et formation).

CAP-SOGETI SYSTEMES

5, rue des Morillons - 75015 PARIS - 539.22.25

 A. LEMAIRE
Président-Directeur Général

F. BEHR	Directeur Général Adjoint	Directeurs des Opérations
J.J. LOUDES	Directeur Délégué	
M. LEGORGEU	Directeur Technique	
J. RONCERAY	Directeur Administratif et Financier	

DEPARTEMENTS OPERATIONNELS

6 départements	2 départements
Secteur Public ADMINISTRATIONS - COLLECTIVITES LOCALES - ENTREPRISES PUBLIQUES.	Secteur Financier BANQUES - ASSURANCES.

La gestion des services publics et des grandes entreprises à l'heure des réseaux informatiques

L'informatique d'aujourd'hui : les réseaux.

Depuis quelques années, l'informatique est entrée dans l'ère des réseaux :

Étape avancée de l'informatique, les réseaux constituent un progrès considérable pour les responsables en leur ouvrant de nouvelles perspectives :

- déconcentration et décentralisation des moyens d'information et de communication informatisés (informatique "répartie"),
- accessibilité immédiate et continue pour tous les utilisateurs du réseau à l'ensemble des ressources informatiques,
- mise à disposition d'un véritable réseau de communication et non plus seulement d'un support technique de traitement de l'information,
- optimisation de la sécurité et de l'économie d'utilisation des outils informatiques.

Les réseaux peuvent revêtir différentes formes :

Réseaux de terminaux

Terminals "passifs" dont la capacité est limitée à des échanges restreints d'information ou terminaux "intelligents" disposant de capacité de mémoire et de traitement, capables de prendre en charge localement certaines opérations de calcul et d'effectuer des contrôles de validité sur les informations saisies.

Avec l'augmentation du nombre de terminaux, on est passé progressivement de la liaison point à point à la forme la plus évoluée de systèmes de concentration de terminaux, ou de calculateurs frontal, déchargeant le calculateur central de toutes les tâches de gestion du réseau et le libérant ainsi au profit des tâches de traitement.

Réseaux d'ordinateurs

L'évolution technologique, avec l'apparition des minis et micro-ordinateurs et des techniques de pointe de télécommunications et de transport de l'information, permet maintenant de réaliser des systèmes informatiques "répartis" constitués d'ordinateurs implantés localement et interconnectés.

Les possibilités des réseaux généraux d'ordinateurs interconnectés sont très grandes : répartition sur plusieurs systèmes de terminaux et d'ordinateurs des applications de saisie, de consultation, de stockage et de traitement des données - communication entre les différents systèmes - accès à des calculateurs spécialisés - télésecours - téléassistance de programmes...

Réseaux de "transport"

Les différents équipements informatiques, terminaux et ordinateurs, peuvent être reliés entre eux par un réseau de transport d'information dont la forme la plus avancée et la plus satisfaisante est à l'heure actuelle celle du "réseau maillé à commutation de paquets".

En France, les P et T ont annoncé pour 1978 la mise en service d'un réseau public de ce type.

Cap-Sogeti Systèmes met au point d'ores et déjà les produits logiciels complexes nécessaires pour se raccorder à ce réseau.

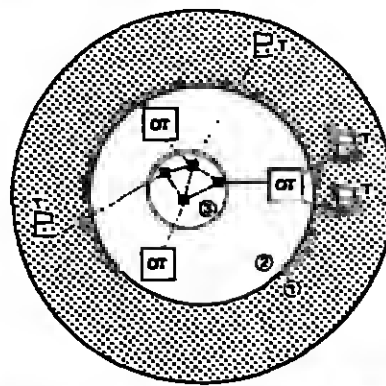
La phase critique : l'analyse de système.

Si les réseaux informatiques offrent aux gestionnaires des possibilités nouvelles pour rendre leur action plus efficace, ils représentent également un degré nouveau de complexité, du fait de :

- la pluralité des partenaires et utilisateurs,
- la diversité et l'hétérogénéité des matériels et équipements offerts par le marché des constructeurs,
- l'exigence accrue de fiabilité,
- l'importance des investissements qui doivent être préservés de l'obsolescence,
- l'ampleur et l'étendue des applications traitées qui requièrent

une analyse de système de haut niveau, une compréhension approfondie des objectifs et de l'activité de l'entreprise ou de l'administration utilisatrice.

La création et la mise en œuvre des réseaux impliquent, de la part des professionnels, une technicité de plus en plus grande et de plus en plus diversifiée. Mais c'est la phase première - l'analyse des systèmes de gestion, de production ou de communication - qui détermine essentiellement la réussite ou l'échec de l'informatisation.



① : analyse des systèmes et conception des applications
② : élaboration des logiciels d'échanges et de dialogue (protocoles d'échanges). OT : ordinateur de traitement - T : terminal
③ : technologie du transport de l'information (réseau public ou privé).

Un nouvel interlocuteur : l'architecte de système.

La conception et la réalisation de réseaux ou le raccordement à des réseaux existants exigent donc l'intervention :

- d'équipes disposant de professionnels aguerris, aux compétences très diversifiées,
- de spécialistes l'analyse de système de haut niveau en mesure de faire la synthèse des besoins de l'utilisateur et des moyens de la technologie et du logiciel. C'est ainsi qu'apparaît au service des utilisateurs une nouvelle fonction : celle de "l'architecte de système".

Interlocuteur privilégié de l'utilisateur, l'architecte de système a pour mission :

- d'assurer la cohérence fonctionnelle et technique du projet,
- de sélectionner les options les plus favorables sur le plan économique,
- de garantir la sécurité et la fiabilité du système.

Avec la mise en œuvre des réseaux d'ordinateurs, les gestionnaires et responsables peuvent disposer d'une "énergie informatique" considérable : en effet, chaque utilisateur aura accès à partir de son "terminal" à l'ensemble des ressources du réseau. Les conditions propices à l'apparition de grands systèmes informatisés sont ainsi d'ores et déjà réunies, avec pour seules limites l'imagination et le savoir-faire des concepteurs.

L'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

Cap-Sogeti Systèmes s'intéresse depuis plusieurs années au domaine de l'enseignement assisté par ordinateur.

Il a constitué une équipe de spécialistes de haut niveau pour l'application de l'informatique aux différents aspects de la fonction enseignement : formation scolaire et universitaire, formation professionnelle, formation permanente, alphabétisation.

Le développement de tels systèmes conduit à définir et à réaliser des logiciels de dialogue "professeur-machine" et "élève-machine". Il est possible d'enrichir ces systèmes par le couplage de moyens audiovisuels (des banques d'images, les films, jusqu'aux moyens vidéo, en particulier, les vidéo-disques qui font actuellement une apparition prometteuse).

De nombreux logiciels et matériels de communication avec l'ordinateur sont actuellement disponibles ; il est également intéressant, suivant les cas, de développer des produits spécifiques. Cap-Sogeti Systèmes assure dans le domaine de l'enseignement assisté par ordinateur des missions de conseil ou de réalisation.

quelques définitions

Logiciel : ensemble des programmes procédés et règles et, éventuellement, de la documentation, relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitement de l'information (I.O. du 12.01.74).

On distingue le **logiciel de base**, relatif au fonctionnement de l'ordinateur, du **logiciel d'application** ; l'un et l'autre peuvent se présenter sous forme de **produits-programmes** (programmes généraux standards applicables à plusieurs machines et plusieurs utilisateurs).

Application de gestion : ensemble de programmes concourant à la réalisation d'une fonction d'une entreprise ou d'un organisme.

Téléinformatique : ensemble des techniques et méthodes de transmission et de traitement à distance des informations.

Terminal : organe périphérique d'entrée ou de sortie relié à un ordinateur par une ligne de transmission. On le classe en deux grandes catégories : les **terminaux légers** et les **terminaux lourds**.

Conversationnel : mode de traitement qui comporte un échange de messages entre l'homme et l'ordinateur, à l'aide d'un terminal ; à un rythme voisin de celui de la conversation.

Réseau : en téléinformatique, ce terme désigne tout ensemble de moyens de communications - lignes, commutateurs, concentrateurs - permettant à plusieurs usagers distants de converser entre eux.

Commutation de paquets : technique de transmission assurant les échanges sous forme de "paquets", c'est-à-dire de blocs d'informations comprenant un message d'une taille limitée à une longueur standard et des données de service permettant son acheminement.

Protocole d'échange : ensemble de conventions nécessaires pour établir et entretenir des échanges d'informations entre équipements, en général distants.

TORI : méthodologie de conception et de réalisation de systèmes informatiques, élaborée et mise en œuvre par Cap-Sogeti Systèmes.

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE

Le Groupe CAP/SOGETI résulte de la fusion, fin 1974, de deux des plus importantes sociétés françaises de services en informatique : le C.A.P. fondé en 1962, et SOGETI fondée en 1967.

Il est articulé autour d'une holding CAP/SOGETI, au capital de 13.500.000 francs, détenue à 66 % par ses principaux dirigeants (S. Kamp, J. Lescault, Ph. Dreyfus, D. Serbon, R. Thoral, J.B. Remondin, J. Cury, J.P. Descendre, J. Bourdon), et à 34 % par C.L.S.I., filiale informatique du C.E.A. Cette holding contrôle :

EN FRANCE : 11 sociétés d'exploitation :

- 7 sociétés de conseil et de services en informatique :
- CAP/SOGETI-Logiciel (220 personnes) dirigée par E. Bazille
- CAP/SOGETI-Systèmes (250 personnes) dirigée par A. Lemaire
- CAP/SOGETI-Gestion (300 personnes) dirigée par M. Berty
- CAP/SOGETI-Produits, dirigée par H. Jacquelin
- CAP/SOGETI-Formations, dirigée par C. Simin
- CAP/SOGETI-I.C.D., dirigée par J. Cury
- CAP/SOGETI-Exploitation, dirigée par R. Donnaud
- 4 sociétés de saisie et de traitement de l'information (EURINFOR, SORINFOR, SESEI et CAP/SOGETI-SASIE).

HORS DE FRANCE : une holding CAP/GEMINI

(dirigée par L. Jacoby, J.P. Descendre, R. Dickinson, A. Fehner, A. Kasseil, Jo S. Soderberg, J.), holding qui résulte elle-même du rapprochement intervenu récemment entre CAP/EUROPE et GEMINI et qui :

- Contrôle directement 8 sociétés d'exploitation : Hollande (deux sociétés : FANDATA et CAP/NEDERLAND, de cent personnes chacune en activité), Suisse, Allemagne, Autriche, Belgique (deux sociétés : C.E.S. et CAP/BELGIQUE) et Grande-Bretagne, totalisant à peu près 500 personnes.
- A des participations importantes dans des sociétés associées présentes en Scandinavie (B.R.A.), au Moyen-Orient (Liban, Iran, Irak, Arabie Saoudite) et en Afrique (Algérie, Zaïre, etc.).
- A des accords de représentation avec des partenaires présents en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, etc.

An total, le Groupe CAP/SOGETI regroupe plus de 2.000 professionnels de l'informatique, est présent dans 21 pays (49 agences), totalise plus de 50 millions de FF de fonds propres et réalisera en 1975 un chiffre d'affaires consolidé de 50 millions de dollars (220 millions de FF).

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS

a sir cas, Mme Lucile Ferr
avait eu que 33,9 %. Les

ILLÉ-ET-VILAINE (25)

1^{er} TOUR : 16 ELUS
(1 P.S., 1 rad., 4 Cent. dém.)
4 C.D.P., 4 U.R., 2 mod. maj.

ANTRAIN
M. Dural, mod. maj., 3.241

M.M. Gayet, P.S., 1.789;
Lagoutte, mod. maj., 1.383.
M. Ampin, mod. mod. maj., ne se représentait pas.

CHATEAUNEUF-D'ILLE-ET-VILAINE
M. Cos, R.I., 1.876

M.M. Chapron, P.S., 1.505;
Fantoux, Cent. dém., 1.339.
M. Durval, c. s. maire, mod. maj., ne se représentait pas.

DOL-DE-BRETAGNE
M. Hamelin, dép. U.D.R., moins, 3.024

M. Hervé, 1.656; Bédic, P.S., 974.

E. Estève, c. s. péron. U.D.R. ne se représentait pas.

MONTFORT-SUR-MEU
M. Trullien, P.S., 2.302.
M. Guitard, cent. dém., 2.141.
Kerrelly, 2.038.

REDON
M. Lelièvre, c. s., Cent.
dém., 3 238 Réél
M. Cheval, P.S., 2 961.
RENNES 3

M. Berve, c. s. P.S., 4 938	Représentant
M. Fouchet, Cent. dém.	
2 812	
RENNES 5	
M. Boucheron, P.S., 3 600	Elu
M. Prévile, c. s., prés.	
cons. gén. sén. maire	
Cent. dém. 2 624 ; Brault	
U.J.F., 265.	
RENNES 9	
M. Remouf, P.S., 4 287	Elu
M. Lemer, c. s., Cent.	
dém. 3 270 ; Degert, Mouv.	
dém. 233.	
SAINT-MALO NORD	
M. Pinçon, c. s., mod.	
M.J. 5 882	Représentant
M.M. Chapler, P.S., 4 766 ;	
Masson, mod. maj. 95.	

Le deuxième tour a accoutlé les
avances qui s'étaient dessinées le
7 mai, la dégringolade socialiste

[illegible]

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.,
M. Henri Fréville, Cent. dém., sén.) :
P.S. 2 div. g., 1 rad., 12 Cent. dém.,
C.O.P., 6 U.D.R., 1 R.I., 12 mod.
maj.

INDRE (13)

1^{er} TOUR : 5 KLUS
(P. S., 2 rad. s. 1 R.I.
1 mod. maj.)

CHATEAUXOUX CENTRE

M. Jamet, R.I. 2 483 .. *Elu*
M. Durand, P.S. 2 304;
Mod., Mouv. dém. 1 266

M. Balsan, c. s., réf.,
ne se représentait pas.

CHATEAUXOUX SUD

M. Massonneau, c. s.,
2 889 *Réélu*
M. Bernardeau, mod.
maj. 2 286.

[illegible]

Un homme qui
travaille
une
q
en no
de

SUR LE

LA

AU

DE

UN
DU
OL

DANS

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

CHATILLON-SUR-INDRE
M. Rochette, c. s., maire
2153
MM. Maréchal, mod. maj., 1875 ; Bourdeau, P.C., 653.
LA CHATRE
M. Chauvet, maire, app. P.S., 4379
Mme Rappoport, P.C., 2015.
M. Toury, c. s., anc. dép. U.D.R., 1875 ; Bourdeau, P.C., 653.
ISSOUDUN SUD
M. Laignel, P.S., 4347
M. Saint-Paul, c. s., R.I., 3561.

LEVROUX
M. Gerbaud, c. s., anc. dép. U.D.R., 2400
M. Devillière, P.C., 1686.
SAINT-BENOÎT-DU-SAULT
M. Charret, c. s., maire de Dunet, P.C., 2223
M. Debrousse de Montpeyroux, anc. g. gén., 1273.

VATAN
M. Bauchet, c. s., P.C., 1480
M. Bailly, maire de Givry, 1471.

Des électeurs qui au premier tour n'avaient pas participé au scrutin se sont montrés au second tour plus attachés à la majorité. Il en est ainsi de Châteauneuf, où la participation, supérieure de 10 à celle du premier tour, a apporté 76 voix supplémentaires à M. Jambet, R.I., sans que ses deux adversaires aient pu modifier sensiblement leur score. Si le report des voix communistes sur les candidats socialistes semble s'être effectué correctement, en revanche, il s'en est fallu de neuf voix pour que M. Bauchet, P.C., ne retrouve son siège à Vatan alors qu'au premier tour la totalité des voix de gauche atteignait le pourcentage de 64,21 %.

À Châtillon-sur-Indre, où les trois candidats en lice au premier tour se représentaient, le candidat du parti communiste perd près de 6 points en pourcentage d'un tour à l'autre. La majorité perd deux sièges : l'un au profit de M. Laignel, P.S., qui bat le conseiller général sortant R.I., et l'autre au profit de M. Chauvet, app. P.S., au détriment de M. Toury, U.D.R., qui s'est retiré entre les deux tours.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. poste resté vacant par le décès de Vincent Rappoport, rad., anc. dép. anc. sén.) : 3 P.C., 7 P.S., 1 app. P.S., 6 rad. g., 2 U.D.R., 2 R.I., 3 mod. maj., 2 s. élig.

INDRE-ET-LOIRE (15)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (1 P.C., 1 R.I., 3 mod. maj.)

AMBOISE
M. Debré, anc. prem. min. dép. de la Réunion, maire, U.D.R., 5301
M. Chollet, c. s., rad. g., 4581

CHINON
M. Dange, maire de St-Germain-sur-Vienne, P.S., 3681
M. Perrault, mod. maj., 3540
Mme Perrault, mod. maj. (cand. nouv.), 444.

M. Balavoine, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.
DESCARTES
M. Petit, P.S., 2740
M. Loutch, mod. maj., 1241

M. Massot, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.
LANGEAIS
M. Fremontière, c. s., R.I., 2381
M. M. Auger, mod. maj., 1558 ; Benéfice, P.C., 1272.

LOCHES
M. Le Garrec, P.S., 4978
M. Sarraute, maire, mod. maj., 3528
M. Astuc, c. s., P.S., ne se représentait pas.

MONTBAZON
M. Lemoine, P.S., 6070
M. Prunier, maire de Monts, c. s., mod. maj., 5961.

NEUILLE-PONT-PIERRE
M. de Beaumont, c. s., rad. g., 1338
M. Simon, P.S., 1549.

SAINT-PIERRE-DES-CORPS
M. Longuet, c. s., P.C., 7823
M. Simon, rad. g., 4362.

TOURS CENTRE 1
M. Bertalet, c. s., adj. au maire, mod. maj., 2728
Mlle Conin, P.S., 1866.

TOURS VAL-DU-CHER 6
M. Carrière, c. s., adj. au maire, mod. maj., 2510
M. Durand, P.S., 2308.

Les élus du parti socialiste passent de deux à cinq dans le nouveau conseil général, au détriment de trois conseillers proches de la majorité, dont deux ne se représentaient pas. À Montbazon, il a fallu recompter les bulletins pour confirmer la défection du conseiller modéré sortant, le docteur Prunier, battu de 189 voix par M. Lemoine, P.S. À Chinon, l'ancien conseiller modéré, M. Dange, qui s'était retiré après avoir provoqué d'une adjonction, Mme Perrault, à Descartes, le candidat socialiste, M. Petit, distance nettement son adversaire modéré qui n'a pas bénéficié des voix du candidat sans étiquette du premier tour.

La gauche, en revanche, a essuyé un revers à Amboise, où M. Debré, ancien premier ministre, U.D.R., et maire d'Amboise, a récupéré plus de 1.000 suffrages d'abandonnés du premier tour, ce qui lui a permis de battre le conseiller sortant, M. Chollet, radical de gauche, suppléant du député de la circonscription, M. Berthoum, M. Chollet a

réuni 13 voix de plus seulement que l'ensemble de la gauche du premier tour. Il est vrai que la municipalité d'Amboise avait laissé entendre à ses administrés que s'ils voulaient garder leur conseiller général, ils devaient voter pour M. Debré.

À Saint-Pierre-des-Corps, le conseiller sortant communiste, M. Longuet, est resté un peu moins confortablement que par le passé : un millier de voix socialistes se sont reportées, en effet, au second tour, sur son concurrent réformateur, M. Simon.

ISÈRE (25)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (3 P.C., 2 R.I., 1 Cent. dém., 1 sans élig.)

ALLEVAUD
M. Arnaud, P.C., 1557
M. Cassera, div. maj., 1145
M. Vaussenat, c. s., maire de La Perrière, P.S., s'est retiré entre les deux tours.

BEAUREPAIRE
M. Nucci, P.S., 3222
M. Villard, mod. maj., 1818
M. Milloud, c. s., P.S., ne se représentait pas.

BOURGOIN-JAILLEU
M. Roy, P.S., 7328
M. Grataloup, c. s., maire de Saint-Chef, mod. maj., 7017.

DOMENE
M. Miguet, P.C., 4020
M. Savin, R.I., 3804
M. Boudet, c. s., P.C., ne se représentait pas.

GONCELIN

M. Zoug, c. s., maire de Theys, P.S., 3488
M. Armand, ind., 1727.

GRENABLE 2
M. Genin, c. s., U.D.R., 4287
Mme Gachon, mod. maj., 2696 ; M. Amadou, Mouv. dém., 709.

GRENABLE 4
M. Carrignon, U.D.R., 4558
M. de Balmis, c. s., P.S., 3085.

GRENABLE 5
M. Nevache, c. s., P.S., 6220
M. Raffin, mod. maj., 4583.

MEYLAN
M. Buisson, c. s., prés. cons. gén. Cent. dém., 6136
Mme Siccard, P.S., 4944.

PONT-DE-BEAUVOISIN
M. Bailly, P.S., 4174
M. Martel, c. s., R.I., 3185.

PONT-DE-CHERUY
M. Chengualla, c. s., maire, P.S., 1780
M. Monin, mod. maj., 1397 ; Fassin, 1232.

PONT-EN-ROYANS
M. Pilet, P.S., 1445
M. Salazard, c. s., maire de Rancurel, mod. maj., 1003.

RIVES
M. Veyrat, P.C., 4239
M. Sarran, c. s., maire de Moirans, Cent. dém., 3580.

SAINT-ETIENNE-DE-SAINTE-GEORGES
M. Bernard, c. s., anc. dép. maire du Fian, Cent. dém., 2380
M. Saratier, P.C., 1702.

VIENNE NORD
M. Domyne, c. s., maire de Chasse-sur-Rhône, P.S., 3023
M. Roux, R.I., 3252.

VIF
M. Coustoux, c. s., P.C., 4610
M. Raynaud, mod. maj., 1641.

VIREU
M. Impey, maire de Billeu, P.S., 1655
M. Barlier, c. s., maire du Passage, Cent. dém., 1641.

La gauche, qui avait rassemblé vingt-quatre voix en 1973 contre M. Coustoux, a obtenu, au second tour, 46 voix, soit une victoire sur vingt-neuf voix. Le P.S. a en effet à la majorité les cantons de Bourgoin-Jailieu, Pont-de-Beauvoisin,

ain, Pont-en-Royans et Vireu, tandis que le P.C. conquiert le siège de Rives (il prend en outre aux socialistes le canton d'Allevard). En revanche, à Grenoble, M. de Balmis, qui avait battu en 1973, sous les couleurs de l'U.D.R., M. Dubouché, maire socialiste de la ville, avait de rallier le P.S. est éliminé par M. Carrignon.

M. Louis Mermaz, membre du secrétariat national du P.S., député, maire de Vienne, pourrait succéder à M. Buisson à la présidence de l'Assemblée départementale.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Antoine Buisson, Cent. dém.) : 10 P.C., 18 P.S., 1 rad. g., 4 div. g., 4 Cent. dém., 3 U.D.R., 3 R.I., 2 ind., 4 mod. maj., 1 s. élig.

JURA (17)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (1 div. g., 3 Cent. dém., 1 C.D.P., 1 R.I.)

BLETTERANS
M. Duret, c. s., C.D.P., 1173
M. Bataillon, P.S., 1089 ; Simonin, act. loc., 853.

CHAMPAGNOLE
M. Fumey-Bados, P.S., 3887
M. Perrin, c. s., C.D.P., 3794.

CHAUSSIN
M. Prost-Magnin, c. s., C.D.P., 1327
M. Messager, P.S., 1288 ; Lavenir, ind., 593.

CONLEIGNE
M. Colin, P.S., 1717
M. Barreau, c. s., R.I., 1247.

DOLE SUD-OUEST
M. Maurice Faivre-Picton, P.C., 3999
M. Niernaz, C.D.P., 2885
M. Dubachet, c. s., anc. min. C.D.P., ne se représentait pas.

LONS-LE-SAUNIER SUD
M. Auger, c. s., P.C., 3133
M. Fumey, R.I., 2947.

ORCELET
M. Futin, c. s., R. L., 1204
M. Michel, P.S., 1182.

POIGNY
M. Girard, P.S., 2613
M. Tinguely, C.D.P., 1910
M. Landry, c. s., C.D.P., s'est retiré entre les deux tours.

ROCHEFORT-SUR-SONNON
M. Cordier, P.S., 1878
M. Baubaud, C.D.P., 838 ; Ghies, ind., 82.
M. Bonnet, c. s., ind., ne se représentait pas.

SALINS-LES-BAINS
M. Bach, ind., 1833
Mme Tremblais, P.S., 1257
M. Jaquet, c. s., C.D.P., s'est retiré entre les deux tours.

Le parti socialiste ambitionne sa position dans le département en enlevant quatre sièges nouveaux : le P.C. gagne celui que détenait, à Dole, M. Jacques Dubouché, ancien ministre, qui ne se représentait pas. Dans la plupart des cantons, la participation a été très importante, dépassant parfois celle observée lors des élections législatives. À Poigny, le conseiller sortant C.D.P., M. Landry, avait été battu au sein de son propre parti par un nouveau venu, M. Tinguely ; il avait dû se retirer entre les deux tours, car il semblait avoir largement profité au candidat socialiste, M. Girard, qui totalise quelque 80 % des suffrages alors que les deux candidats de gauche n'en avaient obtenu que 42 % au premier tour. À Salins, non seulement le conseiller sortant, M. Jaquet, C.D.P., distancé au premier tour par M. Bach, indépendant, ne s'est pas représenté au second, mais il a remis sa démission du poste de maire du chef-lieu.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Jean Gravière, C.D.P., anc. sén.) : 2 P.C., 5 P.S., 2 div. g., 4 Cent. dém., 6 C.D.P., 5 R.I., 1 ind., 5 mod.

LANDES (15)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (3 P.S., 1 rad. g., 1 div. g., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 1 mod. maj.)

BOEN
M. Blanchet, mod. maj., 1910
M. Peyrard, P.C., 1202 ; Chazet, act. loc., 1219 ; Chéze, div. g., 790.
M. Varinier, c. s., P.S.U., ne se représentait pas.

LE CHAMBRON-FEUGEROLLES
M. Feraud Montagnon, c. s., P.C., 7192
M. Jean Montagnon, mod. maj., 3388.

CHARLIEU
M. Guillaud, maire, act. loc., 3472
M. Chopelin, P.S., 3095.
M. Bay, c. s., P.S., ne se représentait pas.

LA GRAND-CROIX
M. Tranché, P.S., 4082
M. Chagnon, c. s., dép. maire, rad., 3028 ; Mathieu, Mouv. dém., 388.

ROANNE SUD
M. Auroux, P.S., 6013
M. Abela Terranova, c. s., dép. U.D.R., 7364.

Nousse, P.C., 3189
M. Montillet, 1613.

PARENTIS-EN-BORN
M. Mirin, c. s., anc. dép. maire, U.D.R., 3544
M. Nadeau, P.S., 3511.

POUILLOU
M. Marcadé, P.C., 3142
M. Dutilh, c. s., div. g., 2527.

SABRES
M. Salinas, maire, P.S., 1902
M. Lemaire, c. s., rad. 1822.

SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX
M. Maye, c. s., maire de Tarnac, P.C., 4488
M. Dupouy, U.D.R., 2361.

TARTAS OUEST
M. Labeyrie, c. s., maire de Fontoux-sur-Adour, P.S., 3420
M. Darligues, 1782.

Le succès de la gauche, dans cinq cantons sur six, confirme les résultats du premier tour. D'une façon générale, la discipline unitaire a été observée. Sans défection par le parti communiste à l'égard du parti socialiste, l'inverse d'une manière moins stricte. Le canton de Parentis-en-Born, où l'ancien député U.D.R., M. Mirin, conseiller sortant, avait, dimanche dernier, manqué son election de dix voix, a été l'œuvre d'une fuite particulièrement vive. Battu dans quatre cantons par ses adversaires, M. Mirin est parvenu à conserver son siège d'extrême gauche (13 voix), grâce à la fidélité de ses administrés de la commune de Parentis-en-Born, où le gros des abstentionnistes du 7 mars lui a apporté les suffrages indispensables à sa réélection. Le P.S. semble être en mesure de conquérir la présidence du conseil général. Il suffit, en effet, qu'un seul des quatre élus classes à droite se retire pour l'opposition pour que le département échappe à la majorité.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. René Coussanne, rad.) : 3 P.C., 11 P.S., 1 rad. g., 4 div. g., 1 rad., 1 C.O.P., 3 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 3 mod. maj., 1 s. élig.

LOIR-ET-CHER (13)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (1 P.C., 1 cent. g., 1 C.D.P., 1 sans élig., 2 R.I., 1 mod. maj.)

BLOIS 1
M. Genet, rad., 3184
M. Renaud, P.S., 2449
M. Brun, c. s., ind., ne se représentait pas.

BLOIS 4
M. Mortellette, P.S., 3580
M. de Guillemin, c. s., C.D.P., 1591.

CONTRES
M. Ribbenet, maire, act. loc., 3018
M. Oury, P.C., 2650
M. Pillard, c. s., R.I., ne se représentait pas.

HERRAULT
M. Lemoine, maire d'Orvain, P.C., 2292
M. Viat, 2610
M. Chaput, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

MENNETOU-SUR-CHER
M. Daudu, c. s., mod. maj., 1505
M. Vacher, P.C., 1089 ; M. Pilet, act. loc., 888.

SAINT-AIGNAN-SUR-CHER
M. Cachelin, c. s., div. g., 4757
M. Bousin, P.C., 3658.

Un membre du parti communiste entre au conseil général grâce aux consignes de défection, bien respectées dans cinq des six cantons en ballottage. À Mennetou, en revanche, M. Vacher, P.C., est loin de retrouver les 1202 voix qui s'étaient portées le 7 mars sur les candidats de gauche. La gauche gagne deux sièges, mais la majorité au conseil général n'est pas bouleversée. Le seul conseiller sortant battu, M. de Guillemin, C.D.P., avait remporté son siège en 1973, devant un communiste. Il est distancé cette fois-ci par un membre du P.S. dans un canton du nouveau Blois où s'est considérablement accru le nombre des habitants.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Kléber Loustau, P.S., anc. dép.) : 1 P.C., 5 P.S., 3 div. g., 1 sans élig., 1 cent. g., 1 Cent. dém., 2 C.D.P., 3 U.D.R., 2 R.I., 1 C.N.I.P., 4 mod. maj., 1 act. loc.

LOIRE (19)

1^{er} TOUR : 5 ELUS (1 P.C., 1 rad. g., 1 Cent. dém., 1 U.D.R., 2 R.I., 1 C.N.I.P., 1 mod. maj.)

BOEN
M. Blanchet, mod. maj., 1910
M. Peyrard, P.C., 1202 ; Chazet, act. loc., 1219 ; Chéze, div. g., 790.
M. Varinier, c. s., P.S.U., ne se représentait pas.

LE CHAMBRON-FEUGEROLLES
M. Feraud Montagnon, c. s., P.C., 7192
M. Jean Montagnon, mod. maj., 3388.

CHARLIEU
M. Guillaud, maire, act. loc., 3472
M. Chopelin, P.S., 3095.
M. Bay, c. s., P.S., ne se représentait pas.

LA GRAND-CROIX
M. Tranché, P.S., 4082
M. Chagnon, c. s., dép. maire, rad., 3028 ; Mathieu, Mouv. dém., 388.

ROANNE SUD
M. Auroux, P.S., 6013
M. Abela Terranova, c. s., dép. U.D.R., 7364.

Vient de paraître dans le Nouvel Observateur

Depuis des années, au soir de chaque scrutin, quelques heures avant le ministère de l'Intérieur, les ordinateurs donnent les résultats approchés.

La performance est devenue courante, c'est un tout autre travail que vous présente le NOUVEL OBSERVATEUR :

une simulation mathématique des élections législatives.

Si les Français votaient aujourd'hui, combien la gauche aurait-elle de députés ?

Utilisant un grand sondage réalisé le dimanche 7 mars, travaillant avec des spécialistes politiques, une équipe de mathématiciens a réalisé un modèle sur ordinateur qui permet de prévoir aujourd'hui, en nombre de sièges, les résultats possibles de la gauche aux élections législatives.

SI LES ELECTIONS LEGISLATIVES AVAIENT LIEU AUJOURD'HUI,

COMBIEN LA GAUCHE AURAIT-ELLE DE DEPUTES ?

UN NUMERO SPECIAL DU NOUVEL observateur

DANS LE MEME NUMERO, LA FIN DE NOTRE GRANDE ENQUETE : ETRE ENSEIGNANT EN 1976.

(Lire la suite page 12.)

ÉLECTION

été observées à Dormans, à

*Réunis s'ont et auront à l'honneur, au
Régiment de la Cavalerie, d'être
réunis à Paris, le 6 mai 1907, les
membres du Comité d'administration
du Régiment de la Cavalerie, qui
se réunissent pour la première fois.*

NOUVEAU CONSEIL I.P.F. sort.
M. Maurice Péronneau, C.D.F.;
P.C., 4^e div. 6^e S.U.R., 5 Cent.
dém. m. C.D.F., 3 U.D.R., 4 R.L.
2^e div. m.

HAUTE-MARNE (15)

1^{er} TOUR : 11 ELUS
(2 rad. 2 U.O.R., 7 mod. maj.)

CHAUMONT
M. Cochet, rad. g., 822 Elu
M. Berchet, sén. rad.
511.
M. Weil, c. s., rad. de
se représentait pas.

DOULAINVILLE
M. Bognot, c. s., maire, Réélu
rad. 1302
M. Chanfranet, P.S., 921.

JOINVILLE
M. Hanin, c. s., prés. cons.

HAUTE-MARNE (15)[illegible]

MAYENNE (14

MAYENNE (14)

1^{er} TOUR: 11 ELUS
P.S., 1^{er} 5 cent. dév., 1 O.D.R.,
1 R.F. (1 mod. maj.).

SOUPTRAIN
M. Auzan, c. s., R.I., 441
M. Marilland, P.C., 571. Rédu

GREZ-EN-BOUERE
M. Kerleaux, mod. maj. (nouv. cand.), 1471. Elu
M. mod. maj., 1036;
M. Le Orban, 338.
M. Le Motheux du Plessis, c. s., mod. maj., ne se présentait pas.

MONTBROS
M. Buard, c. s., P.S., 1411 Rédu
M. Loteschal, maire, mod. maj., 1255.

Une seule véritable surprise:
élection confortable du docteur Jean
Grez-en-Bouere (majorité) à Grez-en-

tant comme favori au
chiffres du premier tour, mais
elle pas l'ensemble d

ténus par la gauche dimanche
 en tierce qu'on a levez n'est
 premier jour oblique les deux
 de la majorité. M.M. Flan-
 ennu, mod. maj. et Goudeau, ayé
 D.R., 6 se retirer. Quant à M. Royer
 premier jour, il est resté à Montargis
 de M. Lestrier, mod. maj., mais
 chef-lieu de canton, en remu-
 au son nom. L'assemblée addition-
 nelle, en première jour, a été
 premier jour. Au sein d'un conseil
 les deux tiers, le 1er jour, ont
 premier jour, au 2^e jour, M. Bonard,
 premier jour de Pré-au-Pied.

ANCY EST
 M. Groscolas, P.S., 5 S.R.
 Tassinand, C.D., 3 S.R.
 5504; Rosenhek-
 kelt, 220.

OMPEY

59. M. Thirion, c. s., div. E.,

NT-A-MOUSSON
M. Tondon, P.S. 9463. **Elu**
M. Jeaneaulle, c. s.
N. 19191, Bernard, div. g.
(ouv. cand.), 10.

INT-MAX
Durupt, c. s., P.S. **Elu**
M. Delourme, mod. mm.,
104.

NU-NORD
M. Gosnot, c. s., maire, **Réélu**
D.R. 4 833
M. Feldt, P.S. 3996.

Le second tour a vu la victoire
quatre socialistes, quatre commu-
nistes, un radical, un seul pour
les sièges restant à pourvoir. Les
deux des voix de la gauche et
dans ces deux sans doute dans
certains secteurs ruraux où des suf-
fragants socialistes du premier tour
ont acquis en candidat commu-
nistes. C'est un développement, sa-
chant de Bayon et le siège
supplé de très peu au P.C.F.
Le P.C.F. a obtenu le capitaine de
Jean-Jacques Bervin-Schreiber
dernières élections législatives,

LE SECOND TOUR

la pousse

YONNE (20)

IENTS D'OUTRE-MER

nomistes.

M. Régis, c. s., P.D., Rédu
 MM. Valin, U.D.R.,
 294 : Darchir, mod. maj. 12
 204 : Cauch, mod. maj. 12

LE FRANÇOIS
 M. Wan-Ajouch, div. E. Etu
 014 :
 MM. Jureston, U.D.R.,
 781 : Jureston, mod. maj. 1
 : Tramma, mod. maj. 1.
 M. Dural, c. s., sén.
 U.D.R., ne se représentait pas.

L'U.D.R. tire le siège du François
 L'U.D.R. était titulaire de 11 députés, sénateurs, qui ne se représenteront pas. Les
 députés vaincus, M. Morency, amé-
 ricanisé sans parenté à réduire suffi-
 samment le siège qui le gênerait du
 gauche au soir du premier tour.
 Le nouveau élu, M. Wan Ajouch, a
 été élu député. L'opposition n'en avait totalisé le

ayant, au total, autant de conseillers
élus qu'elle avait de sortants.
Dans les trois cantons dont les sièges

Le groupe de M. Emile Maurice, président du conseil général, sera ainsi diminué de la consultation, puisque l'U.D.R. perd, au bout du compte, deux sièges. Le président et l'assemblée départementale ne devront toutefois pas évaluer à la majorité, puisque ces derniers sont compensés par la victoire d'un modéré, et l'échec d'un communiste.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. MM. Maurice C.D.R.) : 5 cat. A, P.C. 1 P.A., 5 div. p. cent. 5, 5 R.I., 5 I.I. 1 mod. maj.

LA RÉUNION (18)

1^{er} TOUR : 14 ELUS
(1 P.C. 2 div. 5, 5 U.O.R., 5 R.I., 1 mod. maj.)

2nd TOUR : 14 ELUS
M. Mare Hourau, c. s., 843 Rédu
MM. Clain, div. maj.,
s. Roger Hourau, P.C., 1.

SAINT-LEU 1

M. Gaston Hourau, c. s.,
v. g. 2 056 Rédu
MM. Piot, P.C. 376;
bateau, estr. R. (NGV).

énéfica d'un accroissement de suffrages considérable par rapport au premier tour, alors que manquent d

SAINT-PIERRE 1
 M. Louis Virapoulé,
 adj. m. du conseil, non-
 inscrit. 2321 **Etu**
 MM. Paul Vergès, c. s.,
 C.R. 2747; Narainapa-
 eatchy, extr. g. (nouv.
 cand.). 48; Clotaigatch,
 extr. g. (nouv. cand.), 21.

LE TAMPON 2
 M. Thien An Koon, div.
 c. s., 1845 **Etu**
 MM. Gervais, c. s.,
 D.R. 1348; Théodora,
 C. 68; Payet, mod. maj.
 (nouv. cand.), 11.

M. Paul Vergès, secrétaire général
 du P.C. réunissant, leader de l'opposition
 autonomiste et tête noire
 de la majorité et c'est lui, naguère,
 l'administrateur, qui a battu
 Louis Virapoulé, sénateur, porte-
 paroles de la majorité présiden-
 tielle, dans la lutte pour la combus-
 tion sans flut, l'exporte sur lui de
 millions. Au premier tour, pour-
 tant, c'est Louis Vergès, le P.S.J.
 qui l'emporta sur la majorité de 22 voix.
 L'accroissement du nombre des vo-
 tants a plus profité à M. Virapoulé
 qu'à Louis Vergès. Les communistes a-
 vaient un précieux record pour des
 élections nationales avec près de
 40 % des voix à Saint-Pierre. Les
 ministristes et les gauchistes per-
 spectivement un et deux sièges au
 conseil général. L'accroissement du
 nombre des votants dans le conseil
 assent de les à deux sièges — qui

MARTINIQUE (18)

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort., Pierre Lagourgue, R.I.) : 5 P.C., P.S., 5 div. g., 1 cent., 13 U.D.R., R.I. 7 mod. rep.

100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200

201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300

301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400

401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500

501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533
 534
 535
 536
 537
 538
 539
 540
 541
 542
 543
 544
 545
 546
 547
 548
 549
 550
 551
 552
 553
 554
 555
 556
 557
 558
 559
 560
 561
 562
 563
 564
 565
 566
 567
 568
 569
 570
 571
 572
 573
 574
 575
 576
 577
 578
 579
 580
 581
 582
 583
 584
 585
 586
 587
 588
 589
 590
 591
 592
 593
 594
 595
 596
 597
 598
 599
 600

601
 602
 603
 604
 605
 606
 607

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Commentaires
et réactions

La poussée amplifiée du P. S.

(Suite de la première page.)

Sur les huit présidents de conseils généraux battus dimanche, on ne compte qu'un opposant (M. Bordenave, radical de gauche, Lot-et-Garonne). Les républicains indépendants ont à déplorer deux échecs (MM. Vitter, Haute-Saône, et Vilmain, Vosges), le Centre démocrate deux également (MM. Chauvin, Val-d'Oise, et Prévile, Ille-et-Vilaine) et l'U.D.R. un (M. Pasqua, Haute-de-Seine), de même que les radicaux (M. Grand, Charente-Maritime) et les indépendants (M. Mézard, Cantal). Ces déceptions, auxquelles s'ajoute l'échec de deux secrétaires d'Etat qui se représentaient (M. Granet l'emporte dans l'Aube, mais MM. Soisson et Cavallé sont évincés respectivement de l'Yonne et de la Haute-Garonne), ne sont, de loin, pas compensées par la réélection de M. Abellin à Charente-Maritime et l'élection de M. Debré à Ardèche. Plus particulièrement atteinte en Gironde, dans les Hauts-de-Seine, dans le Bas-Rhin, l'U.D.R. recule dans cinquante départements et ne progresse que dans deux : les républicains conquièrent trois sièges de plus dans l'Ain et gagnent du terrain dans deux autres départements, mais ils régressent dans trente-cinq ; les centristes reculent dans trente-deux départements, plus particulièrement dans les Pyrénées-Atlantiques, le Gers, la Moselle, la Somme, et n'avaient que dans quinze.

L'entrée du parti communiste dans cinq conseils généraux où il ne figurait pas (Aveyron, Eure, Loir-et-Cher, Lozère, Tarn-et-Garonne) et le fait qu'il accroisse le nombre de ses sièges dans trente-neuf autres départements (il en enlève vingt-quatre dans l'ensemble de la région parisienne) autorisent à parler d'une victoire de l'ensemble de la gauche, mais il n'en reste pas moins que, comme au premier tour, le parti socialiste est le grand bénéficiaire de la consultation. Il se confirme qu'il prend à tout le monde et son bilan est facile à faire : il progresse partout, sauf dans l'Arriège, l'Aube, la Haute-Corse, la Creuse, l'Eure-et-Loir, le Nord, l'Orne, les Hautes-Pyrénées, où il conserve le nombre de ses sièges, et dans cinq autres départements, où il recule : le Cher (— 1), le Gard (— 1), la Lozère (— 1), les Pyrénées-Orientales (— 4), où il est victime de la dissidence de M. Alduy, maire de Perpignan, et de la forte progression du P.C., et les Hauts-de-Seine (— 1).

Quant aux radicaux de gauche, le risque qu'ils courent d'être « digérés » par les socialistes se

confirme dans le Sud-Ouest (c'est déjà acquis dans le Lot-et-Garonne), mais ils « récupèrent » ici et là, et notamment en Charente-Maritime, le radicalisme valoisien.

La forte et très générale poussée du P.S. venant après beaucoup d'autres n'a pas été accueillie avec sérénité par le P.C.F. et M. Georges Marchais est allé jusqu'à affirmer : « Dans de nombreux cas, alors que le candidat communiste avait été placé en tête de ballottage au premier tour, le parti socialiste a fait porter massivement ses voix sur le candidat de droite au deuxième tour. »

M. Mitterrand, se voulant à la fois serein et modeste (il faut encore, a-t-il dit, que le P.S. améliore son organisation), s'est borné à estimer « déplorable » que les reports de voix au sein de la gauche ne se soient pas faits partout et à regretter quelques accidents de parcours.

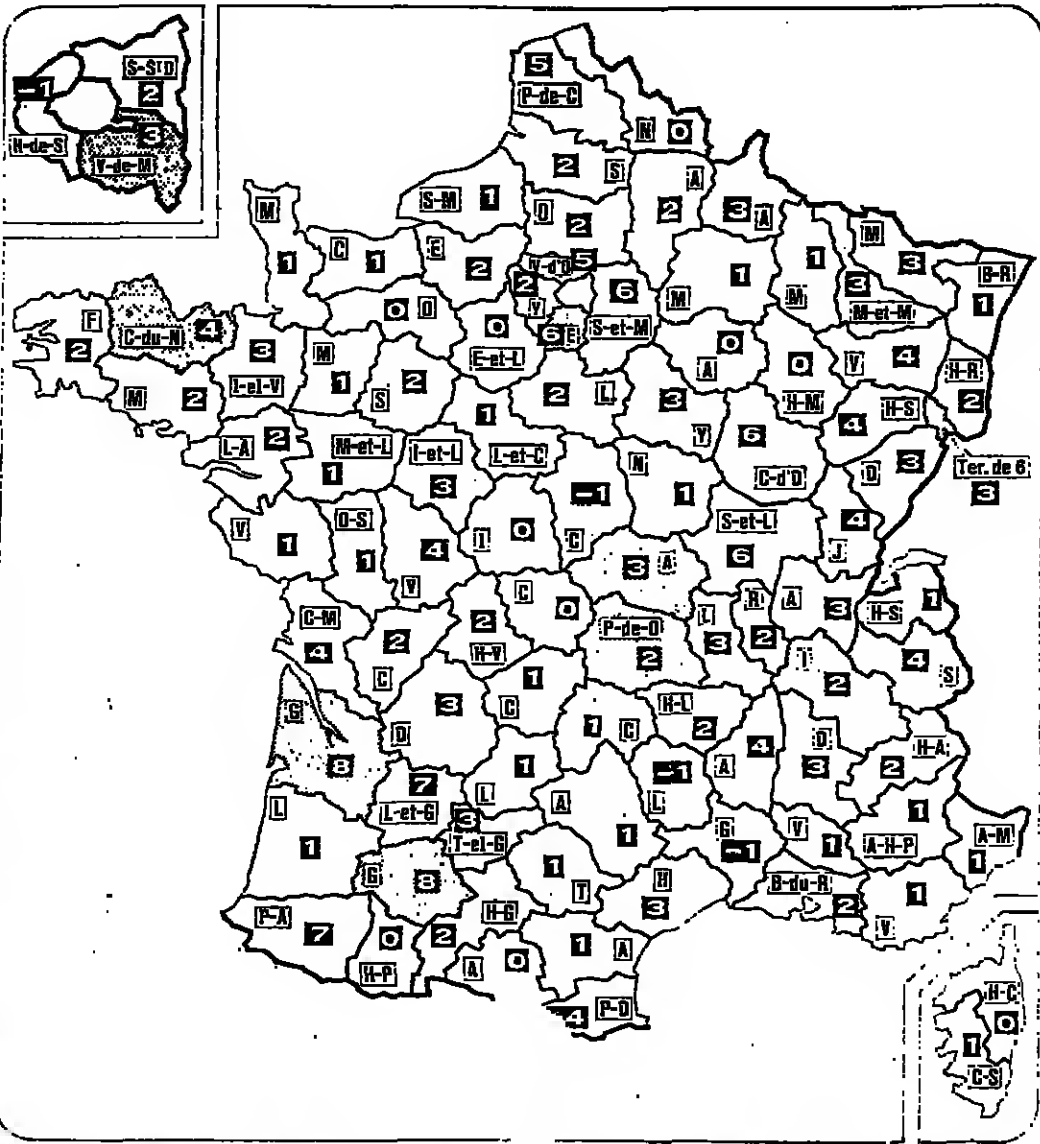
Dans l'ensemble, ces reports ont été satisfaisants, mais on a dû constater dans de nombreux cantons (parmi les cas les plus frappants figurent ceux de Ris-

Orangis, de L'Isle-Adam et d'Arles) que l'électorat se retranchait lorsque le candidat unique de l'opposition était communiste, alors qu'il s'éparpillait le plus souvent lorsqu'il était socialiste. C'est déjà ce que l'on avait pu observer lors des élections législatives partielles des 29 septembre et 6 octobre 1974, qui avaient provoqué la levée de boucliers du P.C.F. contre son partenaire et avaient été à l'origine d'une querelle d'un an.

Sans même tenir compte du fait que dans plusieurs départements les candidats uniques du P.S. se sont heurtés à la mauvaise volonté ou à peu d'enthousiasme de l'électorat communiste (Alpes-de-Haute-Provence, Aude, Aveyron, Creuse, Finistère, Haute-Marne, Nord, Pas-de-Calais, Haute-Savoie), il n'est pas surprenant que des défiances se soient produites dans l'autre sens. L'électorat du P.S. se souvient d'ailleurs d'une part de centristes qui ne reportent pas aisément leurs voix sur le P.C. Mais la victoire électorale de la gauche est impossible sans l'apport de voix du centre.

L'histoire va-t-elle se répéter et une victoire d'ensemble de la gauche donnera-t-elle paradoxalement naissance à une nouvelle période de tension et d'accrochages entre les deux grandes composantes de cette gauche ? La prudence interdit tout pronostic, si vite que puisse être le ton de M. Marchais, mais il y a en tout cas un point sur lequel aucun doute n'est plus permis : l'argument cent et mille fois ressassé selon lequel l'alliance des socialistes avec les communistes ne peut que voter les premiers à être « plumés » par les seconds n'a jamais été aussi peu digne de crédit.

RAYMOND BARRILLON.



La carte ci-dessus fait apparaître l'évolution du nombre des sièges détenus par le parti socialiste. Nous faisons apparaître en gris les départements où un renversement de majorité est acquis au profit de l'opposition. Le signe O indique que le nombre de sièges n'a pas changé.

GOUVERNEMENT : SEIZE ÉLUS OU RÉÉLUS DEUX BATTUS

Trois membres du gouvernement, tous trois conseillers sortants, étaient encore sur les rangs pour le second tour. M. Paul Granel, secrétaire d'Etat à l'environnement (app. U.D.R.), a été réélu à Romilly-sur-Seine (Aube). M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (R.L.), a été battu à Auxerre Sud-Ouest (Yonne). M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports (R.L.), a connu le même sort à Toulouse-Sud (Haute-Garonne).

Quinze autres membres du gouvernement l'avaient emporté au premier tour.

Deux avaient été réélus : MM. Vincent Auzanet, Jacques Barrot, Christian Bonnet, Yvon Bourges, Jacques Chirac, Paul D'Almeida, Jean François-Poncet, Robert Galley, Jean Lecanuet, Christian Fouché, André Rossi, Olivier Stirn.

Trois avaient été élus : MM. Pierre Méhaignerie, Michel d'Ornano, Robert Ségard.

PRESSE

Le bureau national du Syndicat national des journalistes (autonome) proteste, dans un communiqué, contre la décision de la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, « qui a décidé, le 11 mars, de refuser de prendre en considération les candidatures de journalistes « chômeurs » ou en « position spéciale » à l'occasion de son renouvellement triennal qui aura lieu le trimestre prochain. Le S.N.J. estime que les journalistes titulaires de la carte, reconnaissant leur qualité de journaliste professionnel dans les conditions déterminées par la loi, ont été injustement écartés de la liste des éligibles et a décidé de présenter un recours administratif contre la décision du 11 mars.

M. Jean Roussel, maître de conférences à l'université d'Angers, nous prie de signaler que c'est un homonyme qui a signé le texte de seize personnes chrétiennes sur le marxisme (Le Monde du 4 février).

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE MARS
LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DANS LE GOLFE
(Michael Koro)

De « la Tentation totalitaire » à « l'Effondrement de la démocratie » :
DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE L'OCCIDENT
(Claude Bourdet)

LE NUMÉRO : 5 F
3, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
En vente partout.

PERSONNALITÉS BATTUES

Députés U.D.R. : MM. Ribadeau Dumas, maire de Valence (Drôme) ; Hardy, maire de Cognac (Charente) ; Dollaume, maire de Blaye (Gironde) ; Hoffer (Vosges) ; Lacagne, maire du Creusot (Saône-et-Loire) ; Weinman (Doubs) ; Aloïsi, Terreroche (Loire) ; Fumery, maire de Coulommiers (Seine-et-Marne) ; Lio-gier (Ardèche) ; Boudon, app. U.D.R. (Maine-et-Loire) ; Radus (Bas-Rhin) ; Macquet (Loire-Atlantique).

Autres députés : MM. Chazalon, réf. maire de Grand-Croix (Loire) ; Lepetit, maj. prés. maire de Ussou (Vienne) ; Bourson, R.I. maire de Houlles (Yvelines) ; Chancel, F.S.D. (Loire-Atlantique) ; de Montesquiou, réf. (Oers) ; Papet, R.I. (Hautes-Alpes) ; Barberot, R.I. maire de Bourg (Ain) ; Dronne, Cent dém. (Sarthe) ; Hausherr, Cent. dém. (Haut-Rhin) ; Cornet, R.I. (Ardèche) ; Canacos, P.C. maire de Barcelles (Val-d'Oise) ; Drapier, div. g. maire de Longuyon (Meurthe-et-Moselle).

Sénateurs : MM. Sallenave, « paysan », Cent. dém. (Pyrénées-Atlantiques) ; Schmitt, R.I. (Moselle) ; Bouchet, rad. (Haute-Marne) ; Filippi, rad. g. anc. min. (Haute-Corse) ; Eugène Bonnet, R.I. (Haute-Garonne).

À d'autres PERSONNALITÉS BATTUES : MM. Paul Vergès, anc. dép. secrétaire général du P.C. de la Réunion ; Pierre Verdadier, maire de Follères, U.D.R. anc. min. (Vienne) ; Jean Delachanal, anc. dép. R.I. (Savoie) ; Joseph Comiti, anc. min. anc. dép. U.D.R. (Bouches-du-Rhône) ; Pierre Barbier, maire de Clamery, rad. anc. sén. (Nièvre) ; Charles Germain, maire de Villefranche-sur-Saône, anc. dép. U.D.R. (Rhône) ; Henry Krissou, maire de Graillex, mod. maj. anc. dép. anc. directeur du cabinet de M. Antoine Pinay ; Jean-Paul David, maire de Mantes-la-Jolie, mod. maj. (Yvelines) ; Jean-Pierre Cassabel, anc. dép. U.D.R. (Aude) ; Jean-Louis, rad. suppl. de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (Maurthe-et-Moselle) ; Maurice Montel, anc. dép. div. g. (Cantal) ; Guy Rabourdin, maire de Chelles, U.D.R. anc. dép. anc. préf. du District de Paris (Seine-et-Marne).

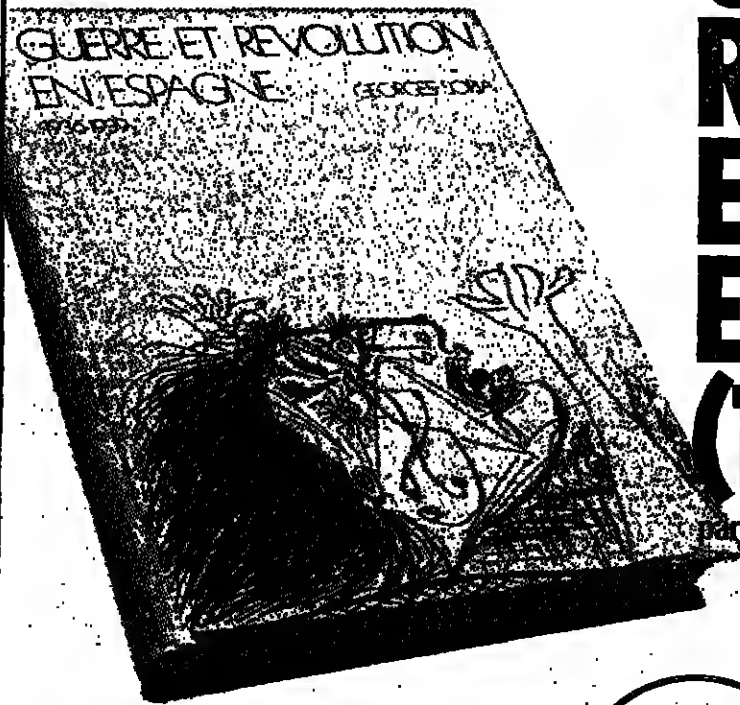
André MALRAUX, Indira GANDHI, Anthony EDEN
Piétro NENNI, Dolorès IBARRURI,
Léopold Sédar SENGHOR et Yvan BATOV.

apportent leur contribution à l'ouvrage de Georges Soria
par des préfaces et entretiens

Durant mille jours de combat et quarante ans de franquisme,
le lieu des passions du monde.
Aujourd'hui, historien et témoin, un auteur raconte.

GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE (1936-1939)

par Georges Soria.

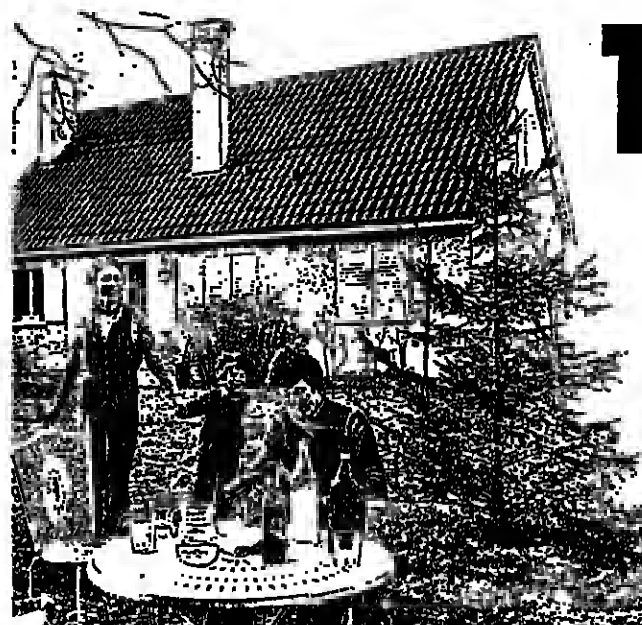


5 volumes
reliés et illustrés
3000 photos
125 planches
couleurs

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à renvoyer au Livre Club Didier
13 Boulevard Boudon 75004 PARIS
M Adresse
désire recevoir la documentation
GUERRE ET REVOLUTION
par Georges Soria
(1936-1939)

صبرا من الامل

La Caisse d'Epargne les a bien aidés



1 Comment acheter une maison de 150.000 F avec 5.000 F par mois de revenus... et les conseils de l'Ecureuil?

Michel B. a 28 ans. Il est technicien dans la métallurgie. Sa femme, 26 ans, est secrétaire-comptable. Ils n'ont qu'un enfant mais envisagent d'agrandir la famille. Depuis longtemps ils ont envie d'habiter une maison individuelle dont ils seraient les propriétaires.

Pourtant, ils ne gagnent pas plus de 5.000 F par mois à eux deux. Mais au moment de leur mariage, il y a 3 ans, ils ont ouvert un Livret d'Epargne-Logement, sur lequel ils ont versé leurs économies 18.000 F.

Par la suite, ils y ont déposé régulièrement 600 F tous les mois. Aujourd'hui, ils disposent d'un capital de 39.600 F + 5.184 F d'intérêts et 70.000 F sur 15 ans, au taux exceptionnel de 10%.

La maison qu'ils avaient cru inaccessible est à leur portée. Il leur faudra rembourser 3.672 F par trimestre pendant les 7 premières années soit par mois 1.224 F, puis 2.220 F pendant les 8 dernières années, soit par mois 740 F. Si bientôt leurs revenus augmentent — et ils l'espèrent bien — leurs remboursements ne pèseront pas plus lourds qu'un loyer.

2 Si elle gère si bien ses économies, c'est à son conseiller en Epargne qu'elle le doit.

Mme Geneviève G. vient de prendre sa retraite d'institutrice. Pour tirer le meilleur parti du petit capital qu'elle a mis de côté, elle a demandé l'avis d'une personne à la fois compétente et désintéressée : le Conseiller en Epargne de sa Caisse d'Epargne-Ecureuil.

Son Livret A de la Caisse d'Epargne est maintenant au plafond 32.500 F (depuis la 1^{re} janvier), une somme toujours disponible (à son âge on peut en avoir besoin d'un jour à l'autre), qui lui rapporte plus de 2.000 F par an, nets d'impôt. Pour faire fructifier le reste de son avoir, elle a acquis des Bons d'Epargne à intérêt progressif (jusqu'à 10,50% pour les Bons à 5 ans), anonymes et facilement négociables et quelques parts de SICAV.

Mme Geneviève G. pense qu'elle a été bien conseillée : elle s'est préparée, quoi qu'il arrive, une retraite paisible.



3 Ils auront bientôt un 3^e enfant... et un bel appartement de 5 pièces.

M. et Mme B. sont actuellement propriétaires d'un 3/4 pièces dans la périphérie d'une grande ville. Ils aimeraient qu'à la naissance de leur 3^e enfant chacun puisse avoir sa chambre individuelle. Heureusement, ils avaient ouvert il y a 4 ans un Plan d'Epargne-Logement dont le rendement élevé (aujourd'hui près de 9% net d'impôt) les intéressait.

Ils vont pouvoir maintenant bénéficier de 2 prêts : • Un prêt principal à 6% au plus dont le montant peut atteindre 100.000 F. • Un prêt Complémentaire à 10% dont le montant peut lui



aussi atteindre 100.000 F. Une exclusivité des Caisses d'Epargne.

Avec le produit de la vente de leur appartement actuel, les sommes déposées sur le Plan, les intérêts acquis et les 2 prêts, ils disposent d'un capital suffisant pour s'installer tout à leur aise.

Pour les Caisses d'Epargne chaque cas doit être traité individuellement. N'hésitez pas à venir exposer votre problème à la Caisse d'Epargne-Ecureuil qui vous donnera des conseils compétents et désintéressés.

elle peut vous aider aussi.



Caisses d'Epargne. Sachez vous en servir.

* Régime spécial en Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le président Sadate propose au Parlement l'abrogation du traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique

Dans le discours qu'il a prononcé dimanche soir 14 mars devant le Parlement égyptien, le président Sadate a proposé à l'Assemblée du peuple d'abroger le traité d'amitié et de coopération soviéto-égyptien du 27 mai 1971. Les députés ont aussitôt décidé de saisir la commission des affaires extérieures du projet de loi déposé à cet effet par le président Sadate. Cette commission devait examiner ce lundi matin le projet de loi et soumettre dans la soirée un rapport à l'Assemblée du peuple, qui, selon toute probabilité, ratifiera la proposition du chef de l'Etat.

Dans son discours de trois heures devant l'Assemblée du peuple, le président Sadate a critiqué la politique soviétique en soulignant que « les relations égypto-soviétiques avaient abouti à une impasse totale ». Il accusait l'U.R.S.S. de refuser de fournir des armes à l'Egypte, de ne pas accepter un moratoire sur les dettes égyptiennes et d'exiger, enfin, des intérêts sur les dettes militaires. « Ce faisant, a-t-il dit, l'U.R.S.S. veut exercer sur nous une pression militaire et économique afin de nous obliger à nous agenouiller devant elle. Je ne me prosternerai devant Dieu, ni devant l'homme ».

Le chef de l'Etat égyptien a également critiqué la politique des « azes » que l'U.R.S.S. entend appliquer au monde arabe. « Nous, a-t-il dit, nous sommes le mouvement de libération nationale que de préserver ses intérêts vitaux en tant que grande puissance ».

Parlant de la politique de l'Egypte à l'égard des Etats-Unis, le président Sadate a souligné que son pays voulait obtenir de Washington qu'il réduise son « parti pris » en faveur d'Israël. « Nous devons, a-t-il dit, essayer d'éloigner ce pays d'Israël et de le rapprocher des Arabes ».

Abordant ensuite le problème de l'avenir politique de l'Egypte, le chef de l'Etat égyptien a écarté l'hypothèse d'un retour rapide au multipartisme. « La majorité des Egyptiens, a-t-il dit, sont hostiles à un retour au système des partis ».

M. Sadate a souligné qu'il devrait exister un équilibre entre les « principes de la démocratie » et les « impératifs de la stabilité politique » du pays, « si nous voulons éviter la réédition des événements du Portugal et de l'Inde ». Il a cité, à ce propos, certaines accusations lancées « sous la moindre prétexte » contre des personnalités du régime. Il a notamment reproché aux députés eux-mêmes d'avoir déclaré qu'il existait en Egypte « plus de cinq cents personnes qui avaient gagné des millions aux dépens du peuple ». « Certains milieux, a-t-il ajouté, veulent semer le doute quant à l'intégrité du gouvernement, voire du chef de l'Etat lui-même ».

En ce qui concerne la presse, il a déclaré qu'il ne voulait pas rétablir la censure, mais il a recommandé une « réorganisation à l'échelon supérieur » de la « diffusion destructive » et la « critique sans objet ». — (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.)

LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DU TEXTE DU 21 MAI 1971

Le traité d'amitié et de coopération soviéto-égyptien avait été signé au Caire, le 27 mai 1971, pour une durée de quinze ans. Il était le premier traité de genre liant un pays de tiers-monde à l'U.R.S.S., quelques mois avant le traité d'amitié soviéto-indien et le traité d'amitié soviéto-irakien.

Le traité prévoit des consultations régulières à tous les niveaux au sujet des questions importantes qui touchent aux intérêts des deux Etats. D'autre part, « dans le cas où une situation est créée qui constitue un danger pour la paix », le traité stipule que « les deux parties se consulteront immédiatement pour coordonner leurs positions afin de supprimer le nouveau danger et d'imposer la paix ». Enfin, à chacun des deux pays, « en cas de nécessité, à ne participer à aucun regroupement international et à ne s'associer à aucune activité dirigée contre l'autre partie contractante ».

Dans le domaine militaire, le traité prévoit le renforcement de la puissance défensive de l'Egypte « à travers le développement de la coopération sur le plan militaire », et « en particulier une aide pour l'entraînement du personnel militaire de l'Egypte ».

Le Caire. — L'abrogation du traité égypto-soviétique ne ferait que légaliser une situation de fait. Ce traité est, en effet, pratiquement inappliqué depuis 1971. Il n'existe plus guère qu'un témoignage de « l'unité inébranlable » promise pour « toujours » par le texte signé au Caire pour quinze ans par M. Sadate et Podgorny, le 27 mai 1971 : la gigantesque fleur de béton érigée dans le paysage d'Assouan pour symboliser la coopération entre les deux nations. Le Caire a renoncé à la « reconstruction socialiste de la société » que garantissait en quelque sorte le traité. Les deux gouvernements ne se consultent plus « sur toutes les questions importantes ». La coopération dans le domaine militaire « était quasiment au point mort depuis la fin du pont aérien soviétique vers l'Egypte au moment de la guerre d'octobre. Le Khrushchev refusait d'accorder le moratoire réclamé par ses délégués égyptiens. Enfin, dans son discours, le Raïs, pensant à la Libye et à la Syrie, a accusé Moscou de créer des « azes » nuisibles à l'unité du monde arabe.

Certes, bien que, selon M. Sadate, « 99 % des cordes ont été rompues entre les maîtres des Etats-Unis et le Proche-Orient », l'Egypte reconnaît toujours que l'Union soviétique joue un rôle à jouer en cas de règlement israélo-arabe définitif. Certes, sur le plan commercial, les Russes restent les seconds fournisseurs des Egyptiens (après les Américains) et avant les Français), et plusieurs centaines de techniciens soviétiques travaillent encore en Egypte, notamment l'aciérie d'Helwan et à l'usine d'aluminium de Nag-Hammadi. Mais ces considérations n'ont pas eu assez de poids pour inciter le Raïs à maintenir en vigueur le dernier « lien privilégié » qui existait entre son pays et l'Union soviétique, lien auquel — M. Sadate le sait — tient encore Moscou.

La question que l'on se pose ici est de savoir quels avantages l'Egypte obtiendrait en Occident en contrepartie d'une mesure plus spectaculaire qu'importante, mais qui rend plus nette la réintégration du Caire dans le giron de l'Occident. En 1972, Le Caire n'avait reçu aucun avantage de la part de Washington après avoir « renoué » les relations diplomatiques. La « récompense » viendra peut-être cette fois sous forme d'armes américaines, d'une part, de pré-dollars arabes sonnants et trébuchants, d'autre part.

Abordant la question du retour au multipartisme — revendiqué

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Le Liban

Le Caisse d'Epargne de la ville d'Aubert... enfin financant la construction du Théâtre de la Comédie... La Caisse d'Epargne peut vous aider...

Le Caisse d'Epargne de la ville de Lyon... enfin financant la construction du métro... La Caisse d'Epargne peut vous aider...

Le Caisse d'Epargne de la ville de... enfin financant la construction du métro... La Caisse d'Epargne peut vous aider...

صندوق الادخار

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION A BEYROUTH

Le Liban est un pays arabe comme les autres

NOUS DÉCLARE LE PRÉSIDENT ASSAD

A l'occasion de sa visite projetée en France, le président Hafez Al Assad avait accordé à André Fontaine une interview dont il nous paraît intéressant, malgré l'immolation du voyage, de publier les passages essentiels.

Damas. — Grand, souriant, avec de petites yeux vifs, des mains et une mâchoire puissantes et quelque chose de gaillard dans le nez, le général Hafez Al Assad, chef de l'Etat syrien, parle avec le calme et le sang-froid de quelqu'un qui juge son pouvoir aussi assuré que ses convictions, ce qui n'est pas peu dire. Bien sûr, il n'est pas un homme de café on de jus de fruit. Il prend son temps pour répondre aux questions qu'il a bien voulu se laisser poser par le Monde. Rien, comme un le verrait, ne lui tient apparemment plus à cœur que de dénoncer l'accord du Sinaï, mauvais coup porté, selon lui, à la cause arabe et palestinienne ; il attribue même une part de responsabilité dans les événements du Liban aux paratirs, notamment américains, de ce accord, comme s'ils avaient voulu créer un abécédaire de fixation capa-

ble de détourner les pressions exercées sur Le Caire pour le dissuader de conclure.

« Monsieur le président, pouvez-vous choisir la France pour votre première visite dans le monde occidental ? »

« L'existence de relations cordiales entre nos deux pays n'est pas un secret pour personne. Ce n'est pas le Liban qui a été le premier pays de l'Europe de l'Ouest à nous reconnaître notre juste cause.

« Le général de Gaulle a ouvert la voie. Il a dû affronter de façon directe le camp anti-arabe. Sans pour autant, bien entendu, minimiser le rôle de ses successeurs. Nous ne pouvons ignorer l'importance de sa contribution personnelle. Ce faisant, il a démontré l'ampleur de sa vision de l'unité du peuple français et du rôle que celui-ci peut jouer.

« Envisagez-vous d'acheter des armes à la France ? »

« Rien ne nous empêche d'en acheter si le besoin s'en présente. Les horizons de coopération entre nos deux pays doivent être tout à fait ouverts. Mais nous n'avons pas pris de position fixe à ce sujet à l'occasion de ma visite à Paris. En tout cas, la coopération militaire avec la France est excellente, et elle pourrait s'élargir à ce domaine à l'avenir.

et des autres, sans prendre en considération leur appartenance religieuse. Nous nous enthousiasmons aussi bien pour le christianisme que pour l'islam.

« Vous avez mis en cause, tout à l'heure, les interventions étrangères dans la guerre civile libanaise. Qui aviez-vous en tête ? »

« Ceux qui avaient intérêt à l'application de l'accord du Sinaï.

« La France a approuvé cet accord. Vous le critiquez. Pourquoi ? »

« La France a appuyé l'accord, mais n'a pas contribué à sa conclusion. J'en ai souvent parlé ; nous estimons que l'accord a été le résultat de la paix dans la région ; si a bloqué notre lutte pour réaliser une paix juste. La recherche de la paix doit être l'affaire de tous, et elle comporte de nombreux éléments qui doivent être équilibrés. A défaut, le mouvement est désorienté et doit s'arrêter.

« Plus précisément ? »

« L'accord du Sinaï permet aux israéliens d'envoyer des troupes par le canal de Suez, qui est un canal arabe égyptien. Les égyptiens contribuent au trafic de ces marchandises, alors que l'état de guerre existe toujours entre les pays arabes, y compris l'Egypte et Israël, alors que les israéliens occupent en plus de la Palestine, les terres d'autres Etats indépendants — notamment le Sinaï —

alors qu'ils continuent d'exploiter des populations des territoires syrien et palestinien occupés. Une telle situation n'a pas de précédent. Elle peut se présenter quand un Etat en a vaincu un autre. Mais c'est Israël qui a été vaincu en 1973. De toute façon, un accord imposé ne peut être un accord de paix, et si nous analysons les nouvelles réalités entre Israël et les pays arabes, elles commandent que des accords puissent être conclus, des accords de paix véritables (Salem).

« Je vous donne un autre exemple. L'Egypte s'est engagée à ne pas recourir à la force, pendant trois ans, pour trouver une solution au conflit arabo-israélien. C'est le genre de conditions qu'on impose dans une capitulation ; l'Egypte a pris cet engagement, alors qu'elle recourt à la force, elle continue pour maintenir son occupation et expulser des Arabes de leurs terres et de leur patrie.

« L'opinion française se prononce, comment on peut le comprendre, de l'avenir des chrétiens du Liban. Comment le voyez-vous ? »

« Nous n'avons pas le sentiment que la France envisage le problème du Liban dans une optique confessionnelle. Ni au Liban, ni en France, ni ailleurs les problèmes religieux ne constituent plus la base des relations humaines ni de la définition des politiques gouvernementales. Les événements du Liban prouvent qu'on ne peut pas regarder ce pays d'après des considérations confessionnelles. Je le regarde, quant à moi, d'après des considérations arabes. Le Liban est un pays arabe comme la Syrie, la Jordanie, l'Arabie Saoudite ou l'Irak. L'avenir de l'avenir des chrétiens au Liban est l'avenir de tous les autres Arabes.

« Si nous avons un passé commun et un destin commun. Bien sûr, dans cette région, il faut bâtir notre vie loin de tout fanatisme religieux, d'autant plus que nous ne devons pas nous laisser entraîner par le fanatisme et de l'islam. L'Arabe musulman est un frère pour l'Arabe chrétien. Quand, en Syrie, nous avons aidé nos frères libanais, nous nous sommes efforcés de leur venir en aide vis-à-vis des uns

« C'est donc l'impression ? Pourquoi refusez-vous de participer à une nouvelle conférence de Genève ? »

« Nous avons essayé d'empêcher l'arrêt du mouvement vers la paix ; d'ici notre action au Conseil de sécurité, qui a été saisi d'une résolution, appuyée par la France, pour une paix juste. Que les Etats-Unis aient recouru au veto montre que ce qu'ils appellent paix n'est qu'un autre mot pour capitulation.

« Nous sommes prêts à aller à Genève, mais avec l'O.L.P. Si nous y allons, c'est pour consacrer les données d'une paix juste. Comment le faire en l'absence des représentants du peuple palestinien, alors que la Palestine est au cœur du problème ? Comment croire qu'Israël et les Etats-Unis, qui l'appellent, veulent la paix, alors qu'ils refusent officiellement de reconnaître les droits du peuple palestinien ?

« Il n'y a tout de même pas d'impression qui dure éternellement. Comment pouvez-vous en sortir ? »

« Nous n'avons pas pour le moment de projet précis. Israël refuse de se soumettre à l'option internationale. Toutes les portes paraissent closes. Si de nouvelles initiatives nous sont soumises, nous les examinerons à la lumière de notre loi dans la justice de notre cause. Cependant, nous pouvons concevoir qu'une réunion de la conférence de Genève, avec la participation de l'O.L.P. ou une session du Conseil de sécurité soient utiles. Que l'Europe, et en premier lieu la France, envisage une action efficace pour l'application des résolutions des Nations unies, qu'Israël ignore délibérément !

« Il y a une relation évidente entre l'évolution du rapport des forces dans la région et celle de la recherche d'une solution. La neutralisation de fait de l'armée égyptienne par l'accord du Sinaï n'a-t-elle pas sensiblement votre position ? »

« Vous venez de répondre vous-même à la question que vous me posez tout à l'heure de savoir pourquoi nous critiquons cet accord. Notre préoccupation doit être effectivement de changer le rapport des forces. Il ne faut pas croire, cependant, qu'Israël est plus fort que les Arabes, même si les égyptiens se sont provisoirement retirés de la ligne de front.

« La paix doit être imposée à Israël »

« Vous avez dit tout à l'heure que vous êtes allé, non à Bagdad... »

« Nos contacts avec l'Irak procèdent d'un désir mutuel de normaliser nos relations. Ma visite a contribué à améliorer les relations de nos deux pays.

« Vous n'avez pas répondu à ma question : l'Irak n'est-il pas un pays arabe ? »

« Vous n'avez pas posé, pour l'Irak, la question de la reconnaissance de son statut de pays arabe. Or, en tant que pays arabe, il ne peut pas être considéré comme un pays arabe. C'est la reconnaissance de son statut de pays arabe qui nous permet de travailler à surmonter les difficultés de cette situation provisoire. Le même devoir incombe à nos frères irakiens.

« Parmi les autres problèmes qui se posent au monde arabe, il y a celui du Sahara occidental, à propos duquel il a été fait appel à vos bons offices. Comment le voyez-vous ? »

« Je n'ai pas exerce de médiation. J'ai envoyé une délégation pour examiner les réalités sur place et inciter nos frères arabes et marocains à travailler à réduire la tension et à faire progresser le dialogue. C'est à qui s'empare de la ligne arabe ? »

« Dans l'affaire de Djibouti, la Somalie, qui fait elle aussi partie de la ligne arabe ? »

« La Somalie est un pays frère qui revendique l'indépendance de Djibouti, et la France n'est pas contre l'indépendance. La solution du problème dépend d'un dialogue plus ouvert et d'une meilleure compréhension. La Somalie est membre de la Ligue arabe, la France est l'amie de la Syrie et des pays arabes, et je crois qu'il est parfaitement possible de parvenir à des résultats utiles à ce sujet.

« Une dernière question, monsieur le président. Le problème de l'éventuelle participation des communistes au pouvoir est au centre de nombreuses discussions politiques en France. Les communistes participent-ils au gouvernement en Syrie. Comment cela se passe-t-il ? »

« Nous avons un Front national progressiste qui englobe de diverses formations dirigées par le parti Baas arabe socialiste. Le P.C. syrien est un membre de ces formations. Tout le monde œuvre dans l'esprit des bases définies par les assises du Front après sa création en 1970. Nous n'avons pas actuellement de problème important concernant la coopération des diverses forces constituant le Front.

« Mais, monsieur le président, le chaos d'Irak n'est pas un Arabe, et c'est à l'É-

L'enlèvement, une fois de plus

(Suite de la première page.)

Il est clair que le président Frangie fait aujourd'hui figure de bouc émissaire dans ce conflit dont il n'est pas l'unique responsable. Le pouvoir, les prérogatives constitutionnelles dont il dispose, et le rôle souvent occulte qu'il a joué à de nombreuses reprises pour — selon ses accusateurs — provoquer ou aggraver la confrontation en ont fait un coupable tout désigné. De plus, l'attitude négative qu'il a manifestée dans les derniers développements de la crise a encore renforcé la détermination de ses adversaires.

Après le cessez-le-feu et l'accord politique conclu le 23 janvier sous l'égide de la Syrie, la « rébellion » de militaires, sous la conduite du lieutenant Ahmed El Khatib, a confirmé, s'il en était besoin, les profondes divisions de l'armée libanaise, qui venait de faire la preuve qu'elle n'était plus en mesure de rétablir l'ordre, comme l'avaient un moment souhaité le président Frangie et des dirigeants chrétiens de droite. Il convient de rappeler que la création de l'armée du Liban arabe n'était alors qu'une réaction relativement limitée à l'engagement de nombreux officiers en faveur du mouvement phalangiste et de ses alliés. Lorsque des appels furent lancés pour que les « déserteurs » réintègrent leurs cantonnements, ceux qui acceptèrent furent réprimés, parfois sévèrement, en dépit des promesses qui avaient été faites, ce qui devait contribuer à déterminer le lieutenant Khatib à poursuivre son action.

« La guerre des casernes »

Devant le danger, plusieurs chefs militaires souhaitaient la proclamation d'une amnistie formelle, afin de ne pas aggraver la désaggrégation de l'armée. Le président Frangie et son entourage s'y sont opposés.

Au cours des dernières semaines, la création d'une « armée de libération libanaise », composée de militaires prêts à combattre avec les partis de droite, allait entraîner de nouveaux ralliements aux troupes du lieutenant Khatib, qui a pu, dans ces conditions, commencer ce que l'on appelle aujourd'hui la « guerre des casernes », s'emparant de la plupart des garnisons ou les neutralisant dans les deux tiers du pays. Pour tenter de limiter cette menace, l'état-major de l'aviation, puis le commandement en chef de l'armée, ont de nouveau soumis le projet d'une amnistie générale et de quelques réformes. Mais ce fut un nouveau refus de la part de M. Frangie, qui n'hésita pas à préparer le limogeage des principaux officiers supérieurs.

Au même moment, la nomination d'un nouveau gouvernement fut proposée. On y prévoyait une représentation du mouvement progressiste. Bien que cette solution ait été suggérée par les médiateurs syriens, le président de la République, et en particulier M. Camille Chamoun, vif leader de la droite chrétienne, s'y sont résolument opposés.

Ces sans doute à cette occasion que M. Abdel Halim Khad-dam, ministre des affaires étrangères syrien, a été amené à reconnaître que « certains hommes politiques libanais mettaient des bâtons dans les roues » de la négociation.

Tant d'incertitudes devant des menaces également considérées comme inévitables et urgentes devait provoquer le revirement, assez inattendu, des principaux chefs militaires, qui jusqu'alors s'étaient montrés loyalistes.

L'intervention politique du général Ahdab contre le chef de l'Etat, appuyée, sinon combattue, par le commandement en chef, a aussitôt, et au-delà de toute attente, suscité une quasi-unanimité, en dépit de multiples préventions contre un coup d'Etat militaire. Le général nationaliste, soutenu de donner au pays une dernière chance de se sauver, a non seulement bénéficié de l'accord tacite de l'opposition progressiste, de la bienveillance des

Palestiniens et, vraisemblablement, de l'aval du gouvernement syrien, mais encore de l'assentiment inavoué des partis conservateurs.

C'est étrangement au sein de la communauté chrétienne, qui, dans son ensemble, se gardait bien jusqu'alors de mettre en cause le premier de ses dirigeants, que les réactions en faveur du général musulman ont paru les plus enthousiastes, au point que deux mouvements parmi les plus extrémistes, la Ligue maronite et le front des gardiens du cadavre, ont clairement apporté leur soutien au Mouvement de redressement national pour inviter le chef de l'Etat à donner sa démission. Les membres de la communauté chrétienne, la plus inquiète des conséquences de la guerre civile et qui se sent menacés par la « montée » de la gauche au cours du conflit, entendent aujourd'hui la possibilité de « limiter » les dégâts et, selon certains, de corriger les « errements » et l'« aveuglement » de leur leader. Nombreux sont ceux qui, jour après jour, estiment qu'il existe à présent une occasion de faire apparaître dans le pays une « troisième force » qui mettrait fin à une bipolarisation à laquelle les modernes des deux camps semblaient condamnés depuis le début de la guerre civile.

Mais, pour l'instant, de tels espoirs sont déçus, on au moins différés. Le 13 mars, le président Frangie avait laissé entendre qu'il se démettrait si les deux tiers des députés le demandaient. Après une discussion très orageuse entre le président de la République et le président de la Chambre, cette majorité était atteinte au cours de la nuit, soixante-huit parlementaires, dont un tiers de chrétiens, ayant signé une motion demandant le départ du chef de l'Etat pour « préserver la légalité et l'efficacité des institutions constitutionnelles ». Finalement, revenant sur ses précédentes déclarations, M. Frangie a catégoriquement refusé de se démettre. « J'en quitte le palais moi-même ».

Le général Ahdab, malgré des déclarations menaçantes, ne paraissait pas résolu, lundi matin, à tenter une opération militaire contre le palais, car cet homme, auparavant connu pour ses opinions plutôt conservatrices, souhaitait éviter le risque de compromettre par un acte définitif le rassemblement des modernes. D'autre part, il n'a sans doute pas les moyens de lancer une pareille opération sans faire appel aux troupes du lieutenant Khatib, ce qu'il ne souhaite pas, pour les mêmes raisons. La solution la plus satisfaisante est, semble-t-il, pour les militaires, d'amener les deux mouvements — le parti phalangiste de M. Pierre Gemayel et le parti national libéral de M. Camille Chamoun — qui soutiennent encore le président de la République, à convoquer ce dernier. Mais ces partis exigeraient des garanties qui portent notamment sur la succession. Il semble que s'ils n'ont pas un choix arrêté sur un candidat, ils enserment déjà certains.

FRANCIS CORNU.

LE PÈRE ALBAN DE JERPHANION EST TUÉ PRÈS DE BEYROUTH

Beyrouth (A.F.P.). — Le Père Alban de Jerphanion, 82 ans, de la Compagnie de Jésus, a été tué le dimanche 14 mars à un barrage établi par des hommes armés sur la route de l'aéroport de Beyrouth.

Le Père Alban de Jerphanion, 82 ans, né le 6 août 1907, dans la Compagnie de Jésus en 1933, il avait fait toute sa carrière au Liban, où il était arrivé en 1935 à la suite de son oncle, le R.P. Guillaume de Jerphanion, archéologue de réputation mondiale. Préfet du collège secondaire de Saint-Joseph. En 1962, il est devenu chancelier de la faculté des ingénieurs, puis, en 1964, recteur de l'université Saint-Joseph. En 1962, il est devenu chancelier de la faculté des ingénieurs, puis, en 1964, recteur de l'université Saint-Joseph. En 1962, il est devenu chancelier de la faculté des ingénieurs, puis, en 1964, recteur de l'université Saint-Joseph. En 1962, il est devenu chancelier de la faculté des ingénieurs, puis, en 1964, recteur de l'université Saint-Joseph.

La Caisse d'Epargne a bien aidé la ville d'Aubervilliers en finançant la construction du Théâtre de la Commune.

La Caisse d'Epargne peut vous aider aussi.

ROBERT & RENÉ

13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez un télex ? Vous avez un message ? Nous les télégrammes. Vos correspondants vous répondent par télex : tout vous télégrammes.

ÉTRANGE SERVICE TÉLEX

345.21.62 + 345.00.28
36, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

La Caisse d'Epargne a bien aidé la ville de Lyon en finançant la construction du métro.

La Caisse d'Epargne peut vous aider aussi.

La Caisse d'Epargne a bien aidé la ville d'Asnières en finançant la construction du Foyer pour les personnes âgées.

La Caisse d'Epargne peut vous aider aussi.

M. Ford suspend le directeur de sa campagne électorale

information judiciaire soit ouverte. Le F.B.I. aurait d'ailleurs commencé son enquête.

La suspicion qui pèse sur l'intégrité de M. Callaway portera-t-elle préjudice à M. Ford ? L'élection - primaire de l'Illinois, mardi 12 novembre, qui n'est qu'un premier tour, n'a nière chance de disputer sérieusement la candidature au président en exercice, donnera une première indication de son incidence sur la popularité de M. Ford. Un sondage publié par l'*"Echomadame"* - *"Time"* - affirme que, si les sondages confirment les données de l'enquête, l'empereur sur tous ses opposants démocrates possibles, y compris le sénateur Humphrey,

AFRIQUE

[illegible]

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

La zone sterling est morte mais les « balances » demeurent

La chute que vient de subir la livre sterling a provoqué une nouvelle crise des changes, qui a conduit la France à faire sortir ses monnaies du « serpent ». Elle aurait été déclenchée par des ventes de sterling effectuées par le Nigeria. La célèbre zone sterling, constituée par les pays dont le monnaie locale est dévaluée par rapport au sterling, est du Royaume-Uni, que l'Éire, les îles Anglo-Normandes, l'île de Man et elles, le rôle de monnaie de réserve sterling lui survivant et, avec des engagements verbaux pris en 1972 l'égard de Georges Pompidou, ont continué d'augmenter depuis lors. Mais surtout, la Grande-Bretagne a, au cours des dernières années, contracté un endettement très important vis-à-vis des institutions internationales et encore davantage du marché international des capitaux.

Durant l'année 1975, les balances sterling (dépôts en sterling ouverts au nom de non-résidents britanniques) ont encore augmenté de 176 millions de livres pour atteindre 7310 millions de livres. Les balances officielles, c'est-à-dire celles appartenant aux États et faisant partie de leurs réserves, ont diminué d'un peu plus de 500 millions de livres en raison de divers facteurs : dégradation des balances des paiements du Royaume-Uni, qui ont par conséquent pu détenir leurs réserves ; diminution des exportations de pays exportateurs de pétrole et « diversification » par certains pays des composants de leurs réserves de changes pour réduire précisément la teneur en sterling, tel le Nigeria, un des principaux porteurs de balances sterling, qui aurait converti 300 millions de livres en 1975.

Dans une certaine mesure, cette diversification a probablement été encouragée par la décision du gouvernement britannique de ne plus garantir, à partir de la fin 1974, les détenteurs de balances contre la dépréciation de la livre. Cette garantie devenait onéreuse.

endettement total : 40 milliards de dollars

Les 11,7 milliards comprennent :
● 1,2 milliard empruntés au Fonds pétrolier du F.M.L.
● 2,5 milliards empruntés par le gouvernement sur le marché international des capitaux en 1974 ;
● 7,9 milliard d'emprunt effectués à l'étranger depuis 1969 par le secteur public (industries nationalisées, collectivités locales, etc.).

Face à cet endettement total de plus de 20 milliards de livres (40 milliards de dollars), les réserves monétaires sont bien modestes : 7 024 milliards de dollars fin février, même si l'on exclut les 388 millions de dollars restés comptabilisés au prix de 42,2 dollars l'once.

D'autre part, la balance des paiements courants, dont le déficit se monte à près de 6,2 milliards de livres pour les trois dernières années, sera probablement encore déficitaire de près de 2 milliards de livres cette année. La dette continuera donc de croître.

Heureusement, le remboursement des emprunts ne doit commencer pour du bon

Quel qu'il en soit, au 31 décembre dernier, les balances officielles atteignaient encore 4 081 millions de livres, dont près de 70 % (2 839 millions) appartenant aux pays exportateurs de pétrole (à comparer avec 3 101 millions, soit 67 %, un an auparavant). Les États de la C.E.E. (c'est-à-dire surtout l'Irlande) ne détenaient que 125 millions (contre 177 millions fin 1974). Les autres pays, 731 millions (contre 1 028) et les organisations internationales, 388 (contre 337).

A ces balances officielles s'ajoutent celles appartenant aux porteurs privés, qui se sont accrues de 723 millions et s'élevaient à 3 229 millions. Sur ce total, la C.E.E. intervenait pour 774 millions (contre 518 fin 1974) ; l'O.P.E.P. pour 462 millions (contre 344) et les autres pays pour 1 993 millions (contre 1 638).

A ce découvert sterling de plus de 7,2 milliards de livres, il convient d'ajouter l'endettement net des banques britanniques en devises étrangères, qui s'élevait à 4 928 millions de livres fin 1975 contre 3 941 millions un an auparavant.

JEAN DECLÉMY.

La planification urbaine exigera moins de capital et plus de main-d'œuvre

On appelle planification urbaine ou urbanisme les plans, les institutions, les pratiques et les techniques qui cherchent à organiser l'habitat et à réguler les villes. La planification urbaine s'agit de la fois l'essentiel du cadre de vie et des conditions de production. C'est dire son importance. Or la planification urbaine arrive à un tournant.

C'est seulement après la guerre, lorsque la France, longtemps après les pays anglo-saxons, a connu sa révolution urbaine, que la planification de même nom s'est développée dans notre

pays. Des formules (les ZUP) ont été inventées ; des institutions (la SCET) ont été mises en place ; des lois (la loi foncière de 1967) ont été votées ; un grand corps de l'État, le corps des ingénieurs des ponts, a été mobilisé. L'urbanisme, progressivement, parfois anarchiquement, la planification urbaine a pris le visage que nous lui connaissons.

Le trait essentiel de ce visage, c'est la programmation des équipements et des logements. Planifier les villes — faire de l'urbanisme — c'était percer des routes, construire de grands ensembles, édifier des universités.

Le « bon maire »

C'est ce que les ingénieurs savaient faire. C'est ce que les maires voulaient faire : le « bon maire », c'était le maire bâtisseur. A chaque demande sociale, maladroitement formulée, on a apporté une réponse en forme d'investissement. Le peuple veut de la santé : qu'on lui donne des C.E.U. ; il veut de la culture : qu'on lui fasse des maisons. Les procédures de programmation des équipements sont maintenant bien rodées ; elles sont même partiellement déconcentrées. Ce formidable effort d'investissement n'a pas été le fait des seuls secteurs publics ou semi-publics. Dans trois domaines au moins, les logements, les bureaux, les commerces, le secteur privé a, et l'on ose dire, apporté sa pierre. Il a été encouragé par divers plans et règlements édictés par la puissance publique. Le dispositif de contraintes mises en place a été perfectionné et renforcé au fil des ans. Les récentes et futures lois Galley vont le compléter. Il est ou sera finalement bien au point.

S'agissant du passé, cette orientation de la planification urbaine n'est sans doute pas condamnable ; elle a permis, tant bien que mal, d'urbaniser plus de trente millions de Français entre 1954 et 1975. S'agissant du futur, elle serait extrêmement dangereuse. Bien sûr, il faudra encore, dans les années à venir, construire des logements, des piscines, des rues et des égouts. Mais il faudra en construire beaucoup moins qu'aujourd'hui. La grande vague d'urbanisation a déferlé sur notre pays. Le taux d'urbanisation s'élève à 70 % ; d'autant plus que l'on veut maintenir la population rurale en place autant que faire se peut ; la population totale n'augmentera sans doute pas très vite non plus ; il s'ensuit que la population des villes croîtra dorénavant à des taux assez faibles.

La planification urbaine doit donc s'attacher, non plus à faire naître des

villes nouvelles, mais à faire fonctionner des villes anciennes. Elle doit s'orienter vers la gestion des services publics urbains. C'est en ce sens que l'on peut parler de tournant.

Ce tournant est déjà esquissé, engagé, on envisage dans plus d'un domaine. Le plus important est celui des transports. Dans beaucoup de villes, on a cessé de poser le problème des transports uniquement en termes de voies à élargir ou à créer ; on cherche à gérer au mieux le réseau existant, en diminuant la place des transports en commun par rapport aux transports privés, en limitant le stationnement des véhicules, en formant des politiques tarifaires, etc. Le logement est un autre domaine où, ainsi qu'en témoignent les rapports Barre et Nora, la gestion, l'entretien et l'amélioration du stock vont recevoir l'attention jusqu'à l'écarter presque uniquement l'augmentation du stock.

Les implications d'un tel changement d'orientation sont importantes.

Elles sont d'abord économiques. Le glissement de l'investissement au fonctionnement, de la grosse opération aux nombreux aménagements, n'entraînera pas nécessairement moins de dépenses, mais il entraînera des dépenses différenciées : moins de capital et plus de main-d'œuvre. D'un point de vue macro-économique, cette substitution est plutôt souhaitable, même si elle ne fait pas l'affaire de tout le monde.

D'autres conséquences, liées aux précédentes, sont relatives aux processus de décadence. La gestion des services va requérir beaucoup de micro-décisions, qui pourraient et qui devraient être prises à des niveaux plus bas et avec l'assentiment des usagers. En d'autres termes, l'évolution de la planification urbaine va rendre indispensables décentralisation et participation. Elle augmente aussi la nécessité d'un nouveau partage des ressources fiscales entre

État et collectivités locales. D'autres implications, enfin, concernent les hommes ; beaucoup des acteurs de la planification urbaine — maires, préfets, ingénieurs des ponts, fonctionnaires des administrations centrales, banquiers, etc. — auront de nouveaux rôles à apprendre ; ils devront partager le devant de la scène avec d'autres personnages ; d'une certaine façon même, on peut dire qu'ils devront quitter la scène, descendre dans la salle, et se conduire en animateurs plus qu'en décideurs.

Par bien des côtés, on le voit, le nécessaire tournant de la planification urbaine nous conduit vers le royaume encore mal exploré des nouveaux types de croissance. C'est une voie difficile. Mais il faut bien voir que ne pas prendre de tournant, c'est, dans le domaine de l'urbanisme — et, sans doute, dans beaucoup d'autres — aller droit à l'abîme.

REMY PRUD'HOMME,
fonctionnaire international.



Freinage différencié des salaires

DANS tous les pays industriels on constate un net ralentissement des rémunérations, mais d'un pays à l'autre les augmentations prévues des charges salariales sont très différentes. C'est là une conséquence qui pèse lourd sur les marchés des changes et qui explique, notamment, l'avance que le deutschemark a déjà prise ou est en train de prendre par rapport à la plupart des autres monnaies.

En Allemagne fédérale, l'Association centrale des employeurs de la métallurgie a ralenti l'accord conclu par sa section régionale du nord Baden-Wurtemberg accordant une majoration des salaires de 5,4 %. Elle justifie sa décision en arguant de « sa responsabilité à l'égard d'entreprises qui luttent durement pour leur existence ». Cependant, l'association centrale laisse à ses membres locaux la liberté de modifier l'accord s'ils le jugent utile. De cet épisode, on retiendra la différence de situation des deux côtés du Rhin : quel patron français n'aurait pas accueilli avec soulagement une augmentation des salaires de « seulement » 5,4 % ?

L'année dernière, déjà, les salaires ont progressé, en Allemagne fédérale, d'environ moitié moins vite qu'en France.

Au cours du dernier trimestre de l'année 1975, les salaires français ont augmenté en moyenne de 2,7 %, ce qui correspond à un rythme annuel de 11 %, au lieu des 15 % environ enregistrés pour l'année dernière de son sort. La tendance à la décadence semble bien se confirmer depuis le début de 1976. Elle est encore bien plus accentuée en Grande-Bretagne, où, il est vrai, on parlait d'une situation beaucoup plus inflationniste puisqu'il y a douze mois les salaires augmentaient à un rythme annuel d'environ 30 % et qu'aujourd'hui ce pourcentage a été ramené sensiblement au-dessous des 20 %.

Cette évolution est sans doute la signe le plus évident que le climat des affaires s'est, à travers la récession dont on sort avec difficultés, profondément modifié. Les temps sont passés où les chefs d'entreprises pouvaient impunément élever leurs prix de vente pour compenser l'alourdissement de leurs charges. C'est avec beaucoup de prudence qu'ils doivent aujourd'hui manœuvrer.

Pour améliorer leur trésorerie et rétablir leurs marges bénéficiaires, les entreprises n'ont donc guère le choix : n'ayant plus la même latitude pour augmenter leurs recettes, elles doivent comprimer leurs dépenses. Ce nouvel esprit, ou cette nécessité, si on préfère l'appeler ainsi, s'était exprimé avec netteté lors de la conférence européenne sur l'emploi qui s'est tenue à Bruxelles en novembre dernier.

Ne risque-t-il pas d'en résulter un climat social « explosif » ? Deux circonstances, l'une favorable, l'autre défavorable, influeront sur la réponse. La première est que l'augmentation des heures de travail a le double effet d'améliorer le pouvoir d'achat des salaires et la situation des entreprises (qui n'ont plus à payer des salaires sur la base de, par exemple, une semaine de trente-huit heures, alors que la durée effective est de trente-six heures). La deuxième circonstance est que la différence persistante des taux d'inflation en Europe risque d'aggraver le désordre monétaire qui, à la longue, ne manquera pas de conduire à des mesures protectionnistes et donc à un rétrécissement des débouchés.

V. M.

(Lire la suite page 24, 5^e col.)

Une sourdine à l'optimisme des constructeurs automobiles

L'INDUSTRIE automobile, moteur de la croissance de la plupart des économies occidentales pendant des années, a été profondément ébranlée depuis deux ans par la crise la plus grave de son histoire. Elle a donc un moment de son avenir. L'heure de la reprise a-t-elle été repoussée ? Les constructeurs européens est au beau fixe. Une ques-

tion demeure pourtant : la construction automobile européenne retrouvera-t-elle jamais le taux de croissance — et de profit — qu'elle a connus jusqu'à l'automne 1973 ? Non, répond une étude réalisée par le département économique d'Eurofinance, société spécialisée dans l'analyse financière et les études de marché.

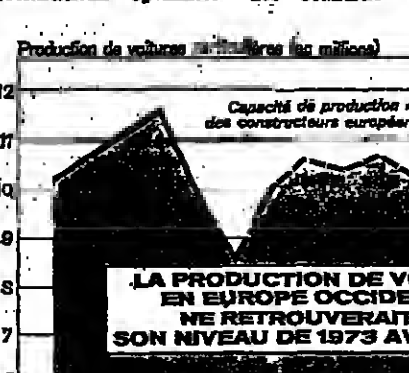
Pour les chercheurs d'Eurofinance, l'industrie automobile des pays l'Europe occidentale ne retrouvera pas avant 1980 les niveaux de production atteints en 1973 (voir le graphique), et ne parviendra à utiliser pleinement les capacités de production dont elle s'est pourvue pendant la période de forte croissance qu'en 1985. Ces prévisions pessimistes sont fondées sur l'évolution probable de la demande de voitures particulières en Europe et sur le renforcement prévisible de la concurrence internationale qui limitera les débouchés des firmes européennes.

La croissance de la demande sur les marchés européens serait en effet, dans les dix années à venir, plus lente et surtout plus irrégulière que ne le laisse présager la reprise brutale des ventes qui succède à la crise sur certains marchés. L'étude distingue trois périodes.

De 1976 à 1978, une progression de la demande assez rapide, liée au rattrapage des ventes perdues au cours de la crise. Le mouvement serait cependant tempéré par deux facteurs : d'une part, la relative saturation du marché qui fait que 65 % des ventes totales de voitures sont d'ores et déjà destinées au remplacement des véhicules usagés ; d'autre part, l'évolution divergente et décalée dans le temps des marchés nationaux.

En ce début d'année 1976, le marché automobile ouest-allemand est complètement sorti de la crise et le marché français en train de se redresser, mais, toujours selon l'étude, le marché britannique reste très déprimé et il faut s'attendre à une nouvelle chute des ventes en Italie, en Espagne et en Suède. Au

total donc, la reprise des ventes en Europe, au cours des deux prochaines années, devrait être beaucoup moins spectaculaire que ne l'annoncent les déclarations optimistes des construc-



teurs. Elle serait en outre de durée relativement limitée. Dès la fin de 1978, les auteurs du rapport prévoient un nouveau repli de la demande d'automobiles. Ils estiment que la poursuite de l'inflation contraindra les gouvernements européens à adopter à cette date des politiques de refroidissement de l'économie, qui provoqueront de nouveaux chutes de la consommation des ménages. Cette nouvelle « crise » durerait environ deux ans, et il faudrait donc attendre 1980 pour que les ventes d'automobiles retrouvent un taux de croissance plus régulier. Les perspectives des constructeurs

européens sont en outre gravées par le renforcement inéluctable de la concurrence internationale. Concurrence américaine tout d'abord. Les investissements gigantesques réalisés depuis deux ans par les constructeurs américains (General Motors et Ford) afin de produire à grande échelle des voitures de taille réduite consommant moins d'essence, plus proches des modèles européens et japonais, réduiront la part du marché américain détenu par les firmes européennes et japonaises.

Les auteurs soulignent en outre un autre danger, plus grave encore : la possibilité d'une « contre-attaque » des firmes américaines sur les marchés européens. Si comme l'évolution récente du marché américain semble l'indiquer, le succès des petites voitures s'étendait outre-Atlantique après plusieurs années d'engouement, les géants américains n'hésiteront pas, afin de rentabiliser leurs investissements, à soulever une partie de leurs nouveaux modèles en Europe, à des prix contre lesquels les firmes européennes ne pourront guère lutter.

FACTURER...

Depuis plus de 30 ans, nous fabriquons les imprimés de gestion administrative des plus grandes firmes françaises.

Nous pouvons presque tout faire. Nous avons l'habitude du travail soigné.

Confiez-nous vos factures, vos liasses, vos carnets. Nous les réaliserons à un prix étudié. Et dans les délais.

Si vous le désirez, l'un de nos représentants passera vous voir. Sans engagement. N'hésitez pas à nous contacter.

les liasses, blocs, carnets n'ont plus de secret pour l'imprimerie GRESSET

R.P. 1
MEY 3000 CHAMPAIGNOLE (Ain)
Tél. 04 74 31 11 00 - Télex 30030

Le rôle des syndicats reste marginal dans l'entreprise française

La réforme de l'entreprise, que le gouvernement a promise pour cette année, vise à établir les nouveaux rapports entre les dirigeants et le personnel, d'encadrement ou non. Une telle mutation est-elle possible sans reconnaître aux syndicats une place plus

grande dans la vie interne des entreprises ? La France paraît, dans ce domaine, singulièrement en retard sur ce qui se pratique à l'étranger, aussi bien en Amérique du Nord que dans les autres pays européens.

Le système français de représentation dans l'entreprise est assurément un des moins contraignants pour les employeurs. Le « monopole » de présentation des candidats dont bénéficient les syndicats représentatifs pour le premier tour des élections professionnelles n'est qu'un avantage modeste au regard de ce qu'offrent par ailleurs la plupart des législations étrangères.

Pourtant, même parler de « monopole » ? Les confédérations représentatives au niveau national ne bénéficient en effet d'aucun privilège dans l'entreprise en matière d'élections. La représentativité s'apprécie dans chaque établissement et rien n'interdit au chef d'entreprise ou à n'importe quel syndicat de demander au tribunal d'instance de déclarer non représentatifs la C.G.T. ou la C.F.D.T.

Le « dirigisme contractuel » nord-américain

Les systèmes américains et canadiens sont autrement contraignants qu'imposent un interlocuteur « unique » à l'employeur. Dans son ouvrage sur les *rapports collectifs de travail aux États-Unis*, le professeur Bruno-Jourvan évoque à juste titre « le dirigisme contractuel » des pouvoirs publics qui « vise surtout à dépouiller les chefs d'entreprise de leur pouvoir unilatéral de décision ». Dans l'unité de négociation — généralement l'entreprise — une procédure détermine le syndicat majoritaire. Si l'employeur refuse de reconnaître spontanément comme interlocuteur le syndicat naissant, le Bureau national des relations du travail organise une procédure de « certification », éventuellement électorale. Dès lors, l'employeur est obligé de négocier avec le seul syndicat majoritaire qui a l'exclusivité de la représentation de tous les salariés, y compris de ceux qui ont voté contre lui.

Dans un pays dominé par l'exigence de négocier — *duty to bargain* — la liberté de se syndiquer ou de ne pas adhérer, pierre angulaire du système français, relève d'une fiction irréaliste : le *closed shop* (l'affiliation syndicale est la condition d'obtention d'un emploi) demeure très largement pratiqué malgré les réserves de la loi Taft-Hartley de 1947. Situation exceptionnelle ? Non, car le *closed shop* est largement utilisé en Grande-Bretagne et en Suisse. Il est également pratiqué en Belgique. L'Allemagne a pratiqué des « clauses générales d'organisation » obligeant à n'embaucher que des travailleurs syndiqués.

D'ailleurs la jurisprudence n'est guère exigeante pour autoriser une organisation à présenter une liste dès le premier tour : un an d'ancienneté au moins (le juge refuse les syndicats créés au moment de l'élection), quelques francs de cotisations par mois, environ 10 % d'adhérents parmi les salariés, un minimum d'activité réelle (travaux, cahiers de revendications, réunions, voire grèves...), sont en général les conditions à réunir pour que le tribunal admette une représentativité d'ailleurs acquise dès lors que personne ne la conteste. La barre n'est vraiment pas placée haut. Ne convient-il pas enfin de rappeler que la moyenne des abstentions est de 27 % ? Que moins du quart des électeurs s'abstiennent ou biffe le nom des candidats et le deuxième tour devient indispensable.

Quelle que soit d'ailleurs leur organisation, et des « clauses limitées d'organisation » imposant une affiliation à un syndicat déterminé.

Un des paradoxes du système américain est sans doute qu'il n'aboutit pas à un corporatisme d'entreprise, à un empiètement du mouvement syndical. Alors que les conventions d'entreprise

Des avantages particuliers

Monopole de représentation, obligation de négocier, intervention du syndicat national : aucun pays européen ne reprend intégralement ces spécificités nord-américaines. Tous s'écartent cependant du système français, au moins sur deux points : la liberté de création syndicale est plus limitée qu'en France ; le syndicat bénéficie d'avantages particuliers importants.

En Grande-Bretagne la loi Cau, aujourd'hui abolie, se proposait notamment de limiter le pluralisme syndical. La loi avait prévu la nécessité de l'enregistrement des syndicats (impliquant un contrôle des statuts du syndicat) et la possibilité d'accorder le monopole de mener des négociations à un ou plusieurs syndicats, à la suite d'un scrutin. Aujourd'hui, le *closed shop* est rétabli en la loi de 1974 sur les relations de travail a défini les « syndicats indépendants » de façon à éviter que certaines associations de personnel puissent se prévaloir du statut

représentatif 60 % du total des accords collectifs et intéressent les quatre cinquièmes des salariés couverts par ces accords, les « syndicats autonomes d'établissements » ne représentent que cinq cent mille adhérents sur près de vingt millions de salariés (un salarié sur quatre environ est syndiqué aux États-Unis, mais la proportion est plus forte dans l'industrie). De plus, le rôle des syndicats nationaux est loin d'être négligeable dans la préparation des revendications et le déroulement des négociations d'entreprise.

Si au Canada, en apparence, le pluralisme existe dans l'entreprise, la situation est en fait très voisine de celle des États-Unis. En effet, l'établissement peut voir se constituer plusieurs groupes d'ouvriers donnant naissance à plusieurs sections syndicales adhérent à la centrale de leur choix, mais le point capital réside dans le fait qu'un groupe de salariés ne peut constituer qu'une section syndicale et une seule. Il n'est pas question que cohabitent deux centrales pour représenter un même groupe de salariés. Contrainte supplémentaire, le groupe de salariés qui s'érige en syndicat ne peut négocier une convention collective avant d'être « accrédité » par une décision des pouvoirs publics prise après intervention d'un « commissaire-enquêteur ».

syndical. Pour faire bon poids, le gouvernement travailliste a annoncé une extension des nationalisations et l'attribution de la moitié des sièges des conseils d'administration de certaines entreprises privées aux représentants du personnel.

En Allemagne fédérale, la liberté de création syndicale existe, mais la jurisprudence ne définit pas moins de huit conditions pour qu'une organisation puisse valablement conclure une convention (1). Surtout le système de cogestion assure une solide présence du syndicat dans l'entreprise :

— De façon directe dans les quelque quatre-vingt sociétés minières et sidérurgiques concernées par la loi sur la cogestion qualifiée (loi de 1951). Le syndicat dispose, en effet, du droit de présenter trois des cinq membres représentant le personnel dans les conseils de surveillance de onze membres ;

— De façon indirecte, dans le cas de la cogestion simple. Mais, à cet

égard, note le professeur Fürstenberg, « la majorité des membres du comité d'entreprise sont également membres de syndicats. Très souvent le personnel choisit, pour constituer le comité d'entreprise, des personnes qui ne sont pas encore membres du syndicat. Mais immédiatement après leur élection, ceux-ci adhèrent au syndicat. Les délégués du comité d'entreprise des entreprises moyennes occupent de plus très souvent des fonctions électorales dans la hiérarchie syndicale » (2).

De plus, en dehors de la cogestion, la loi sur le statut de l'entreprise multiplie les possibilités d'intervention syndicale, tant pour la mise en place du comité d'entreprise que pour le respect de la législation du travail.

Le cas de la Belgique est un des plus originaux qui soient. Il fait coexister le principe de la liberté de création — le droit syndical se confond avec le libre droit d'association — avec une conception sélective de la représentativité. Seules les organisations reconnues représentatives par un arrêté royal peuvent participer à l'activité des commissions paritaires dont le rôle est fondamental. Les organisations doivent, en tout état de cause, être rattachées à une organisation nationale interprofessionnelle, groupant au moins trente mille membres et représentée au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail. Interlocuteur reconnu, le syndicat est aussi le partenaire obligé. Les délégués syndicaux n'existent pas dans toutes les entreprises. Mais on ne trouve nulle part à leur place des comités d'entreprise d'origine patronale. Et les syndicats jouissent d'un monopole absolu dans la présentation des membres élus des conseils d'entreprise et des comités d'hygiène et de sécurité. Mieux, les organisations syndicales multiplient les avantages matériels (œuvres sociales, primes, prestations complémentaires de sécurité sociale...) susceptibles d'attirer et de retenir les travailleurs. Ces avantages matériels, parfois même réservés aux seuls syndiqués, sont pour l'essentiel financés par les employeurs. Ils constituent une sorte de contrepartie au respect des accords salariaux qui assurent la « paix sociale ». Les pouvoirs publics contribuent également à renforcer le syndicalisme, non seulement en finançant les programmes de formation syndicaux, mais en reconnaissant, par exemple, les syndicats comme organismes payeurs des allocations de chômage.

Le « monopole » syndical

À travers des contextes politiques et économiques différents, avec des systèmes de négociation fort divergents (qu'il s'agisse du niveau de négociation ou de l'intervention des pouvoirs publics), tous les systèmes de relations professionnelles des pays industrialisés visent à renforcer le syndicalisme, notamment au niveau de l'entreprise. N'y a-t-il pas là matière à réflexion pour le patronat français, qui esquisse une politique inverse ?

Le « monopole » syndical n'est pas autre chose que la contrepartie à la liberté totale de création. Dans certains pays, les pouvoirs publics interviennent dès la naissance du syndicat pour éviter l'empiètement de la représentation. En France, le filtrage se fait au moment des élections. Est-il même d'ailleurs une élection qui n'importe qui peut être candidat ? En matière politique, le barrage s'établit entre les deux bords, pour les élections législatives : seuls peuvent rester en lice les candidats qui ont recueilli au moins 10 % des voix par rapport aux inscrits. Cette sélection des candidats n'est refusée par personne : on sait qu'un mode de scrutin sert non seulement à photographier un électoral, mais à susciter des regroupements. Au deuxième tour, on élimine. Est-il donc anormal que des dispositions animées du même souci s'appliquent aux élections professionnelles ? Ici le scrutin est proportionnel, donc on peut plaider en faveur du barrage dès le premier tour pour éviter l'empiètement.

Le problème de la représentation dans l'entreprise n'est pas séparable de l'ensemble du système de relations professionnelles. Or, même là où la négociation collective s'est développée presque exclusivement au niveau de l'entreprise, il est apparu indispensable de freiner les forces centrifuges et de favoriser la cohérence et la solidité du système de négociation, grâce à un mouvement syndical puissant. En France, la négociation se développe tous azimuts : dans les branches, « au sommet » et dans les entreprises. Peut-on concevoir qu'à ces deux premiers niveaux, le syndicat soit le seul interlocuteur reconnu et que, dans l'entreprise, le syndicat soit marginalisé, réduit au rôle de figurant muet, l'employeur ne pouvant empêcher la création de sections syndicales, mais conservant la possibilité d'ignorer l'existence de cet interlocuteur.

Il y a certes quelques paradoxes

L'avenir de l'automobile

(Suite de la page 23.)

Seconde menace : les constructeurs japonais : « Un effort concerté des Japonais en Europe, notamment sur les marchés français et allemands est presque certain », affirme l'étude. Les chercheurs d'Eurofinance prévoient une réduction des ventes d'automobiles au Japon au cours des deux prochaines années, liée à la hausse des prix imposée aux firmes nippones par les nouvelles normes de sécurité et de pollution qui leur sont imposées.

Les constructeurs nippons devront faire face, outre au repli de leur marché intérieur, à la contre-attaque de General Motors et de Ford sur le marché américain. Il est donc indéniable qu'ils influent sur les marchés européens, notamment les deux plus importants, la France et l'Allemagne, où ils ne se sont, jusqu'à présent, risqués qu'avec prudence.

L'étude rappelle enfin les efforts d'équipement réalisés par les pays de l'Est, et notamment l'U.R.S.S., qui seront de plus en plus capables, non seulement de satisfaire leur marché intérieur, mais aussi d'exporter à des prix qui, une fois encore, risquent de gêner considérablement les firmes européennes.

Cet ensemble de facteurs font peser une grave hypothèque sur les perspectives de l'industrie automobile européenne, et les conclusions des chercheurs d'Eurofinance sont encore plus sombres que leurs pronostics. « Si l'on veut attendre une stabilité d'ensemble et un taux de profit raisonnable, il n'y a pas d'autre solution, disent-ils, que de réduire les capacités productives des constructeurs européens, et donc les effectifs ».

Trois schémas

Trois schémas sont possibles :

● Le problème de surcapacité est résolu par une aide financière des gouvernements qui soutiennent les firmes les plus mal placées, afin que celles-ci puissent adapter « en douceur » leurs équipements et leurs effectifs aux possibilités du marché. C'est à peu près ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, avec Chrysler-UK.

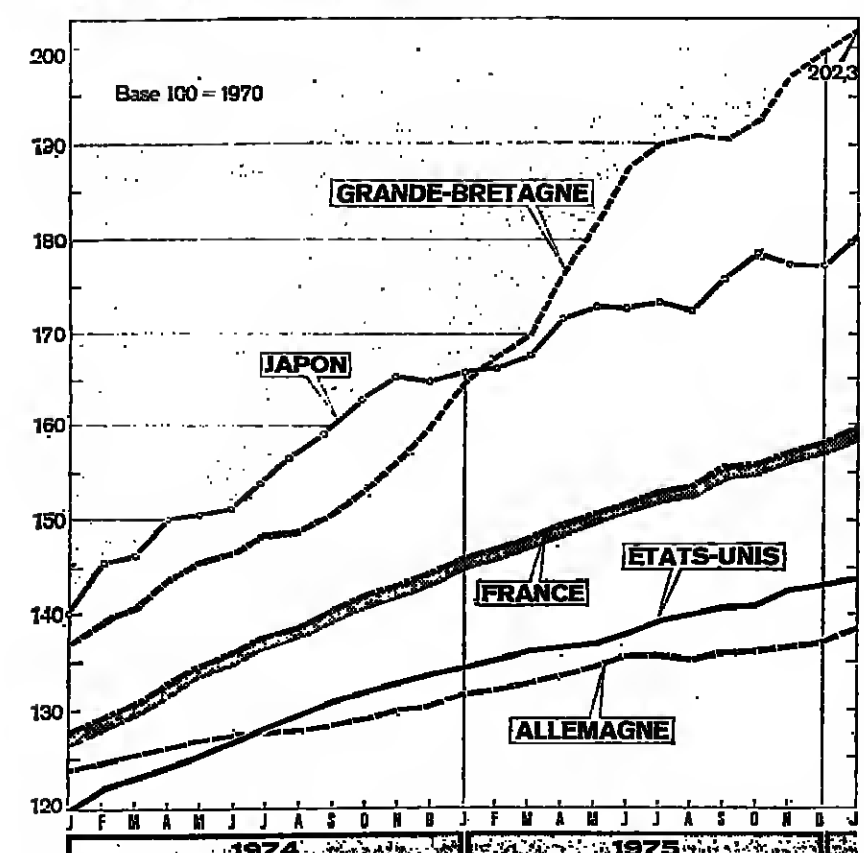
● Les firmes les plus importées sont contraintes pour rationaliser leur production d'absorber des firmes de taille plus modeste, se conclure des accords d'association, voire de fusion, avec leurs concurrents de même taille. Dans la plupart des cas, ajoute l'étude, étant l'exemple de l'accord Citroën-Fiat, les regroupements seront encouragés par les gouvernements.

● Aucune action gouvernementale n'est entreprise et la résolution du problème de surcapacité est laissée au marché qui éliminera les moins aptes à supporter l'épreuve. Dans ce cas, les premiers « accidents » toucheraient, selon le rapport : Chrysler, en Grande-Bretagne et même aux États-Unis, British-Leyland, Citroën si une fusion totale avec Peugeot n'avait pas lieu, et une série de petits constructeurs indépendants. Le coût social et industriel de telles disparitions donne à penser, estiment les auteurs, que les gouvernements seront contraints d'intervenir, ce qui renvoie aux schémas précédents.

Les prévisions d'Eurofinance sont un peu moins pessimistes pour la France que pour les autres pays, dans la mesure où elle estime que la politique de la rigueur Renault (diversification et signature d'accords avec d'autres constructeurs pour la construction en commun de moteurs) va dans le bon sens, ainsi que l'accord Peugeot-Citroën, si celui-ci est poussé jusqu'à la fusion des deux firmes. Les auteurs pensent encore que les perspectives de Chrysler-France jusqu'en 1980 sont excellentes dans la mesure où elle profitera indirectement des difficultés de la filiale britannique du groupe.

V. M.

PRIX DE DÉTAIL : nouvelle flambée



Les prix de détail ont de nouveau beaucoup augmenté dans les pays industrialisés au début de 1976. En janvier, la hausse moyenne dans les pays de l'O.C.D.E. a été de 0,8 % par rapport à décembre, contre 0,5 % en décembre par rapport à novembre et 0,6 % en novembre par rapport à octobre. L'accélération est donc très nette. Elle est même encore plus forte pour les seuls pays européens de l'O.C.D.E. : 1,1 % en janvier.

Ce mouvement est probablement un peu moins inquiétant qu'il n'y paraît dans la mesure où il est en partie le résultat de décisions volontaires des

gouvernements des divers pays d'augmenter les tarifs publics. Il n'empêche que les tensions inflationnistes demeurent très fortes dans la plupart des pays industrialisés (notamment à cause de l'alimentation), sauf en Allemagne et aux États-Unis, dont le comportement se différencie de plus en plus de celui des autres pays. Ainsi le rythme annuel de hausse des prix de détail (rythme mesuré sur les trois derniers mois) est maintenant de 4,5 % aux États-Unis, de 5,7 % en Allemagne, de 7,9 % pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. et de 10,9 % pour les pays européens de l'O.C.D.E. (9,5 % pour la France).

60% des français reçoivent des invités au moins une fois par mois.

La SOFRES connaît bien les habitudes des foyers français et sait les analyser. En 1975, 150 entreprises, administrations, services publics ont fait confiance à la SOFRES pour résoudre 250 problèmes de marketing.

La Sofres, outil n°1 du marketing

Michel Suquet - Sofres - 16-18, rue Barbès - Montrouge - Tél. 65713.00.

LE MONDE DES AFFAIRES

RHÔNE-POULENC : un géant empêtré dans son gigantisme

LE 26 février dernier, la direction de Rhône-Poulenc fait savoir au comité central d'entreprise qu'elle recourra à des licenciements dans la division textile du groupe. Le 3 mars, M. Renaud Gillet, président de Rhône-Poulenc, est reçu par le président de la République. Il était tenté de faire un rapprochement entre les deux événements, et certains n'y ont pas manqué dans les milieux d'affaires et ailleurs. D'un coup, les rumeurs qui s'élevaient depuis ces derniers mois ont de nouveau circulé avec plus de force. « Rhône-Poulenc va demander l'aide de l'Etat », « Rhône-Poulenc va céder son empire pharmaceutique et certaines de ses participations étrangères. » « Absurde, affirme-t-on aujour-

d'hui avenue Montaigne, au siège du groupe. Nous nous en sortons seuls et nous ne vendrons rien. »

Il reste que le puissant groupe Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, de la pharmacie et des textiles artificiels, traverse des moments difficiles. Frappé de plein fouet par une crise du textile artificiel à laquelle il était mal préparé, secoué par de graves dissensions au sein de sa direction, qui ont entraîné des départs volontaires ou provoqués, Rhône-Poulenc est amené à procéder, dans des conditions difficiles, à une profonde remise en cause de ses objectifs et de sa gestion. Dur travail pour un groupe qui suit sans aucun doute le tort de céder au vertige de sa puissance.

C'est sans doute trois mille personnes qui seront licenciées par le groupe sur les vingt mille qu'emploie la division textile. Autrefois, la richesse de Rhône-Poulenc et aujourd'hui son malheur, le textile a subi le déclin irrésistible des fibres artificielles (rayonne et acétate) à quoi s'est ajoutée la crise qui a frappé l'année dernière les fibres synthétiques (Nylon, Tergal, etc.).

Certes, la division textile ne représente plus que 28 % des activités totales, contre plus de 60 % autrefois, mais ses difficultés ne font qu'aggraver la situation d'un groupe fortement ébranlé par la dépression de 1975, aussi bien dans sa gestion que dans ses structures.

L'HISTOIRE du groupe est associée avec la notion de textiles chimiques. La fabrication de la fibre de soie (cellulose), selon la procédure inventée par le comte de Chardonnet à Besançon en 1891, commence réellement après la première guerre mondiale. En 1922, les Usines de Rhône (qui devaient blanchir le coton) et le Comptoir des textiles artificiels (C.T.A.), appartenant au groupe Lyonnais Gillet, fondent Le Rhodolac. Rhodolac mettra au point un procédé pour l'alabration de la fibre de soie, succédant à la soie, utilisée pour les doublures, la lingerie, le tricot et l'ameublement. De son côté, le C.T.A. exploite le procédé français Girard, breveté en 1911, pour la fabrication de la viscose, également à partir de la pâte de bois. Sous forme de fil (rayonne) et de fibres (fibranne), cette matière concurrença le coton dans la plupart de ses utilisations. Le développement de ces activités est très rapide. En 1933, Rhône-Poulenc échange la brevets de l'acétate avec celui du Nylon, qui vient d'être découvert dans les laboratoires américains de Du Pont de Nemours.

Après le fin de la seconde guerre mondiale, c'est l'âge d'or, avec l'explosion des fibres synthétiques dérivées du pétrole (Nylon, Tergal, Cylor, etc.), qui s'ajoute à la prospérité des fibres artificielles. Rhône-Poulenc, dont le textile représente alors les deux tiers de l'activité, encaisse de très importantes bénéfices : une gestion prudente et discrète, la lyonnaisise, et l'absence totale d'endettement lui confèrent une réputation toute particulière de richesse et de solidité, aussi bien vis-à-vis de son personnel que de l'extérieur, notamment de ses actionnaires. Hélas ! à partir de 1953 commencent des années plus difficiles. Les brevets du Nylon tombent dans le domaine public, la capacité de production devient excédentaire dans le monde entier, et le développement de la consommation, très rapide jusqu'à ce moment, du coup, les prix de vente, jusqu'alors très rentables, s'effondrent, et les marges bénéficiaires amoindrent une lente diminution (voir graphique ci-contre).

De leur côté, les fibres artificielles, après avoir connu leur apogée en 1960, s'engagent dans un déclin irrésistible : elles perdent progressivement leurs positions, notamment dans la lingerie et l'habillement. Un de leurs gros débouchés va disparaître avec le remplacement progressif de la rayonne par le fil métallique pour l'antioilage des pneumatiques à carcasse radiale. En 1967, c'est la première grande crise dans les textiles chimiques à l'échelle mondiale. Rhône-Poulenc, déjà, supprime deux mille emplois

dans la textile, ce qui provoqua des mouvements sociaux très violents dans ses usines lyonnaises et notamment à La Rhodolac.

La conjoncture s'améliore néanmoins par la suite. En 1973, les textiles chimiques participent au boom inflationniste général. Au premier trimestre 1974, le quadruplement

La progression des rémunérations est quasiment bloquée et les rumeurs les plus démentées commencent à courir.

La crise révèle que le groupe, dont la constitution est relativement récente, n'est pas parvenu à réaliser son unité ni sur le terrain industriel ni sur le terrain du commandement. Tel qu'on le connaît actuellement, il est né en 1969 de l'absorption

peu. Conséquence : loin de faire son unité, Rhône-Poulenc se cristallise autour de quelques foyers, dans la même temps où naît une sourde rivalité entre les « Lyonnais » (Ennemond Biot, Jean Moniel, etc.) et les « étrangers » (Jean-Claude Achille, Paul Jean), les uns et les autres siégeant au conseil d'administration.

La croissance de l'économie française est alors telle qu'elle permet de masquer l'échec de cette fusion. Mais dans les milieux industriels, certains s'inquiètent et préparent la succession de M. Baumgartner. On cherche un manager. On a pensé à M. Dallo, qui dirige le groupe l'Oréal. On avait même sondé ses intentions, affirmant, mais, préparant la succession entre l'Oréal et Neelil, il avait décliné l'offre.

RHÔNE-POULENC : 120 000 PERSONNES

Le groupe Rhône-Poulenc, qui emploie cent vingt mille personnes, a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires consolidé de 17,7 milliards de francs (contre 29,2 milliards de francs en 1974). 53 % de ce chiffre ont été réalisés hors de France pour une moitié environ en exportations, pour l'autre au travers des filiales étrangères du groupe dont les trois plus importantes sont R.I.Q.T. (Brésil), Rhodolac (Chili-Union), May and Baker (Grande-Bretagne).

Le groupe compte huit divisions opérationnelles.

- CHIMIE MINÉRALE : 10 % du chiffre d'affaires du groupe (C).
- PÉTROCHIMIE : 23 % du chiffre d'affaires.
- POLYMERES : 8 % du chiffre d'affaires.
- CHIMIE FINE : 11 % du chiffre d'affaires.
- SANTÉ : 14 % du chiffre d'affaires.
- PÉTYOSANTAIRES : 7 % du chiffre d'affaires.
- FILLES : 5 % du chiffre d'affaires.
- TEXTILE : 22 % du chiffre d'affaires.

(1) Ces pourcentages ne prennent pas en compte les activités des grandes filiales étrangères.

Le successeur, ce sera finalement M. Renaud Gillet, représentant d'une des plus vieilles et des plus riches familles lyonnaises. Il dirige depuis 1966 une société holding, Pricel, contrôlée par la famille, dont le portefeuille comprend, entre autres participations, 2,5 % du capital de Rhône-Poulenc, ce qui en fait le troisième actionnaire du groupe.

Nommé vice-président du groupe en 1972 — il a alors cinquante-huit ans — M. Gillet prend effectivement sa direction en juin 1973. Le premier moment de surprise passé — elle était désagréable pour M. Achille, considéré un temps comme le dauphin de M. Baumgartner — l'arrivée de M. Gillet fut, semble-t-il, bien accueillie. Ses premières déclarations — « Je veux créer un esprit de groupe et améliorer la rentabilité » — montraient qu'il connaissait bien les graves problèmes qui se posaient à ce mastodonte. Pour parvenir à ses fins, M. Gillet décide de faire appel à la société Mec Kinsey, un cabinet d'organisation et de conseil d'entreprise déjà consultée pour la restructuration du secteur textile. Dira que le choix est accueilli avec enthousiasme avait sans doute qu'il en soit, le nouveau président de Rhône-Poulenc annonce au début de 1974 une reorganisation du groupe.

Huit grandes divisions opérationnelles sont créées ainsi que six directions, dont quatre à vocation économique.

Pour gérer l'ensemble, M. Gillet met en place un comité exécutif qu'il préside et qui comporte six membres. Coïncidence ? On y retrouve trois « Lyonnais », MM. Augustin Mollet, Jean Moniel et André Pasquod, et trois « étrangers », M. Jean-Claude Achille, Paul Jean et Roland Rieutort. Cet équilibre, peut-être éphémère, ne va pas tarder à être rompu.

Au fil des mois, il devient clair que des divergences dans la conception et l'exécution se font jour entre le grand bourgeois rompu aux affaires qu'est M. Gillet et certains de ses dirigeants, tels MM. Achille ou Jean, qui, pour être anciens polytechniciens et d'anciens hauts fonctionnaires, n'en sont pas moins sortis du rang.

Le malaise de la direction de Rhône-Poulenc va devenir public au cours de l'année 1975. Départs volontaires ou provoqués vont en effet se succéder. Au printemps, M. Roux de Bézieux, qui dirige la division phyllosanitaire, quitte le groupe. Puis, coup sur coup, M. Paul Jean, directeur de la division santé, et Mme Eliane Thomas, sous-directrice de la vision information, sont « remerciés ». M. Roland Rieutort, à son tour, se retire invoquant des raisons de santé qui ne l'empêchent pas d'entrer dans le groupe Gardinier. En novembre enfin, M. Achille, directeur général, est placé à son tour sur une voie de garage dorée : le vice-présidence. Il n'est toujours pas remplacé. On peut imaginer l'état d'esprit qui règne actuellement chez Rhône-Poulenc. Incertitudes, désorganisation, tels sont les mots les plus souvent prononcés.

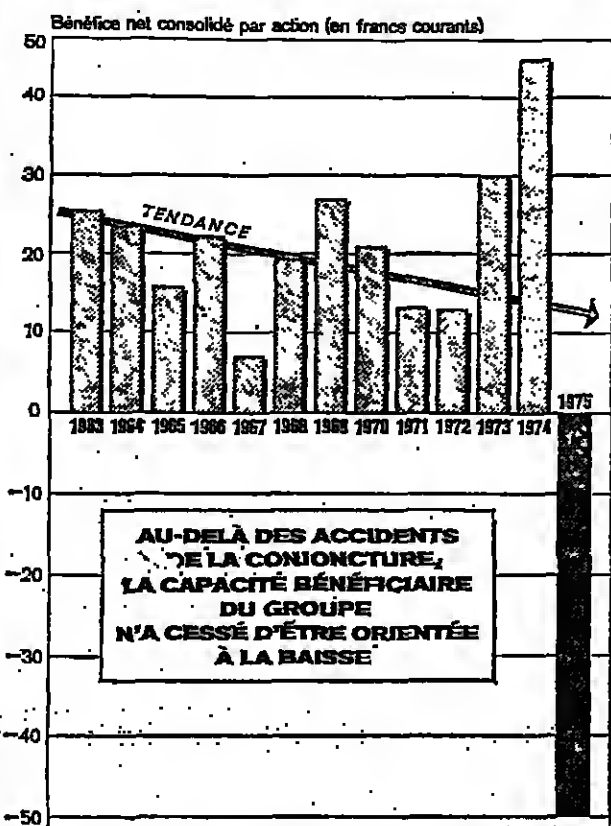
La situation est donc sérieuse. Est-elle désespérée ? Sans doute pas. Les pertes de l'exercice 1975, les premières depuis trente ans, peuvent être absorbées, même si l'endettement est devenu lourd.

A la tête de l'entreprise, M. Renaud Gillet a pris ses responsabilités en déplaçant une nouvelle équipe, et il se préoccupe de trouver un directeur général apte à lui succéder, car il a soixante-deux ans. Tout en reconnaissant que la part du textile dans les activités de Rhône-Poulenc doit se réduire encore, il se défend de vouloir démanteler le secteur, et entend développer ses points forts, notamment dans les fibres synthétiques modernes (Nylon, polyester, non-tissés), tout en maintenant une fabrication de fibranne. M. Gillet cite l'exemple de ses concurrents, notamment le géant britannique Imperial Chemical, qui vient d'annoncer la suppression de quatre mille cinq cents postes dans le textile d'ici à 1980. Mais il reconnaît que son groupe a attendu trop longtemps pour se dégarer — en douceur — des fibres artificielles au moment où la conjoncture était plus favorable.

Une question capitale se pose alors. À qui incombe le remodelage du paysage industriel et la réaménagement du territoire lorsqu'une activité industrielle disparaît sous la pression des circonstances ? Les entreprises estiment que leur responsabilité première est de produire pour se développer. Elles demandent pour la partie le concours de l'Etat. N'ont-elles pas, font-elles remarquer, renoncé à des licenciements qu'une gestion rigoureuse aurait imposés pendant la crise ? Pour satisfaire aux demandes de la puissance publique, elles ont supporté tout le poids économique de la récession et consommé leurs réserves. Leur est-il possible, dans ces conditions, de se charger, seules, du fardeau de la reconversion ? Le débat ne peut être blud.

PHILIPPE LABARDE et FRANÇOIS RENARD.

RATTRAPER LE TEMPS PERDU



du prix du pétrole provoque même un début de pénurie. Mais la dépression mondiale de 1975 replonge l'industrie dans le marasme. Elle accélère l'abandon de la fabrication des fibres artificielles, dont le prix de revient incorpore 40 % de frais de main-d'œuvre, ce qui incite les fabricants à transférer leurs productions dans les pays sous-développés. Pour ne rien arranger, le prix des fibres naturelles (laine et coton), qui avait fortement monté auparavant, vient de fléchir sensiblement.

exemple. La situation des deux entreprises absorbées, Progil et Pechiney-Saint-Gobain, n'était pas florissante, même si des investissements importants y avaient été effectués. Bref, il était clair, aux yeux des observateurs, que faire de cet ensemble dispersé un outil efficace exigerait un long et délicat effort et ce d'autant que la France, contrairement à l'Allemagne, n'avait pas de tradition industrielle dans le secteur de la chimie : les trois grandes affaires allemandes issues de la dissolution de l'I.G.-FARBEN, en 1945, et dont chacune a la dimension de Rhône-Poulenc, se sont développées de l'intérieur, et non par greffage et addition, ce qui leur a conféré une remarquable homogénéité.

Le tâche de l'équipe dirigeante est vaste. Il lui faut tout à la fois engager un ambitieux programme d'investissements pour tenter de combler le retard pris sur la concurrence étrangère et réorganiser l'outil de production pour en faire un ensemble homogène. Soit la première partie du plan est réalisée. C'est que M. Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France, qui depuis 1964 présida aux destinées de Rhône-Poulenc, est un financier éminent, mais pas un industriel. Son tempérament ne le porte pas à l'écueil. Il régit plus qu'il ne dirige : cela ne facilite pas la tâche de M. Jean-Claude Achille, un polytechnicien qu'il a appelé en 1969 à la direction générale, et qui lui-même témoigne quelque

L'étranglement

Pour Rhône-Poulenc, c'est l'étranglement. En 1975, la division textile, qui ne représente plus que 28 % du chiffre d'affaires, réussit le performance de fournir 50 % des pertes du groupe, plus d'un milliard de francs (les premiers depuis trente ans). Le réveil est brutal. Au siège social, 22, avenue Montaigne, à Paris, on donne le ton. Un train de mesures draconiennes est préparé. Pourtant, depuis la crise de 1967, le groupe avait déjà réduit ses effectifs dans le textile : dix mille mille sept cents personnes en 1975 contre vingt deux mille cinq cents fin 1970, soit une diminution de 17 %. C'était la conséquence de la fermeture d'usines vétustes de production de fibres celluloseuses, à Arques-la-Bataille, Izleux, Saint-Chamond, Vaux-en-Velin et Geuchy (pour une partie).

A cela vont maintenant s'ajouter les arrêts définitifs annoncés le 26 février pour les prochains mois. Rhône-Poulenc a créé une société spéciale, la SOPHAN, pour le reclassement d'une partie du personnel licencié. Mais, dans certains cas, l'opération risque d'être dramatique : à Abit, à La Voulte, au Pèage-de-Roussillon (Isère), aucune possibilité d'embauche n'existe actuellement. Il n'y a pas de doute, l'heure de l'échéance a sonné. Dans le groupe, les mauvaises habitudes prises au temps de la prospérité apparaissent en pleine lumière. On découvre que les états-majors sont surchargés (plus de cent personnes, dit-on, à Rhône-Poulenc textile). Dans une atmosphère très lourde, les cadres eux-mêmes, pour la première fois, se sentent menacés.

Dans ce domaine, les charges peuvent être lourdes. Et déplorables. Car il est impossible d'en prévoir le nombre, le moment, le montant. La formule de location longue durée Locasim vous enlève une fois pour toutes ces problèmes.

Il vous suffit d'inscrire l'option "entretien" dans votre contrat. Ce qui vous permet de faire effectuer toutes les opérations de révisions, d'entretien et de réparations dans n'importe quel

Etre propriétaire d'un parc auto, c'est aussi être propriétaire de tout ce qui peut lui arriver.

des 2200 points service du réseau Chrysler-France. Et même de vous faire dépanner, remorquage compris.

Sans déboursier un centime, en présentant tout simplement la Carte Locasim. Tout cela pour le prix d'une

facture mensuelle, toujours la même, couvrant la location et si vous le désirez, l'entretien et l'assurance. Alors si vous voulez vous débarrasser des soucis de l'entretien, adressez-vous à votre concessionnaire Simca-Chrysler.

Location longue durée **Locasim** Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly Tél. 74.75.00. CHRYSLER FRANCE

L'économie portugaise à quatre semaines des élections

DEUX ministres appartenant à deux partis différents et concurrents cinq semaines avant les élections pour l'Assemblée législative : le ministre de l'Industrie, M. Walter Rosa, du parti socialiste ; le ministre du commerce intérieur, M. Magalhães Mota, du parti populaire démocratique.

Il parlent tous les deux de la situation de l'économie portugaise. Deux attitudes, deux langages. Ils expriment les stratégies de leurs partis : le P.S., pratiquement au pouvoir, cherche à le

conserver ; le P.P.D., actuellement minoritaire, prétend renforcer sa position.

Le ministre de l'Industrie, optimiste, évite le polémique. Le ministre du commerce intérieur, pessimiste, a une attitude défensive. Très significativement, il a lancé une attaque contre le ministre des finances, M. Salgado Zenha, membre influent du P.S., à propos des opérations sur l'or effectuées au début du système gouvernemental provisoire.

On peut s'interroger sur le décalage existant entre les objectifs expansionnistes exprimés par M. Walter Rosa et les moyens financiers qu'il a à sa disposition, noter la modestie des réformes entreprises par M. Magalhães Mota depuis qu'il a assumé la direction du commerce intérieur. Ce dernier renvoie toutes les questions concernant l'éventuel au programme économique que le P.P.D. s'apprête à diffuser. Attente de meilleurs jours ? Réserve stratégique ?

(Propos recueillis par JOSÉ REBELO.)

M. MAGALHAES MOTA (P.P.D.), ministre du commerce intérieur :

Il n'y a pas de politique de véritable austérité

« Au début de l'année 1976, le gouvernement a annoncé un programme d'austérité dans le but de rationaliser les dépenses et de diminuer le déficit de la balance des paiements. Pourriez-vous, monsieur le ministre, nous parler de ce programme, de son ampleur et des premiers résultats déjà obtenus ?

— Les mesures d'austérité avaient été annoncées depuis longtemps : on en a parlé au moment de la préparation, sous la direction du commandant Melo Antunes, du plan économique de transition ; il y a eu aussi une réunion des ministres sans portefeuille, du quatrième gouvernement provisoire à propos du même sujet et, déjà, sous le système gouvernemental (1), un projet a été présenté par le ministre des finances et par le secrétaire d'Etat à la planification.

— Les dispositions prises au mois de janvier 1976 sont loin de correspondre à un véritable programme d'austérité. Elles consistent dans les restrictions de la consommation d'énergie, dans l'augmentation des impôts, dans le prix des transports publics et des combustibles.

— Les pouvoirs publics semblent donc hésiter avant de prendre des mesures plus profondes. A quel cela est-il dû, selon vous ?

— La difficulté de mettre en application un programme d'austérité est due à plusieurs circonstances.

— En premier lieu, une telle politique est nécessairement impopulaire en ral-

son des restrictions imposées et, aussi, des principaux destinataires de ces restrictions.

« Deuxièmement, on ne peut pas le faire accepter sans la justifier amplement. Elle exige, en outre, une certaine confiance de la population dans les organes du pouvoir. Or les Portugais ne connaissent pas la situation réelle de l'économie du pays : ils ignorent tout des opérations sur l'or effectuées récemment ; ils se méfient des déclarations des dirigeants politiques, auxquels ils attribuent, généralement, des intentions électorales ; ils doutent même des statistiques officielles.

« La troisième difficulté vient du fait que l'imposition d'un certain nombre de sacrifices peut amener les gens à se demander : « Pourquoi n'ont-ils pas été imposés plus tôt ? » La réponse à cette question est embarrassante dans la mesure où elle met à nu le « populisme » des gouvernements précédents et oblige à démentir ceux qui ont été les responsables.

« Enfin, une politique d'austérité met en évidence des groupes privilégiés qui, normalement, n'apparaissent pas comme tels : les citadins par rapport aux ruraux, les ouvriers de la ceinture industrielle de Lisbonne par rapport à tous leurs collègues du reste du pays, les militaires par rapport aux civils (comment expliquer les avantages accordés aux militaires pour l'acquisition de plusieurs produits, comme, par exemple, l'essence, qu'ils achètent à un prix très bas ?).

Les opérations sur l'or

— Vous avez évoqué les opérations sur l'or que les Portugais ignorent. Ces opérations sont récentes. Ainsi vous êtes, en quelque sorte, correspondant de la situation créée.

— Les opérations sur les réserves de l'or ont été effectuées au début de l'année gouvernementale sous la responsabilité du ministre des finances et de la Banque du Portugal. Aucune explication n'en a été donnée en conseil des ministres (2).

« D'ailleurs ce problème ne nous a été posé, pour la première fois, qu'au mois de décembre 1975, au moment du petit remaniement ministériel. Nous pensions que les objections faites par le ministre des finances, M. Salgado Zenha, au remplacement du secrétaire d'Etat au Trésor, étaient liées à sa volonté d'étouffer cette affaire (3).

— Dans un discours prononcé peu de temps après le 11 mars 1975 (3), le général Vasco Gonçalves a parlé pour la première fois de « réforme organique ». Il a manifesté aussi son intention de procéder à une rationalisation des circuits de distribution, afin d'augmenter les prix d'achat aux producteurs, sans affecter le consommateur. Un on passe sur son discours, pouvez-vous nous dire quelles ont été les modifications apportées dans ce domaine ?

— Le problème posé par nos circuits de distribution est très complexe, en raison du nombre excessif d'entreprises commerciales travaillant dans ce secteur, ainsi que de leur mauvaise implantation géographique. En moyenne, chacune de nos entreprises de distribution de produits agricoles sert quatre vingt habitants. Environ un tiers sont exploitées par leurs propriétaires, aidés par leur famille. Il s'agit donc d'une structure de petits et de moyens commerçants, par rapport auxquels on ne peut pas raisonner en termes capitalistes.

« Une telle structure ne peut pas être changée d'un jour à l'autre. Nous ne sommes pas dans un contexte social et politique qui favorise les bouleversements. Et à toutes ces difficultés viennent s'ajouter les erreurs commises par les gouvernements précédents.

« Qu'avez-vous fait alors dans ce domaine, depuis que vous êtes le ministre du commerce intérieur ?

— Nous avons été obligés de procéder par étapes. En ce qui concerne le commerce du bétail, par exemple, l'Etat, aujourd'hui, dispose d'environ soixante-cinq abattoirs ayant la possibilité d'acheter directement aux producteurs, selon un prix fixé officiellement.

« Un autre secteur qui a mérité notre

attention concerne la commercialisation des produits horticoles.

— La presse a beaucoup insisté sur des occupations « sauvages » effec-

tées pendant la période « gonçalo-viste » ? S'agit-il d'un phénomène important pour votre ministère ?

— Nous n'avons à résoudre qu'une dizaine de cas où des commissions de travailleurs ont assuré la gestion des entreprises, après occupation de celles-ci. Dans certains cas, la gestion a été bonne ; dans d'autres, non.

— Êtes-vous optimiste quant à l'évolution de l'économie portugaise ?

— J'aimerais bien l'être. (Rires.) Mais que dire de la situation où se trouvent les transports aériens portugais qui n'ont plus le monopole des transports entre le Portugal et les anciennes colonies africaines. Que dire de la crise qui atteint les textiles, l'industrie des conserves et du concentré de tomates ? Pourrait-on créer à court terme, de nouveaux postes de travail pour résorber les chômeurs dont le nombre s'accroît graduellement ?

« Le secteur public doit-il continuer à être déficitaire et à recourir au crédit ? Est-il logique que toute une collectivité nationale soit obligée de couvrir les coûts d'entreprises qui devraient, au contraire, produire des plus-values au bénéfice de la collectivité. La question est encore plus grave car grand nombre d'entreprises qui faisaient des bénéfices sont devenues déficitaires après avoir été nationalisées. Elles ne peuvent même plus compter sur le dévouement personnel de leurs dirigeants.

— Contestez-vous quelques-unes des nationalisations ?

— Il existe déjà une règle constitutionnelle selon laquelle toutes les nationalisations sont irréversibles. Nous respectons la Constitution, même si nous pensons qu'elle ne correspond pas à la réalité portugaise ni à ce qui a été promis à l'électorat.

M. WALTER ROSA (P.S.), ministre de l'industrie :

Des projets ambitieux

— Pouvez-vous nous résumer la situation de l'économie portugaise avant le 25 avril 1974 (1) et les transformations apportées dans la période qui a suivi ?

— L'économie portugaise d'avant le 25 avril 1974 était fragile, malgré une stabilité, surtout financière, due à l'existence d'un syndicalisme libre et, d'une manière générale, à l'interdiction de toutes les libertés démocratiques.

« L'économie portugaise était, aussi, caractérisée par l'absence de grands projets d'investissement. Le résultat de cette politique a été l'énorme dispersion des unités industrielles. Plus de quinze mille entreprises dans le secteur des industries de transformation, dont 50 % employant moins d'une dizaine de travailleurs.

« Après le 25 avril 1974, l'établissement des libertés démocratiques et la reconnaissance du droit de grève, ont entraîné une augmentation très sensible de la masse salariale. Ce fait, ajouté à la majoration du prix des matières premières dans le marché mondial, a supprimé la viabilité économique pour de nombreuses petites et moyennes entreprises. En outre, l'instabilité politique qui a suivi le changement de régime s'est traduite par une perte de confiance à l'étranger dans l'économie portugaise.

« Dans ce contexte, le rôle des multinationales n'a pas été négligeable, bien qu'on ne puisse pas parler d'une attitude généralisée de boycottage. Il faut malgré cela évoquer les cas de deux multinationales : Timex et I.T.T. Cette dernière, très importante dans les domaines de l'électronique et de l'hôtellerie, a suspendu tous ses investissements au Portugal depuis l'été 1975.

— Mais quelles ont été les mesures les plus importantes prises par l'Etat ?

— L'Etat a nationalisé les banques, les compagnies d'assurances, les transports, l'industrie lourde, et plusieurs industries

de base, notamment dans le secteur des métaux, de la pétrochimie, de la construction navale (SETENAVE) et dans l'électrotechnique. Les grands trusts ont été détruits : Champellimaud, CUF, etc.

« Mais il a fallu venir en aide aux petites entreprises : les uns au bord de la faillite, les autres abandonnées par leurs patrons qui n'avaient pas admis le changement de système politique. Un Institut d'aide aux petites et moyennes entreprises a alors été créé. Ayant des délégations partout dans le pays, il exerce un rôle important, et notamment pour faciliter le recours au crédit.

— Deux ans après la révolution du 25 avril, quelles sont les perspectives de développement de l'économie nationale ?

— Les perspectives sont bonnes pour l'industrie lourde où le Portugal dispose d'une technologie propre. Les entreprises nationalisées doivent se développer rapidement grâce au parti aux crédits internationaux, surtout européens. D'autres secteurs sont en pleine reprise, comme le sidérurgie, la cimenterie et les métaux mécaniques. La construction doit être relancée à partir de crédits de l'Etat favorisant l'acquisition de logements. Parmi les grands projets nationaux, à court et à moyen terme, figurent la construction de barrages dont un au sud du Portugal doit irriguer cent quarante mille hectares de terres, une centrale nucléaire (200 millions de dollars) à 70 kilomètres au nord de Lisbonne. Un plan de développement de la sidérurgie (portant sur un milliard de dollars) a déjà été approuvé. La raffinerie de Sines devra produire 10 millions de tonnes par an, et l'on projette des installations pétrochimiques importantes.

Vivre avec l'inflation

— Qui paiera tous ces investissements ?

« Le budget pour l'année 1976 présente un déficit de l'ordre de 35 milliards d'escudos, c'est-à-dire 8 % du produit national. Trente milliards d'escudos ont été attribués à la création d'infrastructures destinées à accélérer le développement économique du pays. D'autre part, il y a un regain d'intérêt du côté des investisseurs portugais, qui deviennent plus confiants à l'égard de l'économie du pays. Les entreprises publiques doivent chercher elles-mêmes leurs sources de financement. Cela paraît moins difficile après la normalisation de la vie politique qui a succédé au 25 avril 1975. Désormais il est possible de lancer une politique des prix et des revenus. De passer une sorte de contrat social indispensable à la reprise économique. Nous allons apprendre à vivre en période d'inflation.

— Comptez-vous sur une aide importante de l'étranger afin de faire avancer ces projets ? Quelles garanties peuvent être données par le gouvernement portugais ?

— Nous souhaitons, évidemment, que des étrangers investissent chez nous. Des conditions ont été créées pour rendre possible une collaboration plus efficace entre le Portugal et les autres pays. Trois cas litigieux de sociétés étrangères (deux espagnoles et une belge) qui, appartenant au secteur de l'industrie électrique, avaient été trappées par les nationalisations, sont en train d'être définitivement réglés.

« Fournir les prêts de l'étranger ne doit pas être excessifs, car il faut éviter que la dette extérieure du Portugal ne dépasse les limites du raisonnable.

— L'optimisme que vous manifestez n'est-il pas en contradiction avec le lourd héritage du gonçaloisme invoqué par le parti dominant après le 25 novembre 1975 ?

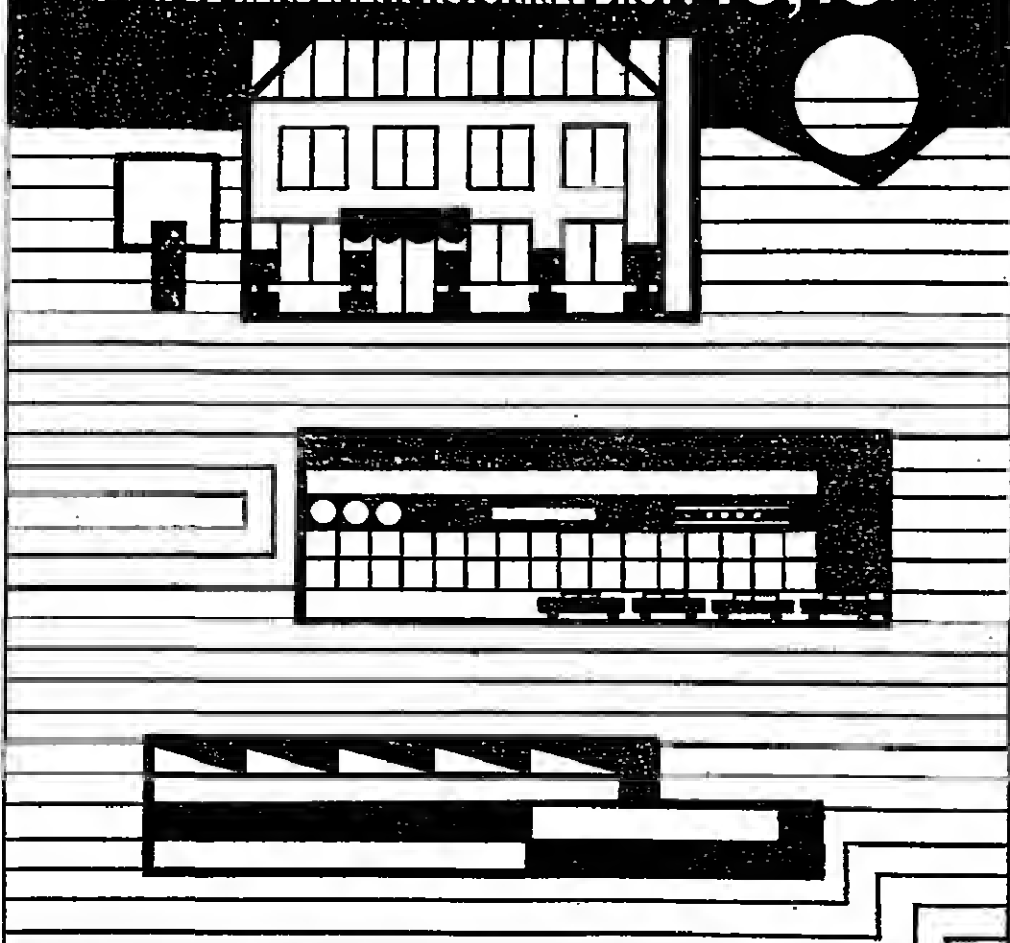
— La reprise économique du pays n'est pas possible quand les travailleurs s'opposent pour des raisons politiques. S'ils veulent instaurer une société communiste, il est bien évident que toute tentative de développement hors de ce modèle se heurtera à leur refus. Aujourd'hui d'autres travailleurs, ayant d'autres objectifs politiques, se sont organisés au point de dominer même des syndicats très importants.

« D'ailleurs, il ne faut pas exagérer en ce qui concerne le climat de contestation qui a succédé au 25 avril. Les graves généralisations ont été évitées. Nous avons assisté plutôt à des arrêts de travail. Outre les deux cents entreprises, où l'Etat a dû intervenir directement pour éviter des faillites, il n'y a eu que deux cent cinquante cas d'entreprises industrielles gérées par des commissions de travailleurs qui, souvent, ont réagi au départ des patrons. Chacun sera étudié séparément. Plusieurs solutions étant envisagées : formation de coopératives, fusion d'entreprises, etc.

« D'une manière générale, on peut dire que la révolution portugaise n'a pas coûté cher. Malgré les tensions sociales, le bessein de la production en 1975 par rapport à l'année 1973 n'a été que de 3 %.

(1) Coup d'Etat des forces armées, dirigé par le général Spínola, qui renversa le gouvernement de M. Cristiano, successeur de Salazar.

EMPRUNT 10,20 %
1976 GARANTI PAR L'ETAT
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 10,18 %



CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
 Clôture sans préavis
 B.A.L.O. au 15 Mars 1976
 78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15
 75739 PARIS CEDEX 15

(1) Il s'agit du gouvernement formé le 19 septembre 1975 et présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo. Le cabinet a depuis lors été modifié deux fois dans sa composition.

(2) D'après notre correspondant à Bonn (« le Monde » du 8 février), la Bundesbank s'est engagée à prêter 600 millions de deutschemarks (250 millions de dollars) à la Banque centrale du Portugal comme un dépôt correspondant en or. On ignore à quel prix a été évalué l'or servant de gage (dans un précédent prêt à l'Italie, la piz retenu était de 120 dollars l'once). Le crédit du Portugal a une durée de six mois, renouvelable trois fois. Ce sont les seules indications que l'on ait sur les opérations auxquelles fait allusion M. Mota.

(3) Coup d'Etat manqué des partisans du général Spínola.

Pour ceux qui, en voyage, souhaitent un hôtel international au goût français, voici 15 bonnes nouvelles.

Méridien Paris
Méridien Lyon (Satolas)
Méridien Nice
Méridien Tours
Méridien Martinique
Méridien Dakar
Méridien Guadeloupe
Méridien Tunis
Méridien Mohammedia (Maroc)
Méridien Khartoum
Méridien Copacabana (Rio)
Méridien Le Caire
Méridien Bahia (Salvador)
Méridien Damas (Fin 76)
Méridien Montréal

Tous ceux qui trouvent les hôtels internationaux trop anonymes, trouveront dans les hôtels Méridien, une chaîne internationale au goût français.

Une chaîne internationale qui a le charme de la France, où dans 15 villes du monde vous ne serez jamais dépayés.

La prochaine fois que vous irez en voyage, essayez un hôtel Méridien.

Pour réserver, téléphonez à votre Agence de voyages, à Air France ou, à Paris, au 757 15 70.

Sept nouveaux hôtels ouvriront en 1977, La Réunion, Djeddah, Sharjah, Abu-Dhabi, Alep, Palmyre et Lattaquié.

MERIDIEN

LES HOTELS D'AIR FRANCE DANS LE MONDE

RELIGION

Le Saint-Siège engage les catholiques à se battre pour la « défense de la vie »

Cité du Vatican. — Sexualité, contraception, avortement. L'Osservatore romano et Radio-Vatican consacrent depuis quelques semaines une trop grande place à ces trois thèmes pour qu'on ne soit tenté de les rapprocher et d'y voir, au-delà d'événements différents — les suites du document sur l'éthique sexuelle, une nouvelle méthode de régulation des naissances et le débat sur l'avortement en Italie, — un objectif unique : pousser les catholiques à se battre, face à une société permissive et matérialiste qui aurait fini par leur imposer sa loi.

Mardi 10 mars, c'était au tour de la Birmanie. Les évêques de ce pays, nous a appris Radio-Vatican, sont « profondément satisfaits » du document sur l'éthique sexuelle publié en janvier par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi. Tous les jours, des messages aussi enthousiastes parviennent à Rome, et tous les jours, en presque, depuis des semaines, Radio-Vatican en fait état.

Si l'on repense, ces jours-ci, du document sur l'éthique sexuelle, c'est pour une autre raison. Dans un livre qui vient d'être publié à Rome (1), plusieurs théologiens italiens ne se contentent pas d'attaquer le texte : ils l'accusent de plagiat. Ce document, dit-on, disait qu'il avait demandé huit

De notre correspondant

années de préparation à de nombreux experts internationaux, serait « en grande partie la simple traduction en latin de morceaux différents d'un seul volume et d'un seul auteur ». L'ouvrage en question s'intitule *Vie et vertu chrétienne*. Son auteur est le cardinal Pietro Palazzini ; il a été publié à l'automne dernier par les Éditions paoline de Rome, quelques mois après avoir reçu l'imprimatur. Pour appuyer cette thèse, les théologiens citent, entre autres, des extraits du document romain et de l'ouvrage du cardinal Palazzini. De fait, plusieurs pages de la partie centrale du document (condamnant les relations pré-conjugales, les rapports homosexuels et la masturbation) ressemblent étrangement aux écrits du cardinal. Les théologiens pensent pouvoir souligner, de ce fait, « les limites de la théologie du document » laquelle « ne peut se confondre avec la doctrine morale chrétienne ».

Mais l'énigme a été éclaircie le 12 mars par une mise au point officielle. Ce ne sont pas les auteurs du document sur l'éthique sexuelle qui avaient copié le livre du cardinal Palazzini, mais celui-ci, ayant eu entre les mains une version du document, s'en était tout simplement inspiré.

Un peu éclipse par l'avortement, démentie sur le thème de la contraception, voilà que la contrainte revient à l'ordre du jour. Du jour au lendemain, la presse vaticane — suivie par des

hebdomadaires catholiques italiens et par la télévision elle-même — s'est enflammée pour un nouveau procédé « naturel » de régulation des naissances, la méthode Billings (le Monde des 15-16 février). Ses promoteurs, un couple de médecins australiens, ont eu droit à plusieurs interviews, une audience chez le pape puis une approbation quasi officielle de l'Osservatore romano.

Le Saint-Siège n'entend pas pour autant se désolidariser des autres procédés « naturels » de régulation des naissances. Au contraire : cette campagne en faveur de la méthode Billings s'accompagne de diverses réflexions sur les inconvénients des contraceptifs mécaniques ou chimiques et, surtout, sur leur caractère moralement illicite.

Le Parlement italien, qui cherche à réformer au plus vite la législation sur l'interruption de grossesse pour éviter un référendum, est obligé de tenir compte des admonestations quasi journalières de l'Osservatore romano. Le ton varie d'un article à l'autre : Elizer et les chambres à gaz avaient été maladroitement évoqués au début du mois (le Monde du 2 mars) — mais l'objectif est le même : empêcher la démocratisation chrétienne de céder à la tentation d'un compromis avec les autres partis politiques.

Elle y a été invitée une nouvelle fois, le 11 mars, de manière plus subtile, par Mgr Enrico Manfredini, évêque de Piacenza. En première page du quotidien du Vaicain, le prêtre a appelé les catholiques à « s'unir pour la bataille contre l'avortement ». Un témoignage unanime s'impose, en effet, « sans insulte, sans intimidation mais aussi sans incertitude et sans peur ». Il faut que « les catholiques spécialement ceux qui exercent des fonctions d'autorité ou de représentation politique, pour ne pas trahir la confiance de la communauté chrétienne, se prononcent ouvertement et clairement contre l'avortement ». Si celui-ci est légalisé, « l'État ne peut offrir aucune garantie pour assurer le droit à la vie des personnes les plus faibles et les plus indétristes par la société ».

Le même jour, dans une chronique — qui suivait de la confiance de la communauté chrétienne, se prononcent ouvertement et clairement contre l'avortement ». Si celui-ci est légalisé, « l'État ne peut offrir aucune garantie pour assurer le droit à la vie des personnes les plus faibles et les plus indétristes par la société ».

Le même jour, dans une chronique — qui suivait de la confiance de la communauté chrétienne, se prononcent ouvertement et clairement contre l'avortement ». Si celui-ci est légalisé, « l'État ne peut offrir aucune garantie pour assurer le droit à la vie des personnes les plus faibles et les plus indétristes par la société ».

Brer, les catholiques sont appelés à se rassembler. Ne faut-il pas relier ces appels à une autre affirmation, devenue elle aussi plus fréquente, et marquée elle aussi par la situation italienne : l'incapacité des pouvoirs publics à mener une politique cohérente et à assurer le développement, mais les remaniements succèdent aux promesses budgétaires au rythme des ministères. L'enseignement est en proie à un profond malaise, ses problèmes ne sont pas particuliers à l'université de Piacenza, et, si les « petites facultés »

Un organisateur de séjours linguistiques recherche pour cours d'entraînement au B.E.P.O. et au BACCALAURÉAT en ANGLETERRE pendant les vacances de PAQUES

TROIS PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES (pour des élèves de 3^e et Terminale)

UN PROFESSEUR DE PHYSIQUE-CHIMIE (pour des élèves de Terminale)

Connaissance de la langue anglaise pas nécessaire. Nombre d'heures de cours limitées, transport et logement assurés, bourses rémunération. URGENT.

TELEPHONE : 280-06-71

ROBERT SOLÉ.

(1) Cet ouvrage, publié en italien, s'intitule : *La Déclaration sur l'éthique sexuelle, interprétations théologiques et perspectives pastorales*. Les rédacteurs sont : Luigi Della Torre, Giovanni Gensini, Tullio Dolci et Giovanni Rossetti. Le pasteur André Dumas y a apporté sa collaboration.

ÉDUCATION

M. NORBERT GRETET EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

M. Norbert Gretet, professeur de microbiologie, a été élu, mercredi 10 mars, président de l'université d'Orléans, en remplacement de M. Max Plan. Deux candidats étaient en présence : M. Gretet, présenté par l'inter-syndicale (S.N.E. Sup., S.G.E.N., C.F.D.T.), et M. Grollier, candidat indépendant, professeur de géologie. Il a fallu six tours de scrutin à M. Gretet pour pouvoir l'emporter, les cinq premiers tours ayant eu lieu vendredi 5 mars. M. Gretet a obtenu vingt-cinq voix, soit une de plus que la majorité absolue ; M. Grollier, huit voix, M. Sourin (droite), une voix, il y a eu un grand nombre de bulletins blancs dans les différents scrutins.

M. Gretet, aussitôt après son élection, a pris la parole dans un amphithéâtre devant les étudiants grévistes de lettres, de sciences et de droit. L'université d'Orléans reste, en effet, paralysée par la grève des étudiants.

Le 22 mai 1913 à Tours M. Norbert Gretet a fait ses études secondaires à Poitiers. Ancien élève de l'École normale supérieure, il a obtenu en 1935 l'agrégation de sciences naturelles. Chercheur à l'Institut Pasteur, puis au Centre national de la recherche scientifique de 1939 à 1941, il obtient en 1953 son doctorat d'enseignement d'abord à la faculté des sciences de Reims et ensuite à Orléans, comme maître de conférences, puis comme professeur, titulaire de la chaire de microbiologie. M. Gretet est spécialiste de la substitution bactérienne. Il est membre du syndicat national de l'enseignement supérieur (F.S.N.) et du parti socialiste.

CORRESPONDANCE

La grève à l'université d'Amiens

Nous avons reçu, à la suite de notre reportage sur la grève à l'université d'Amiens (le Monde daté 20 février-mars), plusieurs témoignages, dont voici deux extraits :

Des étudiants, soutenus par l'UNEF, le M.A.R.C. le S.N.E-Sup. et le S.G.E.N., nous écrivent notamment :

Cette succession de tableaux chaotiques décrit plus exactement les signes extérieurs d'une université en lutte. Pourtant, les problèmes de l'université de Picardie sont bien réels : les projets d'expansion ne manquent pas, mais ils ne peuvent être réalisés faute de crédits. Ainsi, depuis des années, les universités extérieures de l'État ont dû se contenter de moyens de fonctionnement et de développement. Mais les remaniements succèdent aux promesses budgétaires au rythme des ministères. L'enseignement est en proie à un profond malaise, ses problèmes ne sont pas particuliers à l'université de Picardie, et, si les « petites facultés »

Mme Madeleine Barthélemy-Madaule, professeur à l'université de Picardie, nous écrit de son côté :

Les enseignants du Syndicat national de l'enseignement supérieur ne se sont pas mis en grève sommés par les étudiants, mais parce qu'ils sont partisans d'une grève limitée et non pas indéfinie ; elle leur paraît l'un des moyens de protestation contre les mesures ministérielles, un des moyens, mais non le seul.

La situation est, en effet, des plus graves. L'université se voit déposséder d'une attribution essentielle : former les futurs professeurs de l'enseignement du second degré dans un contact permanent avec la recherche. Les étudiants se voient menacés de faire des études de plus en plus rudimentaires, aboutissant à des débouchés de plus en plus rares. Les intérêts des enseignants et des étudiants sont donc rigoureusement les mêmes. Les opposer les uns aux autres ; encourager les étudiants à prolonger indéfiniment une grève qui compromet le futur de l'enseignement, voilà le meilleur moyen de servir les desseins que nous voulons combattre. (...)

Les difficultés du Collège de France

Le Collège de France étouffe, manque de place, manque d'argent, mais aussi, font remarquer ses actuels responsables, manque d'intérêt pour une institution souvent jugée surannée, ou peu « sensible ». Les choses ont pourtant bien changé depuis que François I^{er}, en 1530, institua quelques « lecteurs » chargés d'enseigner les langues mortes. Plus de cinquante professeurs et un millier de personnes travaillant avec ou pour eux, des enseignements de mathématiques, sciences naturelles, physique, histoire, philologie, sciences humaines, dispensés par les meilleurs spécialistes des diverses disciplines : le Collège de France est aujourd'hui un établissement « lourd » dont la bonne marche nécessite d'importants moyens.

Or l'argent lui est de plus en plus compté. Phénomène banal, mais qui risque de remettre en cause l'existence du Collège. La subvention, à peu près constante, de 115 millions de francs, est « grignotée » par l'augmentation des charges salariales et celle, plus spectaculaire, de tous les produits nécessaires aux travaux de laboratoire.

Quant aux locaux, c'est déjà l'asphyxie : l'immeuble de la rue des Ecoles est « saturé » ; du cinquième niveau du sous-sol au grenier, tout l'espace disponible est occupé. Le Collège de France ne dispose que de huit amphithéâtres de vingt-cinq à deux cents places, et plus de six cents personnes se pressent pour assister à certains cours. Installer un circuit de télévision intérieur ? Pas d'argent. Le transfert de certains laboratoires dans

les locaux de l'École polytechnique, promis depuis 1972, semble remis aux calendes grecques. La construction, commencée en 1971, d'un immeuble, rue d'Ulm, qui aurait accueilli certains enseignements scientifiques, est interrompue par une procédure juridique interminable.

Même pour une institution prestigieuse, la misère est la misère. À force de ne pouvoir assurer le financement de ses publications, ou l'achat de livres ou de matériels indispensables à la recherche, de ne pouvoir traiter dignement les chercheurs étrangers qu'il accueille, à force de refuser des auditeurs faute de place, le Collège de France est placé devant une alternative inacceptable : voter chèrement, alors qu'il a vocation à aborder les domaines les plus avancés de la recherche et à transmettre à tous ce savoir, ou mendier alement avec tous les risques que cela comporte, l'argent que les pouvoirs publics ne lui accordent pas. — M. K.

À l'université de Paris-Nanterre (Paris-X), des examens partiels qui devaient passer, samedi 13 mars, aux cents étudiants de première année de sciences juridiques ont été annulés et repoussés à une date ultérieure. Cette décision avait été prise pour éviter tout incident entre étudiants du comité de grève, qui avaient établi un piquet de grève devant l'amphithéâtre de sciences juridiques, et les militants de l'U.N.I. (Union inter-universitaire) hostiles à cette action.

Après la signature d'un accord avec le directeur de l'enseignement diocésain, l'abbé Carrière, les onze membres du syndicat C.F.D.T. de l'enseignement privé qui occupent depuis vendredi 12 mars, à 18 heures, les locaux de la direction diocésaine de l'enseignement catholique de Paris (Charente-Maritime) se sont retirés samedi 13 mars dans la soirée. La direction diocésaine s'est engagée à soutenir la candidature pour un poste en Vendée de Mme Pradau institutrice en signe de protestation contre la réforme du second cycle, et les militants de l'U.N.I. (Union inter-universitaire) hostiles à cette action.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

EXPOSITIONS

de 11 h. à 18 h.

S. 1. - Estampes et tableaux modernes.

M. Laurin, Guillaud, Bouteaud, Talleur.

S. 2. - Objets d'art d'Extr.-Orient.

M. Desormes.

S. 3. - Aquarelles. Otto Nischel.

Collection boîtes argent. M. le Blanc.

S. 4. - Meubles et objets d'art des XVIII^e et XIX^e siècles. M. M. Ullrich.

M. Ador, Picard, Tajan.

S. 5. - Tableaux anciens et XIX^e siècle. M. Bené et Claude Boigstard.

S. 6. - Extrême-Orient. M. Bené et Claude Boigstard.

S. 7. - Tableaux anciens. Slages et meubles XVIII^e. M. Champetier de Ribes, Ribeyre, Millon.

VENTES

S. 8. - Extrême-Orient. M. Bené et Claude Boigstard.

S. 9. - Tableaux anciens. Slages et meubles XVIII^e. M. Champetier de Ribes, Ribeyre, Millon.

VENTE A CHARTRES (28)

GALERIE DE CHARTRES

UNIFORMES 21 MARS à 13 h. 30

IMPORTANT VENTE

DE JOUETS ANCIENS

Poupées, automates, appareils à musique, marquet, Nicole Frères, Genève - Jouets mécaniques, en tôle

Litres d'enfants

M. J. LEBLOND, C.P. 3, r. Poincaré, 2800 CHARTRES, tél. (37) 38-04-53

Catalogue, Expos. vend. aux. 50c.

CeBIT 76

conserver la tête libre pour prendre des décisions

L'essentiel réside dans une adaptation souple aux exigences du marché. Convertir rapidement les informations en actions. Exploiter toutes réserves, particulièrement dans l'administration. Rationaliser. Compenser l'augmentation des frais. Maintenir des prix compétitifs. Garantir le chiffre d'affaires et les places de travail. Conserver la tête libre par l'élimination des travaux de routine. Le CeBIT 76, le bureau le plus grand, le plus fonctionnel et le plus rationnel du monde. Aussi bien pour la « software » que pour le « hardware ». CeBIT 76, le centre pour la technique du bureau et de l'information de la Foire de Hanovre montre des nouvelles réalisations, de nouveaux produits, des propositions et des solutions. Votre mine de

renseignements centraux, vous permettant de prendre des décisions parfaitement fondées. Venez au CeBIT 76, si vous voulez être bien au courant. (Il vous faudra naturellement marcher quelque peu, bien que le CeBIT vous économise tout déplacement et tout égarerment, grâce au système d'information électronique.) Venez au CeBIT 76 et vous appartenez à la catégorie de ceux qui ont la fonction et la volonté de rester à l'avant-garde du progrès. CeBIT Hanovre - votre marque mondiale du « bureau ». Voir signifie ici prévoir.

CeBIT: Management by Information

CeBIT: Centre pour la Technique du Bureau et de l'Information à la Foire de Hanovre

28.4. - 6.5.1976

- Traitement des informations
- élaboration de textes
- calcul
- machines de bureau
- matériel de bureau
- coplage
- dessin
- reproduction graphique
- circulation monétaire
- distribution postale
- installations de bureau
- installations pour banques et installations de sécurité

Le répertoire des exposants au CeBIT et le répertoire technique des matériels exposés à la Foire de Hanovre vous seront envoyés en retournant ce coupon à: Office de la Deutsche Messe- und Ausstellungs-AG, 76, Rue Vézelay, 75008 Paris, Tél. 387.33.39/387.51.72, Telex 21311 public 577.

Foire de Hanovre 76

Mardi 28 Avril - Jeudi 6 Mai

ÉDUCATION

Le C. E. T., « déjà l'usine » ?

III. — LE DIPLOME NE SUFFIT PLUS

par GUY HERZLICH

Révoltes contre le système scolaire dont ils sont les victimes, placés dans une section par bassin, plus que par goût personnel, les élèves des collèges d'enseignement technique (C.E.T.) envisagent l'avenir avec inquiétude. Ils ne font pas seulement que se résigner à un métier qu'ils n'ont pas choisi, à un travail qui leur semble déprimant et aliéné. Mais aujourd'hui ce métier même paraît problématique, par suite de la montée du chômage (« le Monde » des 13, 14-15 mars).

Ces craintes sont-elles justifiées ? Ou bien le C.A.P. (Certificat d'aptitude professionnelle) ou le B.E.P. (Brevet d'études professionnelles) sont-ils pour les collégiens, comme on le leur promet, un rempart contre le chômage ? Les incertitudes sur ce point ne favorisent pas la réévaluation du travail manuel annoncée par le gouvernement.

En principe, les titulaires d'un B.E.P. et surtout d'un C.A.P. diplôme connu partout et qui se place au-dessus des autres diplômes du système scolaire, ne devraient pas être inquiétés. Du moins cela était vrai. La dernière enquête du service des statistiques du ministère de l'Éducation, sur le sort des élèves issus des collèges d'enseignement technique, confirme les conclusions de nombreuses études : 74 % des élèves sortis en juillet 1974 des sections en trois ans (tenant au C.A.P.) et 61 % des sections en deux ans (essentiellement le B.E.P.) avaient trouvé un emploi avant la fin de l'année. Six mois après leur sortie du C.E.T., 10,8 % seulement des C.A.P. et 13,2 % des B.E.P. (compte tenu des départs au service militaire, pour les garçons les plus âgés, des redoublements ou de la poursuite d'études de second cycle long pour les autres) étaient encore « en chasse ».

Une nouvelle concurrence

Encore faut-il que le travail corresponde à la formation : en 1970, par exemple, 12 à 13 % des titulaires d'un C.A.P. commerce, 10 à 13 % des aides-comptables, 17 % pour l'hôtellerie et les collectivités — soit une proportion supérieure à celle des sans-emploi — n'avaient trouvé qu'un travail sans rapport avec leur formation ; pour les B.E.P., encore mal connus à cette date, la proportion était nettement plus élevée (21 % au total, dans un gros C.E.T. de l'académie de Caen — pourtant « bien placée » — un quart, parfois un tiers ou la moitié des diplômés répondant à l'enquête annuelle, dans des spécialités comme maçon, ajusteur ou tisserand, n'avaient obtenu que des emplois

d'O.S. voire de manoeuvre. Lorsque le « marché » n'est pas très large, le nombre des postes offerts ne correspond pas toujours à l'effectif des promotions. Ceux qui n'ont pas trouvé risquent d'être ensuite « colonisés » dans un emploi inférieur, « lorsqu'on a besoin d'un tisserand ou d'un ajusteur », dit un responsable C.E.T. de la Savie, on le prend souvent à l'extérieur. Sur l'intervention des syndicats, on a « recensé » des ouvriers dans leur spécialité. Mais c'est la pêche à la ligne... Parmi les trois mille huit cents ouvriers spécialisés de l'entreprise figurant, selon les syndicats, des titulaires d'une cinquantaine de C.A.P., dont beaucoup de métiers des métaux.

Bon soira. Mais quelques « états » troubles déjà ce tableau peut-être optimiste. Par rapport aux années précédentes, les pourcentages de diplômés chômeurs ont presque doublé. Ils varient beaucoup selon les branches et les régions pour l'ensemble des formations tertiaires, et pour les filles ils approchent de 20 % — un sur deux, 25 % — un sur quatre — pour le commerce et la distribution (1). Les académies de Lille, Rennes, Clermont (pour les B.E.P.) et même de Paris (par suite du départ des entrées pour la périphérie) viennent rejoindre celles du littoral méditerranéen (Aix, Montpellier, Nice et même Toulouse), où traditionnellement le placement des « sortants » est difficile.

D'établissement à établissement, les variations sont encore plus grandes, en fonction du « tissu » industriel local : « J'aurais voulu faire métier une usine de mécaniciens », raconte un directeur de C.E.T. qui était, il y a quelques années, à la tête d'un établissement du Sud-Ouest : « Il n'y avait pas à une distance raisonnable ». Pour beaucoup de diplômés bretons comme pour ceux méridionaux du Midi, avant la crise l'emploi était déjà problématique.

La possession d'un C.A.P. ou d'un B.E.P. n'offre pas un plus de garantie durable. Ainsi, selon une enquête de l'Agence pour l'emploi de Douai, en octobre 1974 et 11, 12 % seulement des chômeurs de seize à dix-huit ans avaient un C.A.P. ou un B.E.P., la moitié de ceux de dix-huit à vingt et un ans en avaient un. En fait, le diplôme ne résiste pas aux difficultés d'emploi dans une région, dans le Nord, la Lorraine ou la Charente, aujourd'hui, les entrées dans les entreprises qui ferment ou qui réduisent les effectifs ne font pas de différence. On plutôt, si : les plus jeunes sont souvent les premiers touchés, car on estime que, à qualification égale, n'ayant pas de charge de famille, leur cas est moins grave.

Une adaptation difficile

La correction des effets de cette « dévalorisation » est difficile, les données les plus importantes échappent à l'appareil scolaire. L'amélioration la plus décisive serait évidemment — c'est une lapalissade — la création d'emplois qualifiés, qui dépend non seulement d'une conjonction économique, mais d'une « nouvelle politique de l'emploi » évoquée récemment par un rapport du V.T. (2). De même, la « réaction du travail manuel » est maintenue par le gouvernement pas d'abord par une augmentation des salaires des jeunes ouvriers, comme l'a voulu M. Lionel Stoléru, et une amélioration des conditions de travail dans certaines professions, comme le bâtiment, ce dont on se préoccupe encore peu. Mais le système scolaire lui-même, on peut peut-être envisager des mesures plus utiles que les « visites d'entreprises » dans les entreprises pour les lycéens des beaux quartiers de la capitale.

Les jeunes techniciens titulaires d'un brevet ou d'un baccalauréat n'ont pas toujours été préparés par le chômage (3), ne pourront accroître les possibilités de promotion offertes aux élèves des C.E.T. Depuis longtemps, certains enseignants chefs d'établissement s'efforcent, notamment dans la région parisienne, de recaser les élèves des sections de « troisième » ou de « quatrième » en emploi, souvent difficilement, un emploi « formation complémentaire ». Les possibilités varient selon les sections et les établissements, mais, en moyenne, environ 6,5 % des titulaires d'un C.A.P. entrent chaque année dans une classe de seconde « spéciale » pour y préparer un brevet de technicien, et quelque 14 % des titulaires d'un B.E.P. dans une « première d'adaptation » menant à un baccalauréat de technicien. C'est peu.

On peut aussi améliorer le mode

« adaptés » : l'électicien « monteur-câbleur » doit essayer de se placer dans l'automobile ou le bâtiment.

La crise est venue briser encore cette situation déjà passablement compliquée. En attendant les chiffres, le nombre des chômeurs de moins de dix-huit ans s'est encore accru d'un tiers entre janvier 1975 et janvier 1976 : les collégiens ne sont pas aujourd'hui les seuls à être inquiétés. « Nous ne pouvons plus rien dire », nous souvient d'un responsable technique, qui est responsable de l'ouverture ou de la fermeture des sections de C.E.T. même dans des régions où, traditionnellement, les diplômés n'avaient « pas de problèmes ». Les chefs d'établissement essaient aussi d'évaluer les répercussions des difficultés économiques sur les prochaines promotions, même ceux qui avaient coutume de dire « on les place tous », quand ce n'est pas « on les prend sur plans », selon la formule du directeur d'un C.E.T. de la banlieue nord. L'enseignement est souvent de commande : reconnaître ouvertement des difficultés n'est jamais bon pour l'image de marque d'un établissement.

Aussi le nombre d'O.S. titulaires d'un C.A.P. n'a-t-il, lui, fait que croître : entre 1962 et 1968, il est passé de 88 000 à 233 000. L'entrée dans le métier, la concurrence se fait plus âpre. Des diplômés auraient autrefois trouvé place dans un « créneau » spécifique, industriel ou artisanal, selon les cas, doivent aujourd'hui chercher, malheureusement en raison de l'existence spécialisée, nombreux C.A.P., un emploi pour lequel leur formation est moins

de placement des diplômés qui se fait, le plus souvent, au petit bonheur. Généralement, le directeur et les professeurs se contentent de répartir au jour le jour les offres d'emploi qu'ils reçoivent, quitte à aider, le cas échéant, un élève en difficulté ; parfois c'est le chef de service qui est chargé de la recherche, mais personnellement chargé de « prospecter » les emplois et de placer les élèves. La prospection du marché entre certes dans les fonctions du directeur ; mais tant que l'administration des C.E.T. restera aussi légère, il est difficile qu'il puisse le faire de façon suivie : il est indéniable que dans les établissements le moyen de le faire.

Ne peut-on modifier aussi la structure des formations offertes ? La discordance par rapport aux débouchés a été maintes fois signalée, y compris par les syndicats. La création de formations nouvelles, la réduction ou la suppression de celles qui sont démodées peuvent et doivent être envisagées, notamment par une politique active de reversion des enseignants en exercice. Mais il y aura toujours un retard sur la création d'emplois. En raison de ce décalage inévitable, vouloir trop « coller » aux débouchés sur le plan local risquerait de provoquer au moins un décalage en cas de fermeture ou de réduction de certains secteurs (le Monde du 16 au 22 mars 1975).

Pas généralement, n'aboutiraient pas à dévaloriser systématiquement les régions peu industrialisées, et à bloquer les jeunes qualifiés, acquis par la formation, dans le chômage. « Formera-t-on uniquement des bergers en Lorraine ? », demandait le syndicaliste. La fonction de formation pour les C.E.T. limite celle des fournisseurs de main-d'œuvre.

Un conflit de diplômes

Pour sortir de ce dilemme, une réforme annoncée en 1968 par Christian Fouchet, avait prévu de transformer les diplômes de l'enseignement technique en attestations sur trois cents C.A.P. très spécialisés pour la plupart, un nombre plus restreint de B.E.P. correspondant à une formation plus large, à de véritables « tronc commun ». Les C.A.P. ne devaient plus subsister que pour certains métiers très spécialisés, ceux qui ne pouvaient être enseignés que dans des centres d'apprentissage créés par les entreprises. Parallèlement, l'entrée au collège technique devait être repoussée de la fin du premier cycle secondaire. Mieux formés, que leurs devanciers, ayant une culture plus poussée, les élèves sortant des classes de troisième devaient être capables de suivre un enseignement plus « dense » et plus complexe.

Tel était encore le dessein de l'équipe qui, autour de M. Jacques Delors, avait préparé la loi de juillet 1971 sur l'enseignement technique. Mais le projet a rencontré plusieurs obstacles. Il est fallu, d'une part, que les entreprises acceptent de donner un complément de formation les préparant aux postes de travail. Quelques-uns l'ont fait : la région Renan, par exemple, a transformé en ce sens son centre de formation professionnelle de Boulogne-Billancourt (le Monde du 16 janvier 1975). Mais beaucoup

étaient — et sont encore — sceptiques sur la formule du B.E.P. qui, estimant-ils, ne convient qu'à un petit nombre de fonctions et à un petit nombre de jeunes gens. D'autre part, l'absence d'accord conclu entre le ministère de l'Éducation nationale et le C.N.F.P. était très ambigu. Le C.N.F.P. était très ambigu. Le C.N.F.P. était très ambigu. Le C.N.F.P. était très ambigu.

Ces ambitions suscitaient les inquiétudes des professeurs et des inspecteurs de l'enseignement technique ; ceux-ci redoutaient que cette réforme n'aboutisse à interdire l'accès des C.E.T. publics à beaucoup d'élèves et à diriger les autres vers des diplômes encore non reconnus dans les conventions collectives. L'échec des formes successives milites pour prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, classes de transition, pratiques ou pré-professionnelles — a justifié ces craintes jusqu'à présent et a amené à maintenir la préparation aux C.A.P. dans l'enseignement public et la possibilité d'entrer en C.E.T. de l'âge de quatorze ou quinze ans.

Aujourd'hui, les projets de M. René Haby reprennent, sous une forme plus prudente, la politique de prolongation de la scolarité. La préparation des C.A.P. sera ramenée à deux ans ; on espère améliorer l'orientation des élèves par les « conseils d'essai ». À titre transitoire, une « année préparatoire » pourrait remplacer la première année de C.A.P. Mais on a renoncé à remodeler les diplômes du « technique court ». Le peu de moyens accordés à celui-ci rendent difficile toute initiative d'ouverture en matière de formation professionnelle. Les nécessités de celle-ci, son articulation avec l'emploi, restent en fait étrangères à l'administration de l'éducation.

FIN

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA

Faites l'essai du CAD

SOMMIER ARTICULÉ à télécommande électrique



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE

PARIS XI^e Métro Parmentier

Tél. 557.46.35

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

REGENCY

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Adjudication en l'Office Notarial de M. RUIRAND et ADJUDICAT, nat. ass. à Paris (7^e), 10, r. Danielle-Cosmanov, le jeudi 25 mars 1976, à 14 h. 30

340 ACTIONS de SIE SOMAFRA dont le siège est 17, rue d'Heureville à Paris, de 10 F chq. cat. Hotele, M. & P. ne p. et. b. 5.000 F. et. b. 5.000 F. S'ad. M. Durand et J. Durand, 261-50-60.

Adj. au Tribunal de Commerce de Paris, le 25 mars 1976, à 14 h. 15 - Fonds

MENUISERIE - SERRURERIE à PARIS (20^e)

Comp. : DIFFÉRENTS LOGEATS à US. COMMERCIAL ET BUREAUX, sur cave de rue-de-Ch. 1^{er} étage, et grenier, courtoise, surface au sol 420 m² de BATIMENT comp. ATELIER et BUREAUX, surface au sol, 420 m²

AVEC BAIL TOUTE ACTIVITE

M. & P. 10.000 F. (NE pouv. é. baia). Consignes, 10.000 F. S'ad. M. DEMOR-TRUZE, nat. 67, bd St-Germain; M. MEZON, synd. 60, bd Sébastopol.

Vente sur conversion de saisis immobilière au Palais de Justice à Paris, le lundi 5 avril 1976, à 14 heures, en un seul lot

Bât. A : BOUTIQUE - 2 APPARTEMENTS - 4 CAVES

Bât. B : 4 APPARTEMENTS - 4 CAVES

Bât. C : 1 GARAGE et 1 DÉBARRAS - Bât. D : 2 DÉBARRAS

dans un immeuble sis à

VITRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne)

17, rue André-Vialat et 154, rue Talma

MISE A PRIX: 150.000 F

S'ad. M. MALINVAUD, synd. 19, av. Rapp, Paris-7, 555-66-57; M. BROU-CHER, avoc. 11, r. Rame, Paris; M. GOURDAN, synd. Paris-6, 174, bd St-Germain; et à sa conv. pr. les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre, Clamart.

hernie

SOUTÈNE COMME AVEC LES MAINS

SUP. HERNIAIRE - BANDAGES SOUPLES

INSTITUT HERNIAIRE

PARIS-17^e, 7916, rue du Louvre, Tél. 252 75 34

PARIS-10^e, 120, rue Lafayette, Tél. 252 75 34

PARIS-11^e, 125, rue de Valenciennes, Tél. 252 75 34

SUISSE

UN CHALET A L'ALPE DES CHAUX

• UN ENSEMBLE MONTAGNARD 1500 M

Conçu dans le respect des traditions valdoises, un environnement unique et protégé, et plus de 100 km de pistes.

• UNE POSSIBILITÉ RARE

d'investir en Suisse à des conditions exceptionnelles : crédit à 7 %

Pour en savoir plus, retournez rapidement ce bon à EQUITY Corp., 50, av. de la Gare - 1003 Lausanne.

à Paris : Norbert Blanc 3, sent. des Dorées 75019 Paris

Tel. 607.89.76

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code _____

Profession _____ Téléphone _____

SOCIÉTÉ

PORTE-PAROLE DES PROSTITUÉES DE PARIS

Jackie s'énervé

Jackie, quarante-sept ans, pétillante porte-parole du « collectif » des prostituées parisiennes, vient d'écrire au président de la République pour l'inviter à offrir Camille la lettre vivante de Paris, elle n'a pas encore reçu de réponse mais n'a pas attendu pour expliquer, au cours d'une conférence de presse réunie dans son petit appartement de Pigalle, ce qu'elle aimerait dire à M. Giscard d'Estaing.

Les prostituées en ont assez de se « heurter à des murs ». « Ça va venir, nous dit-on, ça va venir. Mais en attendant c'est le black-out sur le rapport P. not ». Ce rapport remis au président de la République devrait, en principe, faire l'objet d'un premier examen au conseil des ministres du 24 mars. Pour l'instant, si l'on en croit Jackie, le sort des prostituées ne s'améliore pas : aux amendes traditionnelles sont venus s'ajouter les rappels d'impôts portant sur plusieurs années de gains supposés. Mme Simone III, présidente du Mouvement français pour le planning familial, qui participait à la réunion, a ainsi résumé la situation : « Ou bien on les impose, et c'est les reconnaître ; ou bien on leur met des amendes, et c'est les mettre hors la loi. Actuellement on fait les deux ! »

La question du proxénétisme a le don d'énervé Jackie pour qui « ça n'est pas le problème ». Prétendant parler d'« amis du cœur », Jackie estime que le proxénétisme est partout : « Une bonne femme qui travaille toute la

journée à l'usine pour permettre à son mari d'aller au bistrot, ce n'est pas aussi de la prostitution ? » Pour avoir un bon garçon, un vrai marginal, explique Jackie, il faut le marier ! Je ne vois ni ne rencontre personne du milieu. A Marseille elles ont fait cette erreur. Ici je me suis battue pour qu'on ne le fasse pas. Si l'état récupère par la milieu, croyez-vous que je recouvre des menaces de mort, que je sois interdite de séjour dans les hôtels du quartier Saint-Denis ? Bien sûr, il y a des proxénètes, mais si je veux acheter une auto à mon ami de cœur, cela ne regarde que moi.

Jackie envisage toujours de créer, avec l'aide de Mme Simone III, une « association de défense des femmes dans la prostitution », mais reconnaît qu'il est difficile de trouver des volontaires pour donner leur nom afin de déclarer l'association. Celle-ci aurait pour but de faire comprendre que la prostitution est un métier.

Jackie, qui se veut une militante « pure et dure », se méfie du langage des intellectuelles du M.L.F. qui ne parlent jamais d'amour. « Mais son langage, pour être plus imagé, n'en est pas plus clair : le message passe mal. Le sentiment d'avoir été un moment comprise et de ne plus l'être parait, aujourd'hui, dominant chez les prostituées engagées. Alors, comme Simone, comme Ulla, comme Barbara, Jackie écrit un livre où elle « dira tout ».

BRUNO FRAPPAT.

■ **PRECISION.** — Mme Mazel, administratrice du Centre d'orientation, de documentation et d'information féminine de Marseille (CODIF), auquel le Monde a consacré un article le 18 février,

est déléguée du conseil régional pour la condition féminine. La déléguée régionale à la condition féminine, nommée par Mme Françoise Giroud, est Mme Caliste.

CARNET

Naissances

— M. Jean Beumier et Mme née Rose-Thérèse Beumier, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M. Jean-Jacques Fontaine et Mme née Joseph, ont eu un fils, Jean-Louis, le 9 mars 1976.

— M. et Mme Jean-Marcel Boyer, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M. et Mme Jean-Marcel Boyer, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M. et Mme Jean-Marcel Boyer, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M. et Mme Jean-Marcel Boyer, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M. et Mme Jean-Marcel Boyer, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

JUSTICE

UNE LETTRE DE M^r J'AN-JACQUES DE FÉLICE

<Est-ce au tour de la Belgique de réprimer certains défenseurs non conformistes ?>

M^r Jean-Jacques de Félice, avocat au barreau de Paris et fondateur du Mouvement d'action judiciaire, nous a adressé la lettre suivante :

En Allemagne fédérale des avocats ont été récemment incriminés et incarcérés et une loi portant atteinte à la liberté de la défense a été promulguée. En Italie des textes répressifs contre les avocats sont en préparation ; est-ce maintenant au tour de la Belgique de réprimer certains défenseurs non conformistes ?

En effet, le 9 mars dernier, deux avocats belges, M^r Georges-Henri Beuthier et Thierry Vanderlinde, membres du Collectif des avocats de Bruxelles, ont comparu devant le conseil de l'ordre des avocats de Bruxelles. Il est reproché à M^r Vanderlinde d'avoir adressé à deux de ses clients détenus plusieurs exemplaires du périodique du Comité d'action des prisonniers (CAIP), « abusant ainsi des privilèges et des droits reconnus à l'avocat, mettant en péril l'indépendance dont il doit jouir ». M^r Beuthier, quant à lui, est accusé d'avoir écrit, en tant qu'avocat, des opinions critiques à l'encontre de l'appareil judiciaire belge au cours d'une émission radio-télévisée, le 12 janvier 1975.

M^r Beuthier aurait notamment indiqué que « la justice est faite pour les riches et profite aux riches ». « L'ouvrier a de la peine à vivre, s'il n'est pas soutenu par un avocat qui défend ses intérêts, comment peut-il défendre, non pas dans une optique patronale ou dans une optique simplement de gagner une

cause, mais dans l'optique de comprendre son problème en tant qu'ouvrier et en tant qu'employé ? »

L'avocat aurait également reproché aux ordres d'avocats de dresser des « barrières » entre le justiciable et la justice à propos des conditions d'admission à l'aide judiciaire. Par « hasard », l'intégralité de l'enregistrement aurait été communiqué au conseil de l'ordre de Bruxelles par la Fédération des entreprises belges (FEB), homologues de notre C.N.P.F. ; c'est à partir de « cette pièce à conviction » qu'ont été établies les charges à l'encontre de M^r Beuthier (qui participait à cette émission avec trois autres personnes).

Intimidation

Dans les deux cas, il s'agit de mesures graves d'intimidation à l'égard d'avocats qui se sont permis de porter un jugement critique sur le fonctionnement de la justice et de l'institution pénitentiaire. Il s'agit bien d'un délit d'opinion, sous le prétexte de préserver le principe de la « neutralité » de l'avocat. Le rôle joué dans cette affaire par un ordre d'avocats est extrêmement grave. Il met en lumière le caractère répressif d'une hiérarchie qui semble se donner pour tâche de briser — à travers des sanctions disciplinaires — le mouvement de contestation qui se développe au sein de l'appareil judiciaire et surtout les nouvelles formes de défense qui se mettent en place dans l'intérêt des couches sociales défavorisées.

Le Mouvement d'action judiciaire exprime sa vive inquiétude devant ces atteintes à la liberté et aux droits de la défense qui se manifestent — sous des formes différentes — dans tous les pays européens. Il s'agit d'un mouvement qui ne peut que s'intensifier et qui se manifeste dans l'ensemble des pays européens. Il s'agit d'un mouvement qui ne peut que s'intensifier et qui se manifeste dans l'ensemble des pays européens.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les manifestations de sympathie que nous ont envoyées M^r et Mme Odetta Jacot, nous tenons à leur adresser nos remerciements pour la pensée et la présence de leur fils, M^r Jacques, décédé le 12 mars 1976.

— M^r et Mme Jacques Mallet, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M^r et Mme Jacques Mallet, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M^r et Mme Jacques Mallet, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M^r et Mme Jacques Mallet, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M^r et Mme Jacques Mallet, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

— M^r et Mme Jacques Mallet, ont eu un fils, Jean-Louis, le 12 mars 1976.

Les conséquences d'une injection de sérum

Un médecin devra verser 380 000 francs aux parents d'une fillette rendue infirme

La première chambre civile du tribunal de Paris vient de condamner le docteur Michel Léger, à verser 380 000 francs de dommages-intérêts à la mère d'une fillette, née le 6 octobre 1952, en raison des conséquences dommageables d'une injection de 20 mm de solution isotonique de chlorure de sodium (sérum physiologique), cette injection avait été pratiquée dans la région scapulaire droite, six jours après la naissance, sur prescription du docteur Léger.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

M^r et Mme Odetta Jacot, plaident pour la partie civile, ont mis en relief les constatations résultant d'un examen auquel fut soumise la fillette, le 12 juillet 1973, alors que celle-ci avait dû subir plusieurs interventions chirurgicales par la nécrase septique due à l'injection : atrophie mammaire droite totale, atrophie musculaire chronique de la totalité des muscles paravertébraux de l'hémithorax droit, gêne discrète à la marche avec petite boiterie droite, limitation de la flexion du genou droit et ankylose quadrilatérale ; l'ensemble des lésions présente une véritable incapacité qui a entraîné une incapacité permanente évaluée à 60 %, le tout aggravé par de multiples cicatrices et des troubles affectifs.

Après un double accident mortel du travail

LE P.-D.G. D'UNE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION EST INCULPÉ D'HOMICIDES INVOLONTAIRES

M. Alain Vernier, juge d'instruction à Paris, vient d'inculper d'homicides et blessures involontaires et lésions au travail M. David Mandel, cinquante-sept ans, président-directeur général de la Société de peinture et de reconstruction (S.P.R.), qui était chargé d'effectuer des travaux au dépôt Point-du-Jour de la Régie autonome des transports parisiens. Durant les travaux, un échafaudage dresa à 17 mètres de haut s'était effondré, le 28 novembre, entraînant la mort de deux ouvriers, MM. Tahar Lailoumi et Harid Ben Saadi, et les graves blessures d'un troisième, M. Amar Souleim, M. Mandel a choisi pour défendre M. Claude René Lévy.

Les experts, d'après leurs premières constatations, supposent que l'accident provient de la rupture d'une des poutres en bois qui supportaient le plancher de l'échafaudage sur lequel se trouvaient les trois ouvriers.

RAPATRIÉS

L'ELECTION DE M. GUY FORZY A LA PRESIDENCE DU COMITE NATIONAL DE DEFENSE ET D'ACTION EST CONTESTÉE

L'élection de M. Guy Forzy à la présidence du Comité national de défense et d'action des rapatriés algériens (C.N.D.A.R.) (le Monde daté 14-15 mars) est contestée par le comité directeur de l'UDSIFRA (Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie).

Le président de cette association, M. Eugène Bagnard, souligne dans un communiqué que « lors de la dernière réunion à Paris, la majorité des quatre cinquièmes n'a pas été atteinte et que certaines personnes ont pris part au vote sans y avoir droit ».

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour qu'une véritable loi concernant les rapatriés règle des problèmes dont la lourdeur et la gravité ne cessent de croître.

Après avoir précisé que l'UDSIFRA va poursuivre activement le combat pour

Libres opinions

La France peut devenir une nation sportive

par GUY HERMIER (*)

D'UNE compétition olympique à l'autre s'affirme le déclin du sport français. Les résultats désastreux d'Innsbruck, comme la pessimisme avec lequel les spécialistes apprécient les chances françaises aux Jeux d'été de Montréal, en apportent une confirmation brutale.

Au regard d'une question aussi importante, on reste conquis par le désinvolture avec laquelle les milieux gouvernementaux tentent de décaler leurs responsabilités.

Aujourd'hui M. Mazaud est interpellé sur le statut de l'athlète de haut niveau, singulièrement oublié à l'automne dernier, lorsque le gouvernement lui vota sa loi sur le sport. Il nous promet des miracles... pour 1980. Son prédécesseur, M. Comiti, disait la même chose, en 1972, au moment des Jeux de Sapporo et de Munich. Depuis on a changé de secrétaire d'Etat. Mais c'est toujours la même démagogie, la même duplicité, pour couvrir le même politicien qui laisse aller le sport français à la dérive.

Tout cela n'est pas sérieux.

La régression constante des résultats de notre élite internationale n'est pas un phénomène isolé, conjoncturel. Elle peut en appréhender les causes indépendamment des conditions qui régissent l'ensemble des activités physiques et sportives dans notre pays.

Or c'est une vérité d'évidence que le sport français traverse une crise profonde.

Il est en effet saisissant de constater l'écart qui existe entre la croissance des besoins d'activités physiques et de loisir sportifs et le caractère limité de leur pratique. On estime qu'environ huit Français sur dix, au premier lieu les travailleurs, ne s'adonnent à aucun exercice sportif volontaire, alors qu'en R.D.A., par exemple, cinq millions de personnes, sur dix-sept millions d'habitants, ont participé aux dernières compétitions.

Comment pourrait-on être autrement ?

A l'école, c'est la régression. Dans le primaire, plus d'un enfant sur deux ne fait jamais d'éducation physique. Les horaires diminuent constamment dans le secondaire. Seulement un étudiant sur cinq pratique une discipline sportive.

Le sport de masse végète. Pour des millions d'hommes, et de femmes, les mauvaises conditions de vie et de travail, le chômage, souvent la misère, sont autant d'obstacles à la pratique des activités physiques, sportives et de pleine nature. Quant aux clubs, malgré le dévouement de leurs animateurs, ils sont littéralement asphyxiés par le manque de moyens et l'engorgement des charges.

L'insuffisance des équipements est partout criante. Le troisième loi-programme, pourtant bien en deçà des besoins, n'a été réalisée qu'à 60 %, et aucune autre n'est prévue. Quant aux collectivités locales elles ne peuvent plus faire face aux besoins, dans la mesure où elles supportent 80 % des charges, et où elles versent souvent plus en T.V.A. à l'Etat qu'elles n'en reçoivent en subventions.

Si le sport est malade, c'est que la société l'est aussi.

Comme l'ensemble des activités sociales, le sport est victime de la politique d'austérité et d'autoritarisme d'un pouvoir qui ne consacre que 77 000 du budget national à la jeunesse et aux sports, et qui ne cesse de renforcer sa mainmise sur le mouvement sportif.

C'est donc bien dans la crise de la société française et le mouvement sportif de la crise du sport en France et des échecs de nos véritables sur le plan international. Il est en effet évident, sans pour cela établir un lien mécanique entre l'une et l'autre, qu'une élite ne peut qu'être fragile et artificielle si elle ne repose pas sur une véritable, pratique de masse, c'est-à-dire sur un développement vivant des activités physiques et sportives.

En des temps plus heureux, Georges Pompidou soulignait que « quand un pays est en forme cela se voit à ses champions ». Décidément, ni le sport français ni le pays ne sont en forme. Et M. Mazaud aura beau multiplier les propos démagogiques et les tentatives de diversion, il lui sera difficile d'esquiver les responsabilités de son gouvernement dans cette crise.

Il n'est donc pas de solution purement sportive à la crise du sport français.

Les activités physiques et sportives ne se développent pas isolément, de façon indépendante. Elles sont une dimension de la vie sociale, une composante de la culture, une condition irremplaçable de l'épanouissement de la personnalité et de la société.

C'est pourquoi développement du sport et progrès social sont inséparables.

Ceux qui cherchent l'homme miracle, qui expliqueraient les succès sportifs des pays socialistes, se laissent aveugler ou tromper. Ce n'est pas le sang des athlètes mais la société qui le socialisme régénère grâce à cet immense progrès historique que constitue la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'élimination de la misère, du chômage, du travail abusif, de l'oppression, de l'inculture.

Sans doute tout-il y a aussi à se garder de tout schématisme. Mais comment expliquer les remarquables progrès sportifs de Cuba, par exemple, par le fait que, comme dans les autres domaines, le socialisme a permis de sortir le peuple cubain de l'état d'« analphabétisation corporelle » où il se trouvait pour le conduire sur la voie de la culture physique.

En France même, c'est dans les périodes de succès du mouvement populaire que le sport a connu ses phases d'essor les plus significatives.

Tout le montre, les activités physiques et sportives marchent bien du même pas historique que les autres aspects de l'activité humaine. Ainsi, seule une société nouvelle, la France socialiste, dont les communistes ont défini les traits généraux à leur vingt-deuxième congrès, est susceptible de donner toute sa dimension au sport comme besoin humain et nécessité nationale.

Le sport sera prioritairement développé à l'école, où il joue un rôle déterminant dans le développement physique, psychologique et social de l'enfant, et sur le lieu de travail où il répond au besoin d'activités physiques diversifiées. Il est la nature de la production moderne et de l'aspiration à la culture le plus large.

Les moyens seront dégagés pour mettre en place un véritable plan de formation des cadres, réaliser un effort soutenu au niveau des équipements, et permettre au mouvement sportif de se développer dans le respect de son indépendance.

Sur cette base, le sport de haut niveau, dégagé de l'empire de l'argent, pourra jouer tout son rôle comme activité culturelle, élément de progrès et facteur d'échanges internationaux.

C'est donc avec la conviction que la France possède en elle les potentialités pour devenir une nation sportive que les communistes mènent le combat pour le sport.

Ils le font en luttant pour la victoire du programme commun qui, n'en déplaise à M. Mazaud, est un véritable programme pour le sport dans la mesure où il intègre un ensemble cohérent de dispositions spécifiques dans le cadre d'une politique démocratique nouvelle qui les soutient et les complète.

Ils le font en proposant un projet de loi pour le développement de l'éducation physique et du sport, et un plan d'urgence pour améliorer tout de suite la situation actuelle.

Ils le font en mettant en accord leur théorie et leur pratique dans les municipalités qu'ils dirigent et dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'ampleur et la qualité des réalisations sportives.

Ils le font enfin en appelant les sportifs, les jeunes, les enseignants et les parents, les travailleurs à s'unir et à lutter, contre la dégradation du budget de la jeunesse et des sports, et, au-delà, le doublement du budget de la jeunesse et des sports, et, au-delà, pour des changements qui permettraient une autre orientation de la politique sportive du pays. Il y va de la santé et du progrès de l'homme, du rayonnement et de la place de la France dans le monde.

(*) Membre du bureau politique du parti communiste français.

NATATION

Quatre records du monde battus au cours de la rencontre U.R.S.S.-R.D.A.

Quatre records du monde et sept records d'Europe ont été améliorés au cours de la rencontre Union Soviétique - République démocratique d'Allemagne qui a eu lieu à Tbilissi (U.R.S.S.) et qui a tourné à l'avantage de la R.D.A. (163 points à 162). Les quatre records mondiaux sont à porter au crédit de la natation féminine d'Allemagne de l'Est. Ulrike Richter, qui a battu celui de 100 mètres des 11 min. 2 sec. 6/10 a été menacée par Kornelia Ender 11 min. 2 sec. 8/10, qui affirme toujours plus son ascendance, en regard à ses différences en crawl et en papillon. Le record du 200 mètres des est revenu à Anke Stille (quatorze ans), qui a amélioré de 9/10 sa précédente performance 12 min. 13 sec. 5/10 contre 2 min. 14 sec. 4/10. Pour leur part, Rose-Marie Gabriel-Kocher et Ulrike Rauber ont respectivement réalisé 2 min.

13 sec. 6/10 et 2 min. 18 sec. 3/10 sur 200 mètres papillon et 200 mètres quatre nages, soit une amélioration de 3 et 5/10 de secondes.

Pour ce qui concerne les records d'Europe, ceux des relais de nage libre (4 x 100, 4 x 200) ont été nettement battus pour l'Union soviétique en 3 min. 25 sec. 6/10 (ancien record 3 min. 18 sec. 29/100) et 7 min. 34 sec. 7/10 (17 min. 39 sec. 52/100). Dans le 1 500 mètres, l'Allemande Strohbach a réussi 8 min. 21 sec. 5/10 au passage des 800 mètres (record d'Europe) et 16 min. 42 sec. 7/10 en fin de course (ancien record 15 min. 54 sec. 37/100). Barbara Krause, la rivale de Kornelia Ender en nage libre, a porté le record du 400 mètres de 4 min. 17 sec. (ancien record 4 min. 17 sec. 83/100), le record masculin, sur la même distance, 3 min. 59 sec. 6/10.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SPORTIF A LA BAULE

Le VII^e Festival International du film sportif, placé sous le patronage de M. Pierre Mazaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, aura lieu à La Baule du 23 au 28 mars. Quatre-vingt-trois films, de court et moyen métrage, représentant vingt et une nations, seront en compétition, dont les *Spartakiades* (Tchécoslovaquie), *Mohamed Ali* et la boxe (Etats-Unis), les *Jeux de Sapporo* (Japon) et le *Cheval de fer* (France).

Pour le premier Festival International du film médico-sportif, qui aura lieu les 27 et 28 mars, vingt films français seront présentés : *l'Accident de montagne*, *Strasbourg - Paris* (marche), le *Médicament* (sur les accidents sportifs), *Stefani Edienne* et *l'Heure des jeux* (Jeux des handicapés physiques) et *Voile et Fatigue* (yachting).

CYCLISME

AVEC MICHEL LAURENT ET BERNARD VALLET

L'offensive des jeunes Français dans Paris-Nice

De notre envoyé spécial

Nice — Il y a quatre ans, Raymond Poulidor créait la surprise du début de saison en dominant Eddy Merckx dans le col d'Eze et en gagnant Paris-Nice. C'est un exploit comparable, et non aussi spectaculaire, qu'a réalisé dimanche 14 mars le Français Michel Laurent, à cette différence qu'il a réussi avec un jeune de qui Poulidor n'avait pu accomplir qu'un crépuscule de sa carrière. Pour le reste, on évalue à 42 secondes le Néerlandais Kuiper, auquel il a ravi le maillot blanc. Il a devancé d'autres part Schuiten de plus d'une minute, et son principal concurrent n'a été ni Zoetemelck ni Ocaña, ni Maertens, mais Bernard Vallet, un jeune professionnel français, issu comme lui de la Route de France des amateurs.

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

Poulidor, lui, fait toujours partie, à quarante ans, du peloton de tête. Son punch est émoussé avec l'âge et une grippe récente a légèrement ralenti son souffle. Mais il reste solide. Comme son record du col d'Eze que n'a pas bousculé la jeunesse de Michel Laurent.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

Poulidor, lui, fait toujours partie, à quarante ans, du peloton de tête. Son punch est émoussé avec l'âge et une grippe récente a légèrement ralenti son souffle. Mais il reste solide. Comme son record du col d'Eze que n'a pas bousculé la jeunesse de Michel Laurent.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à Bernard Thévenet, il a abandonné terrassé par une bronchite qui ne sera qu'un accident si la maladie n'a pas trouvé un terrain favorable sur un organisme en état de moindre résistance.

JACQUES AUGERRE

De nouveaux talents

On retiendra en premier lieu de Paris-Nice l'affirmation de ces nouveaux talents, caractéristiques d'un cyclisme français moderne qui redécouvre avec Jean-Pierre Danguillaume les vertus de la course offensive. Il y a bien longtemps, nous l'avons dit, que les Français n'avaient manifesté leur présence d'une manière aussi convaincante dans une grande compétition internationale. Talbourdet, Hinault, Orion, Fassin, Chalmel et Bertin sont à citer aux côtés de Danguillaume, Esclassan et Shille, qui ont enlevé chacun un titre en ligne.

L'épreuve, « verrouillée » et monotone jusqu'à Valence, a révélé son vrai visage et sa signification exacte en pénétrant sur les routes de moyenne montagne plus favorables aux attaques. Elle nous a fourni dès cet instant des indications intéressantes concernant le retour en forme de Luis Ocaña, agressif comme à ses plus beaux jours, et l'épanouissement du champion du monde d'Henri Kuiper. Elle nous a permis de constater à l'inverse que Zoetemelck n'avait pas atteint son plein régime, que le jeu de Schuiten comportait de graves lacunes. En réalité, l'athlète des Pays-Bas a déçu et Henry Angelier, le bouillant directeur sportif du groupe Lejeune, envisage à titre de sanction de ne pas le faire participer à Milan-San-Reno, qui se déroulera vendredi 19 mars.

Quant à

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Welles et Wells

Passionnante cette reconstitution par le C.B.S. de la panique que devait provoquer, le 30 octobre 1928, outre-Atlantique, une pièce radiophonique, la très célèbre adaptation de la Guerre des mondes de Wells (H.P.) par Welles (Orson). Et stupéfaction : c'était un dimanche à 20 heures, case sacrifiée consentie par le chaîne à l'émission vedette de sa rivalité la N.B.C. Charlie McCarthy, l'insolente marionnette d'un ventriloque en renom, obéit à cette émission de variété patronnée par une marque de café raitat 34,7 % de l'écoute, en laissant à peine plus de 3 % au Mercury Theatre, la troupe d'Orson Welles, programmée pour le prestige sans aucun support publicitaire.

Sur trente-deux millions de familles recensées cette année-là aux États-Unis, vingt-sept millions cinq cent mille avaient le radio. Une radio plus « crédible » aux U.S.A. que la presse écrite, une radio qui venait d'être lustrée pour la première fois le formidable impact des masses, en suivant leurs pas, leurs heures, leurs tentatives, voix videntes, les rebondissements de l'affaire tchécoslovaque, grâce à quoi, le lendemain des accords de Munich, un sondage révélait que près de 80 % des Américains, inquiets, nerveux, encore tourmentés par les retombées de la crise économique, pensaient être finalement appelés à faire la guerre à Hitler en cas de conflit. Il lui a fallu se rappeler ce climat explosif, échauffé, si l'on veut comprendre l'incroyable épouvante que suscita cette nuit-là le nouveau pouvoir si pou-

crayable de l'arrivée des Martiens.

Elle repose sur un quiproquo. La plupart des gens s'étaient penchés sur la N.B.C., uniquement pour Charlie. Après son premier sketch, il était 20 h. 12.

Peu curieux apparemment de l'arome du monde venu alors par les ondes, ils ont tourné le bouton de leur poste et se sont engouffrés dans le programme d'à-côté au moment précis où les monstres verts dévalaient — grincement anémique — le couloir de leur engin. Résultat obtenu au studio en débouchant un pot de Nescafé dans la cuvette des toilettes. Et cela sous les yeux prétendument horrifiés de l'acteur chargé d'imiter les accents hystériques d'un reporter rendu célèbre par son compte rendu de l'explosion de l'« Hindenburg », le fameux zéppelin au-dessus de Lakehurst. Au bout de ces nouvelles arrivées n'avait emmené, et pour cause, l'annonce du début — elle allait être répétée à trois reprises, mais trop tard, les toutes étoiles avaient déjà enlevé les rues — indiquant qu'il s'agissait d'une pièce de théâtre. Serait-elle même entendue qu'on peut se demander avec certains observateurs de l'époque (1) s'il ne l'auraient pas inconsciemment atténuée de leur mémoire tant était forte la tendance à confondre réalité et fiction, à éluder l'information et la confusion sur le même plan et à prendre tout ce qui se disait sur les ondes pour argent comptant.

Inutile de souligner l'intérêt documentaire de ce téléfilm

américain — La nuit qui terrifie l'Amérique a été primée à Monte-Carlo — sur la façon dont s'élabore, trugues et brutes mêlées, l'architecture sonore d'une production de ce genre, et sur le calme olympien de son maître d'œuvre, un Welles de vingt-trois ans, que le scandale allait rendre célèbre du jour au lendemain, lui valant le titre de Führer à la une des journaux, l'appui financier des soupes Campbell et de curieux compléments de Roosevelt : « Vous et moi, Orson, nous sommes les deux meilleurs acteurs des États-Unis ».

Pas content, en revanche, l'autre Welles envoyé de Londres un télégramme furibard pour protester contre les libertés prises avec son œuvre et leurs tristes répercussions. Ces répercussions, on n'en a pas vu grand-chose à l'écran. Sans doute était-il assez difficile de nous montrer le farouche collectif, l'exode massif des centaines de milliers de citoyens du New-Jersey et d'ailleurs. On a préféré s'en tenir à trois ou quatre cas particuliers bien choisis et assez représentatifs de l'état d'esprit qui régnait alors dans le pays. Qui, au-delà de sa valeur historique, cette émission dans l'émulsion pure et du mérite de conter la nature, les limites, les conséquences de l'événement suscité par l'opération, la nouvelle telle qu'on la conçoit et telle qu'on la reçoit et derrière et devant le piquet si fragile du micro.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) William Manchester, « The glory and the dream », traduction à paraître prochainement.

NOUVELLES NOMINATIONS A LA COMMISSION SUR LA VIOLENCE DANS L'INFORMATION

De nouvelles personnalités ont été appelées à siéger à la commission de travail consacrée aux problèmes de la violence dans l'information, présidée par M. Christian Chauvaud (le Monde du 13 mars) : ce sont : notre collaborateur Pierre Drouin, MM. Georges Liebert, maître de conférences à l'Institut d'études politiques, et Claude Mazaud (Radio-France) ; un quatrième rapporteur a été désigné, M. Pierre Bernard, substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris.

D'une chaîne à l'autre

DES KARATÉKAS A EUROPE 1

Les journalistes et techniciens C.F.D.T. d'Europe 1, la section S.N.J., protestent contre l'utilisation d'un service d'ordre au cours de la tournée d'Europe 1 Lyon-Saint-Etienne. Selon les syndicats : « La présence de karatékas intervenant sur les lieux des émissions en direct, à éluder l'information et la confusion sur le même plan et à prendre tout ce qui se disait sur les ondes pour argent comptant. » La direction de la sta-

tion affirme que ces précautions sont habituelles et n'ont d'autre but que d'assurer la protection des personnes et le bon déroulement des émissions.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 15 MARS

M. Michel Jobert répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 30.

Le philosophe Henri Lefebvre s'exprime à la « tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

MARDI 16 MARS

M. Aldin Chalmoud, député des Hautes-de-Seine (U.D.R.) est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach au cours du journal de France-Inter, à 13 heures.

Le parti radical-socialiste exprime son point de vue à la « tribune libre » de FR 3, à 18 h. 40.

LUNDI 15 MARS

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. La caméra du lundi : « La Garnison amoureuse », de M. de Vaucorbeil (1931), avec Fernandel, P. Brasseur, R. Cordy, B. Stockfeld (N.).

22 h. 15. Langage : Tous les lieux du français, 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes, de P. Bellemare ; 21 h. 45. Documentaire : Portraits de l'univers (Sont-ils bêtes, sont-ils méchants ?), de J. Lalier et M. Tosello.

22 h. 45. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Prestige du cinéma : « Luke la main froide », de S. Rosenber (1987), avec P. Newman, G. Kennedy, J.D. Cannon.

22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. « Ayayema », de M.-A. Regnena, avec H. de Lencquesaing, M. Vernet ; 21 h. 2. « L'autre scène », avec P. J. Jouve ; 23 h. 10. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée lyrique : « Francesca da Rimini », de R. Zandonati avec L. Ligabue, R. Bonino, A. Grotti, et l'Orchestre national, dir. N. Sant ; 24 h. 1. L'orient imaginaire.

MARDI 16 MARS

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 45, Nul n'est parfait, une Histoire insolite réalisée par Claude Chabrol.

20 h. 30. Documentaire : A la poursuite du chevalier noir, de F. Moreuil et O. Chataud, aidés de P. Clostermann.

21 h. 30. Chronique : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques, de D. Costelle (les Jeux des années folles, 1920-1932) ; 22 h. 20. Émission littéraire : De vive voix, de J. Férriot et Ch. Collange (Faut-il avoir peur de l'âge mûr ?).

23 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 45 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur... le problème corse.

20 h. 30. Dossiers de l'écran : « Razzia sur la chouf », film de H. Decoin (1965), avec J. Gabin, L. Ventura, M. Noël, A. Rémy, Dailo (N.).

23 h. 20. Journal.

Vers 22 h. Débat : Le trafic de la drogue, avec MM. Paul Knight, ancien directeur à Paris du bureau français des stupéfiants, et François Le Moine, chef de l'Office central pour la répression des trafics de stupéfiants.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Le Jour des Apaches », de J. Thorpe (1987), avec G. Ford, A. Kennedy, D. Jagger et J. Anderson.

22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 5. Dialogues : « Fin des siècles », de M. J. Jouve ; 22 h. 30. (R). Entretiens avec Pierre-Jean Jouve, par M. Manoll ; 23 h. 10. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 20 h. 30. Échanges internationaux : concert à Saint-Martin-in-the-fields, dir. H. Martner ; « Concerto en ré mineur pour trois violons, cordes et basse continue », Concerto en ré mineur pour clavier, cordes et basse continue BWV 1023 ; « Concerto brandebourgeois n° 4 en sol mineur BWV 1049 », « Concerto brandebourgeois n° 5 en la mineur BWV 1048 », avec L. Brownova, R. Thomas, R. Studi, O. Matsumi ; 22 h. 30. Dossiers musicaux : « Journal pour mes sons », par I. Matek ; 24 h. 1. Non écrits : Japon ; 1 h. 1. Orient imaginaire.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

« NABUCCO » de Verdi

aux Opéras de Bordeaux et de Toulouse

La collaboration entre le Grand Théâtre de Bordeaux et le Capitole de Toulouse, inaugurée l'an passé, se révèle fructueuse. L'opération de travailler pour deux publics, la mise en commun des talents, la possibilité de réaliser des décors et d'engager des chanteurs pour une dizaine de représentations, tout cela, et la bonne entente des directeurs Gérard Boreau et Michel Plasson, donne aux spectacles une jermeté et une qualité toutes nouvelles.

Ces merites sont en tout cas éclatants dans le Nabucco de Verdi, applaudi à tout rompre par le public bordelais, et à sa tête M. et Mme Jacques Chaboud-Delmas. Et l'on s'étonnerait que cette œuvre ne soit pas encore au répertoire des grands opéras du monde, si elle n'était d'une difficulté vocale parfois terrifiante. Car, à vingt-huit ans, Verdi ne connaissait pas encore toutes les règles de son art, et il a écrit avec ingénuité la rôle d'Abigaille, notamment, comme s'il avait juré de casser le nez de ses cantatrices. Peu importe pour lui d'ailleurs : le flot de l'inspiration est si impétueux qu'il traite la voix comme un instrument, le plus expressif, le plus riche, le plus grand effet dramatique.

Il a tant à dire à Nabucco n'est que sa troisième œuvre : après le prometteur Otello, il a écrit un opéra-comique, Un jour de rigueur, mais le cœur brisé par les morts successives de son fils, de sa fille et de sa femme. Échec total, et il a juré de renoncer à la musique. Pourtant, quelques mois après, par un tour de Nabucco, il se remet à composer, avec une fureur, une passion et une « nécessité », qui éclatent dans cette œuvre inégale mais souvent admirable.

Admirable par cette intensité jarruche qui s'exprime avec une naïveté brute et savoureuse, sans l'habituel et parfois la rouerie trop visible des œuvres de la maturité, et dont le jallissement pur se retrouvera, magnifié par le génie et le talent, dans Simon Boccanegra et Otello.

Admirable aussi par cette humanité, sans doute mise à l'é-

par ses récents malheurs, qui affleure ici comme dans Rigoletto ou Le Trouvère, cette bonté qui pénétré tous les personnages, même le terrible Nabuchodonosor, juppé par la foudre, prisonnier de sa fille adoptive, qui se convertit à Dieu et libère les juifs, même l'indomptable Abigaille, qui meurt en demandant pardon et en bénissant l'union de celui qu'elle aime, Ismaël, avec sa rivale Fanaana. Le drame de l'ambition et de l'orgueil dément, de l'oppression et de la captivité, est ainsi tout enveloppé de tendresse charnelle, celle qu'exprime le célèbre chœur des juifs au bord des festes de Babylone, Va pensiero, suill adoré, qui ne peut pas ne pas être l'âme du petit paysan de Bussato, si attaché à sa terre natale.

Les chœurs, qui jouent un rôle capital dans Nabucco, sont une des réussites de la représentation, grâce à l'amaigame des masses bordelaises et toulousaines pleines de conviction et d'émotion, superbement dirigées, comme toute l'interprétation, par Michel Plasson avec une jougue, une netteté et un lyrisme qui subjuguent. Et c'est aussi le point fort de la mise en scène de Gérard Boreau (par ailleurs très soignée, malgré certains gestes un peu conventionnels) qui a composé de très beaux groupes, dont les mouvements d'ensemble sont renforcés par la beauté expressive des visages et des attitudes indolentes, ainsi que par le dispositif scénique de Pierre Castex, comme l'écroulement de la tour de Babel, une sorte de cratère défilant par les portes des coulisses, comme mentales qui enveloppent et emprisonnent le peuple vaincu.

Les solistes sont tous de qualité, avec des voix d'une belle étoffe pressive, notamment Domingo Glati, grand ténor, qui au style noble de basse slave, et Antonio Beracque (Ismaël), dont le timbre léger et joyeux colore rappelle celui de Luigi Alva. Tous deux, par ailleurs, ont une intensité fantastique comme celle d'Elena Sulistis, avec des sonorités d'instrument à anche à la

manière de Callas ; elle ne maîtrise pas entièrement les richesses et le volume de son timbre dans un registre redoutablement étendu, mais déploie une virtuosité technique et une puissance extraordinaires. Un phénomène, même si Angeles Gulin conçoit parfois le cabotage et l'art dramatique.

L'Orchestre de Bordeaux se surpasse sous les ordres de Plasson, grand triomphateur de la soirée, qui a rendu sa vie et son sang à cette étonnante partition. Rappelons que celle-ci n'a pas été représentée à Paris depuis cent trente et un ans ; mais il semble que Nabucco à l'Opéra en 1976. On ne peut que s'en réjouir.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations à Bordeaux, les 17 et 21 mars, puis à Toulouse à partir du 28. Nabucco sera enregistré pour la télévision par FR 3.

Jazz

LE WEEK-END

DE MICHEL PORTAL

Un concert de Portal ne ressemble jamais au concert de Portal qui l'a précédé et non point, comme on pourrait le dire à propos d'un Archie Shepp ou d'un Keith Jarrett — deux des plus grands — parce que, d'une part, la fatigue d'un voyage ou, à l'inverse, le bénéfice d'un repos feraient une différence d'humeur, parce que, d'autre part, le musicien s'empare d'un style ancien, ce se l'appropriant, en gardant une fois l'esprit (par affection), soit encore à l'heure (pour rire), soit encore à l'heure (pour sérieux) de la recherche d'un style nouveau.

Non, ce n'est pas cela, ce sont ces pas cela seulement qui fait que les musiques de Portal à Chailot, une première fois à l'automne passé, et une seconde fois en cette fin d'hiver, furent incomparables. Il faut comprendre que Portal refuse de s'installer dans quelque formule que ce soit, fille-elle inventée par lui-même. Il varie son entourage, les conditions de l'expression, la finalité du jeu collectif. Il y avait, samedi, deux solistes (dont Vinko Globokar, l'un d'eux) et deux rythmiques (dont Bernard Lubat qui l'économise de sa présence aux concerts de Portal tend le moins amovible). C'était un ensemble neuf, qui se lançait en aventure.

Une préparation, susceptible, de quelques cellules, au moins, ou figures — leurs définitions nouvelles sont floues — n'a pas toujours donné lieu aux explorations les plus abondantes. La volonté de spontanéité risque, chaque fois, une partie difficile. Le lendemain, en concert égoïste, en direct à la radio, Portal, avec le New Phonic Art, réalise un monde sonore certainement plus dense — et burlesque à la fin — en compagnie avec Jean-Pierre Drouot, Carlos Albin, et Vinko Globokar. Musique libre, assurément, et qui dépasse beaucoup de jazz libre par bien des côtés, non sans les avoir entendus.

JACQUES SICLIER.

LUCIEN MALSON.

COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES



12 films de JORIS IVENS et MARCELINE LORIDAN

ST SEVERIN TEL. 033.50.91
L'USINE DE GÉNÉRATEURS (2 H) - LES ARTISANS
UNE HISTOIRE DE BALLON - LYCEE N° 31

ST ANDRÉ DES ARTS TEL. 326.46.16
LA PHARMACIE (1 H 14)
UNE FEMME, UNE FAMILLE (1 H 41)

GIT LE CŒUR TEL. 326.80.25
AUTOUR DU PÉTROLE (1 H 21) - LE PROFESSEUR TSJEN
IMPRESSIONS D'UNE VILLE : SHANGHAI
REPÉTITION A L'OPÉRA DE PÉKIN

QUINTETTE TEL. 033.35.40
LE VILLAGE DE PÊCHEURS (1 H 35) - UNE CASERNE
ENTRAÎNEMENT AU CIRQUE DE PÉKIN

صلى الله عليه وسلم

théâtres

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :
Fric Story
Deux-Anez, 21 h. : Serre-vis compris
Dix-Beures, 22 h. : Vally, François

Le music-hall

Le music-hall

Palais des congrès

Palais des congrès, 21 h. : Tom Jones.

Les concerts

Les concerts

Les concerts

Centre culturel du Mirail, 19 h. 30 :
J.-J. Kantorow, P. Kandelakow
Musique piano (Mozart, Brahms,
Prokofiev).
Maison de la radio, 20 h. 30 : Orchestre
de la radio de France
N. Sauti (Zemzouk).
Théâtre Bécarrat, 20 h. 30 : Inter-
prétation de la comédie de
(Schwarz, Mitraglow, Redolici,
Hiebel).
Théâtre Lécasson, 20 h. 30 : F. Bach-
mann, T. Adamopoulos, E. Rigouto.
Théâtre de l'Europe (Lhman).
Salle Garavat, 20 h. 30 : Nouveau
Quatuor hongrois (Beethoven).
Théâtre de la ville de Cannes, 20 h. 30 :
Duchêne (Ramsen, Mozart, Compe-
rin, Diabelli).
Théâtre de la musique, 20 h. 30 :
J.-F. Millow, piano (Mozart, Chopin,
Prokofiev, Scriabine).
Théâtre de la ville de Cannes, 20 h. 30 :
(musique électro-acoustique).
Église Saint-Séverin, 20 h. 30 :
Théâtre d'opéra (Bartók, Liszt,
Bach).
Salle Cortot, 21 h. : Société nationale
de musique (Mozart, Beethoven, Robert
Weber, Massen, Thomso).

Vincennes Théâtre Daniel-Sorano

20 h. : Kadig, Djiboutjep.
Théâtre Mouffetard, 30 h. 30 : Alain
Pinzolle Quartett.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

Chailhot, 20 h. 30 : la Chambre, de
M. Mitrani; 22 h. 30 : Bajazet,
de M. Mitrani.

Chailhot, 20 h. 30 : la Chambre, de
M. Mitrani; 22 h. 30 : Bajazet,
de M. Mitrani.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 15 mars

Les exclusivités

A CHEVAL SUR LE TIGRE (tr. v.o.) :
 Maria, 4 (276-47-58). Studio M6-
 15 (276-47-58).
ADIEU POOLEY (tr. fr.). Brugada, 6
 (232-57-07). Paramount-Opéra
 15 (232-57-07).
ACQUERIR LA COLÈRE DE DIEUX
 (v.o.) : Studio de la Construc-
 tion, 3 (263-78-37).
A NOUS LES PETITES ANGLAISES
 (v.o.) : Studio de la Construc-
 tion, 3 (263-78-37).
ALOUETTE, 15 (233-10-29).
MONTRAPRANSE 13, 6 (54-14-27).
 15 (54-14-27).
ALPHONSE, 13 (343-19-29).
FAUTEUIL, 13 (331-56-56).
GAUMONT-CONVENTION, 16 (331-56-56).
MURAT, 19 (238-59-75).
CLUB-FATHÉ, 18 (232-27-47).
ATTENTION LES YEUX (tr. fr.). D.G.C.
 Odéon, 6 (325-71-68). Max-Linder,
 6 (770-48-04). U.G.C. Gobelin, 19
 (770-48-04).
BIG BROTHER, 15 (326-72-13).
MONTRAPRANSE, 14 (326-72-13).
GAUMONT-CONVENTION, 15
 (326-72-13). Paramount-Mallory, 17
 (758-24-24).
LES AVENTURIERS ON O'LUCKY
LADY (A. v.o.) : Saint-Denis,
 15 (232-57-07).

37-90). — V.F., *Rex*, 2° (238-63-19), D.G.C. Gobelins, 1° (233-61-99), Admiration, 1° (233-61-99).

1879. — 359-53-43, Magic Convention, 15° (828-20-46), Murat, 1° (288-98-75).

LE SEIGNEUR ET LES MECHANTS (Fr.), Lait-Saint-Germain Ruchetta, 5° / 1633-87-96, Collège, 5° (358-23-48), François, 5° (770-33-88), Nord-Chêne, 5° (770-33-88), 1° (770-33-88), Expansus-Pathe, 14° (328-61-63).

CALMOS (Fr.) (**): Berlytz, 2° (742-80-32), Chiny-Palace, 5° (853-61-99), 1° (853-61-99), Les Nations, 12° (243-04-87), Fauste, 12° (333-56-88), Montparnasse-Pathe, 14° (328-60-13), Cliechy-Franco, 14° (328-60-13).

LA CECILIA (Fr.): Racine, 6° (623-43-71).

CE GENDRE (La P.); Studio Galandio, 14° (823-72-71) et 14 Juillet, 11° (387-20-81).

CERINIQUE DES ANNEES DE
BONHEUR (Alg., v.o.): Mexico, 15° (850-83-98).

[illegible][illegible]

LE GUEPHER, film français de

Roger Pigant. Capri. 9.
 (386-11-09). Arlequin. 7.
 (386-11-09) & (322-41-46).
 Paramount Opéra. 9. (073-
 34-37); Paramount Gaîté. 14.
 (328-36-34). Cambrinus. 14.
 (328-36-34). Les Femmes de
 l'Ille. 17. (708-24-24). Les Impas
 (322-47-64).

LE JUGE ET L'ASSASSIN. Film
 français. Bertrand Tavernier. Le
 Marivaux. 2. (742-53-80). Pu-
 blicité Saint-Germain. 5. (222-
 74-88). Balzac. 9. (338-52-70).
 Les Éditions Elysees. 10.
 (69-34). Paramount Orfèvre. 14.
 (540-43-01). Paramount Mail-
 ling. 17. (758-24-24).
 Rogers. 18. (806-52-27). Studio
 Alpha. 5. (033-39-47). Pa-
 ramount Montparnasse. 14.
 (332-22-75).

JANUS ET LES TOLUCES. Film
 français de Yannick Bellon. La
 Cité. 5. (337-40-98). OGC
 Odéon. 7. (337-41-08).
 (337-40-98). Madeline
 Gasmont. 8. (072-56-03). Bien-
 venue Mootparnasse. 15. (544-
 22-22).

25-42);
 X.M. film scénarisé d'O Sam-
 bora, Noctambules, 6° (832-
 43-54); Jean-Randol, 9° (874-
 40-75); UGC Marbœuf, 8°
 (225-47-19)
MAGICAL. MYSTERY TOUR.
 film anglais sur les Beatles
 V.G. Grands-Augustins, 8°
 (633-22-13); Actioo Républi-
 que, 11° (825-31-33).
L'ACROBATE film français de
 Jean-Daniel Pollet, Salut-
 Germain Village, 3° (633-87-59);
 Elysées Lincoln, 6° (359-38-14);
 Salut-Lazare Pasquier, 8° (387-
 35-43); Caméraone, 15° (734-

FILMS DECAIMALES DO FUTUR
O film americano de R. Fuest
V.G.: Syta, \$ (833-08-68)
UCC Marbeuf, \$ (225-47-18)
V.G.: Hausmann, \$ (770-
15-53)

COMENT PUKONG OPLACA
LES MONTAGNES, film Tra-
ce de Joris Ivens et Ma-
rine Lordin. Solent-
\$ (361-48-92) Gal. André de
Arta, \$ (326-48-18); Studia
Or-Je-Cruz (326-80-23); Quo-
teta, \$ (332-35-30).

JE TAIME, MOI NON PLUS
O film francês de Guy Gelin-
bour. Buñfleurise, \$ (333-
78-26); Gaumont, Champe-
Elysées, \$ (339-04-87); Oat-
mont Opéra, \$ (072-95-48)
de Paris, \$ (333-78-26).
Montparnasse Patbé, \$ (326
63-13); Gaumont Conventio-
nal, \$ (328-43-77); Clichy Patbé,
\$ (332-37-41).

LES ANGES SAADORES, film
do espanhol Mano Paul, sin-

[illegible]

ACCATONE (It. v.o.) : La Pagode.

LES HAUTS DE HURLEVENT (A.
v.o.) : Mee-Mahoo, 17° (380-24-81) ;
les Templiers, 3° (272-94-58. —
V.f. : Capri, 2° (508-11-69).
MEDES (It., v.o.) : La Pagode, 7°
(851-12-15).

J. RENOIR : Acacia, 17° (754-97-83).

13 h. : le Fleuve ; 13 h. : la Marinellaise ; 17 h. 15 : le Testament d'Alfred ; 19 h. : les Nuits de Sam. ; 20 h. 15 : le Règle du jeu ; 21 h. 45 : la Grande Illusion.

FELLINI (v.) : Ramezani, 16^e (285-64-64), jeu. à 22 h. sam. à 18 h. 30, dim. à 19 h. ; Les Nuits de Sam. ordinales ; ven. à 22 h., dim. à 22 h. ; les Nuits de Cabiria ; sam. à 17 h. ; la Dolce Vita ; sam. à 22 h., jeu. à 17 h. 30 ; mat à 22 h., dim. à 19 h. ; Les Nuits de Sam. ; 14 h. jun et 22 h. : U Bidone

CHAMPOLLION A CHOISI (v.), 5^e (033-51-80) : Jours tranquilles à Clichy (v.)

CLICHY (v.) : R. R. ET LE NOUVEAU C. CINEMA RANDOIS (v.) : Olympe

AMERICAN GRAFFITI (A. 7.0) :

Luxembourg, 30 (633-97-77):
à 10 h. 12 h. et 24 h.
à 10 h. 12 h. et 24 h. (v.o.)
La Claf, 55 (337-90-90), à 12 h. et
24 h.
CASABET (a. v.o.) : Châlet Vic-
tor 1^{er} (508-91-14), à 20 h. et
24 h.
DBHORS, OEDANS (F.) (**):
le Seine, 35 (325-92-46), à 12 h. 30.
à 10 h. 12 h. et 24 h. (v.o.) : le Seine, 35
(325-92-46), à 12 h. 12 h. 30.
LES DOCTES DE LA CLAF, à la Claf,
337-90-90, à 10 h. 12 h. et 24 h.
UNE FEMME S'EST ENNUYÉE
(F.) : Saint-André des-Arts, 35
(325-49-10) à 12 h. et 24 h.
UN CROISÉ, à la Claf, 55
(337-90-90) à 12 h. et 24 h.
LES VOYAGES DES COMÉDIENS (G.
v.o.) : le Seine, 35 (325-92-46)

LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE (P.T.)
Olympic-Entrepôt, 14^e (783-67-42)
SOUS LES PAVES, LA PLAGE (AU

ELYSEES LINCOLN - STUDIO RASPAIL - QUARTIER LATIN

Un Film de **Andrzej WAJDA**

LA TERRE DE LA IDE DROM

GRANDE PROMESSE

Selectionne OSCARS HOLLYWOOD 1976

U.G.C. BIARRITZ — HAUTEFEUILLE — DRAGON — GAUMONT-SUD — BIENVENUE MONTPARNASSE — ROYAL HAUSSMANN — SAINT-LAZARE — PASQUIER — CAMBRONNE — LES 3 NATION — TRICYCLE ASNIÈRES — PARLY 2 — FLANADES SARCELLES — CARREFOUR P ANTIN — ARTEL NOGENT

on adorera,
on se passionnera
pour
**"la meilleure façon
de marcher"**
c'est le film le plus juste,
le plus ambigu,
le plus émouvant et
le plus drôle du moment

PARISCOP J.M. BESCOSS

de 13 ans

PATRICK BOUCHITEY

CHRISTINE PASCAL

de marcher.

صیغہ من الّاہل

**ANNUNCIATEUR
DE GESTION**

PARIS MS WEL

RESPONSABLE EXPORTATION

INGENIEUR haut niveau

cherche pour poste en ALGERIE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société française région OUEST
leader dans sa spécialité recherche

JEUNE CADRE
doué d'initiative

ayant :

- formation E.C.O. - I.E.P. Licence Économie ou Gestion ;
- connaissances comptables niveau D.E.C.S. ;
- une expérience de quelques années trésorerie clients ou montage crédit documentaire moyen terme est indispensable.

Sera chargé de :

- gérer la trésorerie ;
- monter les dossiers de crédit export (moyen terme) ;
- régler les problèmes juridiques et contentieux connexes.

Ce poste comporte de larges possibilités d'évolution.

Env. curriculum vitae, salaire souhaité et photo sous n° 46798, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

GRANDE VILLE LORRAINE
ENTREPRISE BATIMENT
(et T.P.) C.A. 1976 : 50 M., solidement implantée recherche :

INGÉNIEUR T.P. ou ÉQUIV.
HAUT NIVEAU

35 ans minimum - 10 ans dans le Bâtiment pour la fonction

D'ADJOINT au DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste correspondrait à un spécialiste pouvant justifier d'avoir déjà assumé des responsabilités complètes :

- techniques,
- commerciales,
- de gestion et de rentabilité,

par exemple en qualité de :

CHEF D'UNE AGENCE IMPORTANTE

Poste d'avenir rémunération élevée. Intéressant. Possibilité de prise de participation.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 2157 à :

CORT 65, avenue Kléber, PARIS (16^e) Discretions assurées.

SANDVIK S.A.

Nous sommes la filiale d'une importante Société Suédoise. Nous recherchons dans le cadre de notre décentralisation à ORLÉANS - La Source :

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

(Référence F 111)

Chargé d'analyser les éléments constitutifs de la rentabilité du département :

- de mettre au point le budget tournant des ventes ;
- d'alerter la direction sur les écarts constatés en proposant des solutions.

De plus, il collectera et analysera les statistiques internes et en assurera la diffusion.

UN ASSISTANT MARKETING

(Référence C 132)

En collaboration avec le Chef de Service Marketing du Département Commerce (outils coupants), il préparera et présentera les budgets à moyen et long terme après avoir collecté les informations et les statistiques nécessaires. Il serait souhaitable de connaître la machine-outil et de savoir utiliser l'informatique.

Ces deux postes supposent une formation de type Ecole Supérieure de Commerce ou Sciences Économiques complétée par une première expérience dans un poste similaire. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

12^e mois - Prime de vacances - Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :

SANDVIK, Service du Personnel, Boite postale 114, 92098 NEUILLY-LEZ-ORLÉANS. Discretions assurées.

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2.200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes)
recherche pour son usine du MANS (1.300 personnes)

UN CHEF DES SERVICES
ENTRETIEN ET SÉCURITÉ

Ce poste peut convenir à un : **INGÉNIEUR** DIPLOMÉ, ayant eu au minimum 3 ou 4 ans d'expérience dans une fonction similaire. Il sera responsable de la maintenance du parc de machines-outils (750 machines), des bâtiments, des installations, des travaux neufs et de la sécurité, qui est une fonction importante dans la Société.

Effectif du Service : environ 120 personnes.

Facilité de logement.
Très bon niveau de rémunération.
Possibilité de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. E.S. à Direction du Personnel B.P. No 80, 78301 POISSY Cedex.



emplois internationaux

beicip

DIVISION DES ÉTUDES INDUSTRIELLES

Depuis la création du BEICIP, voici 8 ans, nous avons multiplié par 3 le volume de nos travaux de conseil et avons diversifié nos activités qui couvrent pratiquement tous les secteurs de l'industrie du PÉTROLE, du GAZ et de leurs dérivés : PÉTROCHIMIE et ENGRAIS.

Notre métier nous conduit à mettre en œuvre des compétences et disciplines très variées puisque nous devons de plus en plus faire la gestion complète des projets et partager tous les soucis de nos clients.

Pour mener à bien les missions qui nous sont confiées, nous effectuons au siège, à RUEIL, tous les travaux liés à la CONCEPTION des PROJETS (études de rentabilité, études de conception technique des projets, préparation des dossiers d'appel d'offre et choix des constructeurs) et essentiellement à PÉTRANGER, les CONTRÔLES de RÉALISATION (suivi des études, achats, fabrication, construction, essais de réception) et l'ASSISTANCE à l'EXPLOITATION (conseil en organisation, exploitation, entretien, inspection, bilan, diagnostics).

Pour mieux satisfaire la demande toujours croissante de nos clients, nous recherchons des ingénieurs et techniciens diplômés ou autodidactes confirmés pour les postes suivants :

- Pour travaux de conception

- 1) **INGÉNIEURS DE PROJET** polyvalents
- 2) **INGÉNIEURS DE PROCÉDES**
- 3) **INGÉNIEURS D'ÉTUDE** dans le domaine des installations pétrolières et systèmes d'utilités.
- 4) **PROJÉTEURS TUYAUTERIE** pour l'industrie et études d'installations.
- 5) **INGÉNIEURS MÉCANICIENS** polyvalents capables de concevoir et de réaliser des machines et de la B.M.

Tous les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et avoir une pratique convenable de l'anglais.

Toutes les réponses devront faire référence au n° de profil et être adressées au : BEICIP, av. N. Bonaparte - 92500 RUEIL-MALMAISON

- 6) **INGÉNIEURS DE CONSTRUCTION** pour concevoir le montage des structures importantes : ponts, cadavres, ponts des installations ; il devra être capable d'effectuer un rôle de chef de projet.
- 7) **SUPÉRIEURS DE CONSTRUCTION** connaissant bien le montage de l'industrie.
- 8) **INGÉNIEURS** connaissant bien les problèmes d'implantation d'installations industrielles, construction, montage et montage pétroliers.

Nous sommes un groupe français de la construction mécanique (CA : 500 MF, 3 000 collaborateurs) avec une vraie dimension internationale. Notre Direction Générale souhaite intégrer

le directeur des ressources humaines

Il couvrira toute la fonction, à Lyon et sur l'ensemble des 6 usines :

- politique générale : définition et application ;
- relations sociales, dans l'entreprise et avec la profession ;
- gestion générale : statuts, rémunérations, effectifs, statistiques ;
- développement des ressources humaines : recrutement, formation, promotion.

Des cadres compétents assurent ces fonctions dans les usines et les dirigent demande une bonne dimension.

Notre consultant-étudiera, avec discrétion, les candidatures des directeurs qui voudront bien se mettre en rapport avec lui. Il s'attachera, bien sûr, aux compétences techniques mais aussi, et surtout, aux motivations, aux qualités humaines de l'homme cherché.

La rémunération élevée est en rapport avec les responsabilités à prendre.

Écrire à Mme G. DILL, ss réf. 345 LM.

ALEXANDRETTI S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

Important Groupe Bâtiment T.P. recherche

JEUNES INGÉNIEURS
E.C.P. - E.N.P.C. - E.T.P.

Des missions de Travaux : - O.C. ou Bâtiment - leur seront confiées (gestion humaine et financière, technique) dans une entreprise régionale, sur les régions Ouest et Nord du département.

Par la suite, l'évolution pourra se faire au sein du Groupe, dans d'autres activités et éventuellement à l'étranger.

Envoyer dossier personnel à : **BOUAT JD/MS**, BAVAS - 138, avenue Charles-de-Gaulle, 92098 NEUILLY-SUR-SEINE.

Important groupe français MATIÈRES PLASTIQUES recherche pour le SUB DE LA FRANCE

ingénieur développement
résines styréniques

Ayant une bonne expérience des résines styréniques et des technologies de transformation.

Il faut parler l'anglais et si possible l'allemand.

Le poste implique des déplacements dans toute l'Europe.

Avant de faire acte de candidature demander la notice d'informations s/réf. 5103 M.

egor 75009 Paris

Très Important Groupe International recherche pour le secteur Océan Indien et Afrique Centrale de l'une de ses divisions à succursales multiples

ANIMATEUR DE GESTION

Le candidat choisi, âgé de 30 ans minimum sera :

- Diplômé D.E.C.S. ou équivalent ;
- Avoir le sens du goût de la formation ;
- L'expérience des comptabilités des sociétés et de la fiscalité ;
- Des connaissances en informatique seraient appréciées ;
- Résidence à TANANARIVE, avec déplacements dans le secteur d'intervention.

Ad. lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé à : **P. LICHAD S.A.** sous réf. n° 3.001 - 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
Vocation internationale recherche :

DIRECTEURS DE TRAVAUX
pour gros chantiers à l'étranger

Exigé :

- Âge minimum 35 ans ;
- parfaite connaissance anglaise ;
- expérience en T.P.

Situation d'avenir pour Cadres dynamiques.

Écrire avec C.V. manuscrit et photo, n° 45.515, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CENTRE DE CONSULTATIONS
recherche pour BORDEAUX des

JURISTES DE DROIT PRIVÉ

ayant une solide formation théorique, licence en droit au minimum.

Une expérience d'enseignement en faculté, de notaire, avocat, avocat, conseiller juridique, juriste d'entreprise, serait appréciée.

Situation stable et rémunération intéressante.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à **CRIDON** BORDEAUX-TOULOUSE, 8, rue Malby, 33000 BORDEAUX.

PARFUMS WEIL
recherche

RESPONSABLE EXPORTATION

pour magasins Hors Taxes Européens, marchés AMÉRIQUES SUD et CENTRALE, CARAIBES 50 % voyages.

Anglais, Espagnol courant exigés.

Expérience Vente Produits de Luxe à l'exportation requise.

Niveau E.C.O. ou formation similaire.

Âge minimum 27 ans.

Libre de suite.

Réponse manuscrite et curriculum vitae à : **PARFUMS WEIL**, 15, rue Courcambert, PARIS 75016.

Pour lui confier des responsabilités d'étude de projets à l'étranger, une société d'ingénieurs conseil, recherche un

INGÉNIEUR HYDRAULIEN

ayant acquis dans les pays d'outre-mer, une expérience d'une dizaine d'années en

HYDROLOGIE GÉNIE RURAL

Il doit être rompu aux études de ressources en eau, de dimensionnement d'ouvrages de franchissement de cours d'eau, d'aménagement hydro-agricole. Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature sous la réf. 88.201 à I.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 - PARIS - Cedex 02.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pour mission en Allemagne. Ingénieur ou équivalent : 4 ans d'expérience minimum sur microcalculateur. Taux réel. Connaissance H.B. 315 - 74 - P.D.P. 11 appréciée.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 346 - COPAF, 40, rue du Châtel, 75001 - PARIS.

PROJÉTEUR AUTOMOTIF ou ROUTIER

Ayant quelques années d'expérience. Les candidats libres sous peu de temps peuvent écrire en indiquant leurs prétentions (C.V. et photo) sous réf. 82/102 à I.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 - PARIS - Cedex 02.

KAWNEER S.A.

Spécialiste de la fabrication et de la vente de systèmes architecturaux en aluminium recherche

directeur de fabrication

30 ans minimum

nous recherchons formation Ingénieur, 5 ans expérience de la direction, production dans une usine de plus de 20 personnes. Expériences de fabrication dans l'industrie légère du process. Un Ingénieur de production efficace, parfaitement habilité aux outils et machines utilisés dans une grande usine, pourrait convenir. Mission : Responsable devant le directeur général de l'ensemble des problèmes de fabrication, il assurera également les responsabilités suivantes : embauche du personnel ouvrier, formation, relations employeurs-employés, établissement et suivi des coûts de production et du budget de fonctionnement production. Il sera membre du Comité de direction de la Société.

Anglais oral ou écrit indispensables.

Adresser lettre manuscrite CV et photo récente à : **KAWNEER S.A. Zone Industrielle** 34740 VENDARGUES

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET
recherche

pour son Centre Informatique IBM 370/145 DOS/VS avec Télésystème

PROGRAMMEURS COBOL
Niveau L.V.T. minimum

Les candidatures, accompagnées d'une photo et d'un curriculum vitae manuscrit, seront adressées à la :

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET
Service du Personnel, 20, rue de la Godde, 45000 SAINT-JEAN-DE-SOIR.

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT MARKETING
OUEST

Une importante société de mécanique générale, premier français dans sa spécialité - 1500 personnes - recherche un jeune diplômé GRANDE ÉCOLE, quelques années d'expérience (X, ECP, Mines, INSEAD, MBA, HEC, ESSEC...) pour assumer la fonction de Directeur du Développement-Marketing. Ce poste est susceptible d'une évolution ultérieure. Placé en position fonctionnelle et dépendant directement du Président, il lui sera demandé de préparer l'avenir de la Société. A l'issue d'une période de formation, il se verra progressivement confier des responsabilités plus importantes.

26 rue Marbauf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 543M2

INGÉNIEUR haut niveau
recherché pour poste en ALGÉRIE

(grande banlieue d'ALGER) par société d'études française, pour prendre responsabilité département ingénieurs d'un établissement d'enseignement supérieur (école mécanique), 35 ans minimum, pouvant se libérer très rapidement, expérience industrielle et pédagogique. Contrat de durée indéterminée. Avantages sociaux français maintenus. Logement assuré.

Ad. C.V. détaillé man., photo et prêt. ss le n° 571, AXIAL Publ., 21, rue du 14-Juillet-1944, 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,69

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux

GLAENZER SPICER

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2.200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes)
dans le but de renforcer la progression continue de son développement recherche pour son usine du MANS (1.300 personnes)

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT
ayant un minimum de 4 ans d'expérience dans un service MÉTHODES, pour le poste de :
RESPONSABLE DES TECHNIQUES DE FABRICATION
(création de poste)

Chargé des rationalisations, des techniques, et procédés d'usinage, études des temps, amélioration des conditions de travail.

Facilités de logement.
Très bon niveau de rémunération.
Possibilité de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et présentations sous la réf. T.F. à Direction du Personnel, B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

HEWLETT PACKARD GRENOBLE

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

— ayant reçu une formation d'ingénieur électronique, il aura acquis durant un à trois ans une expérience sur matériel informatique ;
— nous lui offrons, après formation, la responsabilité technique d'un ou plusieurs instruments fabriqués à Grenoble ;
— anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé à HEWLETT PACKARD, Service du Personnel, 5, rue Raymond-Chanet, 38000 GRENOBLE.

JEUNES INGÉNIEURS

Très importante Société Industrielle Française (15 000 pers., CA sup. à 2 milliards F) recherche
JEUNES INGÉNIEURS
● Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines...)
● Première expérience industrielle appréciée ;
● Possibilité de carrière très évolutive dans un groupe extrêmement diversifié et pratiquant une gestion dynamique et ouverte de ses Cadres. Postes en province.
Adresser CV sous réf. 72040 A

➔ ORES SEGE 11, Allée de Roberteau 67000 STRASBOURG

OLDHAM

DIRECTEUR COMMERCIAL 120.000 F
BATTERIES AUTOMOBILES
+ voiture

Un des principaux fabricants européens de batteries recherche son directeur commercial pour le marché français.

Le candidat, âgé d'au moins 28 ans, aura une expérience pratique d'au moins cinq ans dans la vente des batteries automobiles en France. Il sera en mesure de démontrer sa réussite dans ses précédents postes.

Ce poste offre à un homme énergique et entreprenant l'opportunité d'une carrière passionnante et substantiellement rémunérée.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
OLDHAM - B.P. 80 - 61200 ALENÇON

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

TOURS — 100.000 F.

La Société est la première en France sur son marché : C.A. 32 millions - 2 usines - 220 personnes. Elle recherche un ingénieur d'au moins 35 ans, diplômé A et M, ICAM, IDN ou équivalent pour succéder au Directeur Technique actuel et, à moyen terme, lui succéder. La fonction couvre les Etudes, les Achats et la Fabrication. Le cadre retenu interviendra d'abord au niveau de l'organisation des services techniques et de la production. Une expérience de plusieurs années comme responsable de production est indispensable et aura été acquise de préférence dans le travail des métaux en feuille ou le charpente métallique.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 576M2

CHEF DE PUBLICITÉ

3 à 5 ans d'expérience, homme de contact et de recherche par Agence de province proche gros centre.
Nous n'offrons pas un salaire de P.-D.C. parisien, mais de réelles possibilités pour un homme responsable et désireux de se créer une situation évolutive dans le calme.

Répondre sous le n° 273.455 M, à REGIE-PRESS, 65 bis rue Reaumur Paris (2), qui transmettra.

Expert-Comptable Alaccio cherche pour le second degré collaborateur (travaux) possédant min. O.E.C. et 2 ans d'expérience. Cabinet Libre indépendant. Ad. C.V. manuscrit à Haves, Alaccio, n° 180.324.

Cocciat, OLIVETTI Eyvonne et Alaccio, offre Tr. h. situation et haut salaire à

TECHNICIENS
cumulés, le matériel de gestion OLIVETTI.

Ecr. 3M SIGEM, 19, avenue Maréchal-Solmi, 67000 Strasbourg.

Tél. 1 16 (9) 25-40-43.

IMPORT. SOCIÉTÉ TRAVAIL DES MÉTAUX recherche

PROXIMITÉ DE ROUEN
INGÉNIEUR

A.M. ou I.C.A.M.
environ 5 ans d'expérience, pour poste chef de service techniques. Evolution vers Adjoint chef service technique.

Adresser C.V. à : n° 418 L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui transmettra.

LES POMPES GUINARD

recherche pour leur usine d'Annecy

DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS
confirmé A.M. ou H.E.C. (volume appr. 50 à 80 MP). Anglais soigné.

INGÉNIEUR A.M. ou ENI

2 à 3 années expérience Industrielle. Spécialisation production - Atelier Usinage - Mécanique générale ou méthodes.

Ecrire avec C.V. :
POMPES GUINARD
B.P. 725
74015 Annecy.

les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30

ou

233.44.31

pour tous renseignements : 233.44.21

Les numéros communiqués sont 15 heures par jour de la semaine.

offres d'emploi

offres d'emploi

ENGINEERING INTERNATIONAL

réalisant clés en mains des

INSTALLATIONS DE TRAITEMENT EAUX, AIR, DÉCHETS SOLIDES

ayant à construire 2 usines au Proche-Orient, recherche pour PARIS :

3 INGÉNIEURS D'AFFAIRES ANGLOPHONES HAUTEMENT QUALIFIÉS DANS LEUR BRANCHE

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent
spécialement chargé des manutentions.

Une solide expérience des installations à feu continu comme exploitant ou responsable de l'entretien, et si possible des chantiers à l'étranger est indispensable.

(référence 2131)

INGÉNIEUR THERMICIEN
chargé des réseaux d'eau, effluents, air comprimé, des installations de traitement des fumées et gaz brûlés, et de tous les conditionnements d'air et de ventilation.

Il doit posséder une forte expérience de l'installation thermique (par exemple chauffage urbain, distilleries...) ou une très bonne expérience chaudronnerie, tuyauterie, doublée de connaissances de chauffage.

(référence 2135)

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN HYDRAULICIEN
de haut niveau

chargé des broyeurs et machines tournantes, des digesteurs, de l'atelier d'entretien. Une bonne expérience de l'installation ou de l'entretien des machines tournantes, engins, presses... est indispensable.

(référence 2136)

Priorité aux candidats possédant une expérience d'Engineering et des chantiers outre-mer. Ces postes s'adressent à des candidats passionnés par l'Engineering et par un travail en équipe avec une Direction jeune et dynamique, soit désireux de poursuivre une carrière d'Engineering intéressante au sein du groupe international, soit d'effectuer un contrat de 3 ans pour mener à bien la mission présente.

Voyages fréquents de courte durée. Ces 3 postes sont à pourvoir dans le plus court délai.

Adresser C.V. et présentations au président la référence à Mlle DANGER. Discretion assurée.

Les candidats sont priés d'indiquer les sociétés auxquelles leur C.V. ne doit pas être transmis.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche

LIBRES RAPIDEMENT
en vue de renforcer les services de gestion

1) DE SON AGENCE DE PARIS-8
2) DE SON AGENCE DE LA DÉFENSE (92)

DES GESTIONNAIRES DE SYNDICATS DE COPROPRIÉTÉS CONFIRMÉS

Les candidats retenus devront être de formation supérieure licence en droit I.A.R., I.O.H., etc. et avoir tenu un poste similaire pendant plusieurs années au sein soit d'une Société d'Administration de biens, soit d'une Société Immobilière.

Ecr. avec C.V. détaillé et présentations, n° 46.889, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ ALFORTVILLE (94)

recrute

POUR LABORATOIRE DE RECHERCHES ANALYTIQUES PHARMACIEN ANALYSTE

5 à 10 ans d'expérience en analyse

Adresser curriculum vitae à :

Publicité LITAS, sous la référence 3.975.

27, av. de la République, 94 - CLARESTON.

opérationnel export

Le département EXPORT d'une société de réputation internationale spécialisée dans le MATÉRIEL DE MANUTENTION recherche pour PARIS

INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORT pour appuyer son expansion vers l'ALLEMAGNE et les pays SCANDINAVES maîtrisant parfaitement l'allemand possédant l'anglais courant, faisant preuve d'un sens d'initiative et d'organisation, le candidat devra faire état de 2 ans d'expérience dans la commercialisation des biens d'équipement ou véhicules industriels.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature (n° 259) à SWEETS BP 269 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

CHEF DE PUBLICITÉ

JUNIOR Agence

— Imaginatif et excellente aptitude au marketing.

— Expérience Agence 3 ans en assistant sur BUDGETS IMMOBILIÈRES.

Libre très rapidement

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à PUBLISCOPE, sous la réf. n° 762, 11, rue Royale, 75008 PARIS.

IBM

DIVISION DES SYSTÈMES DE GRANDE DIFFUSION

(moyens et petits systèmes)

recherche pour

PARIS ET LES GRANDES MÉTROPOLIS RÉGIONALES

ingénieurs commerciaux

(Hommes ou Femmes)

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT

— Après une formation sur nos produits et à nos techniques de vente, nous leur confierons la gestion d'un territoire où ils seront responsables de leurs actions commerciales.

— Le goût, les aptitudes réelles à la vente de produits hautement sophistiqués sont indispensables.

— Les fonctions proposées offrent de larges possibilités de carrière aux candidats qui sauront faire leurs preuves.

Envoyer lettre manuscrite, CV, avec photo et présentations sous réf. 4814B à IBM - France - Service recrutement, 2 rue Maréngo - 75001 - Paris.

STÉ PAPIÈRE DE DISTRIBUTION

cherche pour son réseau de vente

CADRE CCIAL

CHEF DE SECTEUR

PARIS - OUEST

Candidate existante à développer. Responsabilité et animation du secteur.

TR. BELLE SITUAT. AVENIR

Envoyer C.V. à :

PAPETERIES BELLEGARDE, 121, rue d'Assommoir, 75008 PARIS.

IMPORTANT

SOCIÉTÉ

INDUSTRIELLE

NORD DE PARIS

recherche

UNE

ASSISTANTE SOCIALE

ayant plusieurs années d'expérience en usine.

Ecrire à M. MALBEC, 114, avenue Champs-Élysées, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-16

COMPTABLE

DECS ou équivalent

Quelques années d'expérience. Intéressé par la fiscalité.

Ad. C.V. et présent. n° 46622 CONTESSE Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE

chefs d'application

analystes

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

INDUSTRIELLE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

RECHERCHE

chefs d'application

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (mathématiques ou sciences informatiques) et avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de l'application.

- Participation avec le Chef d'Opération à la conception du système.
- Coordination et management d'une équipe de 5 à 10 personnes (analystes et programmeurs).

analystes

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (mathématiques ou sciences informatiques) et avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de l'analyse.

- Assurant les analyses fonctionnelles et organiques.
- Encadrant les programmeurs.

Les postes de chefs d'application et d'analystes supposent des déplacements en province de longue durée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Département Service du Personnel 8/10, rue d'Alsace - 75008 PARIS.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS DE THERMIQUE INDUSTRIELLE à VIELUX, recherche

UN AGENT TECHNIQUE

Niveau BACCALAURÉAT DE TECHNICIEN

- de la lecture des plans et mètre pour la préparation d'appels d'offres.
- de la rédaction d'appels d'offres et examen d'offres.
- de l'établissement de devis d'installation à partir de métrés matériels.
- connaissance des procédés de montage : levage, assemblage, soudure.
- expérience souhaitée en installation d'usines, d'équipements - chaudronnerie, en fabrication et mise en œuvre de tuyauteries, en isolation.

Adm. C.V. et prétent., sous réf. 249 M à SWERTS, B.P. 289 - 75024 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.



Société de Conseil et de Réalisation en Informatique de Gestion, nous comptons une centaine de collaborateurs et nous appartenons à l'un des premiers Groupes de Sociétés de Services en Informatique. Nous cherchons deux collaborateurs pour PARIS et la région parisienne

UN INGENIEUR INFORMATICIEN DEBUTANT

(référence M 5030)

ayant une formation de type MIAG ou ENSI
En participant à la réalisation de projets au sein d'une équipe de professionnels vous acquerez une expérience de tout premier plan : diversité des matériels, des méthodes de travail et des applications, prise de responsabilité progressive des relations avec les clients.

UN PROGRAMMEUR DEBUTANT

(référence M 5031)

ayant un diplôme d'UT en Informatique.
Après une période de formation pratique, vous deviendrez un véritable professionnel. Vous travaillerez pour nos clients dans des domaines d'applications variés et sur des matériels différents. Ecrivez en précisant la référence à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI-Sélection 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

SOCIÉTÉ 2 000 PERSONNES INSTRUMENTS DE PRÉCISION TECHNIQUE AVANCÉE

recherche à

PARIS

INGÉNIEUR

CONCEPTION INSTRUMENTS

ce poste conviendrait à INGÉNIEUR

AM - ITA - ESO ou similaire

ayant quelques années d'expérience de

MÉCANIQUE DE PRÉCISION

Il s'agit d'instruments d'optique militaire pour lesquels nous sommes leader.

Il comporte beaucoup de mécanique de haute précision. Une spécialisation en optique n'est pas indispensable au début, mais elle sera acquise ensuite.

Les fonctions de l'intéressé seront d'étudier les solutions de principe et la conception générale des instruments. Il orientera les travaux du bureau d'études sans en faire partie, ceux de l'atelier prototypes et ceux de l'usine pour les difficultés de fabrication. Il sera en liaison étroite avec les services techniques des administrations françaises et même étrangères, pour lesquels nos qualités de contact humain seront appréciées.

Envoyer C.V. à SOPHEM à l'attention de M. SERRE, 102, rue Chaplain 92000 LEVALLOIS-PERRET



POUR SES ACTIVITÉS logicielles

GESTION

COMMUNICATIONS

SYSTEMES

SCIENTIFIQUES

le Département

CONSEIL ET APPLICATIONS

Recherche plusieurs

INGÉNIEURS

débuteurs grandes écoles

ou équivalent

Env. C.V. et objectifs professionnels à

Mlle RAUDIN,

Control Data - 185, rue de Bercy,

75582 Paris Cedex 12 - Tél. 345.50.45.

Premier Fabricant Européen d'Aliments du Bétail

SANDERS

recherche

pour postes technico-commerciaux, en régions, avec large délégation de responsabilités au niveau du développement des ventes

JEUNES AGRONOMES ET VÉTÉRINAIRES

ayant le goût et le sens des contacts humains.

- Formation technique complémentaire assurée par l'entreprise.
- Possibilités de développement de carrière suivant aptitudes.
- Activité au sein d'une équipe dynamique.

Adresser curriculum vitae et photo à :

SANDERS S.A.

Service du Personnel

17, quai de l'Industrie

91200 ATHIS-MONS.

Importante Société de consommation durables recherche

Chef de région

pour animer et contrôler le réseau de distribution sur un secteur à déterminer.

- Expérience commerciale, dynamisme et esprit d'équipe indispensables.
- Libre le 1er mai.
- Salaires en rapport avec la compétence et l'expérience.
- Voiture fournie + frais déplacements.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions et photo sous référence 1182 à INTER PA, 19 rue St-Marc 75002 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION RECHERCHE

DES INGENIEURS MECANICIENS

POUR LA COORDINATION DE DOSSIERS D'APPAREILS SOUS PRESSION

Vous travaillez depuis plusieurs années dans les domaines de la chaudronnerie, de la tuyauterie, des appareils sous pression.

Vous avez donc, maintenant l'expérience qui vous permettra de constituer et d'instruire des dossiers à présenter au service des Mines.

Des déplacements - de courte durée - sont à envisager, car vous devez être en mesure de vous déplacer.

Plusieurs postes sont à pourvoir.

Ecrire à No 46852, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche pour son activité

TISSUS D'INTERIEURS

inspecteur des ventes

Mission : Promotion et vente de tissus d'intérieur auprès des décorateurs, architectes, etc... en France et au Bénélux.

Voyages fréquents.

Profil : Le profil du candidat sélectionné correspondra au standing de la clientèle à visiter.

Une collection de prestige, unique dans sa conception, offrira au candidat retenu, des possibilités exceptionnelles de développement et d'avenir.

Il sera directement rattaché au P.D.G. de la Société.

Tres introduit dans le Secteur « Tissus d'intérieurs » et « Ameublements ».

Résidence : Région Parisienne.

Nous offrons :

- Salaires fixes importants +
- Voiture de fonction +
- Frais de déplacement remboursés sur justificatifs.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : AMOS & Cie - Division Zumsteg, 18 bis rue d'Anjou 75008 PARIS.

LEYBOLD HERAEUS SOGEV

Filiale d'un Groupe International, leader dans la vente et la fabrication de matériels de vide, nous cherchons pour un poste basé à Paris dans notre Département "INSTALLATIONS SPECIALES EN METALLURGIE"

UN JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Il prospecte le marché français pour la vente d'installations "vide en vide" tout en développant les relations commerciales existantes. Il se rend fréquemment avec ses clients en Allemagne à l'usine du Groupe. Il bénéficie de l'assistance de spécialistes.

- Il a une expérience de 2 ans minimum dans le domaine de la METALLURGIE, du TRAITEMENT THERMIQUE ou de l'ELECTRICITE. Il peut être également Ingénieur Physicien ou spécialiste de Génie Chimique. Une formation lui est assurée sous forme de stages techniques. Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Même si vous n'avez pas d'expérience commerciale, écrivez sous réf. 38344 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

giser Selection 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

assister les chefs de personnel

Nous proposons une nouvelle formule de publicité de recrutement qui combine utilisation de différents médias pour un meilleur résultat et une meilleure rentabilité du facteur temps pour les Chefs de Personnel. Votre diplôme d'

UT gestion de personnel

et votre première expérience dans un département du Personnel vous ont familiarisés avec tous les problèmes en amont du recrutement : définition de fonctions, annonces de recrutement, présélection.

Ce sera l'essentiel de votre fonction chez nous, où vous devrez également animer et coordonner l'activité de l'ensemble des opératrices.

Votre C.V. sera étudié avec soin par M. Guillemo, Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

CADRE COMMERCIAL

PARIS 75.000 F +

- Pour une Société Française du secteur automobile - 2.000 personnes - leader sur ses principaux produits - filiale d'un Groupe International.

- Sous l'autorité du D.C., il sera Responsable d'une ligne de produits, dont il assurera la meilleure pénétration dans des conditions optimales de rentabilité.

- Il est requis : - Une personnalité fortement motivée et une expérience réussie dans la vente de composants industriels de préférence - 25 ans min., connaissances pratiques en mécanique et métallurgie appréciées.

Adresser C.V. détaillé + lettre motivée à Hervé LE BAUT

BOSSARD SELECTION Réf. 31454

22, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS EN TRES FORTE EXPANSION RECHERCHE

DES INGENIEURS MECANICIENS

POUR L'EVALUATION DE LA SURETE DES MATERIELS

Nous vous proposons de participer à :

- la définition des impératifs de sûreté applicables aux différents matériels,
- l'évaluation des matériels réalisés,
- l'élaboration de synthèses pour les organismes de sûreté.

Par ailleurs, vous contribuerez à la mise en place progressive d'une nouvelle réglementation sur la sûreté des matériels.

Une formation complémentaire en génie atomique vous serait un atout dans ces fonctions.

Les documents techniques que vous utiliserez seront souvent en anglais : il est indispensable de pouvoir lire cette langue.

Ecrire à No 46855, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi/Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 16 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

HONEYWELL AUTOMATION - RÉGULATION

région parisienne

recherche

INGÉNIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

dans les activités suivantes :

- systèmes de régulation de conditionnement d'air (référence ARB) ;
- systèmes de contrôle centralisé de bâtiment (référence ARB/2).

Ces postes doivent intéresser :

— soit des :

JEUNES INGÉNIEURS

attirés par une activité commerciale après formation

— soit des :

CANDIDATS PLUS CONFIRMÉS

ayant une expérience en « Chauffage, Conditionnement d'Air, Régulation » et/ou une habitude de négociations à haut niveau dans le secteur Bâtiment ou Industrie.

Salaires attractifs - Voiture fournie.

Adressez C.V., prétentions et photo en précisant la référence du poste à Direction du Personnel, 4, avenue Ampère, 75390 BOIS-D'ARCY.

TEKELC-AIRTRONIC

Société Française d'Electronique

600 personnes - 180 millions de chiffre d'affaires renforce ses structures et recherche

UN DIRECTEUR DE DIVISION INSTRUMENTATION

rendant compte directement à la Direction Générale et disposant d'une très large délégation d'autorité, il aura pour mission d'assurer et de coordonner l'activité des différentes unités concourant à la production : études et développement, fabrications, contrôles, approvisionnements, méthodes, marketing, suivi des relations avec les grandes administrations, clients, etc.

Ce poste, basé en région parisienne, implique de fréquents déplacements en province et à l'étranger. Il doit intéresser un Ingénieur, Diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 35 ans minimum, pouvant faire état d'un VÉRITABLE NIVEAU DE « MANAGER ». Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 150.000 francs.

REF. 1.048.

Envoyer C.V. détaillé au SERVICE DU PERSONNEL, TEKELC-AIRTRONIC S.F., 2 - 92310 SEVRES. Réponse assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.

BRUEL ET KJAER FRANCE

Filière du numéro un mondial dans l'étude et la réalisation d'appareils de mesure du bruit et des vibrations recherche

Jeunes ingénieurs Diplômés Grandes Ecoles

Attachés à la Direction Technico-Commerciale, ils auront à gérer avec une large autonomie le secteur de clientèle qui leur sera confié. Postes à pourvoir à LYON, MARSEILLE ET PARIS.

Formation technique et commerciale assurée en France et complétée par stages au Danemark.

Nous demandons aux candidats :

- Solide culture scientifique réellement assimilée
- Connaissances en électronique et expérience en acoustique et vibrations souhaitées
- Pratique de l'Anglais,
- Dynamisme et aisance contacts humains

Nous offrons :

- Une rémunération intéressante aux candidats de valeur : Five + 15 C.A. Voiture.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prêt, 16, 20, rue des Meuniers, 75012 PARIS.



recherche

POUR SON DÉPARTEMENT PRODUITS FRAIS B.O.F. Veuilles - Marée - Salaisons

FUTUR RESPONSABLE COMMERCIAL

Le Candidat, âgé de 28 ans au moins, E.S.C. ou équivalent, justifiera d'une expérience 2 à 4 ans de la vente des produits frais.

Il sera chargé du développement d'un secteur de produits au sein d'une équipe jeune.

Adressez C.V. manuscrit et photo à :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

S. G. C. C.

27 à 33, quai La Galle, 92100 BOULOGNE

SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TRANSMISSIONS AÉRONAUTIQUES

Société internationale exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmission de données et de communication de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes recherche, dans le cadre de l'expansion de ses activités et services :

animateurs de formation (réf F1)

Ingénieurs ou de formation universitaire équivalente, possédant :

- une solide connaissance des calculateurs et logiciels (option système) et/ou une expérience dans l'exploitation des réseaux informatiques ;
- la volonté de participer, au sein d'une équipe élargie, à des actions de formation ;
- des qualités de formateur prouvées, si possible, par une expérience dans cette activité.

chefs de projets (réf OT1)

Ils auront la responsabilité d'un ou plusieurs projets confiés à la Direction Technique.

Ce poste technico-administratif comporte la définition du projet à partir de spécifications, le contrôle qualité, l'organisation générale, l'établissement et le contrôle des plannings et budgets, des contacts avec les constructeurs d'équipement ainsi que des déplacements à l'étranger. Ce poste peut convenir à des ingénieurs ayant une solide expérience dans la réalisation de projets informatiques, télécommunication.

ingénieurs systèmes (réf DT2)

Nous demandons :

- Formation ingénieurs informatiques ou équivalente avec spécialisation sur la transmission des données et les réseaux informatiques (ENST très appréciée) ;
- Expérience minimum de 3 ans dans l'étude, à un niveau élevé, des problèmes de la communication des messages et de la réalisation des systèmes de communication en temps réel ;
- Solide connaissance des matériels de transmission automatisés (calculateurs et environnement Télécom) ;
- Connaissance en statistiques.

Nous offrons :

- Responsabilités techniques au sein d'une équipe de spécialistes ;
- Conception et réduction des spécifications fonctionnelles des systèmes et procédures de transmission ;
- Etudes et réduction des spécifications techniques dans le cadre du choix de matériel ;
- Etudes de "Feasibility" ;
- Définition et vérification de la performance des systèmes automatisés.

programmeurs systèmes temps réel (réf DT3)

Ayant l'un des diplômes suivants : maîtrise d'informatique, expert en traitement de l'information, maîtrise (Maths) Physiques, ou une bonne expérience programmation systèmes temps réel en assembleur (connaissances structures des systèmes, téléinformatique très appréciées) ;

Ils doivent être jeunes et avoir le goût des voyages et du travail en équipe.

Leur fonction : assurer la maintenance et le développement des systèmes informatiques de notre réseau.

Pour tous ces postes, une excellente maîtrise de l'anglais lu, écrit et parlé est indispensable.

Env. CV détaillé à SITA Direction du Personnel 112 avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly

Importante entreprise industrielle française recherche

UN CHEF DE PRODUIT

pouvant devenir le patron de son département

MATÉRIEL et MANUTENTION

DANS LE CADRE DE SON BUDGET, IL EST RESPONSABLE DES VENTES ET DES

RÉSULTATS.

SES ATTRIBUTIONS COUVRENT :

- la définition des produits et des solutions techniques ;
- la fixation des prix ;
- l'animation de cadres de vente et de représentants régionaux (France, Belgique, E.P.A.).

Cette situation convient à un DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE ou INGÉNIEUR ayant de bonnes connaissances en anglais (ou allemand). Agé de 35 ans minimum, il doit pouvoir diriger des hommes, coopérer étroitement avec les autres services de la Société et vendre lui-même à haut niveau.

Env. C.V. manuscrit, photo, prêt, et détail disponibl.

A.M.P. 5121 MS, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

S. S. C. I.

(Filière d'un Groupe International) recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

DE GESTION

LE SALAIRE NE SERA PAS INFÉRIEUR

A 100.000 F

Formation Grande Ecole Indispensable

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 47.025,

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet

75116 PARIS

Pour promouvoir ses réactifs

après des Laboratoires

de la Région Parisienne

recherche

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

TECHNICO-COMMERCIAL

DE FORMATION BIOLOGISTE BIOCHIMISTE

(Maîtrise, I.U.T., B.T.S., etc.)

Résidence : PARIS.

Envoyer C.V. photo et prétentions

156, bd Haussmann, 75008 PARIS (réf. n° 47343).

IMPTE STÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

recherche

CHEF DE SERVICE ACHATS

- Connaissances mécaniques indispensables ;
- Grande expérience exigée.

Lieu de travail : région parisienne.

Env. C.V. détaillé sous référence 800/MS à A.M.P.

40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

ASSURANCES INFORMATIQUE

Importante Société de Courtage d'Assurances

recherche à PARIS

COLLABORATEUR POUR JOUER

UN RÔLE IMPORTANT

DANS LA MISE EN INFORMATIQUE

DE SES SERVICES

- Le candidat doit posséder une expérience confirmée des assurances ;
- Être intéressé par l'application des méthodes modernes de gestion ;
- Obligatoirement parler couramment l'anglais ;
- Il doit avoir 30 ans minimum et gagner actuellement un salaire annuel d'environ 100.000 F.

Écrire à n° 57.300 B à Editions BLEU,

17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

CABINET D'ARCHITECTURE INTÉRIEURE

recherche

pour réalisation des chaînes de magasins :

Magasin, Supermarché, Grande Épicerie, Bazar, etc.

COMMIS PRINCIPAL

3 ans expérience minimum dans la clientèle des chaînes de magasins.

Formation Ecole Supérieure, Arts Appliqués, suivant contacts

pouvant voyager fréquemment en Province.

Résidence région parisienne - Libre rapidement.

DESSINATEUR D'EXÉCUTION

3 ans expérience minimum - Libre rapidement.

SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE

3 ans expérience - Libre rapidement.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à J.-L. PERRIER,

31, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER PARIS 17^e

recherche

COMPTABLE

(Homme ou Femme)

30 ans minimum, B.P. Bancaire ou D.E.C.S. Comptable. Connaissance anglaise, allemand très appréciée.

Adressez C.V. et photo, n° 46.707, CONTESSÉ

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

MASUUS & D'ARCY MACMANUS

recherche

UN CHEF DE PUBLICITÉ SENIOR

- 3 ans d'expérience minimum ;
- Connaissance des marchés de biens d'équipement, électroménager, alimentaire.

Qualités exigées : solides compétences marketing / Publicité

Anglais courant

Téléphone : C. SCOTT 747-12-25.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DYNAMIQUE

recherche

pour les tâches de production Nord-Ouest

de la capitale

Ingénieurs en organisation

- Formation mécanique ou chimie
- Débiteur ou ayant une première expérience industrielle
- Anglais indispensable
- Des connaissances en informatique TIME

SHAFFING P.E.R.T., M.T.M., recherches opérationnelles, sans connaissances mais non indispensables.

Au sein des différents services d'organisation ils auront des tâches :

- Des études d'organisation de la production (implantation, méthodes de stockage et manutention, optimisation des coûts de fabrication, études de temps et de rentabilité, études des départements informatiques et production).

Devant agir en conseil (S.T.A.F.F.), les candidats devront posséder excellent contact humain à tous niveaux et un sens de la persuasion.

Chef de service organisation

- Devra posséder une solide expérience dans les domaines viciés ci-dessus.

Dépendant directement des Officiers Organisation, il aura la tâche d'animer l'un des services

(8 à 15 personnes et, notamment, de promouvoir de nouvelles méthodes).

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à n° 3163

à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

Importante Société

Biens de consommation durables

recherche

Attaché Cclal export

Pour créer, développer, animer et contrôler un réseau de distribution à l'exportation en Europe.

Expérience commerciale, dynamisme et esprit d'équipe indispensables.

Une parfaite connaissance et pratique de l'anglais est nécessaire.

La connaissance d'autres langues, allemand ou espagnol sera appréciée.

Salaires en rapport avec la compétence et l'expérience.

Voiture fournie + frais déplacements.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions

et photo sous référence 1185 à INTER

PA, 19 rue St-Marc - 75002 Paris

qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION

CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

Siège Paris, recherche

ATTACHÉ DIRECTION GÉNÉRALE

A VOCATION COMMERCIALE

- Ce collaborateur prendra en charge la liaison commerciale avec les administrations, les collectivités, le secteur hospitalier, le Bâtiment, etc. Cette notion sera mise en œuvre dans le plan parisien que sur le plan national en coopération avec les Agences régionales de la Société.

Ce poste correspond à un profil de carrière et requiert une formation Ingénieur Grandes Ecoles, ou un itinéraire équivalent, avec une expérience commerciale approfondie et une connaissance du milieu chauffage et climatisation à un haut niveau de relations.

Age minimum 35 ans.

Adr. C.V. détaillée et souhaits de rémunération à :

M. J. GENEVAY - 11, Square Jamin, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes

PUTEAUX - LA DÉFENSE

recherche pour CENTRALES THERMIQUES

4 INGÉNIEURS

Formation Mécanique

Grandes Ecoles

POUR POSTES SUIVANTS :

- INGÉNIEUR Chef de Projets
- Capable d'assurer la coordination complète d'une affaire.
- INGÉNIEUR
- Spécialiste Equipement - Machines Tournantes.
- INGÉNIEUR
- Spécialiste Turbines H.P./H.T. - Robinetterie.
- INGÉNIEUR
- Spécialiste Chandronnerie - Echangeurs.

— Connaissant bien dans leur spécialité les normes en vigueur.

— Acceptant les déplacements fréquents de courte durée.

— Anglais courant indispensable.

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae à n° 47.070,

CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,36
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

jeune universitaire

Vous êtes de formation scientifique et votre goût de la technique vous a conduit à la maîtrise informatique ou mieux au DEA. Vous souhaitez persévérer dans la technique sans poursuivre une expérience purement système. Pourquoi ne pas vous lancer dans la CAD (conception assistée par ordinateur) ? Elle allie techniques de pointe (temps réel, écrans graphiques interactifs) au contact avec les services utilisateurs et suppose une maîtrise de l'assembleur jointe à une solide connaissance du système.

UN GRAND CONSTRUCTEUR (proche banlieue ouest de Paris) vous propose de rejoindre l'équipe qu'il a constituée pour développer les aides à la conception sur des 370 exploités sous OS-VS 2.

Ecrire à J. THILLY es réf. 3024 LM Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

recherche

ADJOINT DU CHEF du PERSONNEL

Ce poste exige :

- une formation supérieure (de préférence juridique) ;
- une expérience professionnelle de plusieurs années dans les secteurs public ou para-public ;
- une connaissance vécue de la gestion du personnel ;
- un sens très développé des relations humaines.

Des perspectives d'évolution de carrière s'offrent à un candidat de valeur.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo à n° 8404, « Le Monde » Pub., 5, rue des Italiens.

SOCIÉTÉ EUROPEENNE DE PROPULSION ETABLISSEMENT DE VERNON

cadre technique

recherche pour contrat à durée déterminée approximative de 2 ans

avant formation gestion PERT planning pour travaux d'analyse de problèmes, élaboration de solutions avec les responsables techniques, établissement de synthèse d'état des travaux.

Réf. 159

ingénieur

pour l'étude et l'essai de moteurs cryogéniques, suivi sous contrat à durée déterminée.

Réf. 160

Adresser curriculum vitae et prétentions en précisant référence du poste souhaité à : S.E.P. - Service du Personnel - C.P. 302 - 27207 VERNON.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE DE L'ÉVAPORATION ET DE LA CRYSTALLISATION à PARIS, recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ou équivalent, spécialisé en GÉNIE CHIMIQUE

ayant quelques années d'expérience dans l'INDUSTRIE.

La connaissance parfaite de l'Allemand est indispensable.

Après spécialisation technique à Paris, orientation possible soit vers carrière technico-commerciale en Allemagne, soit vers suivi de la clientèle allemande depuis Paris.

Adresser C.V. détaillé et prêt. sous réf. CTO 48 à

CONSEILS EN RECRUTEMENT
5 bis, rue Kappler, 75116 PARIS.

Société Internationale en pleine expansion recherche pour Paris - Champagne-Etées

CHEF COMPTABLE

- 30 ans minimum.
- Anglais souhaitable.
- Formation DECS ou équivalent.
- Bonne rémunération de départ.
- Comptabilité générale.
- Préparation des états financiers mensuels.

Adresser C.V. réf. CI à G.C. Pulcinella, 33, avenue du Maine, 75135 Paris Cedex 13.

offres d'emploi

L'un des premiers groupes français d'assurances

constitue une équipe pour promouvoir le développement de son activité d'Assurance d'Entreprises.

D recherche à cette fin des

INGÉNIEURS

AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE

Des connaissances en matière de PREVENTION seront appréciées.

Les candidats d'ingénieurs débutants seront également reçus, l'entreprise prenant en charge leur formation.

Les postes à pourvoir impliquent :

- une gde facilité de communication et le goût des relat. avec les entreprises
- la capacité d'analyser rapidement des situations souvent complexes et de contrôler les solutions proposées.

— LIEU DE TRAVAIL : PARIS ou GRANDE CENTRIS INDUSTRIELS.

— DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS.

Adresser C.V., photo et prétentions, n° 48744

CONTEXTE Publi., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. 12

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche

pour le service juridique de son

SIÈGE SOCIAL

situé dans la région parisienne

UN JEUNE CADRE

licencié du DES Droit Privé

Une expérience de 1 ou 2 ans

chez un avocat serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V.,

photo et prétentions à N° 47.034

CONTEXTE Publi., 20 av. Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui trans.

OU

SI vous êtes de formation supérieure (Grande École ou Maîtrise en Informatique),

SI votre expérience technique d'au moins 4 à 5 ans a comporté des réalisations sur mini-ordinateurs,

SI vous avez une connaissance pratique de la gestion en temps réel ou de la télé-informatique,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

expérience technique de 2 à 3 ans de préférence

sur mini-ordinateurs,

SI vous pouvez faire valoir votre connaissance des administrations ou du secteur para public,

OU

SI vous êtes de formation supérieure et avez une

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ATTACHEE DE DIRECTION - 30 ans. Lic. Sciences Eco. Sténodactylo, 3 ans expér. RECHERCHE : poste Paris, proche banlieue (sec. C).

CADRE DIRECTIONNEL - 39 ans. Expér. direction opérationnelle importante dans programmes promotionnels importants dans secteur industriel et commercial, habitat collectif et individuel (sec. A).

CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF - 38 ans. Lic. de droit, DES droit des Sociétés, droit administratif, organisation, gestion d'affaires, anglais courant, maîtrise de l'anglais, collaborateur conseil ou avocat international, ou poste service juridique ou secrétaire administratif de Société, Paris (sec. B).

INGENIEUR A.M. - 29 ans. Expériences : entretien et détection de matériels spéciaux T.P. aéronautique. RECHERCHE : poste d'ingénieur d'études dans Société aéronautique, Paris de préférence (sec. B).

s'adresser à : **ANPE**
AGENCE SPECIALE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

demandes d'emploi

ADJOINT A DIRECTION GENERALE

DIRECTION INDUSTRIELLE

INGENIEUR A.M. + I.C.G.

Expériences à l'étranger, carrière dans deux secteurs, gros problèmes, d'organisation, de structures, d'information, de circuits généraux d'information.

— Méthodes, Plans à terme, Révis. Révision, correspondance, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

J.P. 37 ans, DUT, GESTION, STAGES AGRI. CHANG, bilingue anglais, vivement intéressé par l'industrie, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

J.F. 38 ans, expérience spécialisée dans la gestion, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

— Suite à démission, CADRE PHARMACEUTIQUE, Ecr. n° 4259, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

INGENIEUR CHIMISTE

32 ans
Connaissant les problèmes de recherche (5 ans) et de production (15 ans) et les méthodes modernes de gestion du personnel.
— Formation I.C.G.
— Cherche poste de direction, de gestion ou d'exploitation.
— P.M.E. si possible.
Ecrire : n° 1713 - LE MONDE - Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

J. H. 27 ans, S.C.P.

TECHNIQUE ANGLAIS-ALLEMAND
recherche
poste INTELLIGENT et à RESPONSABILITES au sein d'entreprise animée par des gens à l'esprit MODERNE, OUVRIER, CREATIF, PASTICIER, etc.
Ecrire toutes propositions dans ce sens.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Formation : INFORMATION - PROMOTION.
32 ans.
Docteur en Droit - Sciences Po.
Bilingue : français-anglais.
7 ans expérience dans Société Multinationale, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

DIRECTEUR GENERAL (38 ans)

DIPLOME SUP. DE CO.
Anglais, allemand courant, notions Italien.
Longue expérience Direction Générale Filiale, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Intéressé par toutes propositions, y compris affiliaires à remonter.
Ecrire sous le n° 47314 à : CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ATTACHE DE PRESSE

TRÈS EXPERIMENTE
Nombre, relations milieux presse écrite, radio, TV, politique et administrative.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

JOURNALISTE

27 ans, diplôme, expérience rédactionnelle, travail dynamique à tous les niveaux, revues, ag. de presse, Ecr. n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

Directeur Général

38 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

RESPONSABLE EXPORT

32 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

ATTACHE DE PRESSE

TRÈS EXPERIMENTE
Nombre, relations milieux presse écrite, radio, TV, politique et administrative.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

JOURNALISTE

27 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

Directeur Général

38 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

RESPONSABLE EXPORT

32 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

ATTACHE DE PRESSE

TRÈS EXPERIMENTE
Nombre, relations milieux presse écrite, radio, TV, politique et administrative.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

JOURNALISTE

27 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

Directeur Général

38 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

RESPONSABLE EXPORT

32 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

ATTACHE DE PRESSE

TRÈS EXPERIMENTE
Nombre, relations milieux presse écrite, radio, TV, politique et administrative.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

JOURNALISTE

27 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

Directeur Général

38 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

RESPONSABLE EXPORT

32 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

ATTACHE DE PRESSE

TRÈS EXPERIMENTE
Nombre, relations milieux presse écrite, radio, TV, politique et administrative.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

INGENIEUR D'AFFAIRES

REALISATIONS INDUSTRIELLES
OFFRE SES SERVICES :
— pour études, contrats avec fournisseurs, coordination direction des travaux d'installations industrielles : SOIT : une nouvelle usine ou
— soit : Agrandissements d'installations : 2 à 30 millions.
Ecr. n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

GEOLOGUE PETROGRAPHE

32 ans, diplôme, expérience, recherche poste stimulant dans moyenne ou grande Société.
Ecrire n° 1888, LE MONDE, Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

CHIEF SECT. INFORMATIQUE

La région parisienne

Desservir ou asservir la banlieue

Dix ans d'obstacles pour quatre-vingts kilomètres de bitume

Il était une fois des banlieusards heureux. C'était en 1969 à Rueil-Malmaison, dans les Hauts-de-Seine. Locataires de logements sociaux, leur félicité était due à l'espace vert qui s'étalait sous leurs fenêtres : « Élément supplémentaire de standing », avait laissé entendre le promoteur.

Fourtant, leur bonheur fut de courte durée. Ils apprennent bientôt « par hasard » que leur jardin était en fait l'emprise d'une autoroute à dix voies, à laquelle ils devraient, au surplus, sacrifier la moitié de leurs logements.

Leur sort avait été fixé une quinzaine d'années auparavant, le jour où les techniciens du ministère de l'équipement s'avèrent

que la géométrie euclidienne ne s'applique pas aux cités modernes encastrées de banlieues déborder. Le chemin le plus court et surtout le plus rapide pour aller d'un point à un autre d'une agglomération n'est pas la ligne droite mais la rocade.

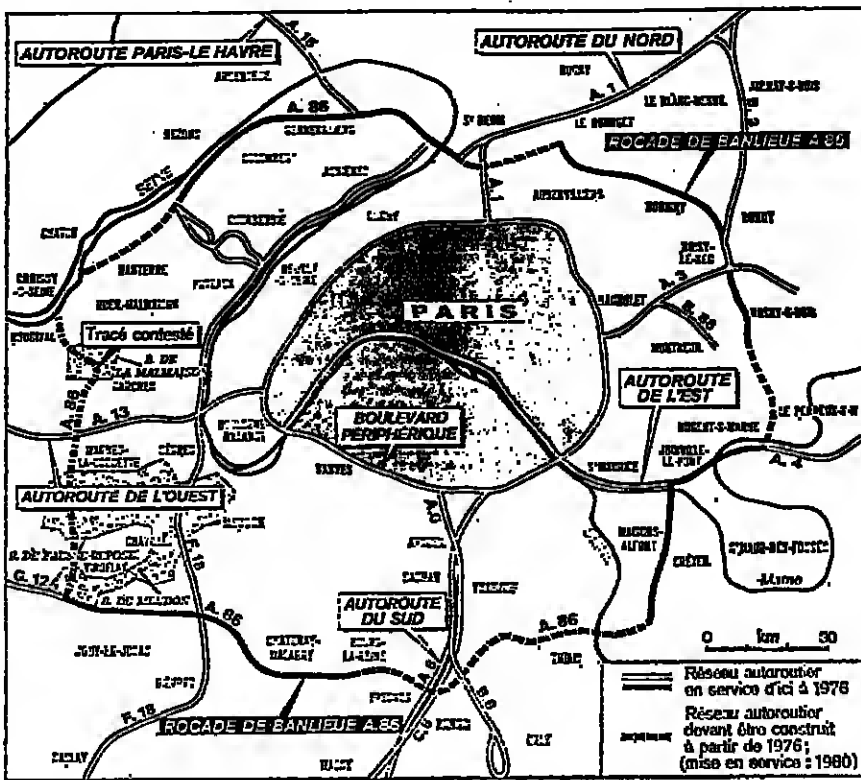
Déjà l'idée avait fait recette : les boulevards des fermiers généraux avaient remplacé les anciennes fortifications et les maréchaux du Premier Empire mis bout à bout contournaient Paris en une petite ceinture. Mais la rocade trouva tout son intérêt le jour où les spécialistes du boulevard Saint-Germain trouvèrent sur leur bureau une devinette ainsi rédigée : « Quatre-vingt dix mille véhicules entrent chaque heure dans Paris, sachant qu'au-delà de cent dix mille véhicules la circulation est impossible et que la moitié de ce trafic a pour destination finale la banlieue, que faut-il faire pour épargner à la capitale l'aspérité qui la guette ? » Réponse : « Des rocade ».

Il se penchèrent donc sur une carte de la région parisienne, pinçèrent leur compas, planèrent la pointe au centre de Paris, sur Notre-Dame, et dessinèrent le périmètre, puis une rocade qu'ils baptisèrent A-86. Comme ils étaient prévoyants et que les statistiques signalaient l'augmentation du trafic banlieue-banlieue, ils dessinèrent également l'A-87,

à 10 km de Paris, la boucle incomplète de l'A-88 un peu plus loin, et mirent le périmètre en chantier.

Tout cela fut expliqué aux habitants de Rueil, mais ils ne se laissèrent pas convaincre. D'autant plus que les pouvoirs publics avaient, pour le moins, manqué de tact en projetant de faire passer dans les dernières forêts de l'Ouest parisien (Malmaison, Fosses-Reposées et Meudon) un tronçon commun des rocade A-86 et A-87 : une dizaine de voies sur une emprise de 100 mètres de large, qui signifièrent la mort de 120 hectares de forêt.

Les Rueillois se rebellèrent. Ils crièrent si fort que leurs voisins les entendirent. Les habitants de La Celle-Saint-Cloud, Châtou, Chaville, Garches, Jossigny, Louveciennes, Marnes-la-Coquette, Marly-le-Roi, Meudon, Vaucresson, Ville-d'Avray et Virvilly coururent consulter leurs plans d'urbanisme et apprirent qu'ils devraient sacrifier leur environnement à l'automobile. Poussant devant leurs élus (les élections municipales de 1971 approchaient), ils décidèrent une « mobilisation générale ». Durant deux ans, ils déployèrent en permanence tout un arsenal d'actions, multiplièrent les manifestations et les pétitions. Ils organisèrent des rencontres, élaborèrent des livres blancs. En 1973, les candidats aux élections législatives, sans distinction d'étiquette politique, furent invités à prendre position contre l'autoroute. Les élus firent de nombreuses démarches auprès des pouvoirs publics. Le 7 mars 1973, M. Olivier Guichard, ministre de l'équipement rendait les armes, du moins en apparence. Il écrivait à



La rocade A-86, longue de 77 kilomètres, est située à 6 kilomètres environ du périmètre parisien : 15 kilomètres sont actuellement en service et 13 kilomètres en travaux. L'autoroute devrait être terminée en 1982.

Si la A-86 est contestée au nord, entre Stains et Saint-Denis, et au sud-est, entre Créteil et la Croix-de-Berny, c'est dans l'ouest que son tracé soulève le plus de difficultés : elle doit en effet traverser les trois dernières forêts de l'Ouest parisien.

M. Maurice Doubiet, préfet de la région parisienne : « J'ai décidé de ne pas poursuivre la préparation de la réalisation de l'autoroute A-86, entre Virvilly et Rueil ». Quelques semaines plus tard, il annonçait que les études sur la A-86 (Versailles-Orgeval-Cergy-Pontoise) devaient être poursuivies. On vit alors fleurir sur les cartes de l'administration dix-sept projets, sans oublier les plus fous et les plus destructeurs.

Fin 1975, le conseil général des Hauts-de-Seine votait le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne qui portait le tracé de la rocade réseau par le district. Le 28 janvier 1976, les élus des Yvelines se réunissaient à ce même tracé, qui a à leurs yeux l'avantage de passer dans les Hauts-de-Seine.

La cause est donc entendue et le dossier A-86 a repris le chemin de l'Elysée où il attend un verdict du président de la République... qui dispose d'un moins cinq ans pour le rendre car le ministère des finances n'a pas inscrit le tronçon au programme du VIR Plan.

Les associations regroupées dans le « Comité régional de la A-86 », qui est leur bureau de liaison, soulignent que la rocade est devenue « une question d'urbanisme » : « La route appelle la voiture et l'urbanisation » et « la construction des rocade, c'est entrer dans ce cycle de la construc-

tion galopante ». Jonglant avec l'alphabet, elles proposent d'utiliser la voirie existante (la F 18, la B 14) et de donner priorité aux transports en commun en aménageant et complétant les ceintures ferrées.

« La rocade, rétorquent les techniciens du boulevard Saint-Germain, assure en fait un trafic « en balconnettes », c'est-à-dire qu'elle dessert surtout les communes situées au nord et au sud de son tracé que les « pôles restructurateurs eux-mêmes » : un habitant de Montrouge qui veut se rendre à La Défense utilisera tout autant pour faire une partie de son trajet qu'un habitant de Bobigny qui se dirige vers Rungis. Des études ont d'autre part démontré que ce trafic banlieue-banlieue est très difficile, l'organisation des transports en commun est dès lors un véritable casse-tête ».

Les élus savent sans doute qu'en réclamant à la fois la sauvegarde des forêts et la tranquillité des habitants, ils font un rêve impossible, car on ne peut construire en région parisienne qu'en détruisant l'environnement. Les associations, elles, ont paradoxalement choisi pour devise une citation de l'ancien préfet de la région parisienne : « La route appelle la voiture jusqu'à ce que la voiture ne puisse plus rouler ».

Reste à savoir si l'absence de routes dissuade l'automobiliste ou bien bloque définitivement la circulation.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Le Marais sans jardin

RÉCEMMENT, le Touring Club de France faisait parvenir une lettre au président du Conseil de Paris dans laquelle cette association attirait l'attention du président sur les dangers, que présentait une importante opération immobilière prévue dans le secteur du Marais.

« La campagne pour qu'un important terrain du secteur sauvegardé du Marais ne devienne pas le cadre d'une vaste opération immobilière, mais serve à la création d'un jardin, prend un relief particulier au moment où l'aménagement de la place des Vosges s'achève tant de passion ».

« Si, place des Vosges, une partie de la population réclame des arbres, c'est parce qu'elle invoque la pénurie de jardin ouvert au public dans le quartier. Or, la Ville dispose d'un terrain de 6 000 m² dans ce secteur. N'est-ce pas l'occasion unique de donner une légitime satisfaction aux habitants du quartier, tout en contribuant à l'embellissement d'un des plus beaux sites de Paris ? »

« Les signataires demandent deux choses : d'abord qu'un jardin d'un demi-hectare soit aménagé sur ce terrain qui vient d'être libéré, ensuite que ce

jardin soit visible de la rue de la Paroisse. Pour cela, il faudrait que place Thorigny une grille remplace le mur et que ce soit par là que le public accède au jardin.

« Ainsi ne sera pas renouvelée la coûteuse et indéfendable opération du 20 de la rue des Francs-Bourgeois, où un jardin a certes été créé, mais hélas ! réservé à quelques privilégiés et rendu totalement invisible de la rue... »

Le terrain de 6 000 mètres carrés est situé à l'intérieur d'un îlot en cours de restauration entre les rues Thorigny, Sainte-Anastaise et du Parc-Royal. Les terrains ont été libérés par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SOREMA), qui a prévu d'y édifier des bâtiments et non d'y aménager un jardin, comme le demande le Touring Club. Les nécessités de l'équilibre financier de cette opération publique engagée sur 35 hectares (alors que le secteur sauvegardé couvre au total 126 hectares) justifient sans doute, aux yeux des responsables, ces constructions. D'autre part, au 20, rue des Francs-Bourgeois, il s'agit du jardin (privé) aménagé dans l'autre îlot soustrait à la SOREMA entre les rues Elzevir et Payenne.]

Fléau ou nécessité ?

Ni les associations, ni les élus, ni les partis politiques ne sont parvenus à se mettre d'accord. Depuis 1969, une « conscience écologique » était née dans les associations. « Au début de notre action, notre seul but était de renvoyer les nuisances chez les voisins, avec un militant. L'A-86 était pour nous une question de quartier. Peu à peu, nous nous sommes aperçus que la construction d'une rocade était liée à des considérations d'urbanisme, de transports, d'écologie ».

Fléau pour les uns, la rocade est une nécessité aux yeux des militants du comité d'action pour la réalisation de l'A-86, qui voient en elle le moyen de desservir convenablement la banlieue.

Si les maires des treize communes riveraines de l'autoroute s'opposent obstinément à la rocade, M. Michel Boscher, député U.D.R. de l'Essonne, ne voit aucun inconvénient à la voir passer dans les Hauts-de-Seine ou dans les Yvelines. M. J. de Pierre Pourcade, maire de Saint-Cloud, ministre des finances, a « tout fait pour favoriser au tracé », de toute façon, la facture qu'on lui présente lui paraît trop élevée. Le parti communiste déclare que la rocade est une « nécessité économique ». Yves Baudouin, maire de Nanterre, la réclame sans désespérer, et le maire de Gennevilliers, M. Lucien Lantier, est excédé d'accueillir les poids lourds du port de Gennevilliers sur une voirie municipale étiquetée. Le programme commun n'est pas applicable à l'A-86, puisque le parti socialiste juge que « la rocade n'est pas une nécessité économique dans l'Ouest parisien ». Réunis dans le bois de Saint-Cucufa, les militants du P.S. réclament, le jeudi 4 mars, que l'on fasse, durant quelques années, l'expé-

rience des transports en commun bien organisés avant de construire cette autoroute.

L'administration a tout d'abord usé d'arguments peu convaincants tels que « le Conseil d'Etat impose l'extension du dossier » ou bien « il faut se souvenir que toutes les autoroutes de déchargement construites dans la région parisienne l'ont été contre la volonté des autorités locales ». Puis, comme la résistance s'organisait, elle employa des moyens plus détournés : en juillet 1975, le militant-vigile chargé par les associations de monter la garde durant les vacances, apprit, en lisant le Bulletin municipal officiel, qu'une enquête parcellaire concernant l'A-86 avait lieu à Nanterre.

Il n'en fallut pas plus pour déclencher la colère des associations : « Le ministre de l'équipement a l'intention de revenir sur sa décision, clamèrent-elles. De reste, il ne s'est jamais résigné à rayer la rocade de ses projets puisqu'il a seulement autorisé l'installation sur l'emprise d'équipements légers qui pourraient être supprimés pour laisser place à l'A-86 ».

Mais il en faut plus à une administration pour déclarer forfait et les techniciens préparent un nouveau projet (qui était en fait l'amélioration du premier), projet qu'ils présentent au conseil d'administration du district le 6 mai 1975. « Il est indispensable de boucler cette rocade essentielle », déclarent sentencieusement les élus de la région parisienne avant de donner leur adhésion à la rocade, à condition toutefois que l'emprise ne soit considérablement réduite et que plus de la moitié du tracé en forêt se fasse sous des dalles gazonnées.

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

CONTRE LE VOL
cette menace permanente
le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indéchirable, il traverse plocards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ÉCONOMIQUE ET FIABLE
LE DI 50 EST
À L'AVANT-GARDE
DE LA TECHNIQUE MONDIALE



POUR VOTRE SÉCURITÉ
VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS
rapprocher et retourner ce bon à :
ALARME 2000 Distr. 201
8, rue Guérin 75016 PARIS
Je désire sans engagement de ma part
plus amples informations sur le DI 50.

NOM _____
PRÉNOM _____
RUE _____
VILLE _____

TURQUIE
8 jours
1095F

Grèce 15 J. 1485F
Israël 28 J. 1430F
Turquie 8 J. 1095F
Tunisie 8 J. 945F
Mexique 15 J. 3 050F
Sénégal 16 J. 2 955F
Égypte 19 J. 2 905F
Kenya 17 J. 3 500F
Indonésie 27 J. 4 950F
Afghanistan 22 J. 3 750F

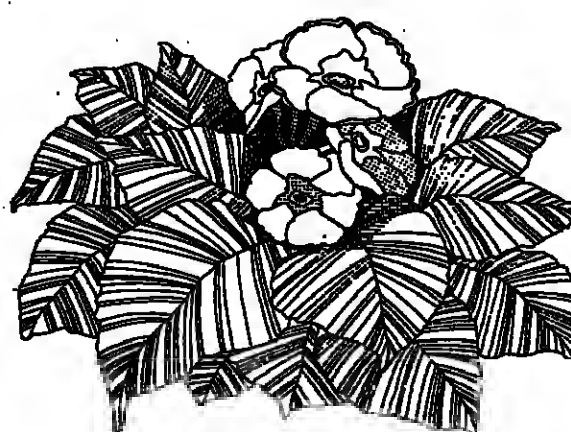
et Maroc, Yougoslavie, Baléares, Pérou, Bolivie, U.S.A., Scandinavie, Thaïlande, etc.
Prix comprenant l'avion par avion de ligne régulière, séjour en hôtel ou centre de vacances, ou circuits découverte. (7) voyage en une semaine de location voiture
Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes

payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02
veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 76"

NOM _____
PRÉNOM _____
RUE _____
VILLE _____
code postal _____

des prix pour aller plus loin plus longtemps

FRANCE DES PRIMEVERES



GROS LOT 2 MILLIONS de F

loterie nationale

TIRAGE MERCREDI 17 MARS

Prix du billet 44 F

Prix du 1/10^e 5 F

صكنا من الامم

LETTRES

UNE EXPOSITION, UN COLLOQUE

Freud, notre père

L'exposition Sigmund Freud 1856-1939, qui réunit plus de trois cents photos et documents rassemblés par M. Harald Leopold-Löwenthal, président de la société de psychanalyse de Vienne, a ouvert ses portes, vendredi 12 mars, à la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière (47, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris). Présentée pour la première fois à Vienne en 1972, cette manifestation se poursuivra jusqu'au 10 avril à l'initiative du centre culturel allemand Goethe Institut de Paris.

Un labyrinthe, une sorte de grand jeu de rôle au parcours sinueux, serpente entre les vieux murs de la chapelle. A la première case, une carte de la Moravie avec un point noir vert : Freud, 3 825 habitants, modestes centres d'industrie textile. Le 8 mai 1856, à 8 h. 30 du soir, y est né Sigmund Freud. Trois cent dix-sept stations plus loin se dresse la statue du vieil homme qui a tant rûssé avec la mort qu'il semble désarmé, comme l'inconscient, hors d'une masse de documents évoquant leur manière les divers moments d'une aventure intellectuelle qui a bouleversé la pensée occidentale.

Un bon tiers d'entre eux acquiescent le portrait d'un Freud peu connu du grand public : un jeune chercheur obscur manant, sous le conduit de ses mûres vienneses (Brück, Neumaier, Meynert), des travaux sur la neurophysiologie des anguilles, du périmètre du tronc cérébral. A l'approche de la trentaine, il est à sa fiancée Martha Bernays : « Malheureusement le mariage ne fut pas un succès... »

Après la publication de ses monographies sur la cocaïne, les paralytiques cérébraux des enfants, l'aphasie, s'ouvre une seconde période, marquée par la relation passionnée de Freud avec Wilhelm Fliess, cet oto-rhino-laryngien aux théories biomécaniques, qui favorisait cependant les grandes intuitions d'où naîtra la psychanalyse. Vient alors le temps de l'isolement, des batailles incessantes, contre tous et contre soi-même. Le temps des premières disciples et des premiers schismes.

L'atmosphère de Vienne

Et puis le glorieux enfin, qui rappelle une iconographie démodée sans surprise. C'est l'heure des plaques commémoratives, des médailles et des anniversaires, tandis que se poursuit, jusqu'au temps sombre du dernier exil londonien, la construction de l'édifice théorique. De Freud à Londres, de la première bonne d'enfant à Marie Bonaparte, défilent tous les visages et tous les lieux qui ont marqué la vie de Freud : la famille, les professeurs, les élèves, les amis — Joseph Breuer, Oscar Pfister, Romàn Rolland, Arnold Zweig, tant d'autres — les maisons de villégiature, le bureau encombré de toutes cuites grecques et de statues égyptiennes. Et surtout, l'Institut, l'Université, le fameux appartement de Berggasse 19, où Freud habita de 1891 à 1938.

Dans ces paysages disparus et ces personnages d'un autre temps, on pourrait voir seulement de l'anecdote : les « à-côtés » d'une œuvre. Ce serait oublier ces liens uniques qui lièrent entre la vie personnelle de Freud et les découvertes psychanalytiques un réseau inextricable. Ce serait méconnaître aussi qu'entre l'« essentiel » et l'anecdote la psychanalyse a justement renversé les termes, et brouillé les cartes.

C'est ce qu'on veut notamment confirmer les contributions au colloque franco-allemand organisé les 12 et 13 mars à l'occasion de cette exposition (1). Dans l'ampitheatre Chéret de la Salpêtrière, la même où Freud suivit durant l'hiver

(1) A ce colloque participent MM. Serge Lebovici, Helmut Thoma, Vincenzo Capellacci, Daniel Willich, Didier Anzieu, Serge Audran, Alfred Lorenzer, Michel de M'Uzan, Harald Leopold-Löwenthal, Jean-Benoît Pontalis, Manfred Fohlen, Tilmann Moser, André Green.

INSTITUT

● L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu quatre correspondants étrangers : MM. Maurice Chehab (Liban), Roberto M. Lopez, de l'université Yale, Jean Béranger, de l'université de Lausanne, et Manfred Mayrhofer, de l'université de Vienne.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérée par : Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sarragat.

Imprimerie de « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-10

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'Administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 37437

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

PÊCHE APRÈS LA TEMPÊTE DE TROIS JOURS DANS LA MANCHE

Quatre marins sont morts et dix ont disparu au sud de l'Irlande

La tempête, qui soufflait avec une force considérable depuis vendredi, s'était légèrement calmée ce lundi matin 15 mars. Toutefois, on éprouvait toujours des inquiétudes pour plusieurs chalutiers français.

Le pétrolier *Olympique Bravery*, échoué depuis deux mois sur les récifs d'Ouessant, s'est brisé en deux laissant échapper du fuel qui a pollué sur une bande de 1,5 kilomètre de long et 5 à 30 mètres de large les rochers de l'île. En attendant que le gouvernement décide la plan « Polmar », la préfecture de la Manche a mis en place dimanche un dispositif

de lutte contre la pollution. Mais les conséquences les plus dramatiques de cette tempête se traduisant par la mort de quatre marins pêcheurs bretons. Les recherches entreprises pour retrouver les cinq hommes du chalutier *Krugner* du Guilvinec (Finistère) ont été abandonnées par les autorités françaises et par la Royal Navy.

D'autre part, le chalutier de Lorient *Tamengo* a coulé au large de la Cornouaille bretonne. Les corps de quatre marins ont été repêchés par un autre chalutier de Lorient, mais deux autres corps n'ont pas été retrouvés.

Enfin, trois membres de l'équipage du *Gars-de-Saint-Gué*, qui pêchait

dans le canal Saint-Georges, ont été emportés par une lame.

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a envoyé aux familles des victimes un télégramme dans lequel il déclare : « Très ému par ce drame de la mer, je transmets aux familles et durement éprouvées l'expression de ma profonde sympathie. »

Témoignage

Toujours seule...

Il y a trois semaines, notre collaboratrice Florence Breton avait rencontré en Bretagne plusieurs femmes de marins-pêcheurs. Parmi elles, Marie-Josée Tanneau, mère de trois enfants, dont le mari, Jean-Michel, naviguait à bord du chalutier *le Gars-de-Saint-Gué*. Jean-Michel Tanneau est l'un des trois membres de l'équipage de ce bateau qui ont été emportés vendredi par une lame au large de la Cornouaille bretonne.

Nous publions ci-dessous, tel qu'il nous a été donné avant ce drame, le témoignage de Mme Tanneau auquel l'actualité donne un ton particulièrement poignant.

Elles habitent dans des maisons blanches dans des quartiers neufs à Lorient. Mais elles sont séparées par des terrains vagues. Les femmes de Saint-Gué et de Penmarc'h sont mariées à des marins du large. Leurs hommes vont pêcher la langoustine au sud de l'Irlande. Ils embarquent pour des périodes de quinze jours. Ce sont les plus longues absences. A Lorient, par exemple, où se pratique surtout la pêche côtière, les hommes partent un jour, trois jours, ou au plus le samedi. Quinze jours de mer, trois jours de repos chez eux à terre ainsi s'établit le rythme des années pour ces pêcheurs d'Irlande.

« La femme du marin ? Elle est toujours seule. » Marie-Josée Tanneau a répondu d'une voix qui ne fait pas un pli. Elle a trente-cinq ans, de cheveux roux, vifs et irisés. Elle porte un bleu-jean. Devant la télévision, Marie-Josée tricotait un pull bleu. Les trois garçons sont à l'école. Dehors, il y a du brouillard et le cor de mer mugit. « On est habitué, dit Marie-Josée, on ne l'attend plus. »

Le bateau de Jean-Michel, son mari, s'appelle *le Gars de Saint-Gué*. Il a appareillé il y a huit jours pour le canal Saint-Georges. Huit jours encore à l'attente. Il est comment Jean-Michel ? Grand, assez mince, les yeux bleus.

Marie-Josée est seule à voir passer les semaines vides. « Ce qui nous manque le plus, c'est de ne pas être ensemble quand il faut, pour les réunions de famille. » Seule à le savoir en mer par mauvais temps. Le pire, c'est quand le bateau fait route, quand il y va quand il revient d'Irlande.

La voix du Conquet

Se vit de donc de marée au mer. Jamais de lettres de lui mais malheureusement deux fois par jour un rendez-vous. A 10 heures le matin, à 6 heures le soir le radio du Conquet appelle les bateaux en mer. « Le Gars de Saint-Gué ? » — « Rien à signaler », répond la voix du patron à travers les ondes brouillées. « Rien à signaler. Tout va bien pour la journée. »

Les enfants ? « Quand leur père est là, il y a moins de bagarres. Ils le griment. » Que vont-ils faire dans la vie ? « Ils ne le savent pas eux-mêmes. » Ici, il n'y a que la pêche, les magasins de matériel et les usines de conserverie. En tout cas, difficile, on essaye de ne former aucun marin.

Des amies ? Elle voit surtout les belles-sœurs, les cousines du mari. Une lacon quand il n'est pas là d'être un peu avec lui. Se sent-elle proche des femmes des marins ? « On se dit bonjour quand on va chercher les enfants à l'école. Mais on n'est pas à se fréquenter. » Le bateau, qui réunit les hommes, n'a pas leurs épouses. On se rapproche davantage de nos amies. Seuls, sans eux, je me demande si j'aurais pu vivre ça.

Les loisirs ? Le dimanche, on va voir les parents. S'il fait beau, on ira cueillir des fleurs dans les bois. Les enfants aiment ça. Et les vacances ? Pour elle, c'est deux mois sur deux à la mer. Certains parents commencent pourtant à accorder des congés par roulement. Les hommes sont alors quinze jours de rang à terre, deux fois dans l'année, généralement l'hiver.

Et l'avenir ? Son mari serait-il un jour patron d'un bateau ? Elle rit. Un bateau maintenant coûte beaucoup trop cher. Après que Jean-Michel ait été malade, Marie-Josée lui avait conseillé d'aller travailler à la criée. Mais il a voulu retourner en mer. « Je l'ai laissé. »

La femme du marin n'a pas insisté. Marie-Josée espère pourtant qu'un jour son mari abandonnera le large pour la pêche côtière. Il y a quinze ans, c'était une promesse que faire l'Irlande, aujourd'hui les jeunes préfèrent la côte. « On gagne moins mais on a une vie de famille. »

L'événement dans ces vies, c'est bien entendu le retour. « Quand papa va-t-il rentrer ? » Les enfants s'impatientent. « Papa, répond-elle, ne rentre pas encore. » En fait, elle ne connaît jamais exactement la date de son retour. Ce n'est que lorsque le radio annonce « route au » qu'elle sait que demain il sera là.

Trois jours avec lui. Trois jours, enfin, pas tout à fait. La première nuit, ils la passent toute entière à débarrasser le bateau. Le lendemain, ils dorment toute la journée. « Ça fait déjà un jour en moins. » Quand il a deux semaines de congé d'attente, au début il tourne au rond, il va au port. Il revient. « Il ne sait que faire. » Agité comme la mer.

Elle est seule, elle est seule comme ces femmes de marins aux yeux gris vert. Alourdies par les responsabilités, enfermées dans une durée sans cesse recommencée, il émane d'elles une tension certaine.

FLORENCE BRETON.

POURQUOI

AVOIR TANT TARDÉ

A DÉSÉCHOUER L'« OLYMPIC BRAVERY »

De notre correspondant

Brest. — Si l'homme est bien souvent impuissant devant les drames de la mer, au revanche, la pollution d'une partie du littoral ouest-breton aura pu sembler-t-il, être évitée. Elle était prévisible au fur et à mesure que l'on tardait à déséchouer l'*Olympique Bravery*. Penance ne pouvait ignorer que l'opération serait difficile et que, dans ces conditions, mieux valait prendre les devants. Or rien n'a été tenté.

Comme l'armateur, les commissions administratives qui se sont réunies à plusieurs reprises ont préféré attendre la réponse d'un comité de crise. Pour vider les cuves du pétrolier de 272 000 t, échoué depuis le 24 janvier sur la côte nord d'Ouessant, elles ne pouvaient d'ailleurs rien faire d'autre et en aucun cas se substituer au propriétaire du navire. Ces sociétés viennent de décliner l'offre qui leur était faite et l'on voit d'urgence que le déséchouage du navire aurait coûté aussi cher que le bâtiment lui-même : 28 millions de francs. Tout cela dans des conditions techniques très difficiles.

Brisé en deux

Avant même que l'armement libérin du groupe Ouessant, propriétaire de l'*Olympique Bravery*, se soit prononcé, la tempête du vendredi 12 mars devait sceller définitivement le sort du navire en le polluant dans l'une des cuves. La brisée se sont échappées quelques tonnes de fuel léger et d'huile de graissage, qui se sont répandues le long du rivage. A vrai dire, la pollution des rochers de l'île d'Ouessant est des plus graves. Elle assure-t-on à Brest, il n'y a aucune crainte à avoir au sujet des 1200 tonnes de fuel lourd échoué dans l'une des cuves. Intacte, du pétrolier. Ce carburant partiellement visqueux, est destiné à la propulsion du navire ; il doit être réchauffé pour être utilisé. Il contient, en fait, affirmet-on, et venait à être en contact avec la mer.

Le préfet de la Manche a toutefois engagé la procédure administrative pour que le préfet maritime fasse appliquer le plan Polmar. Le plan Polmar (pollution maritime) est à la mer ce que le plan Orsec est à la terre. Sans attendre la décision du gouvernement, le directeur de la sécurité civile du Finistère, un ingénieur de l'équipement, un officier de la marine nationale, un spécialiste des questions de pollution, se sont rendus toutefois à Ouessant où ils ont examiné la situation avec le maire de l'île. Samedi matin, un balais de pont et chaudière du *Georges de-Joly*, a appareillé de Brest pour Ouessant avec un barrage mobile et des produits anti-polluants. Au début de l'après-midi de dimanche, le dragueur *Centurio* de la marine nationale a également pris la mer. Et depuis de toutes ces interventions, la pollution d'Ouessant ne cache pas son indignation devant la pollution d'une partie du littoral de l'île (deux cents personnes ont été évacuées dimanche soir). Au nom du conseil municipal, le maire, M. Tross, a annoncé son intention de porter plainte en responsabilité civile contre l'armateur. De leur côté, les marins-pêcheurs du Conquet accusent les pouvoirs publics d'avoir fait preuve de négligence. Et les rendent responsables des conséquences qu'entraînera la pollution sur la faune et la flore. La section du parti socialiste de Brest formule, dans un communiqué, des reproches identiques : « L'administration aurait-elle fait preuve, interroge-t-elle, de la même lenteur et de la même indifférence qu'elle a montrée à l'égard de la mer ? »

JEAN DE ROSIERE

OUVERTURE DE LA CHASSE

AUX FROQUES. — Douze bateaux (sept canadiens, cinq norvégiens) sont à pied d'œuvre à Terre-Neuve et devraient, si les conditions atmosphériques le permettent, prendre ce lundi 15 mars le départ pour la chasse aux froques regroupés sur les bancs de l'île. A Montréal, quelques centaines de manifestants, rassemblés par le Fonds mondial pour la nature, ont défilé le samedi 13 mars dans les rues de la ville pour protester contre la destruction de ces animaux, et notamment les bébés phoques. (A.F.P.)

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Ministère du Barrage de l'Euphrate

APPEL D'OFFRES

Pour l'Exécution de la Seconde Partie du Canal Principal Inférieur dans la Section (1) du Bassin de Balikh

1. — Le Ministère du Barrage de l'Euphrate de la République Arabe Syrienne émet le vœu de recevoir des offres pour l'exécution de la Seconde Partie du Canal Principal Inférieur dans la Section (1) du Bassin de Balikh, zone de Refka.

2. — Travaux requis : La construction de la Seconde Partie du Canal Principal Inférieur (près de 52 km de long) avec toutes les structures appropriées.

3. — Les documents contractuels peuvent être acquis auprès du ministère du Barrage de l'Euphrate, Avenue Mafki, Damas (Syrie) pour 2 000 livres syriennes.

4. — La soumission devra être accompagnée des renseignements et documents suivants : a) Détails sur la capacité financière de la firme (son capital, ses crédits disponibles, ainsi que des lettres de recommandation de banques et d'entreprises, etc.). b) Détails sur la capacité technique de la firme soumissionnaire à s'acquitter du travail faisant l'objet de cet appel d'offres.

I. Effectifs, qualifications et expérience passée du personnel technique à qui serait confiée l'exécution du projet.

II. Nombre, type et caractéristiques des divers matériels, machines et moyens de transport qui seraient utilisés dans l'exécution des travaux.

III. Note explicative sur la méthode qui serait adoptée pour l'exécution des diverses phases des travaux demandés, avec une suggestion d'échéancier dans le temps pour l'exécution de chacun.

d) Une liste certifiée de projets similaires déjà exécutés par la firme soumissionnaire, appuyée par des lettres des propriétaires des projets exécutés, témoignant que toutes les obligations ont été remplies et tous les travaux accomplis à leur entière satisfaction.

5. — Toutes les offres et tous les documents seront acceptés dans l'une des langues suivantes : arabe ou anglaise.

6. — La soumission devra être accompagnée d'un dépôt provisoire équivalant à 5 millions de livres syriennes. Ce dépôt sera affecté sous forme de versement comptant ou de lettre de garantie acceptée, émise par une banque syrienne ou par une banque étrangère, par l'intermédiaire de la Banque Centrale de Syrie.

7. — Tous les travaux constituant l'objet de l'appel d'offres devront être achevés dans un délai de trente-six mois à partir de la date où sera donné l'ordre de début des travaux. Cette période inclut tous les jours de l'année civile, sans tenir compte d'aucune interruption dans les journées de travail, pour quelque cause que ce soit en dehors de celles qui sont mentionnées par les Conditions Générales du Contrat.

8. — L'Administration n'est pas tenue d'accepter l'offre dont le prix est le plus bas.

9. — La soumissionnaire doit appartenir à un pays membre de la Banque Internationale pour le Développement et la Reconstruction (B.I.R.D.).

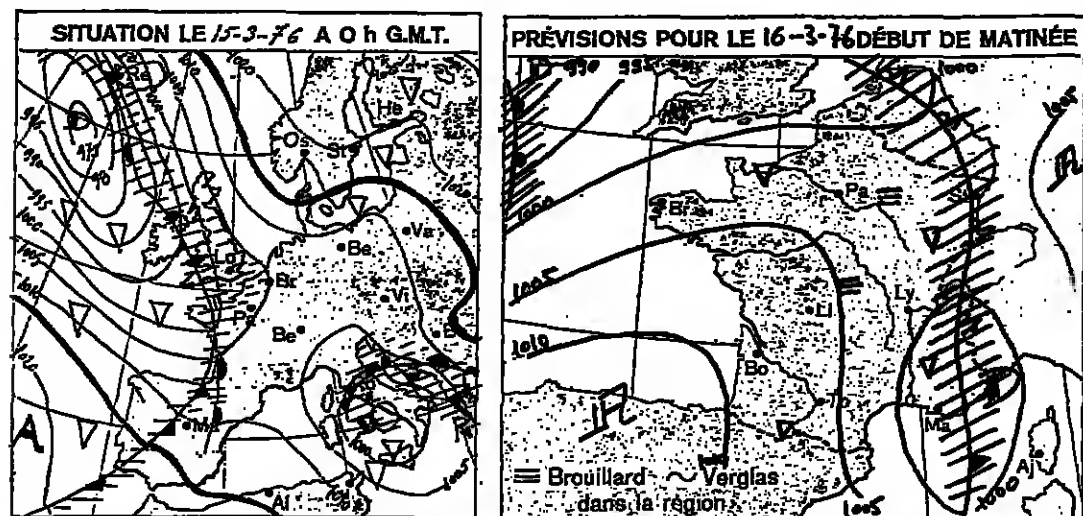
10. — Au cas où la soumissionnaire souhaiterait participer à deux appels d'offres, celui-ci et celui annoncé la même date qui concerne les « Travaux d'irrigation, de Drainage et de Nivellement de la Deuxième Partie du Canal Principal Inférieur du Bassin de Balikh », la soumissionnaire devra indiquer dans son offre la pourcentage de réduction de son prix si ces deux offres seraient acceptées en même temps.

11. — La date du lundi 31 mai 1976, à 12 heures (midi) représente la dernière date pour la réception des offres au Ministère du Barrage de l'Euphrate, Avenue Mafki, Damas, République Arabe Syrienne. — Damas 22-2-1976.

Le Ministère du Barrage de l'Euphrate : Ingénieur Souhbi KAHALÉ.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 mars à 0 heure et le mardi 16 mars à 24 heures :

Dirigé par les basses pressions du nord de l'Atlantique, un rapide coulant perturbé de secteur ouest se maintiendra sur l'Europe occidentale.

Mardi 16 mars, une perturbation achevant de traverser la France affectera encore, en début de journée, les régions résidant des Ardennes aux Alpes et à la Corse. Elle y donnera un temps passagèrement couvert avec des pluies en plaine et des chutes

de neige en montagne, puis une anticyclone se développera à l'arrière, mais des averses auront lieu en Corse, ainsi que sur les Vosges, le Jura et les Alpes du Nord.

Sur le reste du pays, après quelques brouillards matinaux, la ciel sera variable avec des périodes ensoleillées assez belles. Des averses auront lieu localement sur le Massif Central et le Bassin parisien. Toutefois, au cours de l'après-midi, une nouvelle perturbation océanique atteindra la Bretagne en donnant des pluies accompagnées d'un renforcement sensible des vents, de secteur sud-ouest. Ce renforcement

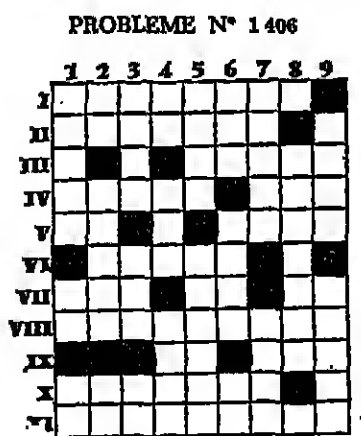
se poursuivra le soir, et de violentes rafales atteignant la tempête sont à craindre sur le proche-Atlantique. De fortes rafales, de secteur nord-ouest, se produiront également près de la pointe de l'Armor. Ailleurs, les vents seront faibles ou modérés. En général, les températures subiront peu de changement.

Lundi 15 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 004 millibars, soit 752,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 mars : le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 14 et 1 degré ; Biarritz, 11 et 0 ; Bordeaux, 12 et 6 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 7 et 4 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 12 et 3 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 12 et 0 ; Marseille, 14 et 5 ; Nancy, 12 et 3 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 4 ; Pau, 10 et 4 ; Perpignan, 13 et 3 ; Rennes, 9 et 3 ; Strasbourg, 10 et 3 ; Tours, 8 et 2 ; Toulouse, 11 et 2 ; Poitiers-Majourie, 12 et 5 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, 2 et -12.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 1 degré ; Athènes, 13 et 10 ; Bonn, 13 et 0 ; Bruxelles, 11 et 5 ; Casablanca, 20 et 14 ; Copenhague, 1 et -3 ; Genève, 10 et 1 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 7 et 2 ; Madrid, 14 et 7 ; Moscou, 1 et -7 ; New-York, 9 et 5 ; Palma-de-Majorque, 12 et 5 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, 2 et -12.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. La partie la plus attachante d'un sujet à peine ébauché. — II. Cela ne tient pas debout. — III. Menteur ou d'innocence. — IV. Risquer. — V. Héritage assuré d'un enfant légitime. — VI. Grecque ; ce qu'on est appelé à lui confier bénéficie d'une utile protection. — VII. A ses débuts, il donne toujours l'impression qu'il ne doit jamais finir. — VIII. Ornement. — IX. Abréviation. — X. On ne se repose pas sur son banc. — XI. Plusieurs mots sur une seule ligne.

VERTICALEMENT

I. Bourguignon assez salé ; le rocher tout autant que les côtes ; sur la carte d'un prêt. — II. Prénom d'homme. — III. Chantant ce qu'il avait à dire ; c'est en cessant d'être, c'est à dire, devient fort. — IV. Abréviation commerciale ; Grande à l'étranger ; évoque un lieu de retraite campagnole. — V. A causé et causera, hélas ! encore bien du tort à son entourage ;

Lieral. — 6. Se montre rebelle à toute reconnaissance ; l'air. — 7. Deux consonnes. — 8. Des boutons peuvent encore éclore sur celui qui paraît le plus flétri ; n'a pas cours en France. — 9. Passage étroit. — 10. Evénement une conversion célèbre ; ne quitte pas leur robe pour dormir.

Solution du problème n° 1405

Horizontalement

I. Grammaire. — II. Laveuse. — III. Averses. — IV. Ciro ; Ca. — V. Loses. — VI. Elton. — VII. Rions ; Pal. — VIII. Emies. — IX. Osés ; Tir. — X. Trés ; Trés. — XI. Doigtier.

Verticalement

I. Glacière ; Id. — 2. Ravioh ; Oro. — 3. Averses. — 4. Méro ; On ; Eng. — 5. Mus ; Ance. — 6. A. — 7. Jos ; Pire. — 8. Calsier. — 9. Echassiers.

GUY BROUTY.

Transports

AIR INTER JOUE LA PROVINCE

Le programme « été » d'Air Inter, qui couvre la période du 1^{er} avril au 31 octobre, comporte d'importantes modifications :

- Strasbourg-Lyon : création d'une deuxième fréquence permettant aux voyageurs de faire l'aller et retour dans la journée ;
- Toulouse-Nice : création, à titre expérimental, d'un service week-end exploité en Fokker-27 ;
- Marseille-Toulon et Lyon-Toulon : mise en place d'une deuxième fréquence en Fokker-27 permettant aux Marseillais et aux Lyonnais de faire l'aller et retour dans la journée ;
- Paris-Lorient et Paris-Quimper : dessert direct sans escale intermédiaire ;
- Paris-Marseille : deux vols quotidiens au départ de Charles-de-Gaulle et neuf au départ d'Orly-Ouest ;
- Paris-Calvi : création d'une ligne directe au Caravelle à raison de quatre fréquences hebdomadaires entre le 15 juin et le 15 septembre ;
- Paris-Vannes : ouverture d'une ligne expérimentale via Rennes.

Éducation

CONCOURS DES HISTORIENS DE DEMAIN

L'exposition « La France de 1789, d'après les cahiers de doléances » journal le thème du XXII^e concours des (jeunes) historiens de demain. Concours ouvert aux élèves des enseignements secondaires et techniques âgés de quatorze à dix-neuf ans, qui devront décrire, dans une lettre à Napoléon, l'état de leur ville ou de leur province en 1789 et les changements qu'ils ont vu naître. Concours, doté de nombreux prix, clos le 20 avril. Règlement aux Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES MOTIFS ET LES CONSÉQUENCES

M. Fourcade : ne pas donner de prime à la spéculation

« Bruxelles (Communautés européennes). — Le gouvernement français a décidé de suspendre momentanément sa participation aux mécanismes de l'accord monétaire européen. » La nouvelle en a été donnée lundi, vers 1 heure du matin, par M. Deleclercq, le ministre belge des finances, qui venait de présider une réunion, convoquée d'urgence à la demande de la France, des ministres des finances des pays membres et associés du « serpent » monétaire.

Quelques instants plus tard, M. Fourcade expliquait à la douzaine de journalistes qui avaient eu vent de l'affaire, qu'il avait pris sa décision après avoir constaté « qu'à l'exception du gouvernement fédéral aucun autre pays partenaire n'avait estimé possible de s'associer aux propositions d'aménagement des règles du « serpent » qu'il leur avait suggérées, afin d'essayer de trouver une solution communautaire à la crise ».

Les interlocuteurs de M. Fourcade, considérant, à l'inverse de lui, que la pression sur le franc d'expliquait en large partie les difficultés actuellement rencontrées par l'économie française, s'étaient prononcés en faveur d'une modification vers le bas du taux-pivot du seul franc français.

M. Fourcade, estimant au contraire

De notre correspondant

« qu'il s'agit d'une crise extérieure qui n'est pas imposée par les données de l'économie française » et soucieux « de ne pas donner une prime à la spéculation », a refusé cette formule. Pour stopper l'hémorragie des réserves de la Banque de France et enrayer la perte de compétitivité des exportations françaises par rapport à l'Italie et au Royaume-Uni, il a préféré, après consultation du président de la République, laisser le franc à nouveau flotter « sans contrainte ».

M. Fourcade, apparemment décontracté et peu affecté par le revers ainsi subi par la politique monétaire européenne de la France, retraça ensuite, à l'intention des journalistes, les principaux épisodes de la crise. Après les embarras rencontrés par la lire, lorsque la livre sterling s'est brusquement affaiblie, entraînant d'importantes transferts vers le deutchemerk, « la France a supporté pratiquement seule la charge du maintien de l'accord de flottement concerté. Il en est résulté des pertes considérables pour la Banque de France, laquelle, pour soutenir la monnaie nationale, a dû utiliser 6 milliards de francs depuis que la livre est atteinte, dont la moitié pour la seule journée de vendredi ».

« déboires d'aujourd'hui n'étaient-ils pas prévisibles ? avons-nous demandé à M. Fourcade, « de ne le crois pas, a-t-il répondu. En juillet dernier, nous avons voulu faire faire un progrès à la construction européenne, et d'ailleurs nous nous étions prononcés en faveur d'une modification des structures du « serpent ». Il faut bien constater que les eménagements apportés alors au fonctionnement de l'accord monétaire européen ont été insuffisants. » Malgré la bonne coordination franco-allemande. « On ne pouvait pas prévoir, ajoute-t-il encore, que le Royaume-Uni laisserait chuter sa monnaie et accompagnerait l'opération d'une baisse des taux d'intérêt, ce qui eut un effet cumulatif. »

Comment se présente l'avenir immédiat ? « Il faudra quinze jours pour voir dans quelle position nous nous situons. C'est le marché finallement qui, par sa réaction, dira si la pression contre le franc est imputable aux résultats médiocres de l'économie française ou bien surtout, comme le croit M. Fourcade, à des éléments extérieurs. Le ministre français ne semble pas convaincu que l'opération chronique qui vient d'être imposée sauvera le « serpent » ; il croit, en effet, que la pression exercée par les détenteurs de livres sterling est considérable et qu'elle devrait continuer à « tirer » le mark vers le haut.

Les ministres des finances des Neuf se réunissent ce lundi après-midi à Bruxelles. Ils seront alors informés des décisions prises au cours de la soirée précédente par les pays membres du « serpent ». En principe, les marchés des changes restent ouverts.

PHILIPPE LEMAITRE.



La totalité des réserves de change de la France risquait d'être rapidement épuisée

Les attaques contre le franc risquent de faire perdre rapidement la quasi-totalité de ses réserves de devises à notre pays. Au début de mars, la France possédait 85,6 milliards de francs de réserves de change, soit l'équivalent d'environ 22 milliards de dollars. Cette somme était pour 66 % constituée par de l'or auquel les autorités monétaires se refusent de toucher. Restaient donc, environ, 22 milliards de francs utilisés pour soutenir la parité du franc.

Un rapide calcul montre que ces 22 milliards de francs auraient été rapidement épuisés (M. Fourcade a, pour sa part, avoué une perte de 8 milliards de francs).

Les non-résidents — grosso modo les étrangers — détiennent environ 15 milliards de francs. Tout porte à croire que, se défilant du franc, ils auraient plus ou moins rapidement changé ces 15 milliards de francs contre d'autres devises : deutchemerk ou même dollar.

Actuellement, la France vend chaque mois à l'étranger pour 20 milliards de francs de marchandises : 30 % environ de ces ventes sont libellées en devises étrangères, en dollars notamment. Quand le franc est attaqué, et que sa valeur baisse, les exportateurs français ont tout naturellement tendance à retarder le moment où ils rapatrient les devises gagnées. Il y a, en effet, des résultats financiers

de leur entreprise : changer des deutchemarks ou des dollars en francs dévalués, c'est perdre de l'argent.

Les retards mis à rapatrier les devises gagnées peuvent globalement entraîner des pertes considérables au niveau des réserves de change. Les firmes françaises peuvent, en effet, accorder six mois de crédit à leurs clients étrangers. C'est dire que, théoriquement, ces « retards » de rapatriement auraient pu jouer sur 36 milliards de francs (30 % de 20 milliards x 6).

Enfin, les importateurs français peuvent accélérer leurs paiements, donc faire sortir plus tôt les sommes dues en devises. Là encore, des sommes importantes sont en jeu puisque nos achats représentent chaque mois 20 milliards de francs. Cette hémorragie peut, nettement, se faire par le jeu des couvertures à terme qui permet aux importateurs d'acheter à l'avance des devises (celles-ci ne sont plus alors disponibles pour les interventions des autorités monétaires).

On voit que toutes ces opérations qui, dans certains cas, peuvent être spéculatives, mais qui sont dans la plupart des cas dictées par des soucis de bonne gestion — nos entreprises nationales ne les pratiquent-elles pas elles aussi ? — auraient rapidement épuisé et au-delà les réserves de change de la France.

AL V.

Le Monde

Service des Abonnements

25427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4247 - 23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

— FRANCE — D.O.M. — T.O.M. — ex-Communauté (sauf Algérie) : 90 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

144 F 273 F 402 F 530 F

STRANGER par messagerie

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE : 115 F 210 F 304 F 400 F

II - TUNISIE : 125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse : d'adresses ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

AVIS DE CONCOURS

Surélévation du barrage de Lalla Takerkoust sur l'oued N'Fis

PRÉSÉLECTION DES SOUMISSIONNAIRES

Le Ministère des Travaux Publics et des Communications — Direction de l'Hydraulique — lance un concours pour la surélévation du barrage de LALLA TAKERKOUST sur l'OUED N'FIS.

Le concours a pour objet la surélévation de 9 mètres du barrage poids existant, situé à 35 km au S.-O. de MARRAKECH en direction d'Amizmiz. Le barrage actuel, construit entre 1929 et 1935, a une hauteur maximale sur fondations de 57 m, une longueur en crête de 357 m et un évacuateur de crues de surface équipé de 4 vannes-clapets.

Les travaux principaux concernent :

- La porte non déversante du barrage, de 273 m de longueur, surélevée de 9 m par adjonction de béton et d'ancrages précontraints ;
- L'évacuateur de crues surélevé en béton armé sur 7,60 m pour le déversoir et en béton précontraint sur 7 m pour les piliers ;
- Le prolongement du barrage sur les rives sur 150 m, au total.

Les Entreprises Générales de Génie Civil intéressées par la surélévation de ce barrage pourront se procurer à l'adresse ci-dessous une notice de renseignements sur l'ouvrage et les travaux à effectuer, un questionnaire et un modèle d'admission à concourir.

Le questionnaire et la demande d'admission dûment remplis devront parvenir par lettre recommandée eu plus tard le 15 mai 1976 à 12 heures à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

CASIER RABAT-CHELLAH

RABAT (MAROC)

La liste des Entreprises qui seront admises ultérieurement à présenter des offres sera dressée par une Commission désignée par le Ministère des Travaux Publics et des Communications.

LA VIE ÉCONOMIQUE

DE LA SORTIE DU FRANC DU « SERPENT » MONÉTAIRE

Comment MM. Giscard d'Estaing et Fourcade avaient justifié la rentrée du franc dans le « serpent »

« La consolidation de notre situation extérieure va permettre à la France... de participer à nouveau aux mécanismes de flottement concertés des monnaies européennes connus sous le nom de « serpent », annonçait le 9 mai 1975 M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire du plan Schuman. Un an auparavant, lors de son accession à la magistrature suprême, l'ancien ministre de l'économie et des finances s'était fixé cette réintégration comme objectif.

La réorganisation du système monétaire international... Le retour du franc français dans le « serpent » communautaire a été effectif, sur le marché des changes, le 16 mai 1975. Lors du conseil des ministres du 21 mai, le président de la République a expliqué que sa décision « importante » était « dictée par des considérations et un esprit strictement communautaires ». Le même jour, il précisait, au cours d'une conférence de presse, que « le retour du franc dans le « serpent » monétaire est de nature à relancer victorieusement l'union économique et monétaire de l'Europe, mais avec une grande difficulté qui procède de la situation particulière de la Grande-Bretagne, de la divergence séculaire, et semble-t-il durable, qui existe entre l'évolution économique et monétaire de la Grande-Bretagne et celle du groupe des pays occidentaux ».

BONN : il n'était pas question de réévaluer le deutschemark

De notre correspondant

Bonn. — La sortie du franc du « serpent » européen a été accueillie sans surprise en République fédérale, où l'on savait bien que la Banque de France ne pouvait pas continuer longtemps à dépenser des devises pour soutenir le cours de sa monnaie.

La Bundesbank elle-même avait, la veille du week-end, acheté des francs français pour la valeur de 600 à 700 millions de deutschemarks, afin d'empêcher de tomber en dessous de son cours plancher.

Vendredi, MM. Apel et Fride-rich, respectivement ministres des finances et de l'économie, avaient préparé la réunion de Bruxelles avec M. Klausen, président de la Bundesbank, et par moments, également avec le chancelier Schmidt, très occupé, par ailleurs, avec la ratification des accords germano-polonais. Malgré la bonne volonté dont fit preuve M. Helmut Schmidt pour aider « son ami Valéry », les dirigeants allemands étaient opposés à une réévaluation du deutschemark qui aurait gêné les exportations allemandes à un moment où l'expansion reprend lentement, ainsi qu'il résulte de l'élargissement des marges de fluctuation au sein du « serpent ».

Pour le chancelier, en effet, la participation au « serpent » doit se limiter. C'est moins pour lui l'ébauche d'une union monétaire européenne qu'un encouragement — pour les pays qui veulent y rester et pour ceux qui veulent y entrer — à maintenir une politique économique stricte, une

lutte conséquente contre l'inflation et une politique salariale réaliste. Dans les milieux gouvernementaux, on estimait, il y a peu, que M. Giscard d'Estaing pourrait continuer à mener une « politique économique à l'allemande », malgré les diverses recommandations salariales ou patronales, puisque la prochaine échéance électorale importante ne tombait pas avant deux ans.

Mais après le « sommet » de Nice, et alors que la première vague de spéculations venait de toucher la livre italienne, un proche collaborateur du chancelier nous avait dit : « Le franc ne craint rien. Dans les milieux financiers, on considère M. Giscard d'Estaing comme un bon technicien de l'économie. Il a déclaré qu'il n'y aurait pas de dévaluation du franc, et on l'a cru ».

DANIEL VERNET.

QUATRE ANNÉES D'ENTRÉES ET DE SORTIES...

• 24 AVRIL 1972 : Constitution du « serpent ».

• 22 JUIN 1972 : La livre sterling quitte le « serpent » et se met à flotter. Le chancelier de l'échiquier, M. Barber, avait déclaré qu'à la suite de l'entrée de la livre dans le « serpent » européen, et à la suite de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, il n'était plus question de sacrifier l'expansion de l'économie à la défense de la monnaie. La spéculation ayant entendu la leçon, une attaque massive se déclencha contre la livre, coïncidant à la Banque d'Angleterre plus du tiers de ses réserves.

• 12 FÉVRIER 1973 : A l'occasion de la deuxième dévaluation du dollar, la livre italienne quitte à son tour le « serpent » et se met à flotter.

• 15 JANVIER 1974 : Victime d'une spéculation encastrée par la réévaluation du Gordin en septembre 1973, et des incertitudes politiques engendrées par la maladie de M. Pompidou, le franc quitte lui aussi le « serpent ». Comme pour la livre sterling en juin 1973, la Banque de France avait perdu plus du tiers de ses réserves.

• 16 JUILLET 1975 : Après avoir fléchi jusqu'à 15 % par rapport aux monnaies fortes (florin, deutschemark) en mai 1974, le franc qui a rejoint le « serpent » le 16 mai retrouve ses parités de 1974.

• 15 MARS 1976 : Sous la pression de la spéculation, le franc quitte pour la seconde fois le « serpent ».

Une dépréciation de près de 4,5 %

(Suite de la première page.)

D'abord, parce que la politique française après les canotages, paraît bien incertaine. Ensuite, parce que l'instabilité la plus grande continue à régner sur la scène monétaire européenne, après que la livre et la livre sterling, qui flottaient plus que jamais si l'on peut dire, ont déjà perdu, la première, 17 % de sa valeur depuis le 20 janvier dernier, la seconde, 5 % depuis le 4 mars.

Une fois de plus, il s'avère que la décision de laisser flotter une monnaie signifie purement et simplement que le gouvernement du pays qui la prend a perdu toute liberté d'action face à la spéculation. Le gouvernement français ne se trouvait pas seulement aux prises avec une poignée de gros spéculateurs, comme on présentait encore les choses il y a quelques années. Depuis l'automne dernier, on constatait un retournement dans la situation des termes de règlement, qui d'exceptionnellement favorables au printemps et pendant l'été 1974, sont depuis lors devenus progressivement de moins en moins favorables à la France.

Les importateurs, dans leur majorité, acquiescent au plus vite les paiements à leurs fournisseurs étrangers, tandis qu'au contraire les exportateurs s'opposent par tous les moyens à leur disposition de repatrier le plus tard possible leurs recettes en devises, malgré la sévère réglementation qui les oblige à le faire dans le délai très court d'un mois. Faut-il voir derrière ce comportement l'intervention d'une puissance maléfique cherchant à perdre le franc ?

Certainement pas. Il serait ridicule d'imaginer une sorte de complot du G.N.P.F. contre le franc, où l'on verrait l'état-major de la rue Pierre-1^{re} de « Serbie » encourager en sous-main la spéculation. Cela dit, le gouvernement français a dû aussi avoir à compter avec un certain état d'esprit répandu dans de nombreux milieux patronaux. La majorité du patronat, il faut le dire, n'avait jamais approuvé la rentrée du franc dans le « serpent » et pensait depuis quelques mois qu'un certain « décrochage » du franc serait un bon moyen d'arracher de nouveaux marchés à l'étranger, et partant, d'atténuer la gravité du problème de l'emploi.

Le risque est grand que le gouvernement affaibli par le résultat des élections, ne se laisse convaincre par ce raisonnement fallacieux et cette doctrine de facilité. M. Fourcade s'en défend. Il affirme que sa politique ne consistera pas à suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et de l'Italie en pratiquant des dévaluations sauvages. C'est ce qu'il a dit en termes un peu plus mesurés, lundi matin, au cours d'une conférence de presse, à Bruxelles. Cependant, on ne peut accueillir ses propos que sous bénéfice d'inventaire. Depuis le mois de septembre dernier, la politique économique et financière du gouvernement est apparue sans direction définie, à ceci près qu'il semblait bien que la priorité était donnée à la relance à tout prix de l'activité. Peut-on penser qu'aujourd'hui, alors que l'existence plus la contrainte du « serpent », la ligne suivie sera plus ferme ?

Tant le raisonnement que l'expérience montrent qu'une dévaluation de la monnaie n'apporte pas une amélioration durable du commerce extérieur, et même souvent contribue à aggraver le déficit (en renchérissant le coût des importations). Les partisans d'une dévaluation soutiennent qu'en amputant la valeur de la monnaie on diminue d'autant le niveau des prix nationaux par rapport au niveau des prix internationaux. Mais un tel écart ne peut pas, en réalité, exister dans un monde où les différents marchés nationaux sont englobés dans un marché international plus vaste. Le propre d'un marché, c'est d'égaliser les prix.

Sauf lorsqu'elle est accompagnée de mesures destinées à freiner la demande intérieure — mesures particulièrement inopportunes dans les circonstances actuelles — une dévaluation de la monnaie a pour conséquence de faire monter les prix intérieurs jusqu'à ce

qu'ils aient rejoint, ou le plus souvent dépassé, le niveau international, ce qui conduit à une nouvelle dévaluation... C'est le processus que la Grande-Bretagne et l'Italie connaissent depuis plusieurs années.

PAUL FABRA.

Dans le Bade-Wurtemberg

LES SALAIRES DES MÉTALLS AUGMENTENT DE 5,4 %

(De notre correspondant.)

Bonn. — Le syndicat I.G. Metall et les employeurs de la métallurgie du nord du Bade-Wurtemberg se sont mis d'accord, le vendredi 12 mars, sur une augmentation de salaires de 5,4 % à partir du 1^{er} avril (plus une prime forfaitaire de 330 DM durant les trois premiers mois de 1976) pour les cinq cent quarante mille travailleurs de la région. A partir de 1977, les salariés obtiendront un jour de vacances supplémentaire.

A l'origine, les syndicats demandaient des augmentations de salaires atteignant 8 %, alors que les employeurs ne proposaient que 4 %. Les deux partenaires ont estimé que cet accord pourrait servir d'exemple non seulement dans la métallurgie des autres régions allemandes, mais pour toutes les autres branches de l'économie. — D. V.

Prenez vos aises jusqu'à Londres



Nos TriStars vous assurent les vols Paris-Londres les plus spacieux et les plus silencieux.

TriStar est le dernier né de la flotte British Airways, la flotte la plus moderne du monde.

TriStar a 3 moteurs Rolls Royce. Donc il est plus silencieux. Et c'est le plus grand des moyen-courriers. Donc vous avez plus de place.

Alors, la prochaine fois que vous irez à Londres, profitez-en ; prenez vos aises, prenez la Rolls-Royce des avions, prenez TriStar.



Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

L'ÉVOLUTION DES COURS

DES PRINCIPALES MONNAIES EUROPÉENNES (en francs)

	24 avril 1972	31 décembre 1975	12 mars 1976	Évolution en quatre ans
Deutschemark (100)	153,25	170,80 (1)	178,85	+ 15,5 %
Florin (100)	153,25	166,66 (2)	169,25	+ 11,5 %
Livre (1)	12,1958	9,9945	9,7797	- 21,2 %
Lire (1 000)	8,26	5,5416	5,6583	- 22,5 %
Franc suisse (100)	128,38	170,85	175,83	+ 39,6 %

(1) Réévalué de 3 % le 12 mars 1975 ; réévalué de 5,5 % le 20 juin 1975.

(2) Réévalué de 6 % le 17 septembre 1975.

Leo Burnett

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2 à 17. LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

18. POLITIQUE

— **ESPAGNE** : la situation est tendue dans les universités.

19. DIPLOMATIE

— Selon l'U.D.R., l'élection du Parlement européen au suffrage universel présente des « dangers évidents ».

— En cas de victoire de la gauche, les Américains s'accommoderaient de modifications dans la défense de l'Europe, déclare M. Mitterrand.

20-21. PROCHE-ORIENT

— **ÉGYPTE** : le président Sadate propose au Parlement l'abrogation du traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique.

22. AMÉRIQUES

— **ÉTATS-UNIS** : M. Ford suspend le directeur de sa campagne électorale.

22. AFRIQUE

22. ASIE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

— Pages 23 à 26

— La zone sterling est morte, mais les « balances » demeurent.

— La planification urbaine est-elle morte de capital et plus de main-d'œuvre ?

— Une sourdine à l'optimisme des constructeurs automobiles.

— **Égypte-Pologne** : un pacte signé dans une atmosphère de confiance.

— Le rôle des syndicats reste marginal dans l'entreprise française.

— L'économie portugaise à quatre semaines des élections.

28. RELIGION

— Des mesures pour faciliter la pratique de la religion musulmane.

28-29. ÉDUCATION

— Le C.E.T., déjà l'asine ? (III), par Guy Herdich.

— Les difficultés du Collège de France.

30. JUSTICE

— Un médecin condamné à verser 380 000 francs à la famille d'une fillelette rendue infirme par l'injection d'un sérum.

31. SPORTS

— **CYCLISME** : l'offensive des jeunes Français dans Paris-Nice.

— **LIBRES OPINIONS** : « La France peut devenir une nation sportive », par M. Guy Herdich.

32 à 34. ARTS ET SPECTACLES

— **CINÉMA** : Xala, de Sembène Ousmane ; Jamais plus tous-jours, de Yvanick Bellou.

42. LA RÉGION PARISIENNE

— Desservir ou asservir la banlieue : la rocade A-86 en pointillé.

43. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— **PÊCHE** : après la tempête dans le Manche.

44 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— **CONFLITS ET REVENDICATIONS** : semaine de grèves échelonnées dans les transports, la métallurgie, le bâtiment.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)

Annouces classées (35 à 41) ; Aujourd'hui (44) ; Carnet (30) ; « Journal officiel » (44) ; Météorologie (44) ; Mots croisés (44) ; Bourse (47).

Amazonie

En canot sur l'Oyapock, à la rencontre des Indiens Oyampi dans la forêt vierge, à la frontière Brésil-Guyane. Prix 2 800 FF - 16 jours - Départs été-automne 1976.

EXPLORATOR

16, place de la Madeleine, 75008 Paris - Tél. 265.63.24

Documentaire sur demande

Le numéro du « Monde » daté 14-15 mars 1976 a été tiré à 539 513 exemplaires.

A B C D E F G

La sortie du franc du « serpent » monétaire

Deux conséquences probables : stimulation des exportations mais hausse des produits importés

La dévaluation du franc par rapport au dollar, à l'écudo et à la peseta, les produits italiens, anglais et espagnols, rendus plus compétitifs, entrent plus facilement en France. Mais, dans ce cas également, il est difficile de mesurer avec précision l'impact des changements de parité de ces trois monnaies.

Si l'on est sûr que l'acier et la construction navale espagnols ont généré nos industries, de même que les chaussures fabriquées en Italie et en Espagne, les désordres économiques et sociaux qui se prolongent en Grande-Bretagne et en Italie empêchent ces deux pays de tirer partie de la compétitivité renforcée de leur monnaie.

Sur les marchés tiers, la concurrence des produits anglais, italiens et espagnols est probablement moins renforcée qu'il n'y paraît. Outre que le plupart des contrats négociés avec les pays tiers le sont en dollars, la Grande-Bretagne et l'Italie ne peuvent pas toujours suivre la demande pour les raisons exposées plus haut.

Il est certain d'autre part que des courants d'échanges commerciaux ne se renversent que lentement, le facteur prix n'étant pas le seul pris en compte. Ainsi, par exemple, des études ont montré que la compétitivité des produits français par rapport aux produits japonais était bonne ; et pourtant les Nippons taillent souvent des crouilles aux industriels français, parce que leur dynamisme est plus grand et leur réseau de ventes formidablement organisé dans le monde entier.

La sortie du franc du « serpent » et sa dévaluation vont faciliter nos exportations. Cela répond aux vœux de nombreux industriels français. En revanche, les prix de nos importations vont être majorés. L'effet peut être important sur l'équilibre de notre balance commerciale dans le mesure où — l'expérience le prouve — les achats à l'étranger croissent rapidement dans les périodes de reprise économique.

Les ventes de la France représentent 13 % des importations italiennes, 6 % des achats britanniques, 9 % des importations espagnoles. C'est dire que ces marchés sont extrêmement importants pour nos industriels, qui y sont bien implantés.

Il est heureux que certains que le renchérissement des produits français en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne n'a pas freiné nos ventes dans ces pays dans la même proportion. Le prix d'un produit est, en effet, rarement le seul facteur de vente : des réseaux commerciaux bien organisés, un « créneau » (cas d'un produit qui n'est fabriqué que par un pays ou une firme et qui est donc hors d'atteinte pendant un certain temps de la concurrence), sont autant d'éléments qui permettent de continuer à exporter malgré des prix relativement élevés ; l'exemple de l'Allemagne est là pour le prouver.

Il est évident cependant que la dévaluation de la lire, par exemple (la monnaie italienne a perdu 13 % de sa valeur par rapport au franc depuis le début de l'année), rend plus difficile la vente des produits « made in France » au-delà des Alpes. Même phénomène pour l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Les ventes de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne en France sont assez importantes, elles aussi. Respectivement 8,7 % des achats français proviennent d'Italie, 4,7 % de Grande-Bretagne et 2,3 % d'Espagne, soit au total 15,7 %. Grâce à la baisse de la lire, de la

TOKYO : pas de réajustement monétaire international.

Tokyo (A.F.P.). — Le retrait du franc du « serpent » exclut toute possibilité d'un quelconque réajustement monétaire international, indique-t-on lundi à Tokyo, au ministère japonais des finances. De même source, on estime que la décision française n'aura que peu d'effets sur le cours du yen, mais que le ministre japonais des finances suivra avec attention l'évolution des marchés monétaires européens. On ajoute que les monnaies restant à l'intérieur du « serpent » communautaire pourraient se raffermir par rapport au dollar américain dans les prochains jours.

UN ÉDITEUR EST POURSUIVI POUR FABRICATION DE FAUSSES « LITHOGRAPHIES ORIGINALES »

Dans le cours d'une enquête du service de répression des fraudes, une information a été obtenue jeudi 11 mars par M. Pierre Bismont, juge d'instruction au tribunal de Paris, avec réquisition de mandat de dépôt, contre M. Henri Guillard, directeur aux Éditions Saint-Germain (1). Celui-ci a été laissé en liberté.

M. Guillard avait conclu un contrat avec Leonor Pini pour l'édition d'un certain nombre de lithographies. Il lui est reproché d'avoir tiré un nombre supérieur à celui qui était indiqué sur le contrat et d'avoir imité, ou fait imiter, la signature de l'artiste sur ces tirages supplémentaires. Ces lithographies étaient vendues dans des galeries de la rive gauche à un prix cinq fois inférieur au prix normal.

M. Guillard aurait répété la même opération avec des lithographies de Salvador Dali et Hans Bellmer.

Les Éditions Saint-Germain ont publié samedi un communiqué assurant que ces accusations sont dénuées de tout fondement et qu'il s'agit d'une « campagne diffamatoire ».

(1) 8, rue du Loup, à Paris-14.

La Libye procède à de nouvelles expulsions de travailleurs égyptiens et tunisiens

La Libye a procédé à de nouvelles expulsions d'Égyptiens et de Tunisiens. Dimanche 14 mars, le journal égyptien Al-Ahram a indiqué qu'un nouveau contingent de trois mille travailleurs était arrivé vendredi au poste frontière de Sollum. Au total, le nombre des Égyptiens expulsés s'élève à plus de six mille.

De leur côté, les autorités égyptiennes ont interdit, samedi, les voyages en Libye sauf pour les personnes allant rendre visite à leurs proches parents. Dix ressortissants libyens venant de Tripoli ont été arrêtés samedi à l'aéroport du Caire.

Samedi également, le président Sadate a promulgué, en sa qualité de président de la Fédération des républiques arabes (Égypte, Libye, Syrie), un décret ajournant la

session inaugurale du Parlement fédéral qui devait se tenir samedi au Caire. On précise de source officielle que la décision du président Sadate a été motivée par la défection des députés syriens.

D'autre part, les autorités libyennes ont, selon Tunis, expulsé deux mille deux cent quatre-vingt-dix-huit ouvriers tunisiens depuis le début de mars. Notre correspondante à Tunis indique que les Tunisiens refoulés ont été arrêtés sur les lieux de travail ou dans la rue, au cours de rafles, et n'ont pas pu emporter leur argent. « C'est un traitement que les colonialistes eux-mêmes n'avaient pas osé pratiquer », a déclaré M. Bourquiba junior lors d'un meeting. « Il est temps que les milieux dirigeants de Libye comprennent que la Tunisie ne saurait accepter d'affront et qu'elle n'est pas à rendre », a-t-il ajouté.

Au Laos

Le pouvoir dénonce les actions « de plus en plus audacieuses » de groupes « contre-révolutionnaires »

Vientiane (A.F.P.). — La jeune République démocratique populaire se trouve confrontée à un épineux problème : celui de sa sécurité intérieure menacée par des contre-révolutionnaires jugés officiellement « de plus en plus audacieux ».

Depuis une semaine, le quotidien du Pathet Lao, la Voix du peuple, fusille « les contre-révolutionnaires qui menacent gravement le nouveau pouvoir populaire. Ces saboteurs de la paix et du progrès du Laos sont soutenus par les impérialistes américains et les réactionnaires thaïlandais et couvent des pertes en vies humaines et en biens au peuple ».

De son côté, le quotidien nord-vietnamien Nhan Dan, accuse « les impérialistes américains et leurs valets » de mener des actions de sabotage contre les pouvoirs révolutionnaires des trois pays indochinois. Il mentionne la destruction d'un pont près de Pakxane, sur un

effluent du Mékong. La destruction partielle de ce pont construit sur la route numéro 13, le grand axe nord-sud du Laos, situé à 150 kilomètres à l'est de Vientiane, n'a pas été annoncée officiellement dans la capitale laotienne. On sait cependant que, malgré les dégâts subis, il a été ouvert à la circulation des véhicules légers.

De source proche du gouvernement, on déclare que « certains problèmes de sécurité sont apparus ces derniers temps dans les provinces du sud » (Champassak, Savannakhet et Thakhek), ainsi que dans les provinces du nord où vivent des Mésos. Il semble toutefois que ce soit dans les régions de Champassak et de Pakxane que les problèmes soient les plus sérieux.

Depuis janvier, la radio a fait état, à maintes reprises, d'écrochages entre soldats du Front patriotique et éléments « réactionnaires ». Dans les régions du nord, soulignent les milieux gouvernementaux, « des actes de banditisme » ont eu lieu. A Vientiane, la situation est moins confuse, mais d'importantes mesures de sécurité ont été récemment mises en place notamment dans les quartiers périphériques de la ville, où habite la majeure partie de la population. Après 22 heures, la circulation automobile est interdite dans certaines rues de la banlieue et des contrôles d'identité sont effectués par les forces de l'ordre. Mais le couvre-levé n'est pas appliqué dans la capitale.

Les autorités ont récemment procédé à des interpellations (trois cents selon des informations non confirmées) de fonctionnaires, de militaires, de chefs de quartiers. Les personnes appréhendées se seraient livrées à des trafics divers ou auraient abusé de leur pouvoir et de leur fonction, « manifestant ainsi un esprit anti-révolutionnaire ».

D'autre part, et dans le but de renforcer le pouvoir populaire dans les provinces, le gouvernement a décidé de procéder à l'envoi en stage dans les villages de fonctionnaires de toutes catégories. Il s'agit de réduire l'emprise des « réactionnaires » et des contre-révolutionnaires « en milieu rural ».

« L'Iron menace de rompre ses relations diplomatiques avec Cuba s'il se confirme que M. Fidel Castro a rencontré des dirigeants en exil du parti communiste trarien (révolutionnaire). Si tel était le cas, dit-on officiellement à Téhéran, l'Iran considérerait le geste de M. Fidel Castro comme « une ingérence flagrante » dans les affaires intérieures. — (A.F.P.)

UN RAPPORT DE L'O.N.U.

De 40 à 55 millions d'avortements sont pratiqués chaque année dans le monde

Washington (A.F.P.). — Dans le monde, plus de deux tiers des femmes ont maintenant le droit de se faire avorter, rapporte une étude effectuée sous les auspices de l'O.N.U.

Le nombre des femmes ayant droit à l'avortement a doublé en

cinq ans, ce qui révèle l'un des changements de comportement sociaux les plus spectaculaires », souligne l'étude, en remarquant que, de plus en plus, les gouvernements reconnaissent que l'avortement légal est un moyen de réduire le nombre de décès dus aux avortements clandestins pratiqués dans des conditions sanitaires douteuses.

Les auteurs du rapport, M. Lester Brown et Mme Kathleen Newland, estiment qu'il y a entre quarante et cinquante-cinq millions d'avortements pratiqués chaque année.

Dans certains pays latino-américains et du Proche-Orient où l'interdiction de grossesse volontaire est interdite, le nombre des avortements clandestins a augmenté vertigineusement. Le rapport avance les chiffres de cinquante avortements pour cent conceptions au Brésil et de cinq cents avortements clandestins chaque jour en Égypte.

« La Colombie et l'Égypte possèdent les législations les plus sévères en matière d'avortement », déclarent les auteurs du rapport.

chez Rodin,
de 10 f à 175 f le mètre,
tous les tissus
d'ameublement
sont des
« tissus décoration »

- Velours et Jacquards contemporains.
- Imprimés exclusifs.
- Lampas et tapisseries de style.
- Tissus importés, américains, anglais, belges, hollandais, italiens, suédois.
- Tweeds, satins, toiles, douppions, chinés.

(tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

BLASE ?
Alors venez au moins une fois
l'incomparable massage thaïlandais.

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumé, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

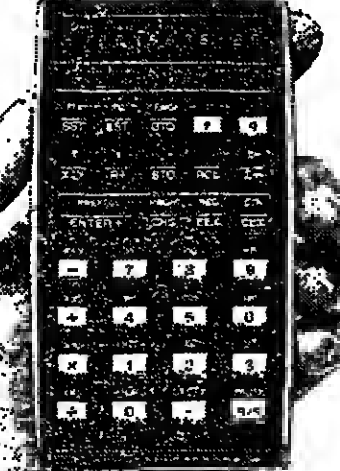
INSTITUT CORPORA CLAUDE MASSARD
Tél. 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris

A 'la Règle à Calcul', découvrez les plus récents calculateurs scientifiques de poche Hewlett-Packard.

HP-25

programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements-fonctions trig, log, deg, rad, grd, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.

1 116 F ttc



HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.

570 F ttc

HP-22

calculateur universel - scientifique, statistique, économique, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

954 F ttc

la Règle à Calcul

65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.
Tél. : 033 02 63/033 34 61
1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT-PACKARD

et reposez-vous au bord de la Mer Egée.

La Turquie, c'est la magie d'Istanbul, du Bosphore, de la Corne d'Or, de Topkapı, de Sairet-Sophie. C'est aussi Brousse-la-Verte, Pergame, Izmir, Kusadasi et Ephèse.

Mais c'est à Marmaris, au bord de la Mer Egée, que vous découvrirez la Turquie secrète.

2 semaines : 2 250 F. Paris/Paris.

GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre, Paris 1^{er}
260.34.35

A. Meyssignac
DESSIN - EXPANSION
FABRIQUE - RESTAURE
OCCURE - INSTALLE

Tapiserie ébénisterie

Meubles - Boiserie
Rangement - Eléments
Meubles-lits
Sièges et Canapés
Lits Classiques
Canapés-lits
Tentures murales
Rideaux - Décor de fenêtres

Tout à l'interieur
Styles et contemporains
ATELIER-MAGASIN
BUREAU D'ETUDES
42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE
PARIS 10 - BASTILLE
PARKING
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
Tél. 343-86-31